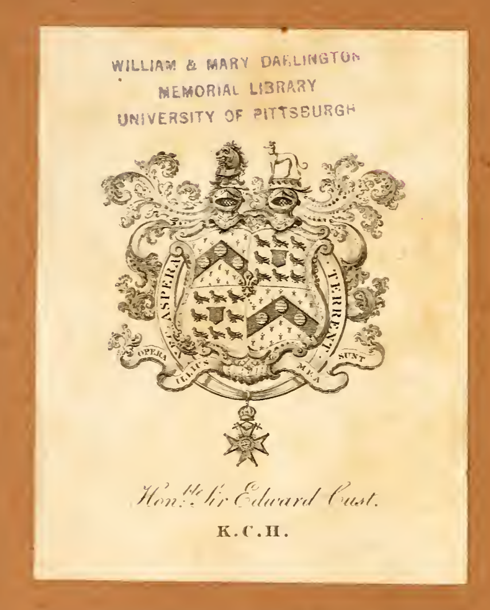



WILLIAM & MARY DARLINGTON
MEMORIAL LIBRARY
UNIVERSITY OF PITTSBURGH
ASPERA
TERRENT
OPERA
ILLIUS
MEA
SUNT
Hon.ble Sir Edward Cust.
K.C.H.



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

NOUVELLE ÉDITION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET DE PLANS;

PAR LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL JOMINI,

Aide-de-camp général de S. M. l'EMPEREUR DE RUSSIE, grand'croix de plusieurs ordres.

TOME TROISIÈME.

CAMPAGNE DE 1793. — PREMIÈRE PÉRIODE.

A PARIS,

CHEZ ANSELIN ET POCHARD,

SUCCESSEURS DE MAGIMEL,

LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE N° 9.

1820.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE IV.

CAMPAGNE DE 1793. — PREMIÈRE PÉRIODE.

SOMMAIRE.

État de l'Europe au commencement de 1793.—Jugement et mort de Louis XVI; indignation de tous les cabinets à la nouvelle de cette catastrophe. — Déclaration de guerre à l'Angleterre et à la Hollande. — Le roi d'Espagne ayant fait de vaines réclamations pour sauver Louis, s'arme pour le venger; la Convention lui déclare de même la guerre. — Les Prussiens entrent en Pologne sous le maréchal Mœllendorf. — Préparatifs de tous les partis : Dubois-Crancé propose de porter les armées à 502 mille hommes, en indiquant la direction à donner à ces masses. — Singuliers projets des Français sur la Zélande et la Hollande : Dumouriez s'engage contre toutes les règles dans ce pays, prend Breda et assiége Wilhemstadt, au moment où le prince de Cobourg rassemble ses forces vers Juliers. — Le duc d'Yorck descend avec les gardes anglaises à Rotterdam. — Miranda bombarde Maëstricht. — Déroute d'Aix-la-Chapelle et de Liége ; Dumouriez tarde de voler au secours de sa droite, et au lieu de ramener ses troupes avec lui, les laisse engagées sur le Biesbos; il joint l'armée à Tirlemont, et perd la bataille de Nerwinden. — L'armée française

rentre en désordre sur les frontières du Nord. — Dumouriez propose aux Autrichiens de marcher sur Paris, pour dissoudre la Convention, et rétablir l'ordre; ses conférences avec Mack; la Convention envoie le ministre de la guerre et cinq députés pour le mander à la barre; il les livre aux Impériaux, à l'exception de Carnot resté par hasard à Douay; son armée l'abandonne, et le force à se réfugier dans le camp ennemi.

Le roi de Prusse passe le Rhin à Bacharach, Custine lui oppose des forces disséminées, se fait battre sur la Nahe, et se retire sous Landau. — Investissement de Mayence. — Congrès d'Anvers où les Alliés règlent leurs opérations pour la campagne. — Ils bloquent Condé. — Tentatives infructueuses de Dampierre; il est tué. — Les forces combinées anglaises, hollandaises et hanovriennes étant enfin réunies aux Autrichiens, attaquent le camp de Famars; l'armée française se retire au camp de César, entre Bouchain et Cambray. — Troubles dans la Vendée; premiers succès des Royalistes; journées de Thouars, Fontenay et Saumur; Angers et Nantes sont menacés. — Progrès de l'anarchie dans l'intérieur. — Agitation produite par la défection de Dumouriez, la défaite de Custine, et les désastres de la Vendée. — Envoi de commissaires près des armées. — Décret pour la levée de 40 mille hommes destinés à couvrir la Convention. — Les Girondins attaqués par Robespierre, succombent. — Journée du 31 mai; elle excite un soulèvement dans toute la France, surtout à Lyon, Bordeaux, Marseille et Caen. — Siége de Valenciennes; cette place et celle de Condé sont prêtes à succomber: Custine appelé du Rhin pour les sauver, tarde à marcher à leur secours; elles tombent, et le général est condamné à mort. — Le siége de Mayence est commencé. — Le général Beauharnais s'avance avec les armées du Rhin et de la Moselle, au moment où la place vient de capituler; il porte également sa tête sur l'échafaud. — L'armée d'Italie a éprouvé des défaites le 8 février: elle renouvelle au mois de juin des tentatives inutiles contre le camp de Raus et de Lauthion; ses colonnes sont mises en déroute.

Aux Pyrénées, les mêmes revers menacent les armées françaises; Bellegarde et le fort des Bains sont pris par Ricardos; Collioure et Port-Vendre sont observés, et Perpignan menacé. — Le général Flers, repousse heureusement l'ennemi à Maz-de-Roz et

Niel. — La faible armée des Pyrénées occidentales est battue par Caro, à Suré, Andaye et Château-Pignon. — Servan arrêté et conduit à Paris. — Kellermann avec la moitié de l'armée des Alpes, marche contre Lyon. — Les Royalistes livrent Toulon aux Anglais et aux Espagnols. — Progrès de la Vendée.

CHAPITRE XIII.

Jugement et mort de Louis XVI. — État de l'Europe. — Préparatifs et plans des partis.

S'il est vrai qu'un gouvernement sage doive mettre tous ses soins à marcher dans le sens de sa nation, et ne jamais sacrifier l'intérêt général à d'étroites combinaisons personnelles; si l'on est même en droit de blâmer les princes qui subordonnent la politique nationale aux vues de leurs voisins, ou qui ne craignent pas de chercher dans l'étranger un appui contre leurs propres sujets; il faut convenir aussi qu'il n'est pas de situation plus déplorable et plus funeste pour un grand peuple, que celle d'être constamment en guerre avec les hommes investis du droit honorable mais épineux de le gouverner.

Lorsqu'une nation portant sans cesse des regards jaloux et inquiets sur le palais de ses rois, s'aveugle au point de n'y voir que des ennemis : lorsqu'elle oublie qu'ils ont l'auguste

mission de la faire respecter au dehors, de lui ménager d'utiles alliances, de diriger des guerres nécessaires, de maintenir l'ordre et la justice au dedans; et que pour remplir dignement leur mandat, ils doivent être revêtus non-seulement de toute la vigueur des institutions, mais encore de toute celle que procure la confiance publique: cette nation, dis-je, sera bien près de sa ruine ou d'une crise semblable à celle de 1793. Privé de pouvoir au dedans, dépouillé de toute considération au dehors, son gouvernement n'inspirant aucune confiance restera sans alliés. Abandonné des étrangers, envié, humilié et contrarié par les siens, il deviendra bientôt la proie de ses ennemis (1).

(1) L'opposition au gouvernement est devenue en quelque sorte une fausse bannière sous laquelle se sont rangés indistinctement, l'amour de l'indépendance, celui de la patrie et d'une liberté raisonnable, l'orgueil, les prétentions démagogiques, enfin l'esprit d'anarchie et de nivellement; choses qui, malgré leur divergence, se confondent dans la haine commune vouée à l'autorité. Cette ardeur d'opposition a été poussée si loin, qu'on entend tous les jours des hommes aussi respectables qu'éclairés, se lamenter de ce que le ministère exerce la moindre influence dans les élections. Quelque disposé que l'on soit en faveur des doctrines philosophiques, il importe avant d'admettre celle-ci, qu'on nous apprenne le secret de gouverner 30 millions d'hommes, de les mettre en rapports avantageux avec 200 millions d'Européens ou d'Américains, de lutter au besoin contre des ligues formidables de rivaux jaloux et puissans, quand on n'aura pas même l'ombre de crédit dans les colléges électoraux de ses propres provinces, et qu'on sera hors d'état d'y faire élire des magis-

Les événemens extraordinaires que nous allons esquisser, sont loin de détruire ces assertions. A la vérité, les querelles intestines, et l'anarchie au lieu d'affaiblir la France, la rendirent un moment plus redoutable. Mais on ne saurait se méprendre sur la cause de ce résultat inopiné, et l'attribuer à un conflit pernicieux entre les administrés et ceux qui tenaient le timon de l'Etat.

La force déployée par la France fut au contraire produite par la terrible loi qui investit les comités de plus de pouvoir que jamais Mahomet II ou Soliman n'en exercèrent dans leur empire.

Quelques hommes superficiels confondant l'effet du remède avec celui du mal, pensent encore que les immenses résultats de 1793, se re-

---

trats, dont les principes s'accordent avec le système du ministère. Car en dernière analyse, une nation ne peut ni prospérer ni se maintenir de nos jours sans un système arrêté et fortement suivi; et quel moyen de fonder et de suivre un tel système quand tous les fonctionnaires publics appelés à en former les plus puissans rouages, lui opposeront au contraire des obstacles invincibles. Le mécanisme de l'administration anglaise qu'on propose si souvent comme modèle, est tout entier dans cette facilité d'obtenir les suffrages nécessaires au gouvernement, pour ne pas voir sa marche sans cesse entravée : les communes ne deviennent alors qu'un conseil national propre à manifester à l'autorité, le vœu et l'intérêt public : si l'Angleterre dépouillait jamais son gouvernement de ce puissant levier, elle aurait tout à craindre d'un bouleversement.

produiraient sans le concours des comités, de la terreur et de l'armée révolutionnaire. Ils sont dans l'erreur : Napoléon a prouvé en 1815 que cela était impossible, et cet exemple, aussi récent que mémorable, aurait dû dessiller les yeux de ceux qui ne cherchent dans l'histoire que des subtilités doctrinaires, tout au plus bonnes à séduire la multitude.

Lorsque dans son profond discours, sur le droit deguerre et de paix (1), l'éloquent Maury rappelait à l'assemblée constituante le projet formé par le cardinal Mazarin pour introduire la forme républicaine en Angleterre, afin, disait-il d'atténuer la force politique de cette nation *par des lenteurs, des chocs d'intérêts et des dissensions intestines ;* il était loin sans doute de penser que le cabinet de Saint-James ferait éprouver sitôt à la France les effets de ce même système, et que la révolution qu'il encourageait avec art, serait encore plus féconde en vertus et en crimes, en traits de génies et en fautes, que celle tracée en caractères de sang dans les annales de 1643 à 1647.

Les Anglais plus sages aujourd'hui que sous Charles Ier, professaient des maximes bien différentes : convaincus qu'une réforme parlemen-

(1) Séance du 18 mai 1790.

taire serait juste, ils sentaient aussi que les passions soulevées par les débats survenus en France, rendraient très-dangereuse la moindre démarche qu'on ferait pour l'obtenir : l'expérience leur démontrait qu'il valait mieux tolérer quelques abus que de commencer une discussion dont on ne saurait prévoir ni la fin ni les résultats. *Ce sont les événemens extérieurs qui détruisent les Empires*, disaient leurs orateurs, patriotes plus éclairés que Brissot; *et non les imperfections des lois auxquelles les hommes sont habitués. Nos pères ont ainsi vécu et ils furent grands et heureux sous Henri V, sous Elisabeth, sous Anne et sous Guillaume. Nous sommes sûrs de la marche de la loi quelque défectueuse qu'elle soit, sommes-nous sûrs de celle qui la remplacera? Laissons faire le temps?*

Ce n'était pas seulement sous le rapport de ces débats intérieurs que les choses avaient bien changé de face depuis le règne de Charles: si l'anarchie fuyant les rives de la Tamise s'était transportée sur celles de la Seine; en échange la profonde politique de Mazarin s'était réfugiée à Londres. Les hommes d'état veillant aux destinées de l'Angleterre jugeaient bien que dans la situation respective des deux puissances, ils pouvaient, avec l'aide de l'Europe coalisée, faire bien plus de mal à la France, que jamais le cardinal

italien n'en avait souhaité aux Iles Britanniques.

Tous les vices inhérens au régime républicain se développaient déjà avec d'autant plus de force que les esprits n'y étaient point préparés; l'intrigue, l'égoïsme, l'ambition, l'esprit de faction, se déchiraient à l'envi les diverses branches du service public. Un patriotisme pur, désintéressé et éclairé, apanage du plus petit nombre était le masque commode sous lequel se cachaient toutes les ambitions.

Cet état de choses était doublement avantageux aux vues de l'habile ministre qui dirigeait l'Angleterre, car le désordre dont la France était affligée, ralliait au chancelier de l'échiquier, ceux même qui avaient été les plus ardens admirateurs de la révolution, et qui craignaient maintenant pour leur patrie, tous les excès de la fureur démagogique. Si le parti démocratique en concevait quelques espérances, la masse éclairée de la nation et ceux qui avaient voix dans les affaires publiques, sentaient d'autant mieux ce qu'on aurait à redouter de ses succès.

Le ministère ne négligea aucun moyen pour entretenir les esprits dans cette disposition, en rappelant sans cesse aux diverses classes de la nation les dangers dont leurs plus chers intérêts seraient menacés, si jamais la licence populaire venait à envahir l'autorité. Il leur présentait les

périls de la patrie, associés à ceux de leurs bénéfices ou de leurs charges, comme à ceux qui menaçaient le commerce et l'industrie nationale. Pairs, nobles, marins, négocians, s'empressèrent à l'envi de se rallier au gouvernement, et celui-ci appuyé sur l'opinion, se voyant en état de tout entreprendre, adopta le système auquel l'Angleterre est redevable de sa grandeur actuelle.

Rejeter chaque projet de réforme parlementaire qui diminuerait infailliblement les ressorts de l'administration; se créer peu à peu un pouvoir dictatorial par les lois répressives de la liberté individuelle et de la presse (1); augmenter l'influence du parti aristocratique; réduire au silence celui des Wighs et de l'opposition, devenus menaçans depuis la guerre d'Amérique; les dépopulariser en les comparant aux niveleurs, ou en les accusant de projets contraires à la prospérité et à la constitution britanniques. Tel fut en peu mots le plan profondément médité que Pitt mit à exécution dès 1791.

Bientôt toute idée de réforme constitutionnelle dans le mode des élections fut présentée comme un crime; Burke, Windham, le duc de Portland

---

(1) Suspension de l'*Habeas Corpus*, et lois contre les libelles.

et son parti, quittèrent les bancs de l'opposition pour s'asseoir sur celui du ministère. Les sociétés secrètes dont le premier de ces orateurs menaçait sans cesse le Roi et la nation, comme tramant le bouleversement de l'Empire, discréditèrent Fox et le parti de l'opposition, au moment décisif où ils eussent balancé la puissance ministérielle: ces sociétés existèrent, il est vrai, mais le silence du gouvernement pendant plusieurs années, et son embarras lorsqu'il fut question de les traduire sérieusement au banc du Roi, contribuèrent, de concert avec l'étrange issue de ce procès, à faire croire quelles agirent souvent dans les intérêts du cabinet, bien quelles parussent professer tous les principes des Jacobins.

Assuré ainsi de son triomphe, fort des armes que les dangers de la Hollande lui prêtaient pour rendre la guerre populaire, et empêcher qu'on ne l'envisageât comme une guerre de parti; Pitt en poussait les préparatifs avec activité : avant d'en retracer les événemens, il convient toutefois de revenir sur ce qui se passait dans la république.

Quoique les affaires eussent pris d'abord une tournure à laquelle on ne s'attendait guères, et que la France, sortie victorieuse de la lutte engagée avec les principales puissances de l'Europe, eût déjoué les combinaisons des diplomates les plus profonds, en donnant au monde une grande

preuve de la fragilité des calculs humains, il n'est pas moins vrai que ce mécompte dans les combinaisons des cabinets du continent, était loin d'en être un dans celles de l'Angleterre.

Lors même que ces succès inattendus ne fussent pas devenus aussi funestes que des revers, par l'exaltation qu'ils produisirent dans la Convention, et l'excès de confiance qu'ils inspirèrent à ses généraux; la supériorité dans les deux Indes et sur toutes les mers n'en eût pas moins été acquise au cabinet de Saint-James, et peu lui importait que la France s'emparât de quelques provinces, quand il lui enlevait toutes ses alliances et jusqu'au moindre espoir de soutenir désormais un équilibre maritime et colonial.

Indépendamment de ces considérations importantes, rien n'était moins certain que la conservation de ces avantages passagers et de ces provinces nouvellement acquises. Si Dumouriez eût rejeté Clairfayt jusque sur la Lahn, et que le conseil exécutif, envoyant 10 mille hommes de plus à Nice, eût songé à demander à temps les levées nécessaires pour se maintenir sur les deux lignes du Rhin et des Alpes, nul doute que la France n'eût pu défendre ses conquêtes, et braver longtemps les efforts de l'Europe, à l'abri des barrières que la nature semble avoir créées pour elle. Mais ces mesures décisives ayant été négli-

gées, les succès des armées ne furent qu'éphémères, ils irritèrent en pure perte la Prusse et l'Autriche, pour enfler l'orgueil des Jacobins.

Ces hommes ardens croyant dicter des lois aux potentats de l'Europe avec autant de facilité qu'au malheureux Louis, n'hésitèrent plus à les provoquer tous, en commençant son procès. Quelque répugnance que nous ayons à retracer cet événement déplorable, la nécessité d'indiquer les causes qui grossirent la coalition, et allumèrent la guerre de la Vendée, nous a déterminé à en faire l'esquisse.

Procès du Roi.

L'assassinat juridique de Louis, est un de ces attentats que l'on voit dans l'immensité des siècles, venir de loin en loin épouvanter les peuples et les rois : les suites en furent incalculables, elles imprimèrent à la politique extérieure un mouvement terrible, et donnèrent à la tyrannie démagogique, qui ne s'était jusqu'alors signalée que par des excès tumultueux, le caractère d'une cruauté froide et réfléchie.

Les détails de ce procès sont tellement célèbres, qu'il serait presqu'aussi superflu que pénible d'en entretenir longuement nos lecteurs. Nous nous contenterons de remarquer que la mise en jugement de Louis XVI était une violation de la charte, d'après laquelle le Monarque accusé n'était passible que de la déchéance. L'as-

semblée s'était hâtée de la prononcer après le 10 août, et c'était là que devait s'arrêter sa vengeance; mais nous l'avons déjà dit, une faute en appelle toujours une autre; la passion égare les hommes, et les porte bientôt aux derniers excès, moins encore pour les délivrer de remords que pour les affranchir de craintes. L'histoire des révolutions de tous les peuples vient à l'appui de cette observation, et ne permet pas d'en contester la justesse.

Les plus déterminés des Jacobins, ceux qui pressaient avec le plus d'acharnement la mise en jugement de Louis, ne se dissimulaient pas le vice radical d'une procédure pareille. Aussi, l'un d'eux se tira de l'embarras où le jetaient quelques argumens de ce genre, en répondant: « *nous* » *ne jugerons pas Louis; nous le tuerons.* » Toute la politique de ce temps est renfermée dans ces mots.

La vie du Monarque captif se trouvait maintenant dépendre de la solution de deux questions agitées dans l'assemblée; Louis peut-il être jugé, et sera-ce la Convention qui le jugera? Ces deux questions cumulées par surprise, furent décidées ensemble et affirmativement; la Convention nationale se constitua juge, et l'acte énonciatif des délits imputés au Roi ne tarda pas à être promulgué. L'opinion de Robespierre dans cette circonstance fut remarquable; il ne se mêla que le dernier dans la controverse qu'il écouta long-

temps avec dédain, épiant le moment de frapper un coup plus décisif; on vit enfin le tigre s'élancer à la tribune: Louis, s'écria-t-il, ne doit point, ne peut point être jugé, mais mis à mort sur-le-champ. L'orateur développa sa proposition avec une logique à laquelle on était peu accoutumé de sa part; elle fut appuyée par plusieurs autres juristes, et surtout par Saint-Just, jeune homme bouillant, impétueux, tout-à-fait propre à devenir le Séïde d'un nouveau Mahomet, et qui s'était depuis long-temps fait distinguer des Jacobins par une férocité précoce. Quoi qu'il en soit, cette proposition barbare ne prévalut point, ce qui surprend : peut-être ceux qui l'avaient mise en avant, ne désiraient point eux-mêmes qu'on l'adoptât; la Convention crut devoir imiter Tibère qui, violant la justice et l'humanité, s'attacha toujours à conserver les formes autant que possible.

Le décret de la mise en jugement une fois rendu, l'on ne s'occupa plus que d'en accélérer l'exécution; une commission fut nommée pour examiner les immenses matériaux dont devait se composer l'acte d'accusation; la plupart de ces pièces avaient été trouvées aux Tuileries dans l'armoire de fer, et remises à la Convention par le zèle officieux du ministre Roland.

C'est au dépouillement de ces perfides cartons, que Mirabeau fut redevable de l'avanie que

les Jacobins firent à ses cendres; mais hâtons-nous, puisque notre marche nous y force, d'arriver à la catastrophe dont l'Europe est encore en deuil.

Le Roi prévenu dans les formes de sa mise en accusation, demanda et obtint un conseil pour préparer ses moyens de défense : reconnaissant ainsi, il nous est pénible d'en faire l'observation, la compétence de cet étrange tribunal. Amené à la barre, il y montra une assurance modeste, et répondit avec esprit et précision, aux questions plus ou moins insidieuses qui lui furent adressées par le président.

Il est injustement condamné.

Il n'était pas difficile de prouver que Louis n'avait jamais eu d'attachement sincère à la constitution, mais comment démontrer qu'il était la cause de l'effusion de sang, dont le 10 août avait été trempé? C'étaient là cependant les principales charges de son acte d'accusation. Après avoir subi cet interrogatoire, Louis fut reconduit au Temple, à travers les huées de la plus vile populace. Ramené à la barre peu de temps après, il fut défendu par Desèze avec des ménagemens envers les juges qu'une éloquence plus mâle aurait peut-être terrassés ; car dans ces momens d'effervescence populaire un discours énergique entraîne, subjugue, accable la multitude. Il entrait dans la destinée de ce malheureux descendant d'Henri IV, d'être défendu comme

un accusé vulgaire, et de montrer dans son infortune une ame moins forte que Charles Ier.

Le roi d'Espagne fit faire en vain par son chargé d'affaires quelques déclarations tendantes à lui sauver la vie, et selon la logique du temps, l'intercession d'un tyran était un crime de plus qui ne devait qu'accélérer sa perte. Une majorité de cinq voix, fit prévaloir la peine de mort. Les Girondins, contre l'opinion qu'ils avaient d'abord émise, la votèrent en se réservant un appel au peuple, et pour dernière ressource, un sursis; mais l'un et l'autre furent écartés. Louis en recevant la notification de sa sentence, ne put obtenir un délai de trois jours de l'inexorable dureté de ses juges; ils crurent faire assez de lui laisser la faculté d'appeler un prêtre, et d'embrasser sa famille : le peu de momens qui lui restèrent, furent employés en exercices de piété, et à écrire un testament, où il pardonnait à ses meurtriers.

Il serait difficile à l'historien le plus profond, d'assigner la véritable cause de ce jugement inique. L'intérêt des factions dominantes ne le commandait pas. Louis avait un successeur hors du royaume, et à sa mort toute la force du gouvernement s'y trouvait ainsi transportée. Sa détention, au contraire, laissait les princes émigrés dans la position de mécontens fugitifs : sous tous les autres rapports elle était d'ailleurs beaucoup moins dangereuse : jusques-là, tout ce que les

novateurs avaient osé, pouvait se parer des couleurs du patriotisme, et trouver grace aux yeux de la postérité, même à ceux du Roi, si jamais une réaction le ramenait sur le trône. Prisonnier, il pouvait être considéré comme un ôtage qui garantissait l'impunité de ses ennemis, et les intérêts politiques de la France. L'importante question de la neutralité de l'Espagne, et peut-être celle de toutes les puissances maritimes, à l'exception de l'Angleterre, se rattachait à la conservation de ses jours. Mais on avait alors le plus profond mépris pour toute considération politique; une exaltation barbare était le seul titre revendiqué par les hommes d'état de 1793.

Mercier après avoir fait, dans son nouveau Tableau de Paris, la peinture animée du scandale de ces horribles débats, ajoute avec son originalité ordinaire :

« Comme les crises révolutionnaires se com-
» posent d'infiniment petits, ceux-ci forment la
» base essentielle de ces événemens; une grande
» issue avec des petits moyens, doit étonner les
» observateurs.

» Presque tous les événemens de la révolution
» furent imprévus et même imprévoyables. Com-
» ment se figurer la cruauté en pure perte;
» d'exécrables extravagances sans but; une doc-
» trine comme celle de Marat trouvant des en-
» thousiastes; des bacchanales sans-culotides

» approuvées en ce qu'elles avaient de plus hi-
» deux. J'ai vu le triomphe d'une grossièreté lo-
» quace et furieuse; je n'y croyais pas la veille,
» ne pouvant admettre le sommeil ou le délire
» d'une nation entière. Cependant des hommes
» placés hors de la scène, prétendent expliquer
» les causes de tel ou tel événement de la révo-
» lution; ils confondent les temps, les lieux,
» les personnes. *La mort de Louis XVI est une*
» *catastrophe amenée par les vents qui ont soufflé*
» *des quatre coins de l'Europe.* »

Le jugement de cet écrivain judicieux est d'autant plus remarquable, que les partis, après dix ans de guerre, et quinze de léthargie, se disputent de nouveau sur la première cause de ce fatal événement. Les uns ne veulent y voir que le triomphe de l'anarchie, d'autres recherchent dans les plus perfides ramifications de l'influence étrangère, dans l'ambition personnelle de quelque prince, des circonstances qui puissent expliquer un attentat si odieux : nous nous épargnons des recherches qui pourraient nous conduire à de tristes découvertes.

Ce qui surprend le plus, c'est qu'il ne fut fait aucune tentative pour épargner à la France ce crime inutile; les Girondins prétendirent l'éviter par des subtilités; aucun d'entr'eux ne prit des moyens vigoureux pour l'empêcher. Dumouriez et le ministre Roland eurent, dit-on, le projet

de faire enlever Louis; le général a du moins affirmé qu'il avait réuni beaucoup de militaires à Paris dans l'intention de le sauver; plusieurs versions en lui accordant le premier point, contestent le second, et prétendent que ce général n'avait en vue que d'exciter un soulèvement pour porter le duc d'Orléans sur le trône, afin de jouer le premier rôle sous lui. Roland était d'un caractère trop timide pour prendre part à des entreprises aussi hardies, et sa femme dont il suivait les impulsions, ne pouvait que les lui faire désirer. Il faut cependant rendre justice à Dumouriez, et convenir que si jamais il conçut un tel projet en faveur du duc d'Orléans, il en eût certainement pris occasion de mettre les jours de Louis XVI en sûreté.

Louis est conduit à l'échafaud.

Le 21 janvier, tous les habitans de Paris étaient sous les armes. Louis amené au pied de l'échafaud, y protesta de son innocence; le bruit des tambours que Santerre mit en mouvement, empêcha le peuple d'en entendre davantage, et le crime fut consommé. Le coup terrible qui fit tomber cette auguste tête retentit à l'instant même dans toutes les cours de l'Europe. Détournons nos regards de cette scène sanglante, et dont l'horreur ne sera jamais trop vivement retracée, pour les reporter s'il est possible avec le calme de l'observation sur la situation intérieure

et extérieure de la France, où ce fatal événement glaça tous les cœurs d'épouvante.

Les Girondins, dont les efforts pour sauver la vie de Louis, furent si mal dirigés, tremblans maintenant pour eux-mêmes, cherchèrent à se rapprocher de leurs féroces adversaires : l'assassinat du député Saint-Fargeau, commis par un garde-du-corps, la veille même du 21 janvier, opéra ce rapprochement entre deux partis que les royalistes poursuivaient avec la même soif de vengeance. La trève ne dura au reste que deux ou trois jours, et les haines se réveillèrent avec d'autant plus de force qu'elles avaient été un instant comprimées.

Disputes des partis. Parallèle de Danton et de Robespierre

Ce fut Danton qui descendit d'abord dans l'arène, et lança les premiers traits contre les Girondins, avec sa logique accoutumée. Ce trop fameux révolutionnaire, le compagnon, et l'émule de Robespierre, partageait alors avec lui la faveur de l'assemblée. Sa forte complexion et son énergie semblaient en imposer à son rival. La fureur était l'état habituel de son ame orageuse ; le son de sa voix rauque et bruyante, ressemblait au bruit du tocsin. Plus calme, plus maître de lui-même au milieu de ses emportemens, Robespierre avait par ces seules qualités un immense avantage sur son compétiteur : d'ailleurs la simplicité de ses goûts et de ses habitudes qui,

même au faîte du pouvoir, lui fit préférer le toit et la nourriture d'un obscur ouvrier, aux hôtels magnifiques et aux tables somptueuses recherchées par Danton, lui acquit auprès de la multitude une réputation de désintéressement et d'incorruptibilité, égale à celle de Fabricius.

Indépendamment de ces qualités peu communes, qui disposaient tous les esprits enthousiastes ou superficiels en faveur de Robespierre, ce terrible meneur en réunissait d'autres, qui devaient assurer son triomphe. Il était sourd, impassible et muet comme la mort dont il frappait ses victimes : on ne cite pas un seul exemple d'une personne qui ait été sauvée par lui. Aucun sentiment d'humanité n'avait trouvé accès dans les replis de son cœur. Au contraire, les jouissances et les voluptés où un tempérament fougueux précipitait Danton, amortissaient sa férocité : impitoyable, lorsqu'il s'agissait de proscrire des masses, il ne pouvait se défendre d'un sentiment d'intérêt pour un individu, et sa pitié comme sa fureur ne restait jamais oisive; aussi beaucoup de proscrits lui furent-ils redevables de la vie.

Danton n'avait pas seulement l'énergie du tigre, on lui accorde encore celle d'un grand caractère, et il en fit preuve lors de l'invasion des Prussiens : c'est, dit-on, à lui qu'il faut attribuer la bonne contenance de l'assemblée, et l'élan

qui fut imprimé au peuple. Si la part active qu'il prit aux massacres de septembre ne le cède à aucun des crimes de son compétiteur, on doit convenir qu'il y avait quelque chose de plus élevé dans l'ame de Danton. La soif du pouvoir était aussi forte dans l'un que dans l'autre; ils aspiraient en secret à la dictature, et ce fut là le premier germe de leur haine long-temps secrète. Si l'un avait plus de profondeur, l'autre possédait une sorte de sagacité cruelle qui fut rarement en défaut. Comme orateur, Robespierre n'eut jamais qu'un talent médiocre et factice ; l'éloquence de Danton, au contraire, quoiqu'âpre et sauvage, atteignait d'un premier élan, une sorte de sublimité. Ce qu'il y a de remarquable dans le caractère du premier, c'est un orgueil d'autant plus irritable qu'il ne se sentait appuyé sur aucune qualité solide; et un penchant à la dissimulation qui le tenait habituellement concentré dans lui-même. L'ame de Danton était à la fois plus bouillante et plus expansive; sa haine se manifestait volontiers par des saillies d'une originalité brutale : avant d'être frappé, l'on était du moins averti, tandis que l'autre vous marquait en secret du poinçon de sa haine, et faisait consister toute sa force dans la dissimulation.

Il serait téméraire d'affirmer que Robespierre forma de prime abord le projet de se saisir du pouvoir suprême par le renversement du trône

et de tous les obstacles qui l'en séparaient; il est bien plus probable qu'il ne fut amené à un pareil dessein qu'au moment où il en vit la possibilité à la suite de tant d'événemens désastreux. Quelle que fût l'atrocité de son ame, nous ne croirons jamais qu'en 1791, ce monstre ait déjà songé à réduire la population de la France à 16 millions d'habitans, afin de la disposer à supporter son effroyable joug. Quant au projet qu'on lui attribue d'avoir voulu ceindre le diadême en profanant le sang des rois par un exécrable hyménée, c'est une fable inventée par un écrivain, jaloux de rendre ses personnages plus dramatiques, en leur supposant, de vastes et profondes combinaisons. Nul doute que Robespierre n'ambitionnât la dictature; mais il n'était pas le seul; Marat et Danton y songeaient aussi, et ce fut même cette concurrence qui, pour le bonheur de la France, entretint une espèce de division entre ces trois monstres; nous verrons les Girondins lutter encore quelque temps contr'eux, et finir par en être dévorés.

Cependant la majorité de l'assemblée flottait encore entre les deux partis; les Girondins cherchèrent à se venger sur le duc d'Orléans de la cruauté de leurs adversaires, et obtinrent un décret qui le bannit comme dangereux à cause de son origine; ce prince implora la protection des Jacobins qui prirent sa défense; Robespierre

se réservant sans doute cette victime, parla en sa faveur; et le décret fut retiré. Tout ce que les Girondins y gagnèrent, ce fut d'écarter d'eux les soupçons d'orléanisme.

L'intérieur de la république se ressentait de l'agitation de la capitale; partout une minorité factieuse faisait la loi; si les Jacobins avaient lutté avec le pouvoir royal par les ramifications de leurs clubs, que ne doit-on pas attendre de leur supériorité sur les instrumens débiles du conseil exécutif? C'est dans les clubs présidés par eux, qu'on décide de la vie des citoyens et de leur fortune; c'est là que se font les réputations, que se distribuent les emplois, enfin que s'ourdissent toutes les trames qui doivent bientôt renverser jusqu'à l'ombre de la liberté. L'avantage des factieux était de trouver partout une multitude plus ou moins façonnée à la révolte, portée au pillage et au massacre, et toujours facile à mettre en mouvement, en lui vantant les douceurs de l'égalité, ou en lui promettant des lois agraires. La masse du peuple auquel on parlait sans cesse de ses droits, sans jamais l'entretenir de ses devoirs, et dont on fascinait encore les yeux par des dehors de gloire, se laissait entraîner sans le savoir, et quoiqu'elle ne partageât pas les fureurs de ses chefs, elle ne sentait pas la nécessité de s'y opposer. Notre cadre n'admet pas d'autres détails sur des mouvemens partiels; jetons maintenant un

coup-d'œil sur les différens cabinets de l'Europe.

L'événement du 21 janvier ne permettait plus à leur politique de rester indécise; la tête sanglante de Louis, avait été, pour nous servir de l'expression de Danton, le terrible gant de bataille que la Convention venait de jeter à tous les rois.

Préparatifs de l'Angleterre.

On sait qu'après le 10 août, lord Gower, ambassadeur anglais, avait quitté Paris. L'ex-constituant Talleyrand, envoyé à Londres par le Roi, au mois de mars, pour solliciter l'appui de l'Angleterre, et qui y était ambassadeur de fait, sous le manteau de Chauvelin (1), n'y jouissait d'aucun crédit; ce dernier n'était pas même entendu lorsqu'il parlait au nom du conseil exécutif provisoire. On ne comprend pas comment Brissot et Vergniaud, qui déclamèrent avec tant d'orgueil contre quelques phrases du prince de Kaunitz, supportèrent cette insulte de la part du cabinet britannique; il n'en fallait pas davantage pour allumer la guerre. Cependant ces ardens défenseurs des idées métaphysiques, qui avaient osé dire en pleine tribune *périssent nos colonies plutôt qu'un principe!* et qui venaient de provoquer tous les cabinets de l'Europe, en berçant la France de l'appui de

(1) L'assemblée constituante ayant déclaré ses membres inéligibles aux fonctions publiques, Talleyrand ne put être ambassadeur; il eut une mission particulière pour diriger Chauvelin alors jeune et sans expérience.

l'Angleterre, honteux sans doute de leur impéritie, n'osèrent soulever le voile qui cachait leurs jongleries. Peut-être se flattèrent-ils d'en imposer assez long-temps pour détourner le coup, en persistant à caresser la nation anglaise, dont ils feignaient de ne pas connaître la haine invétérée et le constant intérêt.

Il n'était question néanmoins que d'armemens multipliés dans les ports de la Grande-Bretagne, et dont on annonçait ouvertement la destination contre les colonies françaises, déchirées comme la mère-patrie. Ces préparatifs étaient d'autant plus faciles, que le ministère par des menaces de guerre contre l'Espagne en 1790, et contre la Russie en 1791, avait obtenu près de 90 millions pour les besoins de la marine, et se mettait en mesure aussi sourdement que possible, de saisir l'instant favorable pour éclater, quand la France n'aurait plus la moindre chance de succès à lui opposer. Des émissaires partis de la Jamaïque établissaient depuis deux ans avec les colons de Saint-Domingue, divisés d'intérêts, des relations qui devaient un jour faciliter la soumission de cette île importante. La flotte de Spithéad était prête à faire voile; la tour de Londres, mise en état de défense et armée; les milices de plusieurs comtés, levées; et un rassemblement, formé sur les côtes. L'envoyé anglais excitait les Suisses à la guerre; lord Auckland proposait à la Hol-

lande, dès le 16 novembre, les secours stipulés par la triple alliance de 1788. De vives récriminations contre l'ouverture de l'Escaut et contre les décrets de propagande, annonçaient le but qu'on se proposait. Une frégate française était enlevée en pleine paix dans les mers de l'Inde, après un combat meurtrier; enfin les bâtimens de commerce et les citoyens français étaient soumis à mille vexations, que l'on se berçait encore à Paris du fol espoir de la neutralité.

Cet aveuglement paraîtra d'autant plus surprenant qu'il suffisait de jeter les yeux sur l'histoire du dernier siècle pour prendre une idée bien différente des relations des deux états: d'ailleurs, depuis plusieurs mois, le parlement retentissait de plaintes et de menaces dont le but, trop visible, était la guerre. Personne aujourd'hui ne serait dupe de la scène où l'orateur Burke, pour en venir plus sûrement à ses fins, jeta de la tribune, au milieu de la salle des communes, un poignard fabriqué, disait-il, par les correspondans des Jacobins, pour attenter à la vie des amis de l'ordre et de la prospérité anglaise. A la vérité, quelques symptômes anarchiques s'étaient manifestés en Ecosse, en Irlande et dans plusieurs tavernes de Londres; mais les adresses de toutes les corporations de la capitale et des provinces, signalaient assez l'es-

prit patriotique de la majorité des Anglais, pour rassurer le ministère sur ces mouvemens. Ils n'aboutirent en effet qu'à l'investir d'une autorité plus étendue, ainsi que nous l'avons déjà dit.

Voyant enfin que M. Chauvelin ne parvenait point à expliquer des doutes qui étaient déjà de tristes réalités pour tout homme d'état éclairé, quelques Girondins supposèrent que Dumouriez serait plus habile. Ce général prétend, dans ses Mémoires, que Pitt avait déclaré ne vouloir traiter qu'avec lui; et, toujours prompt à se forger des illusions quand son amour-propre y trouvait son compte, il s'imagina que la politique anglaise faiblirait devant de petites intrigues, supposition qui décèle autant d'égoïsme que de présomption, et n'était fondée sur aucune probabilité. Pourquoi le chancelier de l'échiquier eût-il traité avec le généralissime des armées de la Convention, dont les victoires consolidaient l'empire rival et la puissance des Jacobins, plutôt qu'avec un ministre parlant au nom de la nation? La moindre connaissance des affaires eût dû suffire pour démontrer toute la futilité de ces calculs; mais aucune considération ne peut dessiller les yeux aveuglés par les passions et fascinés par un sot orgueil. Dumouriez donna dans le piége, et se crut à la veille de changer la marche inévitable des événemens. Il se compare, en cette occasion, à Caton allant

demander un *oui* ou un *non* au sénat de Carthage; comparaison qui dénote aussi peu de modestie que d'habileté dans l'art d'apprécier la situation respective des états.

Cependant, trois membres du conseil exécutif s'étant opposés à ce que le général partît d'abord pour Londres, on résolut d'y envoyer Maret, homme instruit et délié, tant pour demander et donner quelques explications préliminaires sur les griefs réciproques, que pour sonder réellement les intentions de Pitt, et demander des passe-ports pour Dumouriez.

On ne devait pas attendre des conceptions bien élevées des hommes qui tenaient alors les rênes du gouvernement; tous leurs calculs reposaient sur de vains intérêts de cotterie, et dénotaient l'absence d'une saine politique. Les affaires de la république se traitaient dans les dîners de madame Roland, par une réunion d'hommes instruits, mais trop convaincus qu'il suffit d'avoir de l'esprit pour diriger le vaisseau de l'état au fort de la tempête.

De Maulde, ambassadeur à La Haye avait été remplacé par Noël, qui y déplut. Cédant ensuite à l'influence de Dumouriez, on espéra, en y renvoyant le premier, conserver la neutralité dont la question dépendait entièrement du cabinet de Londres. Ce général, tout glorieux de balancer seul les destinées de la France, s'abusait au point

de vouloir proposer à lord Auckland et au grand-pensionnaire Van Spiegel, une conférence à Anvers, où il espérait moins discuter les grandes questions qui intéressaient le ministère de Saint-James, qu'assurer la réussite de ses projets.

Personne ne voulait voir que le gouvernement anglais, à part son opinion sur la mort de Louis, eût dévié de la politique nationale, en laissant échapper ce motif plausible de rupture dans des circonstances si favorables. Le cabinet qui avait sanctionné le massacre de Jumonville, en 1753, pour avoir un prétexte de guerre dans un instant propice, laisserait-il échapper l'occasion sans égale que lui offrait le bouleversement de 1793? Imbus des mêmes erreurs, les diplomates, comme les législateurs, ne purent s'imaginer que ces deux années de neutralité apparente eussent été employées habilement par le conseil de Georges; soit en profitant du trouble universel pour accabler Tipoo, assurer l'empire de la Grande-Bretagne dans l'Inde, et agiter les colonies des Antilles; soit pour échauffer la lutte sur le continent européen avant de paraître sur la scène; ou enfin pour rétablir la bonne intelligence avec la Russie, troublée par les secours donnés à la Pologne et à la Turquie depuis 1789 à 1791. Par une méprise bien plus inconcevable, on appelait un ministre anglais à discuter, dans une conférence, les moyens de

détruire l'anarchie en France, tandis que Pitt s'était réjoui publiquement dès 1790, à la chambre des communes, des avantages que ces déchiremens promettaient à sa patrie.

Enfin, le renvoi de Chauvelin, à la nouvelle de l'attentat du 21 janvier, mit un terme à ces puériles incertitudes. Maret revint de Douvres sans avoir réussi à pousser plus loin.

Déclaration de guerre à l'Angleterre et à la Hollande.

Il ne resta à la Convention que le choix d'attendre la déclaration de guerre, ou d'en prendre l'initiative; et elle se chargea bientôt après de l'odieux de l'agression, en déclarant, le 1er février, à l'Angleterre une guerre que celle-ci faisait réellement depuis deux mois.

La Hollande, placée depuis le traité de 1788 dans la dépendance absolue du cabinet de Saint-James, excitée par lord Auckland, mécontente de l'ouverture de l'Escaut, et menacée d'ailleurs par Dumouriez, se préparait ouvertement à la guerre, et fut comprise dans le même décret.

Espagne.

La Convention ne tarda pas à la déclarer aussi à l'Espagne. Cette puissance suivit la ligne la plus sage, tant que le respectable comte d'Aranda se trouva à la tête du gouvernement. Il lutta contre la tourmente révolutionnaire aussi long-temps que possible, ne se dissimulant point que le moindre pas hostile entre les deux nations causerait une guerre universelle et que sa patrie jouerait, bon gré mal gré, le plus dangereux des rôles

en s'alliant à son plus cruel ennemi. Ceux qui savent l'influence que le clergé exerce dans les affaires du cabinet d'Aranjuez, et se rappellent la haine qu'il dut concevoir contre une révolution sappant aussi bien l'autel que le trône, jugeront quels obstacles ce grand homme d'état eut à vaincre pour maintenir la bonne harmonie.

La nouvelle du 10 août et les détails de cette affaire, rapportés par le chevalier d'Yriarte, commencèrent à ébranler son crédit et son système; des mesures militaires défensives furent prescrites, en même temps qu'on reprit quelques préparatifs dans les ports. Déjà on remarquait dans la marche du cabinet d'Espagne une allure différente; les rapports du marquis Del Campo à Londres et de sir Jackson à Madrid, annonçaient moins d'éloignement entre les deux cours. Enfin le décret menaçant du 19 novembre et le fatal procès de Louis, vinrent déranger en un instant tous les calculs de la sagesse et le fruit d'un siècle de travaux et d'espérances.

Le comte d'Aranda est remplacé par don Manuel Godoï.

Le comte d'Aranda, victime d'une intrigue de Cour, se vit sacrifié au trop célèbre Godoï, qui depuis, sous les noms de duc d'Alcudia, et de prince de la Paix, fit tant de bruit et de mal en Espagne.

Le 15 décembre, ce changement de ministère s'opéra à la suite d'une menée dont les détails n'entrent point dans notre plan. La présence de

M. de Calonne à Madrid vers la fin de l'année, a fait penser qu'il n'était point étranger à ces événemens dont la fatale influence se fit bientôt sentir.

Cependant les intentions du duc d'Alcudia parurent d'abord pacifiques ; et M. d'Ocaritz, chargé d'affaires d'Espagne, remit le 26 décembre à la Convention, une note par laquelle sa cour s'engageait à garder la neutralité et à cesser tout armement, pourvu que les jours du Roi fussent respectés. Cette proposition, que l'honneur français et la justice auraient dû accueillir avec autant d'empressement que la politique, fut rejetée avec un froid dédain par cette assemblée, dans laquelle on comptait, il est vrai, peu d'hommes capables d'apprécier les rapports des différens états européens, et qui masquait son ignorance en qualifiant de machiavélisme, toute combinaison des intérêts de deux nations.

Dès-lors il ne resta aucune voie de salut ; l'Espagne arma pour venger un attentat qu'elle ne pouvait plus empêcher, et c'est à ce seul tort qu'elle est redevable de sa ruine actuelle. Le sort de Louis XVI étant irrévocablement décidé, la rupture entre les deux pays n'avait plus de but, et le seul parti à prendre était de s'allier avec les Suédois, les Danois et les Américains pour l'observation d'une stricte neutralité mari-

time. Mais irrité d'un crime odieux, autant qu'alarmé des progrès de l'anarchie, le cabinet de Madrid se laissa aller à des démarches qui, envenimées encore par les fougueux arbitres des destinées de la république, ne tardèrent pas à provoquer la déclaration de guerre que la Convention fit à Charles IV, sur le rapport de Barrère, dans la séance du 7 mars.

La diète germanique se décide à la guerre.

Il ne manquait pour compléter le bouleversement général du continent, que de voir la confédération germanique se déclarer en entier contre la France; et le tableau ne laissa rien à désirer sous ce rapport. Déjà, à la première nouvelle de la prise de Mayence par Custine, la diète, sans préjuger la question d'une déclaration de guerre formelle, invita les princes qui avaient des troupes sur pied à les faire marcher. Cédant ensuite à la demande de l'Autriche, elle décréta, le 22 décembre, la levée du triple contingent (1).

(1) Le contingent ordinaire, d'après les conventions de 1681, s'élevait à 40 mille hommes, cependant il ne faut pas croire que le triple contingent donnât une armée de 120 mille hommes. L'Autriche et la Prusse laissaient le leur réuni à leurs armées séparées, d'autres princes le fournissaient en argent; enfin, chaque état éludait autant que possible de prendre part à une charge sans intérêt direct.

Les troupes de Bavière, de Souabe, de Mayence, de Trèves, Munster, Wurtzbourg, Salzbourg, Darmstadt, ne faisaient pas plus de 25 mille hommes.

L'électeur palatin seul était bien disposé en faveur des Français : les services que la Bavière en avait reçus depuis Louis XIV l'avaient attaché autant à la nation qu'à la famille appelée à la régir. La peur de voir renouveler les projets de Joseph II, l'éloignait avec raison de toute cause autrichienne. Le prince de Deux-Ponts partageait ces sentimens ; et toute cette partie méridionale de l'Allemagne était portée d'inclination à une neutralité qui était d'ailleurs de son plus grand intérêt.

Cependant les mesures préliminaires ordonnées par la diète, avaient déjà reçu une partie de leur exécution ; l'électeur de Saxe envoyait 6 mille hommes sur le Rhin ; les princes de Hesse en avaient joint autant à l'armée prussienne, sans compter 8 mille hommes qu'ils mettaient à la solde de l'Angleterre ; l'électeur de Hanovre, avant de se prononcer comme roi d'Angleterre, faisait marcher son contingent. Enfin la diète, cédant à une infinité de causes et d'intérêts trop connus pour être développés ici, adopta, le 30 avril, un conclusum qui constituait l'Empire en état de guerre, et augmenta des cercles de Bavière, de l'électeur palatin, et de la Souabe, la masse déjà énorme des ennemis de la France.

Le Pape, moins irrité de la réunion d'Avignon, pour laquelle on eût pu lui assurer des indemnités, que de la perte des immenses avantages Italie.

que le concordat de François Ier avait imprudemment livrés à la cour de Rome, et de la ruine de son influence spirituelle dont il était menacé par la constitution civile du clergé, frappa d'anathème les républicains. Indisposé de plus en plus par le langage inconcevable du conseil exécutif qui croyait n'avoir qu'un signal à donner pour briser la thiare du pontife, et les couronnes des rois (1); le Saint Siége n'attendit pas la mort de Louis XVI pour se déclarer; et l'assassinat commis, le 13 janvier, à Rome sur l'envoyé Basseville, prouvait assez que la France aurait à se garantir contre les foudres de l'église, moins redoutables que celles des flottes de Portsmouth, mais frappant et embrâsant toutefois les contrées ignorantes et superstitieuses, que la Convention appelait sans ménagement à la philosophie et à la liberté.

Naples, quoiqu'à peine revenue de la frayeur causée par l'apparition de l'escadre de Latouche, ne contint point l'indignation que lui inspirèrent le jugement de Louis et les impudentes déclamations du grenadier Belleville à la Convention nationale (2); elle se contenta de promettre l'envoi à Paris du prince de Castel-Cicala qui se trouvait à Londres, et entra dans la coalition dès

(1) Lettre du Conseil au Pape. (Pièces justificatives, n° 1.)

(2) Voyez son discours à la séance du 7 janvier, rapporté aux pièces justificatives du volume précédent, n° 11.

qu'elle le put avec sûreté ; l'apparition des escadres combinées dans la Méditerranée lui en fournit bientôt l'occasion. Ainsi le même trait de plume, par lequel Godoï signa l'union des pavillons castillan et britannique, plongea l'Italie entière sous le joug du cabinet de Saint-James.

Le Portugal attaché au char de l'Angleterre depuis les négociations du célèbre Methuen, ne s'en était un instant éloigné, pour accéder à la neutralité armée de 1780, qu'afin de reprendre de plus fortes chaînes. A la disposition des cabinets de Londres et de Madrid, il ne pouvait manquer d'être leur auxiliaire, et n'attendait que l'ordre de faire marcher son contingent.

La Turquie impassible à ces commotions, restait dans l'attente des événemens : la France d'ailleurs avait souffert en 1791 que la Porte dût son salut à la médiation de l'Angleterre et de la Prusse ; il était donc naturel que le Divan ne s'intéressât plus si vivement à son sort. Cependant le moment était décisif, s'il s'agissait de sauver ses anciens alliés ; et cet instant de léthargie ne sera sans doute pas l'épisode le moins remarquable de l'histoire ottomane ; il faut l'attribuer à la guerre qui venait à peine de finir, et au peu de confiance qu'inspirait alors la politique française. Turquie neutre

La Suède et le Danemarck, guidés par le sentiment de leur propre conservation, plus encore Suède et Danemarck

restent neutres. que par indulgence pour les excès qui se commettaient à Paris, restaient neutres. Le duc de Sudermanie était revenu, comme on l'a déjà dit, à la politique nationale, oubliée par l'illustre champion du pouvoir absolu. La cour de Danemarck, dirigée par l'habile Bernsdorf, ne se contenta pas de repousser toutes les insinuations des ministres coalisés depuis le mois de mars 1792. Ce grand homme, attentif aux progrès menaçans de l'Angleterre, s'était convaincu par l'issue des guerres précédentes que le système de 1780 était le seul qu'on pût lui opposer avec succès; et les cours du Nord persistaient dans un pacte, où elles trouvaient tous les élémens de leur sécurité et de la prospérité de leur commerce.

La Suisse n'avait encore embrassé aucun parti; la dernière révolution de Genève, en réveillant la défiance des Bernois, les portait au ressentiment, et à une rupture que des intérêts différens et des vues plus modérées parvinrent à détourner, malgré les efforts de l'envoyé anglais Fitz-Gérald.

Les puissances déjà en lice, l'Autriche, la Prusse et le roi de Sardaigne, encouragés par l'accession de tant de nouveaux et puissans alliés, brûlaient du désir de laver l'affront imprimé à leurs armes, et poursuivaient avec ardeur tous les préparatifs pour entrer en campagne avec

une supériorité décidée. Mais l'événement important qui se passait au nord, partageait leur attention entre les rives du Rhin et celles de la Vistule.

Affaires de Pologne.

En indiquant, au chapitre VI, les motifs qui avaient porté Catherine à envahir la Pologne, nous avons rendu compte des succès de ses armes et de la finesse de ses négociations, qui assurèrent le triomphe des confédérés de Targowitz. Les derniers mois de 1792 s'étaient écoulés, d'une part, à transporter l'autorité de la diète à la confédération, successivement établie à Brzesk et à Dubno; de l'autre, à méditer les moyens de tirer parti des circonstances. Ce moment de repos était précurseur d'une catastrophe que l'imprévoyance des confédérés ne sut ni apercevoir ni détourner. Des négociations actives avaient lieu entre les cabinets de Pétersbourg, de Vienne et de Berlin, et un second partage de la Pologne venait d'être résolu. Les avis ont été divisés sur l'origine de ce grand événement: les écrivains les mieux informés ont pensé que Catherine, fidèle aux plus chers intérêts de la Russie, en fit la première proposition à la Prusse et à l'Autriche à la fin de 1792. Instruite par l'expérience des dernières campagnes contre les Turcs, à quel point la Pologne bien organisée lui serait redoutable, pénétrée de la nécessité de s'ouvrir un contact direct avec les puissances

européennes, la Czarine devait le désirer et y était assez intéressée pour accréditer cette version. Les mêmes écrivains prétendent que Frédéric-Guillaume, avide d'indemnités pour ses folles expéditions de Champagne, avait consenti alors à ce démembrement pour obtenir Thorn et Dantzig, places dont nous avons déjà signalé l'importance, tant par leur commerce que par leur position géographique qui lie la Vieille-Prusse aux autres provinces de cette frontière et en assure la défense. Enfin, on se plaît à dire que l'Autriche, de crainte d'être abandonnée par son alliée, et livrée seule aux coups des Français, avait mieux aimé se procurer d'un trait de plume une ample compensation à la perte de la Belgique, que de s'exposer à une lutte inégale et dangereuse en s'opposant seule à ce nouveau partage. Dans ces sortes de cas, il faut ou prendre part aux dépouilles ou s'opposer à l'envahissement. Le premier parti est à-la-fois plus facile et plus agréable ; et le cabinet de Vienne, convaincu selon toute apparence qu'il se trouvait dans l'impossibilité de mieux faire, donna les mains à cette opération.

D'autres personnes ont pensé que, si le partage n'eût pas été convenu long-temps auparavant, l'Autriche n'aurait pas manqué de secourir la diète énergique de 1792, lorsque le prince de Czartorinski vint lui en faire la proposition : et

l'on découvre dans les stipulations de Reichembach et de Pilnitz, plus d'un indice qui donnerait du poids à cette assertion.

On n'a pu faire jusqu'ici que des conjectures sur la part que l'Angleterre eut à cette transaction, et l'époque où elle y consentit. Cette puissance, qui de 1789 à 1791 avait pris si hautement les intérêts des Turcs et des Polonais, garda un silence d'autant plus surprenant, que la guerre contre la France promettait un succès facile, et que le concours de Catherine n'y semblait point nécessaire. Cependant la correspondance active entre les cours intéressées, à la fin de 1792, ces courriers reçus et expédiés au mois de novembre, à Berlin et à Pétersbourg par sir Stratton, ministre anglais à Vienne, font assez soupçonner que le partage fut consenti à cette époque, sous l'entremise du cabinet anglais.

L'intelligence de nos lecteurs et le temps, suppléeront à ce qui nous manque de documens authentiques pour asseoir un jugement précis sur cet événement. Quoi qu'il en soit, il est certain que, dès le mois de janvier, les Prussiens firent marcher une armée commandée par le maréchal de Mœllendorf vers Posen, Thorn et Dantzig, et que cette double guerre empêcha Frédéric-Guillaume de diriger contre la France des efforts qui, tournés vers les bouches de la Vistule, semblaient bien plus profitables à ses intérêts.

L'Autriche, de son côté, sans envahir aussi ouvertement les provinces polonaises, rassemblait néanmoins quelques régimens du côté de la Galicie et de Cracovie; ce qui ne l'empêchait pas d'envoyer près de 40 mille hommes de renforts sur le Rhin et la Meuse, afin de rentrer en Belgique et d'aider les Prussiens à reprendre Mayence, qui, ouvrant aux Français un débouché en Allemagne, pouvait être considéré comme la clef de l'Empire.

Préparatifs de la France.

Les sénateurs inquiets et turbulens de la nouvelle république, ne pouvant opposer à la ligue universelle, aucune alliance capable d'en balancer ou atténuer les effets, n'eurent rien de mieux à faire que de se préparer à un combat à outrance; et, résolus de périr plutôt que de courber leurs têtes sous le joug, ils durent songer à prendre toutes les mesures nécessaires pour opposer à l'Europe armée, des forces qui pussent balancer celles de la coalition. Si l'unique but de leurs efforts avait été, comme ils l'annonçaient, une liberté raisonnable, et l'indépendance de la France, ce dévouement serait sublime; mais on ne reconnaît dans la plupart d'entre eux que les fureurs de l'esprit de faction ou l'énergie du désespoir, ce qui diminue beaucoup la gloire des résultats qu'ils obtinrent.

L'attitude victorieuse de l'armée de Dumouriez sur la Roër, trompa sans doute les meneurs sur

les premières chances de la guerre ; toutefois les députés les plus éclairés de la Convention mesurèrent les efforts qu'il faudrait opposer à l'Europe conjurée. Sieyes et Dubois-Crancé, au nom de cette partie de l'assemblée, firent, le 25 janvier, un rapport sur l'urgence d'adopter des moyens de défense : le premier proposa la réorganisation du ministère de la guerre qui, sous la direction de Pache, avait donné de si justes motifs de plaintes. Dubois-Crancé, tout en analysant avec méthode les besoins et les ressources de ce département, dévoila peut-être avec imprudence la distribution qu'il convenait de faire des troupes sur les différens points des frontières.

L'importance de ce rapport, et le développement des idées qu'il renferme, le rendent d'ailleurs si intéressant, que nous croyons faire plaisir à nos lecteurs de leur en rappeler ici les dispositions principales, qui constituent en quelque sorte le plan général d'opérations.

Propositions de Dubois-Crancé

« La république, dit l'orateur, pouvant être » attaquée au nord, à l'est, au midi et sur les » côtes de l'Océan, elle doit examiner d'abord » quels sont les points où elle peut agir avec plus » de succès offensivement ou défensivement. Elle » doit profiter des obstacles de la nature, par- » tout où ils lui permettent de se tenir avec » assurance et succès sur la défensive. Si les

» Français franchissaient les défilés pour attaquer des ennemis séparés d'eux par des chaînes de montagnes, ils se priveraient de l'avantage de se défendre avec un petit nombre d'hommes contre des armées nombreuses. D'ailleurs le système défensif, quand il n'entraîne aucun danger, est celui d'une nation juste. Elle n'agit offensivement que pour prévenir l'invasion de son propre territoire ; et lorsqu'elle est forcée de sortir de ses foyers et de détrôner les tyrans, ce n'est que pour rendre les peuples à la liberté, et rentrer ensuite dans ses limites comme un fleuve qui se resserre dans son lit après avoir fertilisé les campagnes qui l'environnent.

» Votre comité pense donc que vous devez garder la défensive à l'est et au midi, à moins que les circonstances qui varient, n'en décident autrement. Les deux points sur lesquels le roi de Sardaigne peut vous attaquer dans le midi, sont la Savoie et le comté de Nice; ces deux pays sont assez éloignés l'un de l'autre, et assez séparés par les obstacles naturels pour qu'il soit nécessaire d'établir une armée dans chacun. Sur les frontières d'Espagne, les deux principaux points par où les troupes espagnoles pourraient pénétrer, sont également aux deux extrémités de la chaîne des Pyrénées. Cependant, comme il se trouve un troisième passage

» au milieu, votre comité pense qu'il faut établir
» dans ce point trois armées, savoir : une sous
» Perpignan, pour défendre Bellegarde et Mont-
» Louis, et protéger les côtes ; l'autre vers
» Bayonne, et enfin établir au centre, vers Tou-
» louse, un corps de réserve sous les ordres du
» général en chef de ces trois corps, qui sera
» destiné à se porter vers les points menacés,
» avec cette rapidité que la position des lieux ne
» permet pas aux Espagnols d'imiter (1).

» L'Espagne ne peut porter aux frontières que
» 40 mille hommes disponibles ; en lui opposant
» une force égale, nous soutiendrons encore
» une guerre défensive sans dangers : ainsi les
» trois armées des Pyrénées seront ensemble
» de 40 mille hommes.

» Les troupes du roi de Sardaigne s'élèvent à
» 46 mille hommes ; il faut qu'il garde les places,
» qu'il garantisse son propre pays des révolu-
» tions. Il peut donc tout au plus mettre en
» campagne 30 à 36 mille hommes. L'Autriche

(1) Dubois-Crancé est dans l'erreur, s'il croit que les Espagnols ne puissent pas porter des réserves du centre aux extrémités, aussi rapidement que les Français. Les premiers ont par la position centrale de Saragosse autant de facilités pour agir que ceux-ci. Au reste, l'avantage local d'une réserve centrale est réciproque, il appartient à celui dans le pays duquel on porte le théâtre de la guerre, puisque par l'effet naturel de l'invasion, sa réserve entre en action, dès que l'ennemi débouche des montagnes. L'avantage stratégique appartient à celui qui prend l'initiative.

» lui a donné un secours de 10 mille hommes; » elle lui en fait espérer de nouveaux : mais le » comité pense qu'avec 40 mille hommes de ce » côté, on pourra soutenir la guerre défensive » avec succès.

» Les côtes de la Méditerranée et de l'Océan » doivent être gardées par de fortes garnisons, et » par une armée d'observation.

» C'est donc au nord que vous devez déployer » tous les moyens d'une guerre offensive, et » votre premier vœu sera sans doute d'empêcher » et même de détruire les préparatifs hostiles » d'une puissance qui paraît disposée à nous » faire la guerre : toujours cette puissance craint » une descente, jamais le projet ne s'en est ef- » fectué, et n'a jamais été sérieusement préparé; » mais il sera sans doute suivi avec plus de force » et d'énergie sous le régime de la liberté; vous » y destinerez 40 mille hommes d'embarque- » ment. »

Dubois-Crancé, passant ensuite à l'évaluation des forces que l'ennemi mettra en activité, compte 60 mille Prussiens, 68 mille Autrichiens, 12 mille Hessois et 40 mille des Cercles, 30 mille Sardes et 40 mille Espagnols; en tout 250 mille hommes : mais, sans s'arrêter à ces données, comptant même sur de plus grands efforts de la part des Puissances, il posait en principe que l'effectif des armées françaises ne

pouvait être moindre de 502 mille hommes, et concluait par proposer les mesures suivantes :

« 1° Les armées du Nord, depuis Dunkerque, » jusqu'au pays de Gex, y compris les garnisons, » seront disposées comme il suit :

» Cent cinquante mille hommes depuis Dun- » kerque jusqu'à la Meuse, 50 mille entre la » Meuse et la Sarre, 150 mille hommes de » Mayence à Besançon, et jusqu'au pays de » Gex (1); total 350 mille hommes, dont 30 » mille de cavalerie, et 6 mille d'artillerie de » parc, non compris celle destinée au service » des pièces de bataillons. Ces armées seront » pourvues chacune de l'équipage de siége, de » pontons et généralement de tout ce qui est né- » cessaire pour opérer offensivement.

» Le conseil exécutif pourra disposer de ces » forces, suivant que les circonstances l'exige- » ront;

» 2° Il sera établi une réserve vers Châlons, » composée de 25,000 hommes, dont 3 mille de » cavalerie, 1,200 d'artillerie, avec tout l'attirail » nécessaire pour se porter partout où le besoin » se fera sentir;

---

(1) On ne sait pas si ce fut pour en imposer aux ennemis de la France, que les deux armées du Rhin et de la Belgique calculées dans le discours du rapporteur à 62 mille hommes chacune, sont portées dans le décret à 150 mille hommes, ou s'il y fondit les 164 mille de garnisons.

» 3° L'armée des Pyrénées sera de 40 mille » hommes divisés en 3 corps, dont 30 mille » d'infanterie, 8 mille de cavalerie, et 2 mille » d'artillerie.

» Les armées des Alpes et du Var seront cha- » cune de 16 mille hommes d'infanterie, 4 mille » de cavalerie, et 800 d'artillerie.

» Celle des côtes de l'Océan, ou d'embarque- » ment, de 40 mille hommes, dont 35,000 d'infan- » terie, 4 mille de cavalerie, et mille d'artillerie;

» 4° Chacune de ces armées aura un état- » major particulier, 6 mille hommes, dont 2 » mille dragons seront formés pour la garde des » côtes de Bretagne;

» 5° Les comités de la guerre et des finances, » sont chargés d'examiner les dépenses et les » moyens d'exécution, etc. »

On peut observer, sans cesser d'applaudir aux vues élevées de ce rapport, qu'il pèche en trois points essentiels : d'abord l'appréciation des forces de l'Autriche est fautive en ce qu'elle ne les porte qu'à 68 mille hommes, tandis qu'elles s'élevaient au double, et pouvaient même aller à 200 mille hommes : ensuite la distribution des forces au nord est vicieuse, parce qu'elle place la masse entre la Meuse et la mer, tandis que c'était entre la Meuse et le Rhin qu'il convenait de l'établir. Enfin l'on affectait 8 mille hommes de cavalerie pour les Alpes, où ils semblaient inutiles; on

réservait trop peu de monde aux Pyrénées en n'y laissant que 3 petits corps isolés de 13 mille hommes chacun.

L'assemblée sentit sans doute l'inconvenance de ce projet de loi, puisqu'elle en ajourna l'adoption; elle arrêta seulement qu'on prendrait des mesures pour porter les armées au complet de 502 mille hommes, dont 53 mille de cavalerie et 20 mille d'artillerie; mais sans déterminer les moyens qu'on employerait pour y parvenir, ce qui occasionna la perte d'un temps précieux. Ce ne fut en effet que le 24 février, qu'elle décréta la levée de 300 mille hommes pour compléter les cadres et les porter à cet effectif.

Levée de 300 mille hommes décrétée.

L'armée eût joui de ces renforts deux mois plus tôt; si Dubois-Crancé, au lieu d'entrer avec la Convention dans des détails qui n'étaient pas du ressort d'un décret, se fût borné à dire que pour lutter à chances égales contre les ennemis, il fallait mettre en campagne autant de monde qu'eux, et fournir encore les places de la moitié des garnisons exigées pour leur défense; et qu'il eût présenté au même instant les moyens de lever les 250 mille hommes nécessaires à ce complément.

La solde et l'entretien de ces énormes masses, exigeaient des ressources immenses; le crédit public n'en offrait aucune, les impôts se percevaient à peine et se trouvaient à une distance

inouïe des besoins, multipliés encore par d'énormes dilapidations.

L'anarchie s'était glissée partout; les créatures de Pache avaient fait, des bureaux de la guerre, un club, que le pillage, l'intrigue et les déclamations occupaient beaucoup plus que le bien de l'armée.

Le comité des achats, dont nous avons parlé, et dont Clavières fut dit-on associé, gaspillait avec une impudence difficile à dépeindre, et dont la fortune des chefs n'était qu'un faible indice, puisque les plus grands abus provenaient encore de leurs agens subalternes. Plus de 200 millions furent dépensés pour l'habillement seul, et en calculant sur 500 mille hommes, c'était le double de la dépense nécessaire.

Le mal semblait d'autant plus irremédiable que les finances suivaient la progression inverse des besoins. Les biens du clergé se vendaient à vil prix, et si l'on eût recouru à la vente du reste et de ceux des émigrés, cette masse d'aliénation hors de proportion avec le nombre des acheteurs, eût apporté d'autant plus d'obstacles que ces sortes d'acquisitions inspiraient une juste défiance, à cause des risques auxquels on s'exposait en cas de réaction.

Cambon qui présidait alors le comité des finances de la Convention, ne voyait de moyen de salut que dans la spoliation des provinces conquises ou dans la planche des assignats; par un phénomène assez difficile à expliquer, ce papier

s'était soutenu jusque-là à moitié de sa valeur nominale, et cette manière de faire de l'argent semblait la plus commode. Quoique la somme en montât à 14 cents millions, on crut pouvoir l'augmenter de 800 autres millions, en l'hypothéquant sur les biens nationaux, dont la valeur fut estimée à près de 8 milliards.

En attendant, au lieu du brillant état militaire décrété, la France n'eut à l'ouverture de la campagne que 270 mille hommes, répartis comme il suit : Forces des Français à l'ouverture de la campagne.

1° En Belgique, et employés à l'expédition de Hollande	30,000 hommes.
2° Armée devant Maëstricht, sur la Roër et dans le Limbourg	70,000
3° Armée de la Moselle	25,000
4° ——— de Custine à Mayence	45,000
5° ——— du Haut-Rhin	30,000
6° ——— en Savoie et à Nice	40,000
7° ——— dans l'intérieur, environ	30,000
Total	270,000 hommes.

A cette insuffisance numérique, il faut ajouter l'état dans lequel se trouvaient les troupes sous les rapports administratifs. Si les énormes sommes portées au budget des dépenses, avaient fourni un habillement et un équipement de bonne qualité, ce n'eût été qu'un demi-mal ; mais l'un et l'autre se trouvaient dans le plus affreux délabrement. Les chevaux d'artillerie et des con-

vois périrent par une coupable insouciance; la campagne d'hiver acheva de tout détruire, et le moral des troupes avait entièrement changé avec cet état d'abandon.

Forces de la coalition.

Les forces de la coalition s'élevaient non-seulement à la moitié en sus de celles de la France, mais elles se composaient encore des plus belles troupes de l'Europe.

1° L'armée impériale en Belgique, comptait.	50,000 hommes.
Le cordon autrichien qui bordait le Rhin jusqu'à Bâle, employait	40,000
Il y avait entre la Meuse et Luxembourg. . . .	33,000 (1).
2° Corps prussien en Belgique.	12,000
3° ——— Prussiens, Saxons, Hessois sur le Rhin	65,000
4° ——— Hollandais.	20,000
5° ——— Hanovriens, Anglais et Hessois. . .	30,000
6° ——— Austro-Sardes en Italie.	45,000
7° ——— Espagnols	50,000
8° ——— troupes d'Empire, de Condé, etc . .	20,000
9° ——— Napolitains et Portugais.	10,000
Total.	375,000 hommes.

(1) Ces derniers ne furent portés à cette force qu'au mois de mars. De même Clairfayt ne reçut en Belgique le gros de ses renforts que dans le mois de février. Ceux des Prussiens arrivèrent successivement vers la même époque: les Anglais n'arrivèrent que le 20 avril, les Hanovriens le 20 mai; enfin ce ne fut qu'au mois de juillet que l'armée du Haut-Rhin fut portée à la force indiquée dans cet aperçu. Ainsi jusqu'au mois d'avril, la balance fut à l'avantage des Français, et s'ils furent battus au Nord, on ne doit l'attribuer qu'à de fausses manœuvres. Depuis le mois de mai au contraire les Alliés

Le cabinet de Vienne pouvait bien, à la rigueur, mettre plus de 120 mille hommes en campagne, mais soit qu'il le jugeât superflu, soit qu'il voulût rester en mesure de prendre part aux affaires de Pologne, il n'en fit pas marcher davantage contre la France. Les autres puissances eussent été de même que l'Autriche, dans le cas de doubler au besoin leur contingent; toutefois les levées alors basées sur les ressources régulières de finances, et proportionnées aux moyens qu'on se sentait pour les soudoyer, ne s'opéraient pas avec la redoutable facilité qu'on y a apportée de nos jours, et dont la Convention fut la première à donner l'exemple.

Les mesures pour le complément des armées adoptées malheureusement un peu tard, n'eurent pas d'ailleurs tout le succès qu'on s'en était promis, et indépendamment des obstacles que l'exécution de la loi rencontra dans bien des départemens, il fallait beaucoup de temps avant que les hommes fussent rendus armés et équipés sous les drapeaux. Tout faisait ainsi présager

---

eurent la supériorité jusqu'à la fin d'août. Alors les effets de la levée, commencèrent à se faire sentir d'une manière plus efficace, et le déblocus de Dunkerque et de Maubeuge, en fut le premier résultat : la grande réquisition du mois de septembre, acheva d'assurer aux républicains une supériorité qu'ils ne perdirent que par l'expédition d'Egypte et la désastreuse campagne de 1799.

que les grands coups seraient portés avant l'arrivée de ces renforts aux frontières, si l'on n'agissait avec prudence et habileté.

Plan que les Français auraient dû suivre.

Le plan de campagne le plus avantageux que le gouvernement français pût adopter, était le suivant. Rassembler les 100 mille hommes épars en Belgique; rejeter Clairfayt au-delà du Rhin pour s'abriter de ce fleuve; proposer alors au Stathouder, de rompre la triple alliance de 1788 avec l'Angleterre, et de rentrer par un acte formel dans les principes de la neutralité armée de 1780, conjointement avec l'Espagne à qui on eût fait les mêmes offres. En cas de refus, on eût porté 30 mille hommes par Nimègue sur Amsterdam, pour assurer le triomphe du parti patriote, laissant 60 mille hommes vers Cologne, afin de couvrir le Rhin. Si le Stathouder, au contraire, acceptait ces conditions, les républicains forts de la neutralité des Provinces-Unies, n'ayant plus rien à faire sur la rive gauche du fleuve, eussent dû rassembler les deux armées de Dumouriez et Custine en avant de Mayence, et déboucher en Franconie avec 130 ou 140 mille combattans, tandis que Beurnonville eût bloqué le prince de Hohenlohe dans Luxembourg. Telles étaient suivant nous les combinaisons les plus vastes qu'on pût adopter, et la situation des affaires en promettait le succès. La diversité des intérêts de la Prusse et de l'Autriche eût bientôt éclaté dans tout son

jour; la diversion qui les occupait en Pologne, la dispersion de leurs forces, la neutralité probable des petits princes, en contribuant à les affaiblir, eussent assuré aux républicains, une supériorité décidée pour toute la campagne.

A la vérité, la triple alliance de 1788 laissait des doutes sur le dévouement de la Maison d'Orange à l'Angleterre, tant que Guillaume règnerait : toutefois, il n'eût pas été impossible, en respectant ses prérogatives et son territoire, de le décider à une neutralité qui, détruisant l'effet de cette alliance, eût été un grand pas pour ramener ce prince à des idées plus saines de politique; car le Stathouder, redoutant une guerre aussi terrible, eût peut-être saisi avec empressement l'occasion de consolider son pouvoir par de sages liaisons avec la France. Mais ce n'était pas aux démocrates de 1793, qu'on pouvait proposer de ménager les droits d'un Prince luttant contre les prétentions de son peuple; ils ne savaient pas imiter en ce point la politique du cabinet de Londres, habile à soutenir tour-à-tour les intérêts démocratiques, les fureurs de l'inquisition, la légitimité, et les abus de l'oligarchie, pourvu que cela convienne à ses fins.

Le ministère s'en rapporte à Dumouriez.

Le conseil exécutif ne comptait parmi ses membres aucun homme capable de concevoir un

système général d'opérations; et le ministre de la guerre Pache, s'y entendant encore moins que ses collègues, il fallut se reposer sur Dumouriez du soin de cette affaire.

Nous avons déjà dit au chapitre X que le général en chef, atterré par les décrets du 19 novembre et du 15 décembre, circonvenu à Bruxelles, d'espions des Jacobins, d'agens déprédateurs, de commissaires qui voulaient établir dans cette cité florissante le régime du sans-culotisme, et les principes de la commune de Paris, avait cru devoir se rendre dans la capitale, afin de s'opposer de toutes ses forces au torrent destructeur qui menaçait la patrie, et dont il devait être une des premières victimes (1).

Dès l'instant de son arrivée, il put mesurer toute la profondeur de l'abîme : l'anarchie avait fait, depuis le mois d'octobre, d'immenses progrès; il ne lui resta plus de doute sur le sort dont la république serait tôt ou tard frappée par

---

(1) Nous suivons ici l'esprit des Mémoires de Dumouriez, sans garantir que ses assertions soient sans réplique. Celui qui vint dire le 12 octobre 1792 à l'assemblée, que bientôt la liberté et la philosophie seraient assises sur tous les trônes, n'avait pas si grande frayeur des idées de propagandisme, qui d'ailleurs étaient alors un fanatisme de mode. Cependant, il ne se trompait pas dans son assertion, car il y avait déjà plus de philosophie dans l'ame de l'empereur Léopold, et de la plupart des princes contemporains, qu'il n'en entra jamais dans la tête du général français.

cette horde de niveleurs; et dans l'impuissance, sous plus d'un rapport, de jouer le rôle de Washington, il jugea nécessaire de se charger de celui de Monck pour lequel il avait plus de disposition.

Cependant une imagination vive, un esprit délié et de l'érudition, ne suffisent pas pour diriger une révolution; il faut encore un tact délicat, un coup-d'œil juste qui sache saisir et embrasser les moyens de tirer parti des choses et des hommes.

L'état de la France au mois de janvier 1793, présente une de ces effrayantes maladies du corps social, dont l'histoire ne rappelle malheureusement qu'un trop grand nombre d'exemples; il faudrait pour la peindre, des pinceaux, des couleurs et un cadre bien différens des nôtres: nous renvoyons nos lecteurs aux grands historiens du temps, et aux Mémoires de Dumouriez lui-même; il nous suffit de dire que prétendre arrêter la révolution par le concert des troupes françaises et des étrangers, c'était caresser un rêve funeste.

Le voyage de Dumouriez à Paris acheva de le perdre dans l'esprit des Jacobins; d'un autre côté, il n'y fit rien de ce qu'il voulait, et employa un temps précieux à débattre avec le ministère quelques points d'intérêt des provinces conquises, ou à discuter des projets d'opérations mal mûris.

On ne trouve pas de traces d'un plan général pour les différentes armées. Celle du Rhin, réduite à la défensive derrière le fleuve, et attendant l'ennemi, devait subordonner ses mouvemens aux siens. Sur la ligne des Pyrénées, de faibles cadres suffisaient à peine aux garnisons, et tout y était à créer. L'armée de la Moselle presque désorganisée observait les Autrichiens vers Trèves. Ainsi toute la sollicitude du gouvernement devait se tourner vers l'armée de la Belgique, de laquelle dépendait le salut de la France, et vers celle d'Italie qu'il importait de rendre maîtresse des passages des Alpes pour assurer sa position dans le comté de Nice.

Tout l'hiver se passa à forger mille projets, aussitôt abandonnés que conçus : un jour on voulait courir en Zélande : le lendemain assiéger Maëstricht et marcher sur Amsterdam. Un autre jour on voulait envoyer à Londres et à La Haye pour maintenir la paix avec l'Angleterre et la Hollande.

Projets mal conçus sur la Zélande et la Hollande.

Les membres du conseil exécutif, doués de plus d'esprit que de véritable talent, aussi peu versés dans l'art de la guerre que dans la science de la politique, flatteurs ou jouets des factieux, recueillaient avec une sorte de complaisance tous les avis qui leur étaient donnés. Cette médiocrité qui exposait souvent le ministère à être

dupe des hommes à projets, donnait quelquefois à ses plans un caractère de hardiesse et d'originalité.

Tel fut le projet d'invasion de la Zélande présenté par des réfugiés bataves, et qui après avoir été résolu, fut abandonné pour celui de Dumouriez. Celui-ci ne se bornait pas à la conquête d'une simple province, mais il présentait celle de la Hollande comme un coup de main.

Au reste, ce projet sur la Zélande ne fut qu'ébauché; le peu d'avantages résultant d'une course faite dans une direction si contraire aux règles de la stratégie, l'approche d'une tempête universelle, la nécessité de rendre disponibles toutes les forces vers l'Est, suffisaient pour le faire échouer, et il fut effectivement abandonné d'après les représentations de Miranda, qui portaient néanmoins sur ses difficultés locales, plutôt que sur ce qu'il avait de contraire aux règles de la guerre.

Il en résulta toutefois un bien, car pour mettre Dumouriez à même de tenter une entreprise qui offrait tant d'attraits au parti propagandiste, on avait obtenu de faire marcher sur Anvers toutes les troupes restées dans les places de Flandre, soit pour en faire la garde, soit pour y achever leur formation; de sorte que l'armée du Nord se trouva renforcée de 10 mille hommes qui vinrent

cantonner autour de Bruges, sous les ordres du général Flers.

Plan de Dumouriez.

Les projets se succédaient rapidement dans la tête de Dumouriez, mais tous tendaient plutôt vers un but fantastique que vers d'habiles manœuvres de guerre, et il en voulait absolument venir à l'invasion de la Hollande. Se rappelant combien le Stathouder y avait d'ennemis depuis la révolution de 1787, et surtout depuis qu'il avait appelé les baïonnettes prussiennes pour la comprimer, il comptait y trouver plus de partisans qu'en Belgique, et se berçait de l'espoir de réunir les Provinces-Unies comme elles le sont aujourd'hui; il nous a expliqué lui-même une partie du rêve qui devait le mettre à la tête de ce nouvel état, lui créer une armée de 80 mille hommes, et lui donner les moyens de dicter des lois à la Convention sans le concours d'aucune autre puissance. Que ce roman politique soit sorti de la tête d'un homme qui n'eût pas connu l'Europe, rien de plus excusable; mais on ne peut le pardonner à Dumouriez, qui avait tenu assez long-temps le porte-feuille des relations extérieures pour connaître les intérêts des différentes cours: la Maison d'Orange; la Prusse, son alliée; l'Autriche, souveraine des Pays-Bas; l'Angleterre; toute l'Europe, en un mot, n'eût pas souffert alors la création de cette république,

qui aurait encore ameuté contre elle les violens révolutionnaires de la Convention. Mais si ce projet était aussi vicieux dans le fond, il ne péchait pas moins dans ses détails, comme chacun de nos lecteurs pourra s'en assurer en y jetant un coup-d'œil (1) : aussi ne faut-il pas s'étonner s'il avorta dès les premiers pas.

Projet des coalisés.

Le plan de campagne des Alliés n'était pas mieux raisonné que celui de Dumouriez. Le cabinet de Vienne, convaincu un peu tard, qu'aux grands périls il est dangereux d'opposer des demi-mesures, avait porté sur le Rhin la majeure partie des forces imprudemment conservées dans ses états héréditaires en 1792. Sollicité par les états de Brabant de venir à leur secours, il était doublement intéressé à répondre à leur appel, et cette tâche était imposée au maréchal prince de Cobourg, nommé généralissime de l'armée qui devait agir entre le Rhin et la mer du Nord. Ce prince, connu par ses campagnes contre les Turcs, avait partagé avec le maréchal Suwarow, l'honneur des victoires de Foczani et de Rimnisk. Elevé, pour ainsi dire, à l'école de ce grand capitaine, on crut qu'il avait profité de ses exemples : mais Frédéric a dit judicieusement « qu'il » ne suffisait pas d'avoir servi 20 ans sous le prince » Eugène pour devenir habile tacticien » et le

(1) Voyez pièces justificatives, n° 2.

prince de Cobourg mieux que personne, prouva cette vérité : ni la force d'ame, ni le coup-d'œil qui distinguaient le vainqueur d'Ismaël, ne firent la moindre impression sur le général allemand. Le conseil aulique de Vienne, appréciant sans doute sa médiocrité, lui donna pour mentor le colonel Mack, à qui des connaissances en castramétation, et dans toutes les sciences utiles à la guerre, faisaient déjà une grande réputation ; mais qui manquait de tête, et n'avait, de la grande guerre, qu'une théorie vague et erronée.

Le premier soin du nouveau général fut de combiner à Francfort, avec le duc de Brunswick, un plan d'opérations pour les armées alliées ; et après plusieurs conférences, ils convinrent le 14 février des bases suivantes :

« 1° Il est avant tout nécessaire de repousser » l'ennemi sur la rive gauche de la Meuse, afin » de dégager l'importante place de Maëstricht ; » ce qui sera l'objet des premières opérations du » prince de Cobourg ;

» 2° A cet effet, le corps du prince de Brunswick-Oels, qui s'assemble à Wesel, agira de » concert avec l'armée impériale, de même que » le contingent hanovrien, dont on pressera » l'arrivée. Cette opération une fois terminée, » l'armée impériale devra prendre position derrière la Meuse, et ajourner la délivrance de la

» Belgique, jusqu'à la prise de Mayence, at-
» tendu le danger qu'il y aurait à dépasser Liége,
» aussi long-temps que Mayence serait au pou-
» voir des Français. Une entreprise si téméraire
» compromettrait non-seulement l'armée des
» Pays-Bas, mais encore celle du Rhin; la pre-
» mière à cause de la difficulté de la nourrir dans
» un pays épuisé par l'ennemi, à moins d'être
» maître de tout le cours du fleuve; la seconde
» à cause des obstacles qu'elle rencontrerait, si
» les républicains jugeant l'impossibilité de se
» tenir dans les plaines de la Belgique, jetaient
» le gros de leurs forces dans les Vosges, et cher-
» chaient à délivrer Mayence. Une telle résolu-
» tion de la part de l'ennemi exposerait l'armée
» prussienne à perdre une bataille dans la posi-
» tion la plus dangereuse, sa retraite n'étant pas
» assurée par la possession de cette forteresse.
» Pour obvier à de tels inconvéniens, l'armée
» impériale se bornant à observer la Meuse, dé-
» tacherait un corps de 15 à 20 mille hommes
» sur la rive gauche du Rhin pour coopérer au
» siége de Mayence;

» 3° L'armée prussienne passera le Rhin en
» laissant les troupes de l'Empire devant Cassel;
» elle cherchera à battre Custine en rase cam-
» pagne, pour investir ensuite Mayence. Les
» troupes qu'elle tient à Coblentz, seront rele-
» vées par celles des Cercles;

» 4° Le général Walis, après l'occupation de » Manheim par les Alliés sera chargé de surveil- » ler le Rhin au-dessus et au-dessous de cette » forteresse, et y employera autant que possible » les contingens des cercles les moins propres » aux opérations offensives ; il éclairera la ligne » du Rhin jusqu'à Rheinfeld, occupant les points » essentiels de Philipsbourg, Kehl, Vieux-Bri- » sach et Fribourg;

» 5° Aussitôt que Mayence serait tombé, l'ar- » mée impériale franchirait la Meuse, et s'ef- » forcerait de reconquérir les Pays-Bas, à » moins qu'elle n'espérât obtenir ce résultat » par une invasion dans les provinces enne- » mies. On proposa à cet effet de conserver » toutes les forces réunies, et on voulait néan- » moins tomber en même temps sur Landau, » Sarre-Louis et Thionville; placer une armée » d'observation autrichienne près de cette der- » nière ville, une autre de troupes prussiennes » près de la première, un corps intermédiaire à » Sarre-Louis; enfin une quatrième armée entre » la Meuse et la Moselle pour observer les Pays- » Bas. Ce dernier plan fut jugé convenable dans » l'hypothèse surtout que la Hollande se décla- » rât pour la coalition. »

On admit enfin que pour atteindre ces différens buts, les Alliés mettraient en campagne les forces suivantes :

1° Sur le Bas-Rhin, Autrichiens	54,800 hommes.
Prussiens	11,400
Contingent hanovrien et de Munster à la solde allemande	4,200
Total.	70,400

2° Entre la Meuse, la Moselle, et dans le Luxembourg, Autrichiens	33,400 hommes.

3° Sur le haut et moyen Rhin, Prussiens.	56,600
Autrichiens	24,000
Hessois et Saxons	15,000
Troupes des Cercles.	4,000
Bavarois.	7,000
Hessois à la solde allemande	5,000
Petits contingens	1,000
Total.	112,600 hommes.

Ajoutant à ces trois armées, 38 mille Anglais, Hanovriens et Hollandais, qui joignirent plus tard, et les 6 mille hommes de l'armée de Condé, on trouve un total de 260 mille combattans, depuis Bâle jusqu'à la mer du Nord.

Vices du projet des Alliés.

Le lecteur sentira d'abord tout ce que ce plan a de vicieux : c'était un assemblage d'idées vagues et de propositions contraires à toutes les règles de l'art. Les 70 mille hommes destinés pour le Bas-Rhin, ne pouvaient sauver Maëstricht qu'en battant l'armée française sur la Roër, et il est assez difficile d'expliquer pourquoi cette armée victorieuse, maîtresse d'un débouché comme

celui de Maëstricht, aurait dû camper gravement en cordon d'observation derrière une rivière dont elle commandait les deux rives, au lieu de poursuivre vivement les vaincus qui ne possédaient pas le moindre asile tenable jusqu'aux frontières de France.

L'art de profiter de la victoire n'était pas familier aux généraux allemands, et la résolution qu'ils prirent étonne d'autant plus, que leur immense cavalerie ne pouvait être mieux utilisée que dans les plaines d'Outre-Meuse. Rien n'indique plus fortement le génie étroit de ces tacticiens compassés, que la crainte de franchir cette rivière aussi long-temps que Mayence serait assiégé; quelle influence pouvait exercer une garnison investie par 40 mille hommes, sur des opérations aux rives de la Sambre? L'interruption de la navigation du Rhin, les inquiétait, dira-t-on pour les vivres; mais comment craindre de mourir de faim avec 70 mille hommes, dans les fertiles plaines de la Belgique? D'ailleurs les immenses contrées situées entre les rives du Danube ou du Necker, et celles du Mayn, de la Lippe, ne pouvaient-elles pas verser, partie par charrois, partie par eau, leurs farines aux dépôts de Coblentz et de Cologne, sans que le général Doyré bloqué à Mayence, y apportât le moindre obstacle?

Si les Alliés redoutaient, comme on le prétend,

que les Français, dans l'impossibilité de tenir en plaine, ne jetassent l'armée du Nord dans les Vosges; le moyen de les en empêcher était-il bien de la laisser tranquille après l'avoir déjà vaincue? et n'était-ce pas au contraire en la poursuivant à outrance qu'on fût parvenu à lui ôter jusqu'à la faculté d'agir contre les Prussiens?

Sans doute, il était possible de reconquérir les Pays-Bas en France, comme le dit fort bien l'article 5; mais quels chétifs moyens proposait-on pour y parvenir? quatre armées d'observation à Sarre-Louis, Landau, Thionville et sur la Meuse! Le choix d'un bon plan d'opérations à cette époque, dépendait toujours de la part que l'on réservait à la politique intérieure. Il semblait au commencement de 1793 que la mort de Louis XVI et les progrès de l'anarchie eussent rendu la révolution odieuse à ses premiers défenseurs, et que le parti royaliste trouverait en France beaucoup plus d'appui qu'en 1792, en s'y prenant avec moins de maladresse que les conseils des princes émigrés. Si on voulait terminer la révolution, il fallait promettre l'oubli du passé, consacrer les principes essentiels d'une constitution sage, et marcher droit sur Paris avec 150 mille hommes, laissant des corps d'observation sur chaque flanc. Ce but essentiel de la guerre une fois atteint, il convenait de traiter avec la nation sur des principes qui assurassent

son repos, sa dignité, et l'intérêt général de l'Europe, et non dans l'unique intérêt de l'Angleterre, son ennemie constante et irréconciliable. A la vérité pour obtenir un semblable résultat, il fallait d'autres ministres que les Thugut, et les Bischofswerder, d'autres généraux que ceux de la coalition.

Nous ne pensons pas néanmoins qu'un plan de cette nature, fît courir de grands dangers aux Souverains alliés; le moment de le tenter était propice : au pis aller on en eût été quitte pour la perte de quelques milliers d'hommes, si à l'apparition de telles forces, sous les murs de Paris, l'on n'eût pas trouvé la capitale disposée à secouer le joug de la Commune.

Mais pour adopter ce système conforme au but annoncé de la guerre, l'uniformité de vues et d'intérêts de la part de chacun des alliés, devenait indispensable; il était non moins urgent de préparer sur le Rhin ou la Meuse, dès les derniers jours de février, tous les élémens nécessaires à son exécution. Aucune de ces conditions n'ayant été remplie, les forces se trouvant trop éloignées, la politique marchant à tâtons, l'appui qu'on eût pu trouver en France s'évanouit, et l'on fut contraint de combiner une opération purement militaire.

A la vérité celle-ci promettait un succès assuré, pour peu qu'on utilisât les avantages que la

possession de Maëstricht, l'alliance de la Hollande et de l'Angleterre, l'emplacement des Prussiens à Wesel, offraient pour reconquérir la Belgique. On pouvait y parvenir rapidement et sûrement, en débouchant avec 60 mille combattans par Maëstricht et Liége sur Namur, se renforçant là des troupes inutiles dans le Luxembourg, et des contingens hollandais et anglo-hanovriens, de manière à rassembler au mois d'avril ou de mai cent mille hommes sur Maubeuge et la Sambre. Dans cet intervalle, l'armée du Rhin devant réduire Mayence, eût attendu la prise de cette place, et après avoir laissé 30 mille combattans dans le Hundsruck, elle eût filé avec 70 mille vers Stenay, sur la Meuse, pour se lier avec l'armée du prince de Cobourg, et agir avec ces deux masses selon les événemens. On convient que l'exécution d'un tel plan suppose le gain d'une première bataille, et que sa réussite dépendait des coups portés aux masses organisées de l'ennemi; cependant si les événemens eussent forcé de s'en écarter en quelques points, on aurait pu tracer la direction générale des mouvemens, et y rattacher toutes les combinaisons accessoires. Une preuve que dans cette occasion ce plan eût été exécutable, c'est qu'après le combat d'Aix-la-Chapelle rien ne se fût opposé à son entier succès.

Le peu de bien que les Alliés firent dans cette

campagne se rattacha à ce système, tout ce qui en dévia leur réussit mal. Nous allons voir que le plan pusillanime des conférences de Francfort, fut abandonné dès les premiers pas, comme cela devait arriver.

CHAPITRE XIV.

Expédition de Dumouriez en Hollande. — Défaite de l'armée française sur la Roër. — Bataille de Nerwinde. — Retraite des Français sur la frontière du Nord. — Fuite de Dumouriez.

Incertitude dans les plans du général français.

Dumouriez, détourné par les observations du général Miranda du projet sur la Zélande, mais toujours entraîné vers Amsterdam, eut d'abord l'idée de s'y porter par Nimègue, pour tourner d'un coup les obstacles que présentaient les embouchures des fleuves et les places de Grave, Breda, Berg-op-Zoom, Bois-le-Duc, Willemstadt, Heusden et Gorcum. Il écrivait effectivement à ce général, le 19 janvier : « Je crois que, si la » guerre est déclarée entre nous, la Hollande » et l'Angleterre, il ne faut faire qu'une fausse » attaque sur la Zélande : que nous devons oc- » cuper Maëstricht, Venloo, Gueldres, Eme- » rich ; nous rabattre sur Nimègue ; et, par les » hauteurs d'Amersfort, tourner Utrecht ; gagner » l'écluse de Muyden, que le maréchal de Lu- » xembourg manqua en 1702. »

5 février. Quinze jours plus tard, il songeait encore à se porter lui-même, avec la majeure partie de ses forces, par Maëstricht et Venloo, sur Nimègue; tandis qu'Harville et Valence contiendraient Clairfayt: mais c'était un éclair de génie, qu'étouffèrent une foule de contradictions et de fausses mesures. Revenant peu de jours après sur ces dispositions, la marche sur Nimègue ne fut plus qu'une affaire secondaire, une diversion; car il comptait s'avancer lui-même vers Amsterdam, par les embouchures des fleuves, avec 20 mille hommes; s'aventurant ainsi dans un pays à moitié sous les eaux, hérissé d'obstacles, et laissant derrière lui 80 mille Prussiens, Autrichiens et Hollandais. Il serait curieux d'apprendre ce qui put le porter à changer si subitement un projet conforme aux règles de la stratégie, pour lui en substituer un si contraire aux maximes les plus simples de l'art; le silence qu'il garde dans ses Mémoires à ce sujet, n'a pu être expliqué par aucun motif spécieux.

La même incertitude régnait dans ses idées politiques. D'après son plan du 19 janvier, on aurait eu peu d'égards aux patriotes bataves, et même on aurait peu compté sur leur concours. Dans celui du 23, au contraire, ils étaient tout: sans leur assistance, le projet devenait chimérique, et l'armée d'expédition courait risque d'être compromise.

L'agitation produite dans cette tête volcanique par l'attentat du 21 janvier, par les menaces des Jacobins, et surtout par l'ambition de se signaler, fut sans doute la cause du défaut de fixité dans ses idées ; première condition d'un esprit appelé à méditer de grandes entreprises politiques ou militaires.

Quoi qu'il en soit, Dumouriez, déçu de toutes les espérances qui l'avaient conduit à Paris, quitta cette capitale à la fin de janvier ; après avoir témoigné au sort de Louis XVI un intérêt dont les Jacobins lui firent un crime. Indigné de n'être plus entre les mains de cette faction qu'un instrument fragile, il résolut de se soustraire à son joug, en lui en imposant par des coups d'éclat. Soit qu'à son arrivée à Anvers il eût appris que le feu de la révolte mal éteint en Hollande n'attendit qu'un souffle pour se rallumer, soit qu'il jugeât plus urgent de frapper l'opinion par une entreprise extraordinaire ; il se décida subitement à traverser lui-même le bras de mer du Biesbos, pour donner la main à Miranda, lequel, après s'être emparé de Maëstricht par le simulacre d'un siége, serait venu se joindre à lui par Nimègue à Utrecht, d'où ils auraient poussé conjointement sur Amsterdam. Dès-lors il ne fut plus question que de hâter les préparatifs de cette bizarre expédition.

Il s'arrête enfin à une marche sur Rotterdam.

Dans ce moment, tout autre général eût re-

Danger de ce projet.

gretté vivement de n'avoir pas rejeté Clairfayt au-delà du Rhin en 1792 : Dumouriez au contraire ne semble pas même s'être aperçu du danger qu'il y avait à pénétrer en Hollande en longeant les côtes, et laissant une armée ennemie entre la Meuse et le Rhin sur son flanc droit ; car il ne prit aucune précaution pour faire contenir les Autrichiens aux environs de Juliers.

Cette armée n'était cependant pas à mépriser : car, supposant d'ailleurs parfaite égalité d'instruction et de discipline dans les troupes des nations belligérantes, elle se trouvait assez puissante pour faire échouer son projet.

Situation des deux partis sur ce point.

En effet, les armées alliées, en mesure d'entrer en campagne au nord à la fin de février, présentaient les forces suivantes :

50 mille Autrichiens rassemblés sous Juliers, entre Duren et Linnich.

15 mille Prussiens à Wesel, sous le prince de Brunswick-Oels.

15 mille Hollandais répartis le long du Wahl, depuis Nimègue jusqu'à Gorcum.

4 mille Anglais de l'expédition du duc d'Yorck, devaient débarquer à Rotterdam.

On pourrait ajouter à ces 84 mille combattans, un corps de 25 mille Autrichiens répartis à Trèves et dans le Luxembourg : quoique observés par l'armée de la Moselle, ils se trouvaient, par leur position centrale et la place

importante qui couvrait cette ligne, à même d'accourir sur la Meuse pour y décider les premières victoires; avantage que la Cour Aulique ne sut point apprécier.

D'après les documens que nous avons sur cette époque, le nombre des Français en Belgique s'était considérablement augmenté dans le commencement de l'année; soit par le retour des déserteurs de l'intérieur, soit par de nouveaux corps de volontaires, ou le recrutement des bataillons déjà formés.

L'armée principale de Dumouriez comptait, d'après la correspondance publiée par Miranda.	55,800 hommes.
L'armée des Ardennes.	22,800
Celle dite du Nord	23,300
Augmentation venue en Flandre, sous le général Flers	10,700
Garnisons fournies par l'armée des Ardennes. .	12,000
Total	124,600 hommes.

En supposant que ce nombre fût celui de l'effectif et non des présens; et calculant que les garnisons de Bruxelles, Namur, Malines et Anvers occupassent 20 mille hommes, et qu'il en existât 14 mille dans les hôpitaux, on aurait eu encore une force réelle de 90 mille combattans disponibles.

On voit par-là que, si l'ennemi avait été rejeté au-delà du Rhin, et que la rive gauche jusqu'à Cologne eût été gardée par 50 mille hommes,

il eût été possible, en descendant le Wahl avec les 40 mille autres, d'entrer en Hollande et d'y faire une révolution; sauf à ne laisser ensuite que les forces nécessaires pour faciliter la levée d'une armée hollandaise, et à revenir avec 25 mille hommes renforcer le corps d'observation vers Cologne. Il est certain que c'était le seul moyen de réaliser le projet de Dumouriez : encore ne dissimulerons-nous pas les inconvéniens auxquels il eût été sujet, si Clairfayt, dans ces entrefaites, avait forcé le passage du Rhin : chance qui cependant ne semblait pas probable.

Les Français sont prévenus à Venloo.

Le général en chef, ne pouvant entièrement oublier ces vérités, ni méconnaître l'avantage de posséder Venloo pour couvrir son mouvement, prescrivit au général Miranda d'y prévenir les Prussiens qui se rassemblaient à Wesel : mais la crue des eaux de la Meuse retarda la marche du général Champmorin ; en sorte que le duc de Brunswick-Oels eut le temps de prendre possession de cette place.

Ils négligent de se mettre en garde sur la Roër.

Cependant ce n'était là qu'une mesure accessoire : il importait, avant tout, de se débarrasser de l'armée autrichienne, dont la position à Juliers devenait menaçante. Dumouriez aurait dû rassembler 60 à 70 mille hommes, et débuter par l'attaquer. Non-seulement il n'en fit rien ; il osa même ordonner à un corps de 25 mille hommes de commencer le siége

de Maëstricht, tandis que le reste de l'armée, fort de 35 à 40 mille, restait en observation dans des cantonnemens d'une étendue démesurée, et que le général en chef s'aventurait lui-même en Hollande avec 18 mille hommes. Stengel, commandant son avant-garde, l'avait cependant informé des renforts qui arrivaient aux Autrichiens, dont il estimait la force à 50 mille hommes : on n'ajouta aucune foi à ces renseignemens, comme s'il eût été impossible que l'Autriche destinât pareille armée à reconquérir la Belgique. Mais c'est assez d'observations sur le plan de Dumouriez : et, pour ne pas anticiper sur les événemens, laissons un instant les armées principales s'observer vers Juliers, pour rapporter d'abord l'expédition de la Hollande.

Dispositions pour l'attaque de la Hollande.

Les troupes bataves qui n'étaient pas affectées aux garnisons des places, se trouvaient naturellement rassemblées du côté de Grave et de Maëstricht, où le danger était le plus pressant : Dumouriez crut pouvoir fonder la réussite de l'invasion sur cette circonstance favorable. Il s'agissait donc de rendre la réunion de ces forces impossible, en tombant au milieu d'elles avant même qu'elles eussent vent de sa marche, et en donnant à cet effet le change sur le motif de son séjour à Anvers, aussi bien que sur les préparatifs qui s'y faisaient.

Afin de tromper d'autant mieux sur la direc-

tion de ses attaques, il fit mine de reprendre le projet d'invasion de la Zélande : l'escadrille du capitaine Moultson, mouillée sous le fort de Lillo, reçut ordre de menacer celui de Batz, qui servait de refuge à la flotille batave. Il ne négligea rien non plus pour masquer ensuite la faiblesse de ses moyens, lorsqu'il eut commencé les hostilités.

Actif et infatigable, autant que prompt à se forger des chimères, le général français, en préparant une expédition qui allait perdre son armée, paraissait néanmoins s'occuper des moindres détails susceptibles d'assurer sa position. On est également étonné, à la lecture de ses Mémoires, des soins multipliés qu'il prit avant de commencer sa course, pour organiser la défense des frontières de France; et de l'inconcevable légèreté qu'il apporta dans tout ce qui touchait au plan de campagne de l'armée autrichienne. Il crut suffisant d'envoyer de ce côté le général Thouvenot, son chef d'état-major; persistant à penser que Maëstricht capitulerait au premier coup de canon, et que l'armée de Clairfayt, qu'il estimait à peine forte de 25 à 30 mille hommes, ne pourrait rien faire pour la sauver. Cette estimation hasardée et trop au-dessous de la force réelle, donne cependant encore plus de prise à la critique de ses opérations. En effet, si le général autrichien n'avait

pas plus de forces, il était honteux de l'avoir laissé jusque-là sur la Roër; et, si au contraire il avait des forces redoutables, Dumouriez commettait une faute grave d'aller courir dans l'île de Dort, en le laissant derrière lui.

Mais, plus attentif aux détails administratifs qu'occupé de combinaisons vraiment militaires; tout en rêvant la conquête d'Amsterdam, il recommandait au ministre Beurnonville de relever les lignes entre Bergue et Dunkerque; de tracer un camp retranché au Mont-Cassel; et de fortifier, comme postes de passage, Orchies, Bavay et Beaumont : précautions qui prouvent plus d'activité que de génie; puisqu'il est vrai qu'on n'avait déjà que trop de fortifications à garder sur cette frontière.

Des instructions furent laissées à Thouvenot et au commissaire Petit-Jean, pour presser la levée des 20 mille Belges qui devaient passer à la solde de la France : la lenteur qu'on y apportait, prouvait le peu de confiance que les Flamands mettaient au protectorat républicain, depuis les décrets du 15 décembre.

Le général Miranda reçut des instructions pour le siége de Maëstricht, et la marche qu'il aurait à exécuter ensuite sur Nimègue. A la vérité, le commandement supérieur des armées sur la Meuse était réservé à Valence, qui était incessamment attendu de Paris : mais, dans cet in-

tervalle, elles restaient abandonnées, sans chef capable de les diriger.

Comité batave.

Croyant avoir ainsi pourvu à tout, Dumouriez se prépara à partir pour son entreprise. Depuis long-temps, les patriotes Koch et de Nyss se trouvaient à Anvers, à la tête d'un comité secret, qui entretenait des relations dans tout le pays. Le colonel Daëndels commandait une légion batave d'environ 2 mille hommes qu'on espérait grossir rapidement, sans réfléchir combien le Hollandais, adonné au commerce, a de répugnance pour le service de terre. Le corps d'expédition fut organisé en quatre petites divisions. L'avant-garde, sous Berneron, était de 4 bataillons, 2 corps francs, et environ 400 chevaux : la division de droite, sous le général d'Arçon, comptait 11 bataillons et 150 chevaux : celle de gauche, aux ordres du colonel Leclerc, n'en avait que 9 et 150 chevaux : l'arrière-garde, aux ordres du colonel Tilly, ne consistait qu'en 2 bataillons, quelques troupes légères, et 200 chevaux. Le général Flers devait suivre de près, avec une 5e division qu'il organisait sous prétexte de menacer l'Ecluse.

Projet sur Dordt.

Cette petite armée entra, le 17 février, sur le territoire hollandais, et prit des cantonnemens très-serrés, depuis Berg-op-Zoom jusqu'à une lieue de Breda. Dumouriez la joignit, le 22, avec l'artillerie et les dernières troupes.

L'avant-garde avait eu ordre de se mettre en marche le 16; de s'avancer sur la Merck; et de pousser Daëndels avec un détachement de 800 hommes jusqu'au Moerdyck, pour saisir tous les bateaux. Le général Berneron avait même l'ordre de franchir ce bras de mer, afin d'aller s'emparer de l'île et de la ville de Dort, d'en ramener 100 bâtimens pontés, pour le passage de l'armée; et de chercher à enlever à l'abordage les trois chaloupes gardes-côtes que l'on supposait seules en état d'inquiéter cette opération. Ces mesures ayant été négligées, les ennemis eurent le temps de retirer toutes les embarcations.

Dumouriez, à son arrivée, poussa le général Berneron sur Klundert et Wilhemstadt; ordonna à la droite d'attaquer Breda, tandis que sa gauche bloquait Berg-op-Zoom et Steenberg; puis il prit une position intermédiaire avec son arrière-garde, afin de les soutenir au besoin. Le projet d'invasion ne pouvait guère s'accorder avec des siéges; mais on savait qu'il n'existait aucun système de défense chez l'ennemi; que les commandans étaient sans expérience, et les places mal tenues : ce qui donnait l'espoir assez fondé d'en surprendre une, dont on ferait alors la place d'armes du corps d'expédition, qui se glisserait ensuite entre les autres jusqu'au Moerdyck.

Ici, l'absence de toute combinaison se fait

remarquer : et, si Dumouriez n'avait pas la certitude que les Hollandais se levassent à son approche, il faut convenir qu'il était ridicule de vouloir franchir successivement un bras de mer de deux lieues, avec 23 bateaux sur lesquels on ne passait que 2 mille hommes à la fois, et dont le trajet successif dépendait encore d'un vent propice ; tandis qu'en opérant par Nimègue sur l'extrême gauche de la ligne de défense, l'on aurait obtenu les mêmes avantages en ne traversant qu'une rivière ordinaire ; le choix de cette direction aurait d'ailleurs permis de se lier de plus près aux armées sur la Meuse, avec lesquelles on eût formé une ligne intérieure.

Prise de Breda.

Les difficultés qu'on rencontra pour l'embarquement apportant des retards inattendus, Dumouriez résolut de les mettre à profit pour en imposer au gouverneur de Breda par des démonstrations de bombardement, et il réussit au-delà de ses espérances. Le général d'Arçon, sans ouvrir la tranchée, établit 2 batteries de mortiers du côté du village de Hage : après un bombardement de trois jours, et au moment où les Français allaient se retirer faute de munitions, la place capitula. Cette reddition, honteuse pour le comte de Byland, fut accélérée par l'adresse du général, qui envoya son aide-de-camp Devaux sommer le gouverneur, en le menaçant de l'arrivée du général en chef, et

de toute l'armée. A la vérité, la garnison ne se trouvait pas approvisionnée : mais il semble qu'en partageant les vivres des habitans, elle aurait pu se soutenir encore deux ou trois jours; ce qui eût suffi pour la sauver. Cette conquête facile valut à Dumouriez 200 pièces de canon, et une place en bon état. La garnison composée de 2,400 hommes, eut la liberté de se retirer. Le petit fort de Klundert fut pris deux jours après : le gouverneur, hors d'état de tenir avec 150 hommes, dans une bicoque incendiée, encloua son artillerie, et trouva une mort glorieuse en cherchant à se faire jour. S'il est vrai qu'on se saisit sur lui des clefs de la place, ce fut probablement la première fois qu'elles tombèrent de cette manière au pouvoir du vainqueur.

Siége de Gertruydenberg et Wilhemstadt. 3, 5 mars.

Après ces premiers succès, le général d'Arçon fut chargé de prendre Gertruydenberg, qui, aussi mal défendu que Breda, ouvrit ses portes le troisième jour. L'avant-garde avait reçu l'ordre d'assiéger Wilhemstadt, avec les munitions trouvées à Klundert : la résistance du général de Boezlar, dans cette petite place, força de renoncer à l'entreprise. Le général en chef se tenait pendant ce temps en intermédiaire, et veillait aux préparatifs de l'embarquement. Le petit corps de bataille baraquait sous des huttes de paille autour de

l'anse de Roovart ; les soldats nommaient ce camp, entouré de canaux et bordé par le bras de mer, *le camp des Castors*. Le général de Flers amena un renfort de 6 mille hommes, et releva devant Berg-op-Zoom la division de gauche, qui alla prendre position à Steenberg et Oudenbosch.

Dumouriez reçut, le 3 mars, la nouvelle de la déroute de l'armée de Valence près d'Aix-la-Chapelle. Mais, soit qu'il voulût dissimuler l'étendue du mal ; soit que, dénué de coup-d'œil militaire, il n'en eût aucun soupçon ; au lieu de voler de sa personne à sa droite menacée, et de se faire suivre en toute hâte par les 18 mille hommes de l'expédition, il persista à vouloir la mener à sa fin, et consolait Miranda et Valence, des échecs qu'ils venaient d'essuyer, en leur promettant de s'emparer incessamment de la moitié de la Hollande.

Dispositions des Alliés.

Pendant que ces choses se passaient, une partie des forces hollandaises, dispersées dans Gorcum, Heusden et Grave, songeaient à secourir le point menacé. Il n'y avait d'abord qu'un régiment à Dort, dont la moitié gardait le passage de Stry. Le prince héréditaire, accouru à Gorcum, y attira tout ce qui était disponible ; et le prince Frédéric réunissait quelques bataillons à

4, 5 mars.

Grave, pour descendre la Meuse. Ces troupes furent renforcées, le 5 mars, par les gardes an-

glaises que le duc d'Yorck amena en personne. Indépendamment de ces mesures, l'on avait équipé à Rotterdam nombre de chaloupes canonnières, pour augmenter l'escadrille qui défendait le Moerdyck. Dès le 4 mars, 13 chaloupes y arrivèrent; et cette station ne tarda pas à être appuyée par la frégate anglaise la Sirène.

Préparatifs pour passer le Biesbos.

Dumouriez, ayant trouvé une marine assez considérable à Gertruydenberg, et ne tenant aucun compte des changemens notables opérés dans la situation respective des deux partis, allait enfin embarquer son avant-garde pour passer le Biesbos et s'emparer de Dort dans la nuit du 10 mars, lorsque de nouveaux désastres, en le rappelant à la grande armée, lui épargnèrent la honte d'échouer dans une entreprise qui ne présentait déjà plus la moindre chance de succès. Il reçut, le 8 mars au soir, l'ordre positif d'en venir prendre le commandement, et d'abandonner son projet sur la Hollande. Malgré cette injonction du conseil exécutif, il laissa ses troupes sous les ordres du général Flers : et, désolé de ce qu'on l'arrachait à l'illusion de ses vastes desseins, il écrivit au général Miranda des choses si extraordinaires, que la postérité aura peine à les croire, et que nous les rapporterons à la fin de ce volume, comme une preuve de l'erreur qui coûta si cher à la France (1).

---

(1) Voyez pièces justificatives, n° 3.

Siége de Maëstricht.

Pendant que le général s'obstinait avec tant d'imprudence à l'exécution de son projet, Miranda, de son côté, investit Maëstricht, et en commença le siége le 20 février, sous la direction du lieutenant-général Bouchet, ingénieur distingué : cependant la reddition de cette place ne suivit point l'envoi d'une centaine de bombes, comme Dumouriez l'avait cru : elles mirent bien le feu dans plusieurs quartiers; mais le prince de Hesse n'en fut pas plus disposé à capituler. La garnison, en partie composée d'émigrés, réfugiés à l'époque de la prise de Liége par les républicains, et qui s'y organisaient en légions, en imposa à la bourgeoisie qui parlait déjà de se rendre. Du reste, cette circonstance fut peut-être un bonheur pour l'armée française; car, si Miranda avait réduit plutôt cette place, il se serait engagé sur Nimègue, et eût été probablement perdu.

20 fevrier.

Mesures des Autrichiens pour l'offensive sur la Meuse.

On a vu en effet, au chapitre précédent, les mesures arrêtées par les Alliés, afin de venir au secours de cette ville, de chasser les Français au-delà de la Meuse, et de porter aux Belges le secours qu'ils étaient venu solliciter. Malgré les désavantages d'une guerre lointaine, le cabinet de Vienne savait trop quel parti il pourrait tirer de celle-ci, pour ne pas saisir avec empressement une si belle occasion de rentrer dans la Belgique en libérateur, et d'y consolider ainsi sa puissance.

Vingt mille hommes de troupes choisies furent dirigés sur Cologne, pour y renforcer Clairfayt; et le conseil aulique chargea le prince de Cobourg du soin de venger l'honneur des armes impériales.

Ces renforts étant arrivés au moment où Miranda pressait Maëstricht, le général autrichien sentit d'autant plus la nécessité de voler au secours de cette place, que le moindre retard pouvait donner aux Français le loisir de sortir de leurs cantonnemens disséminés, et de se réunir.

L'armée impériale fut donc organisée comme il suit :

1° Le corps du prince de Wurtemberg à la gauche.	8 bat.	8 esc.
2° Corps de bataille	15 —	22 —
3° L'archiduc Charles avec son avant-garde	10 —	10 —
4° Latour à la droite	7 —	10 —
5° Le général Wenckeim, à l'extrême droite, vers Ruremonde	5 —	6 —
Total.	45 bat.	56 esc.

Dès le 26 février, les troupes autrichiennes se concentrèrent autour de Juliers, dans l'intention d'occuper cette place dont la neutralité de l'électeur palatin leur avait jusque-là interdit l'entrée.

Le général Valence, appelé à Paris par ses affaires personnelles, avait laissé l'armée d'observation aux ordres de Lanoue, vieillard respectable, auquel son grand âge enlevait l'activité

Le général Valence ne fait aucune disposition

nécessaire pour remplir les devoirs d'un si grand commandement. D'un autre côté, le général Thouvenot, laissé à cette armée par Dumouriez, comme le seul homme capable de la diriger dans les circonstances délicates, n'avait guère pris le soin de justifier la haute confiance du général en chef: en sorte qu'au retour de Valence, le 23 février, aucune disposition de rassemblement n'avait été faite; et que toute l'armée se trouvait disséminée dans des cantonnemens mal couverts. Harville était à Namur; Neuilly, dans le Limbourg et à Stavelot; Stengel commandait sur la Roër; Dampierre se trouvait à Aix-la-Chapelle; Miaczinsky, à Rolduc. Quelques positions étaient retranchées, entre autres celles d'Eschweiler sur la route d'Aix-la-Chapelle, de Hogen et d'Aldenhoven. Lamarlière et Champmorin s'étendaient à gauche jusque sur la Schwalme vers Venloo.

Cette répartition vicieuse surprend avec d'autant plus de raison, que les Français ayant eux-mêmes recommencé les hostilités par l'attaque de Maëstricht, devaient se mettre en mesure, en concentrant toutes leurs forces dans les superbes positions qui règnent autour d'Aix-la-Chapelle, où les troupes eussent pu se baraquer à l'abri de toute insulte.

Les Autrichiens l'attaquent dans les cantonnemens.

Tandis que l'armée républicaine s'endormait, au contraire, dans une sécurité funeste, celle des Impériaux se mit en mouvement le 1er mars

sur trois colonnes. L'archiduc Charles, le prince de Wurtemberg et la seconde ligne du corps de bataille, passèrent la Roër à Duren. Les cantonnemens français s'enfuirent naturellement devant une masse aussi redoutable : Stengel chercha à rallier ses troupes près d'Eschweiler ; mais le prince de Wurtemberg se forma aussitôt devant les retranchemens, pendant que l'Archiduc et la seconde ligne se dirigèrent à droite sur Honingen, dans la vue de les prendre en flanc. Les républicains, attaqués de toutes parts, cherchaient à se replier dans les bois ; lorsque, poursuivis et atteints par les dragons de Latour, ils furent culbutés et sabrés. Une partie de l'avant-garde étant parvenue néanmoins à se réunir vers Ruyd et Helrath, se vit bientôt tournée sur ses flancs, par les brigades Davidovich et prince de Reuss, et contrainte à se jeter dans le bois d'Aix-la-Chapelle.

1er mars.

A la droite des Alliés, le général Clairfayt, avec la première ligne du corps de bataille, s'était dirigé sur Aldenhoven, et la division de Latour, sur Linnich. Quelques bataillons isolés se formèrent en colonnes serrées, pour se rallier; mais il furent écrasés par une cavalerie nombreuse.

Déroute d'Aix-la-Chapelle. 2 mars.

Le 2 au matin, l'armée impériale partit de Honingen et d'Eschweiler. L'archiduc Charles poussa jusqu'à Herle et Fauquemont : l'armée, sur Rolduc ; le duc de Wurtemberg, sur Aix-la-

Chapelle. Déjà Dampierre venait d'en abandonner les portes aux Autrichiens; quand Miaczinski, se retirant de Rolduc, parut devant la ville, en chassa les chasseurs Tyroliens, et s'y établit. Ce retour de fortune fut de courte durée : car le prince ayant rassemblé toutes ses forces, fit attaquer la ville avec vigueur, en même temps qu'il dirigea une colonne sur la route de Herve, pour couper la retraite aux républicains. L'action fut chaude. On se battit dans les rues et sur les places, où il y eut plusieurs mêlées. Enfin, cédant au nombre, la brigade Miaczinsky évacua la ville, et se replia sur celle du général Dampierre, avec laquelle elle se retira sur Liége.

Les divisions françaises ainsi percées, accablées successivement par deux masses d'environ 20 mille combattans, ne se rallièrent que derrière la Meuse, après avoir perdu 6 à 7 mille hommes en tués, blessés et prisonniers.

L'issue de cette affaire aurait pu être encore plus désastreuse : car il semblait difficile que Lanoue, avec 15 mille hommes épars, et qui se voyait écrasé sur ses deux flancs par des forces triples, échappât à la nécessité de mettre bas les armes. Neuilly et Stengel, séparés à droite, erraient dans le Limbourg et les Ardennes : Miackzinski, à gauche, ne se sauva que par hasard; enfin Champmorin et Lamarlière, encore compromis sur la Schwalme, pouvaient ne point rejoindre l'armée.

Le général Leveneur, levant le blocus de Maëstricht sur la droite, se replia en grande hâte de Wick sur Viset; l'archiduc Charles parut dans Maëstricht le 3 au matin, et passa la Meuse dès le même jour, tandis que le gros de l'armée restait derrière la ville. Le prince de Wurtemberg poussa sur Henri-la-Chapelle; et Latour, sur Sittard. Levée du siége de Maëstricht.

Miranda, craignant de rester exposé avec ses 15 mille hommes aux efforts de toute l'armée ennemie, leva précipitamment le siége : une de ses divisions, sous le duc de Chartres et Ruault, se porta à Tongres, où l'artillerie de siége l'avait précédé : l'autre, aux ordres du général Ihler, marcha sur Haccourt et Viset, où il se réunit aux troupes de Dietmann et de Leveneur : les débris de Lanoue se réfugièrent à Liége, dans le plus grand désordre. Dumouriez a regardé cette résolution de Miranda comme une faute grave, et affirme qu'il aurait pu attendre que l'ennemi débouchât, afin de l'arrêter avec toutes ses forces réunies à celles de Leveneur; mais il oublie l'état de désorganisation dans lequel la déroute d'Aix-la-Chapelle avait réduit l'armée, et combien il était important de se rallier vers Liége.

Sur ces entrefaites, le prince de Brunswick-Oels, avec 12 mille hommes soutenus par la colonne autrichienne aux ordres du général Marche des Prussiens sur Ruremonde.

Wenckheim, attaqua, le 3 mars, la gauche des Français, en avant de Ruremonde. Le général Lamarlière fut repoussé le lendemain par la colonne du comte de Latour, qui s'y était rendu de Linich. Les divisions Champmorin et Lamarlière se retirèrent sur Diest, sans engagement sérieux. On a justement reproché aux Alliés d'avoir ainsi étendu sans raison leur droite. Il était fort inutile de chasser Champmorin et Lamarlière de Ruremonde : il valait mieux les y laisser, et porter les Prussiens avec la brigade Wenckheim par Wassenberg sur Maëstricht, pendant que toute l'armée impériale se fût dirigée par Aix-la-Chapelle sur Liége. Il est probable que 50 mille hommes poursuivant Dampierre et Miaczinsky sur cette dernière ville, y fussent entrés pêle-mêle avec ces corps, et se fussent emparés du pont de la Meuse. A la vérité, l'on pouvait trouver plus de certitude à passer par ceux de Maëstricht, dont on était déjà maître; mais ce n'était pas un motif de prolonger les attaques sur la droite : il convenait au contraire de diriger la moitié de l'armée sur cette place par Rolduc; tandis que le prince de Brunswick, Wenckheim et Latour, y eussent marché de leur côté. Ainsi, 45 mille hommes débouchant vivement le 4 de Maëstricht sur Tongres, à l'instant où 20 mille Impériaux s'y seraient portés direc-

tement par Aigneux, eussent fort compromis les Français ébranlés, privés de toute instruction, et sans chef.

Déroute de Liége.

Quoi qu'il en soit, si les Alliés ne donnèrent pas la direction la plus convenable à leurs masses, ils ne perdirent du moins pas de temps, comme ils en avaient d'abord eu l'intention : l'archiduc Charles, plus ardent que les rédacteurs du plan de Francfort, poussa, le 4, sur Tongres, après avoir délogé les arrière-gardes ennemies, des hauteurs de Melin. La première ligne s'échelonna vers Montenaker. Le duc de Wurtemberg, s'avançant par Herve et Soumagne, trouva le général Lanoue établi sur les hauteurs d'Aigneux avec une artillerie nombreuse, et le fit tourner par le vieux chemin de Fleron. Les Français menacés, d'un autre côté, d'être prévenus à Liége par le gros de l'armée qui remontait vers Viset, décampèrent avec précipitation. Les Autrichiens, s'avançant par Jupille, auraient pu leur faire un mauvais parti, s'ils n'eussent été inquiétés eux-mêmes par l'apparition des troupes de Miranda vers Haccourt. 4 mars.

Cependant les généraux républicains étaient éperdus : Miranda et Valence, instruits du succès de l'archiduc Charles à Tongres, voyant leur ligne de retraite en danger, se mirent en marche le 5 au point du jour, avec les troupes réunies autour de Liége, pour gagner Saint-Tron. Ce

mouvement fut exécuté avec tant de précipitation, qu'une grande partie du matériel d'artillerie fut abandonnée sous la citadelle de Liége. Toutefois, on trouva l'ennemi déjà maître d'Oreye : heureusement que ce n'était que des coureurs, qui furent aisément dispersés.

Position critique du général Ihler.

L'armée française se trouva donc le 5 dans une position affreuse : le général Ihler venait à peine d'arriver à Viset, que les Impériaux s'emparaient de Tongres, et que Valence évacuait Liége. Gagné ainsi par ses deux flancs, sa perte semblait certaine ; mais heureusement que les Autrichiens ignoraient la situation dans laquelle ce

5 mars.

corps se voyait engagé. Ihler partit le 5 au matin, et parvint, après une marche pénible à travers les colonnes ennemies, à regagner la route de Liége à Saint-Tron, où il se réunit enfin à l'armée (1). Dampierre et Champmorin en avaient fait autant ; tandis que Neuilly et Stengel, remontant la Meuse sur Namur, y furent recueillis par la division d'Harville qui était restée durant tout ce temps dans l'inaction. L'armée, rassurée sur le sort de tous ces détachemens, se replia

(1) Il paraît qu'Ihler se dirigeait sur Liége, dont le départ précipité de Miranda et Valence venait de livrer les portes aux Impériaux. Ce général bivouaqua la nuit du 5 au 6, autour de cette ville, occupée par l'ennemi; et gagna Saint-Tron, le 6, avec plus de bonheur qu'on ne devait y compter.

alors avec un peu plus de confiance sur Tirlemont et Louvain.

Les Autrichiens semblant se repentir d'avoir obtenu plus de succès qu'ils n'en espéraient, et d'avoir poussé plus loin qu'il n'était convenu, demeurèrent immobiles jusqu'au 15. Le prince de Cobourg adopta à cette époque, sur la proposition de Mack, un plan dont les bases principales consistaient :

Nouveau plan des Alliés.

1° A porter le duc de Brunswick avec les Prussiens par la droite sur Grave, afin d'aider le duc d'Yorck, qui s'était réuni aux Hollandais près de Gorcum, à expulser les Français de la Hollande ;

2° D'attirer en échange le général Beaulieu avec onze mille hommes du Luxembourg sur Namur, et de diriger le reste des troupes du prince de Hohenlohe-Kirchberg, de Trèves sur Mayence, pour y appuyer les opérations du roi de Prusse.

Ils donnent une fausse direction à leur droite.

Ces dernières mesures, qui étaient fort sages, en ce qu'elles tendaient à mettre en action les forces cumulées inutilement sur la Moselle, ne furent pas strictement exécutées, parce qu'on s'en laissa imposer par l'armée campée sous Saar-Louis, ou par des épouvantails de cette nature. En revanche, la partie la plus défectueuse du plan s'exécuta à la lettre. Le duc de Brunswick, se réunissant à Latour, aurait pu porter 22 mille hommes de Ruremonde sur Diest, afin

de concourir, avec l'armée principale, à l'anéantissement de celle de Valence, et de se rabattre ensuite à droite contre le corps de Hollande, pour l'acculer sur le Moerdyck. On lui assigna la direction opposée; lui faisant faire un long détour pour gagner, par Bois-le-Duc, le front d'un adversaire, dont il lui était beaucoup plus aisé d'atteindre le flanc et la ligne de retraite.

Il y arriva effectivement le 14 mars; et le prince Cobourg, croyant ne pouvoir rien entreprendre contre les forces réunies de Miranda et de Valence, ou voulant s'en tenir au plan de campagne, avait jusque-là cantonné son armée autour de Tongres. Il la rassembla néanmoins le même jour. L'avant-garde avait occupé Saint-Tron.

Sensation produite par les désastres d'Aix-la-Chapelle.

Ce repos intempestif donna au général Dumouriez qui revenait de Hollande, le loisir de rétablir un peu l'ordre à Anvers et à Bruxelles.

A la nouvelle des désastres d'Aix-la-Chapelle, les commissaires de la Convention, Danton et Lacroix, s'étaient rendus à Paris. Les autres députés chargés de l'organisation de la Belgique (1), réfugiés sur la frontière, y attendaient avec anxiété le dénouement d'une lutte qui paraissait terminée sans retour. Un de ces agens dont nous avons déjà signalé les excès, le commissaire

(1) Merlin de Douay, Gossuin, Camus et Treilhard.

Chaussart, commettait des actes despotiques à Anvers, faisant jeter les magistrats et les nobles dans les prisons. Un bataillon de Sbires sans-culottes, soldé à 40 sols par jour, et composé de la lie du peuple, exerçait, sous la protection de ce petit proconsul et de ses collègues, toutes les vexations imaginables. Aux déprédations des deniers de l'Etat et des propriétés particulières, avait succédé la spoliation des édifices publics et des églises. Le peuple des campagnes, excédé, menaçait d'assaillir les corps de l'armée marchant à la débandade, et déjà plusieurs détachemens isolés avaient été attaqués. Il régnait de même une grande fermentation dans les villes.

Dans cet état de choses, Dumouriez, ne désespérant de rien, se flatta de rétablir la discipline, de ramener la confiance parmi les troupes, de chasser l'ennemi au-delà de la Meuse, de calmer les esprits en Belgique, d'y former une levée de 25 mille hommes, et d'en renforcer Valence; pour reprendre ensuite, avec des moyens plus considérables, sa course d'Amsterdam. A part l'objet principal, on ne saurait disconvenir que ce plan ne fût encore d'un homme de génie : il n'eût manqué pour le faire réussir que la possibilité de lever les Belges, et une plus habile concentration des forces républicaines.

Projet et mesures de Dumouriez.

Convaincu que la justice et la sévérité concilieraient tous les esprits, Dumouriez, s'inquiétant

fort peu des proconsuls, frappa de nullité tous leurs agens subalternes; et, par des actes qui excédaient ses pouvoirs, mais commandés par le bien public et celui de l'armée, il s'attira la haine des Jacobins, qui ne lui avaient pas même pardonné, dans le plus beau moment de ses triomphes, des marchés funestes à leurs spéculations. Le général acheva de se perdre dans leur esprit, en écrivant, le 12 mars, à la Convention, une lettre qui était une vraie déclaration de guerre.

En applaudissant aux motifs qui le faisaient agir, on a peine à concevoir comment il put imaginer que la punition de quelques mauvais sujets rendrait si facile la levée de 25 mille Belges, et lui fournirait les moyens d'en revenir à l'expédition de Hollande. Nous ne fatiguerons point nos lecteurs, de l'insipide répétition des moyens qu'il se proposait d'employer pour l'exécution de ce plan, devenu sans intérêt dès qu'il était tombé dans la catégorie des choses impossibles.

Arrivé le 11 à Anvers, le général en chef destitua le commissaire Chaussart, et le fit conduire en France. A Bruxelles, il fit les mêmes exemples, et reprochant au général Moreton ses intrigues, il lui ôta le commandement pour le donner à Duval, brave officier, distingué par ses connaissances et ses vertus, à qui sa mauvaise santé ne permettait pas d'ailleurs de continuer la guerre. Il fit enfin arrêter Chepy, agent du

pouvoir exécutif, coupable des mêmes vexations que son collègue d'Anvers.

Assemblant ensuite les magistrats, il les pria devant une foule de peuple de ne point attribuer les crimes de quelques particuliers à la nation française; leur promit la punition des coupables, et acheva par une proclamation aux Belges, de rassurer les esprits, en leur promettant un meilleur avenir. Il faut convenir, à l'honneur du général, qu'il eut assez d'éloquence pour les persuader. Après ces soins, Dumouriez rejoignit son armée à Louvain, où les commissaires de la Convention eurent de nouvelles scènes avec lui, et le confirmèrent dans la résolution de ne point transiger avec ce qu'il considérait comme ses devoirs.

Dumouriez rejoint l'armée à Louvain.

On avait dirigé sur l'armée quelques renforts tirés des garnisons. Il importait néanmoins avant tout d'y rétablir l'ordre et la confiance, sans lesquels le nombre ne tend qu'à augmenter la confusion, et l'armée la plus redoutable se voit bientôt changée en masse désordonnée, incapable de mener à bien aucune opération. Réunissant les chefs, et s'adressant aux soldats, il les exhorta à reprendre l'attitude convenable à des braves, et parvint à son but avec une adresse qui lui fait honneur.

13 mars.

Cependant l'armée se trouvait dans une mauvaise position: les trois divisions d'infanterie campaient sur les hauteurs en arrière de Louvain,

Il lui fait prendre de nouvelles positions.

couvertes par le canal de Malines : la réserve et un corps de cavalerie étaient jetés près de Bautersem, à trois lieues en avant : l'avant-garde occupait Cumptich, à deux lieues plus loin encore. Si l'ennemi, qui avait en face de celle-ci des forces considérables, l'eut tournée par la droite, comme il en conçut le projet pour le 16, non-seulement il l'aurait enlevée, mais encore il eût culbuté la réserve et la cavalerie sur l'armée, qui eût été elle-même fort embarrassée, attendu qu'elle n'avait ni champ de bataille reconnu, ni ordre de rassemblement, et que l'ennemi se serait trouvé sur une extrémité de la ligne. Le général en chef fit sur-le-champ de nouvelles dispositions, et réorganisa ses troupes de la manière suivante :

L'avant-garde aux ordres de Lamarche, 6 mille hommes, dont 1500 de cavalerie.

L'aile droite, composée des divisions Neuilly, Leveneur et Dampierre, aux ordres de Valence, 13 mille hommes.

Le centre, commandé par le duc de Chartres, et composé des divisions Dietmann et Ruault, 9 mille hommes.

L'aile gauche, sous la direction de Miranda, composée des divisions Miaczinski et Champmorin, 13 mille.

La réserve, sous le général Chancel, 4 mille grenadiers.

Total, 45,000 hommes, dont 6000 chevaux.

Le général Harville resta à Namur avec 7 à 8 mille hommes. Le général Dampierre fut placé avec les flanqueurs de droite, à Hougaerde, à droite de Cumptich. Le général Neuilly marcha de Judoigne à Lummen pour l'appuyer, et déborder, au besoin, la gauche des Autrichiens. Le général Miaczinsky, avec les flanqueurs de gauche, dut se porter du côté de Halen, entre Diest et Tirlemont, en couvrant son front par la Gette. Le général Champmorin fut chargé d'occuper Diest, et de mettre ce poste en état de défense. Lamarlière laissa un détachement à Arschott afin de communiquer avec Champmorin, et porta sa division à Lier pour éclairer la Campine, et couvrir la retraite de l'armée de Hollande.

Ces positions étaient un peu décousues. Dumouriez, qui prit des mesures très-sages comme administrateur, en adopta d'insuffisantes comme général. Un grand capitaine, recevant, le 4 mars, la confirmation des revers essuyés sur la Roër et de la levée du siége de Maëstricht, eut jeté garnison dans Breda; puis partant avec 18 mille hommes pour venir par Lier se réunir à Lamarlière, il eût rassemblé, dès le 12 mars, 70 mille combattans à Tirlemont, afin de tomber avec cette masse sur l'armée autrichienne et de la ramener vivement sur les bords du Rhin, ou tout au moins derrière la Meuse. Mais, entêté de ses projets et dépourvu de coup-d'œil, Dumouriez

ne prit que des demi-moyens, et ne tarda pas à être sévèrement puni de ses fautes.

L'archiduc Charles surprend Tirlemont.

Le 15 mars au matin, l'avant-garde autrichienne, toujours conduite par le jeune et vaillant archiduc Charles, surprit Tirlemont, où elle fit 300 prisonniers. Le général Dampierre ayant entendu la fusillade, abandonna Hougaerde pour se retirer sur Louvain, et manda au général Neuilly d'en faire autant sur Judoigne.

Ce faux mouvement de l'aile droite pouvait avoir les suites les plus funestes, si les Autrichiens en avaient eu avis : Dumouriez ordonna que les deux divisions reprissent leurs postes dans la nuit même. Par une circonstance assez remarquable, le général Miaczinsky ayant pris la même résolution à la gauche, s'était retiré dans le bois de Louvain, où l'on ne put le trouver que deux jours après. Le général en chef, pour réparer cet accident, ordonna à Champmorin de marcher sur les hauteurs d'Oplinter, à gauche de Tirlemont, où il arriva le 16 au soir.

Dumouriez le fait reprendre.

Dumouriez savait combien il importait, dans sa position, de rétablir la confiance de l'armée, et d'en imposer à l'ennemi, en paraissant reprendre aussitôt l'offensive. Il se décida en conséquence à faire attaquer de nouveau, le 16 au matin, l'avant-garde autrichienne, qui tenait Tirlemont et l'espace entre les deux Gettes.

Lorsque cette ville eut été emportée, les

Autrichiens, menacés sur leur droite par la position de Miranda à Oplinter, se retirèrent derrière la petite Gette, sur les hauteurs de Nerlanden et de Winden, en négligeant d'occuper Goizenhoven, à une lieue et demie en avant de Tirlemont. Le général Lamarche profita de cette faute, et s'établit avec l'avant-garde et du canon dans ce poste qui domine les environs, et dont les abords sont défendus par un terrain coupé de haies et de fossés.

L'armée autrichienne s'était mise en marche, le 16 au matin, de Saint-Tron, pour aller prendre position à Hougaerde, en arrière de la grande Gette : son avant-garde attaqua Goizenhoven avec impétuosité, et fit des prodiges de valeur. Les cuirassiers de l'Empereur, surtout, vinrent à plusieurs reprises charger deux lignes d'infanterie postées derrière un double rang de fossés et de haies, et s'emparèrent d'une batterie sur le mamelon même. Ils furent chassés à leur tour de ce poste par le 5e régiment de hussards, à la tête duquel combattaient Valence et Lamarche. Les Autrichiens, voyant que leurs efforts étaient inutiles, cherchèrent à tourner le village par la droite : mais la division Neuilly, qui avait passé la Gette à Lumen, arriva à Heilissem ; et ils se décidèrent à la retraite.

Combat de Goizenhoven.

16 mars.

Le combat de Tirlemont, où l'ennemi perdit près de 800 hommes, rendit toute la confiance

à l'armée française, et décida Dumouriez à en profiter pour livrer une bataille qui lui paraissait inévitable. Une controverse s'est élevée entre lui et ses détracteurs, qui ont blâmé cette résolution. Ses troupes n'étant ni assez disciplinées ni assez solides pour continuer en bon ordre une retraite méthodique, il n'avait que le choix entre une bataille défensive dans une forte position, ou une bataille offensive Les premières sont peu conformes au caractère français; et le général n'est pas d'ailleurs aussi sûr de ses combinaisons, que quand il détermine lui-même la direction de ses efforts. Tout semble donc légitimer le parti pris par Dumouriez; aussi, loin de l'en blâmer, lui reprochons-nous seulement de n'avoir pas attiré à lui Harville et Lamarlière, pour en rendre le succès plus certain; car c'est le plus grand avantage de l'initiative de pouvoir dégarnir les points secondaires, pour rassembler tous ses moyens et frapper un grand coup.

Position des deux armées

Décidé à attaquer, le général français mit son armée en bataille, le 17 mars; la droite vers Heilissem, la gauche vers Orsmael (Voy. pl. VII.), des corps de flanc à Goizenhoven et Oplinter; il reconnut ensuite la position des Autrichiens.

Le gros de leur infanterie était campé sur deux lignes; la gauche sur les hauteurs en arrière de Oberwinden; la droite à la chaussée de Saint-Tron, à la hauteur de Hall.

La 1re ligne, aux ordres du général Ferrari, comptait	10,300 hommes.
La 2e, aux ordres du général Colloredo	10,700
Le général Clairfayt renforça la gauche avec la réserve de	9,000
L'archiduc Charles formait l'avant-garde sur la droite, à la chaussée de Tirlemont avec. . . .	9,000
TOTAL.	39,000 hommes.

Ainsi 39 mille Autrichiens, dont 9000 chevaux, allaient entrer en action contre environ 45 mille Français.

L'avant-garde aux ordres de l'archiduc Charles prit poste à l'extrême droite, sur une ligne, avec une réserve. Elle appuyait à la chaussée de Tirlemont; son flanc droit près du village de Dormael, était couvert par une division de cavalerie, qui observait la plaine de Leau. Le général Clairfayt, formant l'aile gauche par un crochet, appuyait sa droite aux deux lignes d'infanterie vers Oberwinden. La petite Gette et les villages d'Oberwinden, Neervinden et Mittelwinden couvraient le front des Impériaux. On garnit ces villages de Croates; mais on négligea d'occuper le mamelon en avant du dernier qui les dominait tous, et dont la possession importait beaucoup au gain de la bataille (1). La ville de Leau, à l'extrême droite, ne fut point occupée.

(1) La Tombe dominait, il est vrai, les villages d'Oberwinden;

Dispositions pour l'attaque.

Dumouriez, supposant que le prince de Cobourg avait la masse de ses forces dans la direction de Tongres et de Saint-Tron, parce qu'il tirait ses vivres de Liége, jugea que sa gauche, qui s'étendait du côté de Landen, serait susceptible d'être tournée. Partant de cette hypothèse, il prit, pour le 18, les dispositions suivantes.

L'armée fut divisée en huit colonnes. Les trois premières formèrent l'attaque de droite, aux ordres de Valence; deux autres attaquèrent au centre, sous le duc de Chartres; les trois dernières, commandées par Miranda, étaient chargées d'aborder la gauche.

La première colonne de droite, composée de l'avant-garde commandée par le général Lamarche, débouchant par le pont de Neerheilissem, devait se porter dans la plaine entre Landen et Oberwinden, pour déborder la gauche de l'ennemi. La deuxième colonne, où se trouvait l'infanterie de l'armée des Ardennes, dirigée par le lieutenant-général Leveneur, et soutenue par un gros corps de cavalerie, avait reçu ordre de déboucher par le même point, de se porter avec rapidité sur la Tombe de Mittelwinden, et d'attaquer le village d'Oberwinden, qui ne pouvait

---

mais elle était elle-même dominée par la position des Autrichiens : aussi, n'était-elle pas le point décisif, comme Dumouriez le supposait; car, en l'enlevant, on ne prenait qu'un poste avancé.

résister au canon de 12 placé sur la Tombe. Le général Neuilly, débouchant par le même point avec la 3e colonne, devait assaillir en même temps le village de Neerwinden par sa droite. Après la réussite de ces attaques, le général Valence qui les commandait, avait ordre de changer de direction obliquement à gauche, en marchant en bataille, de pousser les Autrichiens devant lui jusqu'au-delà de Landen, et de prendre position face à Saint-Tron.

Le centre que dirigeait le duc de Chartres, était composé de deux colonnes; la quatrième, ayant à sa tête le lieutenant-général Dietman, passant la rivière au pont d'Esmael, devait traverser rapidement le village, qui n'était occupé que par des tirailleurs, et se porter directement sur le front du village de Neerwinden. La cinquième, conduite par le général Dampierre, avait ordre de passer au pont d'Elissem, et de se diriger sur la gauche de Neerwinden. Ces deux dernières colonnes auraient ensuite suivi le mouvement de la droite en décrivant une diagonale avec leur point de départ.

L'aile gauche était composée de trois colonnes sous la direction du général Miranda.

La sixième, aux ordres du général Miaczinsky, devait passer la rivière à Overhespen pour se diriger sur Neerlanden. Le général Ruault avec la 7e devait passer la rivière au pont d'Orsmael

et attaquer par le grand chemin de Saint-Tron ; enfin, le général Champmorin, dirigeant la 8e, avait ordre de passer la rivière au pont de Bingen sous Neerlinter, et de se maintenir à Leau jusqu'à la fin de la bataille.

D'après ce plan, le poste fortifié de Leau devenait le pivot d'un mouvement général de conversion à gauche, qui, s'il avait réussi, aurait porté la droite de l'armée à Saint-Tron, et forcé l'ennemi à la retraite sur Tongres.

Nous allons retracer aussi exactement que possible l'événement mémorable auquel ces diverses combinaisons donnèrent lieu. Les mouvemens de Dumouriez sur sa droite et son centre, sont restés jusqu'à présent enveloppés d'un voile mystérieux que nous soulèverons, autant que les renseignemens que nous avons pu recueillir le permettront.

Bataille de Neerwinden

Le 18 mars, entre sept et huit heures du matin, toutes les colonnes s'ébranlèrent avec beaucoup d'ordre, et passèrent la rivière sans obstacles. Le général Lamarche se porta d'abord dans la plaine de Landen ; cette colonne n'y trouvant pas d'ennemis, commit la faute de se rabattre par sa gauche sur le village d'Oberwinden, et de se confondre avec la seconde qui fut retardée par la marche lente de son artillerie. Cependant celle-ci attaqua, sur les deux heures, le village d'Oberwinden et le mamelon de Mittel-

winden avec tant de vigueur, qu'elle les emporta: mais elle n'eut pas la sagesse de garder la position de la Tombe, que les Autrichiens reprirent, et qui fut disputée toute la journée (1).

Le général Clairfayt porta les grenadiers aux ordres d'Alwinzy sur Oberwinden, et le régiment d'Esterhazy avec sa cavalerie sur Racourt : il reprit ces villages, et menaça les flancs des attaques de Neuilly et Lamarlière.

La troisième colonne entra dans Neerwinden, où elle ne trouva que les troupes légères des Impériaux. Par un mal-entendu entre les généraux Valence et Neuilly, celui-ci abandonna presqu'aussitôt le village, pour s'étendre dans la plaine, en s'approchant de la deuxième colonne. Les Autrichiens se hâtèrent d'en profiter, et le réoccupèrent. Les quatrième et cinquième colonnes aux ordres du duc de Chartres, ayant pris leur direction sur ce village, en délogèrent cependant bientôt l'ennemi; mais le feu concen-

(1) Assertion de Dumouriez! Cette tombe ou colline était encore à 800 pas de la première ligne des Autrichiens, dont la position la dominait de beaucoup. Le général Colloredo, ayant dirigé toute son artillerie sur ce point, depuis Oberwinden jusqu'à la cense de Ste.-Croix, causa le désordre et l'irrésolution des colonnes assez profondes et assez entassées, et qui, pour comble de malheur, ne paraissaient pas avoir un but d'attaque bien déterminé; au moins essuyèrent-elles long-temps un feu meurtrier, et ne s'engagèrent qu'avec les troupes gardant les villages.

trique de sa nombreuse artillerie et l'arrivée des troupes du centre de la première ligne, lui donnèrent le moyen de le reprendre après un combat très-vif, dans lequel le général Desforêts, excellent officier, fut blessé d'un coup de feu à la tête; la confusion se mit dans ses troupes, qui, encombrées dans le village, l'abandonnèrent de nouveau.

Les tristes résultats des efforts qu'ils venaient de répéter, n'éclairèrent pas les généraux français sur les vices de leurs dispositions; leurs bataillons entassés vis-à-vis d'un rentrant formé de hauteurs redoutables, hérissées de batteries, et flanquées de gros villages occupés par l'ennemi, venaient se faire mitrailler sans but comme sans succès. Les colonnes arrêtées par ces obstacles, s'opiniâtraient à braver ceux qu'elles ne pouvaient vaincre, tandis que le moindre mouvement par la droite, pour tourner Racourt, eût beaucoup mieux réussi, sans coûter si cher.

Le général Dumouriez, arrivant sur ces entrefaites, fit attaquer Neerwinden pour la troisième fois par toute sa droite; le régiment de Deux-Ponts y pénétra malgré la plus vive résistance, et perdit plus de 300 hommes : mais l'ennemi ayant eu le temps de faire marcher sur ce point décisif les troupes de son centre et une partie de celles de la gauche, les Français évacuèrent le village, qui resta rempli de morts et de blessés des deux partis. Tout ce que Dumouriez

put faire, fut de reformer sa ligne à cent pas en arrière. Dans ce moment critique, les cuirassiers de Zeschwitz et Nassau débouchèrent dans la plaine, et formèrent deux attaques ; la première entre Mittelwinden et Neerwinden ; la seconde, à gauche de ce village, était dirigée sur la gauche des lignes d'infanterie. Valence jugeant l'importance de ce mouvement, chargea sur la première attaque, à la tête de la cavalerie française : le choc fut rude ; le général, blessé de plusieurs coups de sabre, se fit transporter à Tirlemont ; cependant la cavalerie impériale fut repoussée et maltraitée.

La seconde troupe de cavalerie déboucha au même instant que la première, et avec la même fureur, par la gauche de Neerwinden, pour se jeter sur l'infanterie de la quatrième colonne, qu'elle enfonça ; le général Thouvenot fit faire si à propos une décharge de mousqueterie par le régiment de Deux-Ponts, et une décharge de canon à mitraille, que les cuirassiers de Nassau se retirèrent après avoir beaucoup souffert.

Dès-lors la bataille cessa à la droite et au centre ; les Français restèrent en assez bon ordre sur le premier champ de bataille, et se disposaient à renouveler l'attaque le lendemain, afin de décider la victoire.

Cependant les affaires étaient dans une situation moins avantageuse à la gauche. Les sixième

Attaque de la gauche sur Orsmael

et septième colonnes avaient chassé les troupes légères d'Orsmael (1); mais l'archiduc Charles, placé derrière ce village avec son corps appuyé de fortes batteries, en défendit long-temps le débouché. Une canonnade des plus vives s'engagea sur ce point, où l'artillerie des républicains se distingua, et eut beaucoup à souffrir.

Le prince de Cobourg, voyant le gros des forces ennemies se présenter devant sa gauche, et comptant sur les avantages de la position de cette aile, imagina d'opposer aux Français une manœuvre absolument pareille, en accablant leur gauche qui se trouvait la partie faible. Quelque favorable que ce projet parût, il est bon d'observer toutefois qu'il n'était pas sans danger, puisque le point stratégique se trouvait plutôt à Oberwinden qu'à Orsmael, et que, Dumouriez accablant la gauche des Impériaux avec 30 mille hommes, leur droite eût été d'autant plus exposée si elle avait obtenu des succès contre Miranda, et passé la Gette à sa poursuite. Quoi qu'il en

(1) Dumouriez dit que la 6e colonne (Miaczinsky) attaqua Orsmael, et plus loin il affirme que Miranda aurait pu éviter sa retraite sur Tirlemont, en se faisant joindre par les bataillons de Miaczinsky qui venait d'arriver dans cette ville : nous ne pouvons expliquer cette contradiction, qu'en supposant que ce général se trouva engagé avec une partie de la brigade, et que le reste était demeuré en arrière depuis l'alerte du 15, dont nous avons parlé.

soit, le général autrichien voyant déboucher Miranda, avait ordonné, vers dix heures, au prince de Wurtemberg de marcher d'abord avec l'aile droite de la seconde ligne sur les hauteurs en arrière de Halle, pour assurer le flanc droit, tandis que le général Benjowsky, avec la seconde division de cette ligne, suivit l'avant-garde de l'archiduc par la chaussée sur Orsmael. Le prince de Wurtemberg se divisa et porta quelques bataillons sur le flanc de Miranda, pour seconder l'archiduc et Benjowsky qui le chargeaient de front. Ces attaques, exécutées par des forces supérieures, mirent la terreur dans les troupes, et les Impériaux profitèrent de ce moment pour faire une charge de cavalerie, qui acheva de mettre ces deux colonnes en déroute. Le général Guiscard, commandant l'artillerie, fut tué, ainsi que plusieurs aides-de-camp et officiers d'état-major; les généraux Ruault et Ihler furent légèrement blessés. Cette aile entière eût été accablée, si le duc de Wurtemberg avait marché avec tout son corps, au lieu de ne porter que 2 bataillons et 4 escadrons sur le flanc gauche des Français.

Dumouriez a assuré qu'il aurait eu encore beaucoup de ressources, attendu que l'ennemi ne poursuivit pas ces deux colonnes au-delà du pont d'Orsmael, et que Miranda aurait pu se faire appuyer par le corps de Miaczinsky qui venait

d'arriver. Il accuse ce lieutenant-général d'avoir perdu la tête, ou trahi ses devoirs par jalousie, en ordonnant la retraite jusque vers Tirlemont, à plus de deux lieues du champ de bataille.

L'assertion de Dumouriez est injuste ; il ignorait sans doute que Miranda avait eu affaire à des forces très-supérieures qui le débordèrent, et rendirent sa retraite d'autant plus inévitable, que toutes les troupes de Miaczinsky n'étaient pas même encore arrivées sur le champ de bataille. C'était au général en chef à ne pas ainsi engager son aile affaiblie, trop loin du gros de l'armée. Au reste, il n'est pas exact que Miranda se soit retiré derrière Tirlemont ; une partie de cette aile prit position sur les hauteurs en avant de Hackendoven, et il paraît certain que la division du général Ruault se retira sur celle de Champmorin vers Oplinter, de crainte d'être prévenue par le général Benjowsky, qui, avec 6 bataillons et 1800 chevaux, avait passé vers Goizenhoven, et gagnait les hauteurs d'Overhespen. Ce qu'il y eut de plus fatal dans cette affaire, c'est que le général en chef n'en reçut aucun avis, soit que Miranda ait négligé de lui en rendre compte, soit que ses officiers aient été enlevés par la cavalerie de la colonne de Benjowsky. Heureusement que les Autrichiens ne profitèrent pas de cette retraite pour se débarrasser de la

gauche en la faisant suivre jusqu'à Tirlemont par des coureurs, et portant le gros de leurs forces contre le centre et la droite qu'ils eussent alors pris en flanc.

Le général Champmorin s'étant emparé de Leau, s'y maintint jusqu'après la retraite du général Miranda ; il abandonna très-tard ce poste, repassa le pont de Bingen qu'il coupa après lui, puis remonta à sa position d'Oplinter, où il recueillit une partie de la division Ruault.

Dumouriez avait été occupé pendant toute l'action à rétablir l'ordre à sa droite et à son centre, où devaient se porter les coups décisifs, puisque cette partie de l'armée se trouvait chargée de tout le mouvement, dont la gauche formait le pivot.

A deux heures après midi, il avait entendu cesser à sa gauche le feu, qui jusqu'alors avait été très-vif; mais il avait d'abord attribué ce silence à un succès. Il avait pu croire par la progression du feu, que les sixième et septième colonnes, après avoir poussé ce qui était devant elles, s'étaient arrêtées à un point fixe, pour ne pas dépasser la tête des colonnes de droite ; mais rien ne pouvait lui faire conjecturer la retraite du général Miranda ; et il fut peut-être heureux de l'ignorer dans le moment où il était occupé à réparer le désordre de la droite et du centre.

Sur la fin de la journée, le général en chef

crut apercevoir des colonnes ennemies qui venaient de leur aile droite pour renforcer la gauche, ce qui lui donna quelques soupçons (1). Il passa ainsi la soirée devant le village de Neerwinden; mais à la fin, ces soupçons, qu'il n'avait communiqués qu'au général Thouvenot, s'étant changés en inquiétudes réelles, Dumouriez partit avec le chef d'état-major pour se porter à sa gauche. En arrivant au village de Laer, à dix heures du soir, il fut étonné de le voir abandonné par ordre du général Dampierre, qui, après s'être conduit avec beaucoup de valeur dans la bataille, avait repassé la Gette à la nuit tombante, et s'était retiré sur sa première position d'Esemael; on suppose que cette résolution lui fut dictée par l'apparition de la colonne de Benjowsky dans les environs d'Overhespen, qui menaçait son flanc gauche. Le général en chef arriva ensuite près du pont d'Orsmael, qu'il croyait occupé par les colonnes de Miranda, et qui l'était par les hulans autrichiens : il se replia alors par le grand chemin de Tongres sur Tirlemont, étonné du silence et de la solitude qu'il trouva

(1) Un tel mouvement n'est rapporté dans aucune relation autrichienne, et n'eut sans doute pas lieu, on peut croire que ce fut la droite de la première ligne qui se rapprocha de Neerwinden, mais aucune des troupes destinées à combattre Miranda ne revinrent sur leurs pas.

jusqu'à une demi-lieue de cette ville. Ici, il rencontra 3 ou 4 bataillons qui bordaient le grand chemin, sans cavalerie et sans ordre, et qui lui apprirent la retraite de sa gauche.

Dumouriez trouva dans Tirlemont le général Miranda auquel il ordonna de rassembler son corps d'armée dans la nuit même, et d'aller occuper la hauteur de Wommersen, ainsi que la chaussée et les ponts d'Orsmael et de Neerhelpen, afin d'assurer au moins le passage de la Gette, et la retraite de la droite et du centre, qui, compromis au milieu de l'armée ennemie, avaient encore une rivière à dos.

Telle fut l'issue de la bataille de Neerwinden, dans laquelle on commit des fautes des deux côtés. Les Autrichiens perdirent près de 2 mille hommes; les Français eurent 2,500 tués et blessés, et environ 1,500 prisonniers.

Fautes commises dans cette bataille

Le général français encourut le blâme d'avoir attaqué la position par le point le plus formidable, en accumulant 30 mille hommes dans un rentrant, battu en flanc par une nombreuse artillerie, et d'où ses colonnes ne pouvaient pas déboucher : quoique les Autrichiens n'eussent ici que 20 mille hommes, l'avantage de la position, et la confiance qu'elle inspirait aux troupes, compensaient bien cette différence. Il eut à se reprocher en outre la faute d'avoir trop étendu sa gauche, et de l'engager mal-à-propos.

Une partie des troupes de Miaczinsky étant encore en arrière, et celles de Champmorin courant jusqu'à Leau, il en résulta que Miranda n'eut pas plus de 10 mille hommes à opposer à 18 mille Autrichiens (1).

Il fallait faire un effort général sur une des ailes ennemies, et porter le gros de l'armée sur Racourt pour attaquer la gauche de Clairfayt, ou sur Orsmael afin d'accabler l'Archiduc : si le premier de ces partis semblait préférable, en ce qu'il menaçait plus directement la communication de Cobourg avec la Meuse par Oreye, le second offrait l'avantage de mieux lier l'armée avec les corps de Lamarlière et de Flers. On s'engagea au contraire, sur tout le front, et sans ensemble.

Les Autrichiens qui, avec 18 mille hommes, se rendirent maîtres de Goizenhoven et Orsmael, auraient dû se diriger sur-le-champ vers Elissem, en tenant les hauteurs d'Hackendoven : Dumouriez, pris ainsi en flanc et contenu de front, eût été mal mené. C'est au reste le seul reproche qu'on soit en droit de leur faire, en ce qui concerne l'exécution de leur projet.

Retraite des Français.

Après la perte de la bataille, Dumouriez ne

(1) Les Mémoires de Dumouriez contiennent des inculpations graves contre son lieutenant; des militaires qui l'ont suivi dans cette affaire, et notamment le général Reynier, m'ont affirmé qu'elles étaient souvent injustes et toujours exagérées.

pouvait plus tenter le sort des armes avec une armée telle que la sienne, sans courir les chances de la voir détruire; il ne lui restait d'autre parti à prendre que celui de se décider à la retraite, il prescrivit à cet effet les mesures suivantes :

Comme il importait de garder la route qui conduit d'Orsmael à Tirlemont, afin que l'ennemi ne fît pas des progrès dangereux sur ce point, le général en chef ordonna à la division Dampierre de faire un changement de front à gauche, et de se placer en potence pour flanquer la chaussée jusqu'à ce que le centre eût passé la Gette; alors elle devait reprendre sa ligne lentement. Cette manœuvre parfaitement exécutée par Dampierre, sauva vraisemblablement l'armée, qui eût été dans le plus grand danger, si l'aile droite des Autrichiens l'avait prévenue à Tirlemont. Dumouriez reporta avec beaucoup de peine sa gauche sur la direction de Wommersen; mais il ne put jamais l'engager à attaquer les Autrichiens, couronnant le plateau à gauche de la route. Les troupes qui avaient fui la veille, restèrent sous un feu violent avec un calme étonnant; toutefois on ne put les décider à un mouvement offensif qui eût été beaucoup moins dangereux.

Sur ces entrefaites, les quatre colonnes de droite repassèrent les ponts de la Gette dans le

meilleur ordre; l'armée prit position, la gauche à Hackendoven, la droite se prolongeant en potence sur Goizenhoven. Quelques désordres s'étant manifestés dans les bataillons de volontaires, Dumouriez jugea que cette position était trop rapprochée de l'ennemi, et qu'elle pourrait l'engager dans une affaire dont les suites eussent été incalculables; il se décida en conséquence à repasser la grande Gette, pendant la nuit, et à se retirer sur les hauteurs de Cumptich, en arrière de Tirlemont. Ce mouvement fut exécuté avec beaucoup d'ordre; les feux furent entretenus, et l'arrière-garde fit assez bonne contenance pour donner le temps d'évacuer les dépôts de Tirlemont.

Retraite du corps de Hollande.

Ces revers devaient immanquablement entraîner la retraite du corps d'expédition aventuré en Hollande. Le général Flers informé de l'approche du duc de Brunswick, et de la jonction de ce corps prussien avec les troupes hollandaises et anglaises, vers Bois-le-Duc, jugea bien que cet événement ne lui permettait plus de se maintenir. D'après les instructions de Dumouriez, il se jeta, avec 6 bataillons dans Breda, et envoya le colonel Tilly avec 2 bataillons à Gertruydenberg; le reste du corps d'armée partit le 11 mars pour Anvers, sous la conduite du colonel Thouvenot, et le général Ruault vint en prendre le commandement.

Les Alliés, au lieu de le suivre, crurent devoir s'occuper sur-le-champ de l'investissement de Breda et de Gertruydenberg. Le prince de Brunswick resta à Jilbourg, et les Hollandais derrière la Donge. En vain le prince de Cobourg les engagea-t-il à se diriger sur Malines, les Prussiens se contentèrent de détacher le 25 mars 3 mille hommes à Moll sur la Nethe, pour se réunir au colonel Milius que les Impériaux avaient poussé avec un parti sur la même direction; tout le reste des forces alliées, qui ne montaient guère à moins de 30 mille hommes, demeura dans la plus parfaite inaction.

Dumouriez ne pouvant tenir long-temps la position de Cumptich, qui n'est qu'un camp de passage, passa la Velpe, le 20 mars, et en prit une autre à Bautersem, sa droite à Neerwelpe, sa gauche sur les hauteurs et dans les bois en avant du Pellenberg. Dumouriez continue sa marche.

Les craintes que lui inspiraient les divers mouvemens de l'ennemi, loin de décider le général français à rassembler ses forces pour être mieux en mesure de parer à tout, le déterminaient à des détachemens toujours dangereux, et d'autant plus à craindre dans cette circonstance qu'il ne pouvait pas compter sur l'exécution des manœuvres prescrites à une certaine distance.

La nouvelle que Latour s'avançait par Huy avec 10 mille Autrichiens, engagea Dumouriez à

prescrire au général Harville de jeter 2 mille hommes dans le château de Namur, et de se tenir prêt à marcher avec le reste de son corps, qui n'avait pas bougé de toute la campagne, et qui comptait encore plus de 15 mille combattans. Une faute en entraîne ainsi toujours une autre, car pour entretenir communication avec lui ou empêcher les ennemis de se jeter entre deux, et de gagner Bruxelles par la forêt de Soignes, on se crut obligé de porter Neuilly à Judoigne, avec 6 mille hommes : le même inconvénient s'offrant à la gauche, on imagina de détacher Miaczinsky à l'abbaye de Gemps pour communiquer avec le corps de Ruault, réuni à la division Lamarlière sous Anvers, et qui ne comptait pas moins de 20 mille hommes.

La réunion de ces 40 mille combattans avec les troupes du corps de bataille, en eût fait une masse encore respectable, susceptible même de prendre l'offensive ou tout au moins de couvrir long-temps les frontières sous la protection des places. En établissant à temps ses 65 mille hommes derrière la Welpe ou vers Tirlemont, Dumouriez n'eût pas vu sa longue chaîne menacée par les simples démonstrations des coureurs autrichiens sur Diest et Aerschot, où loin d'être à craindre, il était désirable qu'ils portassent toute leur armée. Mais séparé, comme il l'était de sa gauche, et voyant cette aile com-

promise le long de la mer et du Bas-Escaut, la seule apparition du détachement de Milius vers Diest causa au général français les plus vives alarmes, et le décida à se replier sur Louvain.

La division Champmorin occupa les hauteurs de Pellenberg, ayant son flanc gauche couvert par Miaczinsky, posté à Petersrode. L'avant-garde, sous les ordres de Lamarche, borda la grande route sur les hauteurs de Corbeck. Le général Leveneur, avec les 18 bataillons de l'armée des Ardennes, fut placé dans le bois de Masendal. Enfin la division de Dampierre se porta sur Florival pour communiquer avec celle de Neuilly, qui s'était retirée vers Tombecke, à l'entrée de la forêt de Soignes.

Le 22 au matin, les Autrichiens s'avancèrent en trois colonnes; la division Benjowsky sur la route de Pellenberg, la seconde par la chaussée sur Blierbeck, le général Clairfayt avec la 3e par Tourinnes: un brouillard épais couvrant l'horizon fut cause que les Impériaux donnèrent inopinément sur les divisions Champmorin, Lamarlière et Leveneur, qui les reçurent avec de vigoureuses salves d'artillerie, et jetèrent d'abord de l'incertitude dans leurs rangs; cependant une colonne de grenadiers hongrois enleva au centre le village de Bliebeck qui couvrait le front de Leveneur; mais elle en fut bientôt délogée par le régiment d'Auvergne qui se couvrit de gloire.

Combat de Pellenberg. 22 mars.

L'attaque contre l'avant-garde fut moins vive; celle de Pellenberg au contraire fut plus acharnée; le général Champmorin défendit cette position avec courage et intelligence contre les tentatives réitérées du général Benjowsky, et s'y maintint à l'aide de quelques bataillons de renfort.

Premiers pourparlers avec Mack.

Dumouriez avait envoyé la veille, le colonel Montjoie au quartier-général ennemi, sous prétexte de traiter différens articles relatifs aux échanges de prisonniers : s'il faut s'en rapporter à ses Mémoires, il affirme que le colonel Mack témoigna le premier le désir d'une suspension d'armes; ce qui doit paraître étonnant de la part d'un ennemi victorieux. Cependant, il est possible aussi que le prince de Cobourg ignorât l'état dans lequel se trouvait l'armée française: affaibli lui-même par la marche des Prussiens vers la Hollande, et du corps de Latour vers Namur, il se sentait à peine les forces suffisantes pour expulser les Français de la Belgique. En assurant l'évacuation par un traité, il renonçait à quelques trophées, mais il épargnait aussi les maux de la guerre à ces provinces qui exigeaient tant de ménagemens.

Danger d'une retraite avec des troupes indisciplinées.

Le général français avait un bien plus grand intérêt encore à cette transaction; il lui convenait éminemment d'assurer à son armée une retraite paisible; car le moindre revers n'eût pas manqué de dégénérer en déroute.

Le Français naturellement brave, actif et impétueux, fait aisément les conquêtes, mais il les perd avec la même facilité. Dès qu'il cesse de marcher en avant, une sorte de dégoût s'empare de lui; il est difficile de le contenir. Depuis la révolution surtout, cette disposition s'était accrue de plus en plus; les liens de la discipline ne retenant plus le soldat, il était devenu mutin, raisonneur et indocile. Les volontaires nationaux ne contribuèrent pas peu à augmenter l'esprit de désordre; ils disaient hautement qu'en prenant les armes ils avaient promis de sauver la patrie, et non de se faire tuer en Belgique; des compagnies entières partaient pour la France avec armes et bagages, et il eût fallu une seconde armée pour les arrêter.

La position du général en chef avec de tels soldats, semblait d'autant moins rassurante, que les officiers étaient loin de les valoir; il n'y avait pas un seul général distingué par ses talens ou par un grand caractère. Les vieux ne valaient rien, et les jeunes n'étaient pas formés: aussi de tous ceux qui figurent à cette armée, Dampierre a seul laissé des traces d'une honorable médiocrité. La Belgique, dénuée alors de tout poste tenable, n'était qu'une vaste plaine, dont la possession était le prix d'une victoire, comme la perte était le résultat inévitable d'un revers. Il ne se présentait qu'un moyen de la conserver :

c'était une réunion prompte et rapide de tous les corps épars, afin de se jeter en masse sur l'ennemi, divisé lui-même d'une manière inconcevable, et ce fut le seul parti auquel on ne sut pas songer. Le remède était tardif, à la vérité, mais il pouvait peut-être réparer bien des fautes, et on ne voit pas qu'un non-succès eût empiré l'état des affaires. N'adoptant pas ce moyen, il n'y avait point d'événement plus favorable aux Français, qu'une convention tacite qui les sauvât d'une désorganisation probable, et garantît l'arrivée intacte de l'armée sur ses frontières, sous le canon de ses places.

Conférence avec Mack.

Dumouriez eut donc avec Mack une première conférence le 22 au soir, on y convint verbalement « que les Français se retireraient derrière » Bruxelles, sans être inquiétés par des attaques » sérieuses, et qu'on se reverrait ensuite pour » aviser aux arrangemens ultérieurs que réclameraient les circonstances. »

On a supposé que le retour à Louvain des commissaires Danton et Lacroix, venant de Paris, pour exiger du général une rétractation de sa philippique du 12 mars, influa sur cette résolution de Dumouriez, qui depuis long-temps avait jeté le gant à la faction dominante, et à qui il ne restait plus de ressources que dans le passage du Rubicon. Toutefois on ignore encore si, dès cette première conférence, il s'ou-

vrit au colonel Mack, en lui communiquant un projet semblable, ou s'il s'en tint aux clauses de l'évacuation de Bruxelles.

Le 23 au matin, le général Clairfayt, qui ignorait cette convention, attaqua de nouveau le poste de Pellenberg et l'avant-garde du général Lamarche. Champmorin défendit sa position avec la même vigueur que le jour précédent; mais Lamarche ayant perdu la tête se replia sans ordre de l'autre côté de la Dyle, derrière Louvain; le général Leveneur, ainsi abandonné, crut également devoir passer la Dyle, et campa entre Corbeck et Heverle; Dumouriez se vit alors obligé de prescrire à Champmorin de quitter aussi sa position de Pellenberg, et de se retirer sur Louvain, que les Autrichiens occupèrent immédiatement après : les troupes ne pouvant deviner les motifs d'une retraite, que le combat de la veille semblait devoir éviter, tombèrent alors dans un excès de découragement, et menacèrent de se débander.

Evacuation de la Belgique.

D'après les conventions arrêtées, Dumouriez fit les dispositions pour continuer sa retraite : il était nécessaire d'en imposer à l'ennemi, l'accord entre les généraux n'étant pas connu des armées. On ôta le commandement de l'avant-garde au général Lamarche, qui fut renvoyé en France; on la forma de 25 bataillons de ligne, de toute la cavalerie, et d'un train nombreux d'artillerie:

ce corps d'environ 15 mille hommes, aux ordres du général Vouillé, était tout ce qui restait organisé; il couvrit la retraite de l'armée qui retournait en France par bandes et en désordre.

Dumouriez ayant pris son camp sous Bruxelles, le 25 mars, fit évacuer la ville le lendemain; il donna les plus grands soins à ce qu'aucun excès ne fût commis, et ce mouvement se fit avec une régularité peu commune. Le général Harville abandonna Namur, où il eût été inutile de sacrifier une garnison: sa division forte d'environ 15 mille hommes, se retira sur Maubeuge et Givet.

L'armée marcha le 26 à Enghien, et le 27 à Ath, pendant que la division Neuilly se portait sur Mons: on envoya le général Ruault à l'armée de Hollande, pour l'amener d'Anvers à Courtray, où elle devait occuper le camp avantageux de Harlebeck.

Position critique du général.

Après des désastres si bien mérités, Dumouriez ne pouvait plus se flatter d'échapper à la vengeance des Jacobins qui lui pardonnaient à peine ses triomphes. Comment croire en effet que les audacieux qui venaient de faire tomber la tête d'un bon Roi, épargnassent celle d'un soldat orgueilleux, dont ils avaient eu à se plaindre, et que ses revers livraient désarmé à tout le poids de leurs attaques. Une émigration volontaire, comme celle de Lafayette, ne l'eût mené qu'à

partager le sort de ce général : d'ailleurs, Dumouriez n'était pas homme à quitter ainsi la partie, quand il croyait avoir encore quelques moyens de la gagner. Embarrassé d'une position aussi éminemment critique, il ne vit de chances de salut qu'en imitant Coriolan. Trop adroit néanmoins pour ne pas éviter, autant que possible, de faire intervenir les troupes allemandes dans les intérêts de son pays, il se réserva cette ressource pour les cas désespérés, et crut pouvoir décider sa propre armée à marcher sur Paris, à détruire la Convention et les Jacobins, tandis qu'il assurerait, par un traité, la neutralité des Autrichiens durant tout le temps nécessaire à cette expédition. L'observateur impartial découvre bientôt ce qu'un tel projet avait de chimérique et de dangereux. Sans doute c'était la minorité qui commettait tous les excès en France, mais elle formait l'autorité alors reconnue; elle tenait les armées plus ou moins dans sa dépendance. Tout ce qu'il y avait d'hommes compromis par la révolution et la mort du Roi, la plus grande partie des bataillons de volontaires nationaux, cette classe nombreuse de la population des villes, toujours prête à agir, parce qu'elle n'a rien à perdre; tels étaient les élémens d'opposition que Dumouriez devait craindre. Si les armées de la Moselle, du Rhin, des Alpes, du Var et des Pyrénées, ainsi que les

Il veut marcher sur Paris et dissoudre la Convention.

garnisons de l'intérieur, reconnaissaient la Convention; si cette assemblée se réfugiait derrière la Loire, levant en masse cette partie de la population qui tenait pour elle; à quels affreux déchiremens ce général n'exposait-il pas sa patrie, au moment même où la Pologne venait d'être démembrée pour la seconde fois, où les Anglais, les Autrichiens, les Prussiens avaient tant de passions à satisfaire. Supposant même que le prince de Cobourg tînt religieusement sa parole, pouvait-il imposer aux cabinets de Berlin, de Londres et de Vienne, l'obligation de respecter des engagemens, pris sur sa seule responsabilité. Si Dumouriez éprouvait la moindre résistance, une simple improbation et le remplacement de leur généralissime, ne donnaient-ils pas aux Alliés les moyens d'envahir la France après lui, et de lui dicter des lois? Et en supposant qu'il eût été repoussé par les troupes conventionnelles, n'eussent-ils pas eu plus de droits encore de voler à son secours? Ainsi la guerre civile, l'invasion étrangère, étant les résultats inévitables de ses projets, on voit que ce général, trompé par le désir de se soustraire à ses dangers personnels, et par la fausse position où il s'était précipité, s'abusa complétement sur la faute bien plus grave qu'il était prêt à commettre.

Nous sommes éloignés de croire qu'il ait jamais conçu l'idée de sacrifier les intérêts de sa patrie à sa propre cause; chaque ligne de ses

Mémoires dénote un ambitieux, mais avant tout un Français jaloux de la gloire nationale; il crut opérer avec quelques milliers d'hommes, ce que le duc de Brunswick regarda comme inexécutable avec 100 mille soldats d'élite; il pensa que la régénération de la France pouvait être l'ouvrage d'un coup de théâtre, tel que son apparition subite aux portes de Paris. En réfléchissant néanmoins à quel degré d'exaspération les esprits se trouvaient portés à cette époque, on est bientôt pénétré de l'erreur où il était plongé. Sans doute si pour substituer l'ordre à l'anarchie il eût suffi de fermer la salle de la Convention et d'installer aux Tuileries le Dauphin, le duc d'Orléans, ou une régence; on serait forcé d'applaudir aux intentions du général, et on lui décernerait une couronne civique pour le consoler d'une injuste proscription: mais ceux qui ont suivi la marche de la révolution seront convaincus de l'impossibilité de réussir dans un tel plan, et le considèreront comme un digne pendant à sa course romanesque en Hollande.

Il concerte à cet effet un plan défectueux avec Mack.

Ce fut à Ath, le 27 mars, que Dumouriez, dans une seconde conférence avec le colonel Mack, s'ouvrit à lui pour l'exécution de ses projets; ils convinrent verbalement « que l'armée française » resterait encore quelque temps sur la frontière » à Mons, Tournay et Courtray, sans être in» quiétée; que le général Dumouriez jugeant

» quand il serait temps de marcher sur Paris, » règlerait les mouvemens des Impériaux qui » n'agiraient que comme auxiliaires; que s'il » n'avait pas besoin de secours, ils resteraient » sur leurs frontières, et que l'évacuation totale » de la Belgique serait le prix de cette condes- » cendance. S'il ne pouvait pas opérer seul » le rétablissement d'une monarchie constitu- » tionnelle, il indiquerait lui-même le nombre » et l'espèce de troupes dont il aurait besoin. » Enfin, il fut décidé que pour lier les opérations » de l'armée de Cobourg avec celle de Hohen- » lohe, entre Meuse et Moselle, la place de » Condé serait remise aux Autrichiens pour leur » servir de garantie: qu'ils y tiendraient garni- » son, mais sans droit de souveraineté, et sous » condition qu'elle serait rendue à la France » après la guerre et après le règlement des indem- » nités. Enfin toutes les autres places, si le parti » constitutionnel était dans le cas d'avoir besoin » du secours, recevraient garnison moitié fran- » çaise moitié allemande et sous les ordres des » Français. Le duc de Chartres, les généraux » Valence, Thouvenot et le colonel Montjoie » assistèrent à cette conférence. »

Nous l'avons déjà dit, de telles stipulations avec un simple colonel d'état-major autrichien, dénué de pouvoirs, non-seulement de toutes les grandes puissances intéressées, mais même de son propre

cabinet, font peu d'honneur à l'habileté diplomatique de l'ex-ministre des affaires étrangères; elles eussent été à peine pardonnables à un soldat parvenu. Il est curieux en effet de voir Dumouriez poser en principe avec Mack que la France serait tenue à des indemnités; et la remise de Condé n'était pas une circonstance moins blâmable de sa transaction. Quel titre l'armée impériale pouvait-elle avoir à réclamer des sûretés au moment où son adversaire s'en allait à Paris; et qu'avait-elle dans ce cas à redouter de lui? Il semblait bien plus naturel que l'armée française, abandonnant ses frontières à la merci de ses adversaires en armes, pour aller frapper des coups d'état d'un intérêt commun, obtînt des garanties pour son territoire, plutôt que d'être appelée à en donner.

Nouvelles positions de l'armée.

Au surplus, ce plan ne fut point exécuté, comme chacun le sait. Dumouriez avait pris le 28 mars, avec son corps de bataille, un camp à Anthoing sous Tournay; Leveneur occupait celui de Maulde avec l'armée des Ardennes; on avait assigné à Neuilly la position de Nimy sous Mons, mais la nouvelle que cette division après avoir pillé les magasins venait de s'enfuir jusqu'à Valenciennes, nécessita d'autres dispositions. Le général ayant d'ailleurs appris vers le même temps que le corps de Hollande, au lieu de tenir le camp de Harlebeck, rentrait par bandes désor-

données à Dunkerque, Cassel et Lille, dut renoncer à tenir les camps projetés sur le territoire ennemi; il se replia le 30 à Bruille, se liant à la position de Leveneur à Maulde par trois points de communication.

Les commissaires de la Convention déjouent ses projets sur Lille et Valenciennes.

Le premier soin de Dumouriez fut de s'assurer des commissaires de la Convention qui se trouvaient sur différens points des frontières, et qui s'étaient mis en état hostile contre lui; Lequinio, Bellegarde et Cochon exerçaient une grande influence à Valenciennes; Ferrand y commandait, et les esprits y étaient prononcés pour la république: toutes les mesures pour s'en emparer furent déjouées, et les troupes envoyées à cet effet furent aisément converties par des hommes sûrs de leurs succès en parlant aux soldats d'attachement à la patrie. Ce mot exerçait un pouvoir magique sur les Français, et ce fut en l'invoquant que des ambitieux qui en connaissaient l'influence, leur firent opérer des miracles pendant plusieurs campagnes.

Miaczinsky détaché sur Lille avec une division pour occuper cette forteresse importante, arrêter les commissaires de la Convention, proclamer les principes constitutionnels, et s'avancer ensuite sur Douay et Cambray, se laissa grossièrement tromper par Saint-Georges, colonel d'une légion franche, qui l'attira avec une faible escorte dans la place, où il fut aussitôt arrêté. De-

vaux, chargé de ramener les troupes de Miaczinsky errantes sans chef, ne fut pas plus heureux que lui; tous deux expièrent leur imprudence en portant leur tête sur l'échafaud.

Il cherche a s'emparer de Condé et s'établit à St.-Amand.

Après ces tentatives si mal conduites, Dumouriez tourna ses regards vers Condé; une place lui semblait indispensable pour assurer les subsistances à ses troupes, et les maintenir dans l'ordre. On a pensé avec quelque raison que dès qu'il eut terminé ses arrangemens avec Mack, son parti étant bien arrêté, il aurait dû se mettre en marche sur-le-champ vers Paris, sans s'amuser à de futiles accessoires; la rapidité, l'étonnement et la surprise étant les seules chances de succès qu'il eût en sa faveur. Au reste ce reproche repose entièrement sur des hypothèses, et peut-être que Dumouriez n'eût pas trouvé beaucoup de régimens disposés à le seconder, ou à lui obéir dans cette entreprise. Il ne tarda pas en effet à se convaincre qu'il n'est pas si facile qu'on le croit de tourner les armes des soldats français contre leur patrie; les divisions de Dampierre au Quesnoy, de Chancel sous Condé, de Rosière et Kermoven à Bruille, s'empressaient de traiter avec les députés de la Convention, et de protester de leur attachement à la république et à ses autorités constituées. Stettenhofen et Leveneur en faisaient autant de leur côté, et tout

présageait que le chef de parti, bientôt abandonné, se verrait réduit à fuir avec quelques affidés.

Cependant le général espérant être plus heureux dans de nouvelles tentatives sur Valenciennes et Condé, s'était rapproché de ces places en venant s'établir aux boues de Saint-Amand, le 1er avril.

Mesures de la Convention.

Tandis que Dumouriez prenait ces mesures pour arriver à ses fins, les meneurs de la Convention n'étaient pas restés oisifs. Ces revers inattendus de la part du vainqueur de Jemmapes, parurent d'abord une trahison évidente aux yeux de gens incapables d'en découvrir les causes militaires. De tous temps les hommes n'ont apprécié que les résultats, et aux plus belles années de Rome, comme de nos jours, plus d'un général médiocre est monté sur un char de triomphe, pour des victoires qui furent la suite inévitable des événemens. Dumouriez mérita aussi peu les hommages qu'on lui rendit comme au plus grand capitaine de son temps, que les poursuites dont il devint bientôt l'objet. A peine a-t-il quitté les plaines de Nerwinden que de toutes parts les clameurs s'élèvent contre lui; Miranda écrit à Péthion qu'il commence à soupçonner la trahison, à laquelle le ci-devant maire de Paris avait déjà attribué les revers d'Aix-la-Chapelle; bientôt les Jacobins accusent leurs adversaires d'avoir

nourri dans leur sein, l'homme ambitieux qui allait livrer la république à ses plus cruels ennemis. Il importe, disent-ils, de former une enquête sur les graves délits qu'on lui reproche, afin de pouvoir lui rendre la confiance de l'armée, ou le punir s'il l'a mérité. Les députés Carnot, Lamarque, Camus, Quinette et Bancal, tous pris au sein de la société jacobine, sont chargés de se rendre au quartier-général pour suspendre le prévenu de ses fonctions : ils sont accompagnés du ministre de la guerre Beurnonville, à qui probablement on destine l'honneur périlleux de le remplacer. Le mal est immense, la frontière dégarnie est ouverte, les places qu'après les succès du mois de novembre, on avait presque jugé superflues, se trouvent négligées et dépourvues; l'armée, en proie à l'indiscipline, à l'esprit de parti, au découragement, semble incapable d'opposer aucune résistance à l'ennemi, et la tâche de ces commissaires investis du pouvoir absolu, comme de la responsabilité du salut public, n'était pas une faible besogne.

Le choix seul des hommes appelés à être les arbitres du sort de Dumouriez, était le pronostic le plus évident de celui qu'on lui réservait; en vain leur adjoignit-on Beurnonville, partisan assez connu du général, c'était une amorce tendue pour ne pas éveiller ses soupçons. Mais on jugea mal de sa pénétration, il ne fut pas dupe un

moment de cette supercherie; convaincu qu'on en voulait à sa liberté ou à sa vie, il ne balança pas long-temps sur le parti qu'il avait à prendre.

Dumouriez arrête les commissaires et les livre aux Autrichiens.

Ces députés arrivés inopinément le 2 avril, à son quartier-général de Saint-Amand, avaient une mission trop positive pour ne pas produire une explosion; ils devaient faire partir Dumouriez pour aller à la barre se justifier, et en cas de refus, le suspendre de ses fonctions. Après de longues et inutiles récriminations, Camus interpellant le général au milieu de son état-major, et n'en recevant que des refus, ordonna son arrestation et la saisie de ses papiers : le coup était prévu, les hussards de Berchiny, en bataille devant la maison, firent entrer un piquet, et saisirent les députés et le ministre de la guerre, qu'ils conduisirent au quartier-général autrichien. Dumouriez n'ayant aucune place à sa disposition, et les considérant comme des otages aussi utiles pour lui que pour les prisonniers du Temple, n'aurait pas su dans le fait quel autre parti adopter.

2 avril.

Carnot retenu à Douay échappe à ce sort.

Carnot retenu à Douay, et n'ayant pu suivre ses collègues, échappa comme par miracle à leur sort commun. Cette circonstance eut des suites importantes pour la république, qui eût été privée sans cela des services signalés que ce député lui rendit quelques mois après.

Les événemens se pressaient avec une telle ra-

pidité que sans vouloir entrer dans les détails de cette catastrophe, on a de la peine à les suivre. Dumouriez sentant la nécessité de s'assurer des dispositions des troupes après ce coup d'éclat, se rend le 3 avril au camp, où il trouve partout le même accueil; rien ne décèle que la foudre est suspendue sur sa tête, on applaudit même à ses résolutions. 3 avril.

L'armée française était violemment agitée, et sa position vraiment embarrassante; balottés par leur attachement au vainqueur de Sainte-Menehould et de Jemmapes, et par le bruit sinistre qu'il était d'intelligence avec l'ennemi, les soldats ne savaient qu'en croire. Leur amour-propre se voyait en quelque sorte intéressé à trouver dans sa défection un palliatif à leur défaite; d'un autre côté, si la trahison était l'ouvrage de ses ennemis, combien ne serait-il pas injuste d'abandonner le seul homme qui eût su jusques-là les conduire à la victoire? Aussi une bonne partie des troupes de ligne lui resta fidèle jusqu'au dernier moment, malgré ses entrevues avec les généraux autrichiens. La déclaration de son plan n'eut rien même qui les effrayât, parce qu'on y entrevoyait des ménagemens du moins apparens pour les intérêts de la France. Cependant les adroites insinuations des commissaires, le grand nombre de prosélytes que l'égalité et la république avaient faits parmi les subalternes, l'argent répandu par

L'armée hésite entre Dumouriez et la république.

les Jacobins, et plus que tout cela l'amour de la patrie, achevèrent bientôt de lui aliéner les esprits.

Dumouriez assailli à Doumet par les volontaires.

Le 4, Dumouriez devait avoir une entrevue avec l'archiduc Charles, le prince de Cobourg et Mack, entre Raisme et Condé, afin d'aviser aux derniers arrangemens; il était parti de Saint-Amand pour s'y rendre, quand il rencontra à Doumet 3 bataillons marchant sur Condé, sans qu'il en eût donné l'ordre. Il voulut leur prescrire de rebrousser chemin, mais des cris tumultueux partis des extrémités de la colonne lui annoncent qu'on veut l'arrêter; adossé à un canal,
4 avril. il ne lui reste d'autre ressource que de le franchir, et les volontaires qui ne peuvent l'atteindre, font sur lui une décharge de mousqueterie à laquelle il n'aurait pas dû échapper. On court, on s'empresse d'un côté pour lui couper la route du camp de Bruille qu'il voulait regagner, de l'autre pour le cerner. Forcé de longer l'Escaut sous une grêle de balles, il passa enfin la rivière au bac de Wihers pour regagner Bury, d'où il informa le colonel Mack des motifs qui lui avaient fait manquer le rendez-vous.

Le général avance dans ses Mémoires que les troupes du camp, indignées de cet attentat, le demandaient à grands cris, mais qu'il était trop tard pour s'y rendre, et il prétend que cette circonstance seule fit échouer son plan; la tour-

nure des événemens autorise à penser le contraire.

Le général passa la nuit à rédiger avec Mack les projets de proclamations qu'il devait publier de concert avec le prince de Cobourg pour fixer les esprits sur les véritables motifs de leurs transactions. Ces pièces sont consignées dans les journaux du temps, et n'offrent aucune circonstance remarquable : celle de Dumouriez était un violent manifeste : celle du prince imprimée à la suite, déclarait aux Français « qu'il venait simplement comme auxiliaire, que l'intention de son Souverain n'était pas de faire la moindre conquête, mais de ramener la paix et l'ordre, et d'y coopérer avec le général français, dont il approuvait les principes exprimés par la proclamation.

Il revient du camp autrichien à son armée.

5 avril.

Le lendemain matin, Dumouriez se rendit avec 50 dragons autrichiens au camp de Maulde; en vain affirme-t-il qu'il y fut tendrement reçu, on ne saurait se dissimuler l'impression fâcheuse que ce cortége fit sur l'esprit des soldats. Voulant se rendre de là à Saint-Amand, il apprit que l'artillerie était en pleine insurrection; qu'après avoir envoyé des commissaires à Valenciennes, elle avait chassé ses généraux, et qu'elle attelait pour se réfugier dans cette place. Le capitaine Songis, qui s'acquit dès-lors une juste répu-

tation, fut, dit-on, un des principaux instigateurs de ce mouvement patriotique.

Abandonné de ses troupes, il est forcé de fuir

Le signal était ainsi donné aux troupes de ligne sur lesquelles l'arme de l'artillerie exerçait une juste influence, tant par le choix des hommes, que par l'instruction nécessaire aux officiers. Son exemple fut bientôt imité; à peine la nouvelle de la défection est-elle parvenue aux deux corps de Bruille et de Maulde, que bataillons, régimens, brigades, partent les uns en entier, les autres par détachemens, et se rendent à Valenciennes. Vouillé qui commandait l'avant-garde, n'eut que le temps de gagner Tournay, son corps suivit l'exemple des autres. Dumouriez abandonné retourna au quartier-général autrichien, où il ne fut suivi que par les hussards de Berchiny, aux ordres du colonel Nordmann, brave militaire, qui s'était trop avancé pour reculer, et qui suivit son chef avec le régiment qu'il commandait et un escadron de Saxe.

Ainsi finit la carrière orageuse d'un homme auquel il serait injuste de refuser des talens, des connaissances variées, un grand caractère, et qui rendit des services signalés à la France en 1792. Entraîné par des passions impétueuses, à une époque où un vertige exaltait toutes les têtes, on ne peut le juger d'après des règles ordinaires. Nous en avons déjà trop dit sur son compte

pour avoir besoin de nous étendre sur ses qualités et ses défauts. Il jugea mal la situation de la France, sous le rapport politique, en contribuant à la déclaration de cette effroyable guerre, dont le succès fut indépendant de tous les calculs humains; il la jugea plus mal encore en comptant sur la neutralité anglaise. Ses opérations stratégiques furent constamment fausses, excepté dans l'Argonne : mais nous croyons comme lui qu'en temps ordinaire il eût été bon ministre et général capable.

CHAPITRE XV.

Défensive des armées françaises sur la frontière du Nord. — Dampierre est tué en voulant débloquer Condé. — Affaire de Famars. — Siége et prise de Valenciennes.

Mesures des Français pour réparer la défection de Dumouriez.

La nouvelle de la défection de Dumouriez causa à Paris une sensation d'autant plus forte qu'on crut d'abord qu'il avait un grand parti, et qu'elle fut accompagnée de l'insurrection de la Vendée, de la défaite de Custine sur la Nahe, et des troubles de la Corse.

Les meneurs de la Convention mesurèrent d'un coup-d'œil le danger dont ils étaient menacés, et ne se firent pas illusion sur le sort qui leur serait réservé, si l'armée française même se déclarait contre eux. Les Jacobins accusèrent bien les Girondins des malheurs qui venaient d'accabler la France, naguère victorieuse; mais le péril commun les rapprochant pendant quelques jours, les uns et les autres sentirent la nécessité d'envoyer de nouveaux députés avec de pleins pouvoirs pour réorganiser l'armée, et pourvoir à la défense des frontières. En même temps et sans attendre le résultat de leur mission, l'Assemblée décréta la peine de mort contre quiconque reconnaîtrait Dumouriez pour général.

A peine fut-elle informée de l'arrestation de Beurnonville et des députés, qu'elle décréta par représailles celle de plusieurs princes et officiers autrichiens de distinction qui se trouvaient parmi les prisonniers. Affectant même de craindre que Dumouriez n'eût des complices jusqu'au sein du conseil exécutif, elle institua le 6 avril un comité de salut public pris dans son sein, dont les pouvoirs s'étendirent à mesure que les dangers s'accrurent.

Congrès des Alliés à Anvers.

Le prince de Cobourg dont nous avons rapporté la proclamation du 5 avril, convaincu par les événemens du lendemain que ses transactions avec Dumouriez devenaient nulles, ne songea plus qu'à rentrer dans son rôle naturel, et à pousser les opérations militaires avec la vigueur que l'on pouvait attendre de son caractère et de l'insuffisance de ses forces. Il se rendit dès le 7 à Anvers dans l'intention de conférer avec les députés des différentes puissances qui s'y étaient assemblés pour déterminer la quotité et l'emploi des contingens destinés à agir en Flandre. Le prince d'Orange, lord Auckland ministre d'Angleterre à La Haye, les comtes de Metternich et de Stahremberg, le général prussien Knobelsdorf, composaient ce conseil.

Le nombre des troupes fut fixé comme il suit :

Corps prussien du général Knobelsdorf.	8,000 hommes.
Anglais et Hanovriens	20,000
Hollandais	15,000
Hessois	8,000
Total.	51,000 hommes.

L'armée impériale forte de 45 mille hommes, devait agir de concert. Indépendamment de ces moyens, le prince de Hohenlohe commanderait environ 30 mille Autrichiens, répartis en trois corps; le premier à Namur, sous le général Beaulieu, le second à Luxembourg, sous le général Schrœder, le troisième à Trèves, sous le général Blankenstein; ce dernier devait se lier par sa gauche à l'armée du roi de Prusse. On donna aux Anglais, qui débarquèrent vers le 20 avril à Ostende, la direction provisoire de Tournay; enfin les Hollandais, à l'exception des corps destinés à observer Lille, et couvrir la West-Flandre, devaient grossir l'armée principale.

Les délibérations de ce conseil diplomatique n'ont été connues qu'imparfaitement jusqu'à ce jour. On pense généralement qu'elles réglèrent plus d'affaires politiques que de combinaisons militaires : suivant quelques écrivains, il y fut question des efforts à faire par les Alliés, à l'effet d'obtenir des *indemnités pour le passé, et des garanties pour l'avenir*. Nous ne l'affirmerons pas,

mais tout porte à le croire : cependant à moins d'énoncer ouvertement le projet de démembrer la France, il était impossible de mettre au jour d'une manière plus évidente, les vues d'intérêts particuliers cachées sous le voile d'un beau zèle pour la maison de Bourbon. Ce langage parut surprenant de la part de puissances qui ne s'étaient armées que pour le rétablissement de la prérogative royale, et celui du bon ordre en France.

Dès-lors la guerre changea de nature comme de but, et tous les cabinets anciennement alliés à ce pays, purent sonder à loisir la profondeur du précipice ouvert sous leurs pas. Si la Hollande et l'Espagne n'avaient point été entraînées par des passions contraires à leurs intérêts, elles n'eussent pas manqué de témoigner de l'étonnement qu'on demandât des sûretés à la seule puissance maritime capable de les soutenir un jour; et à qui il ne resterait ni flotte, ni ports, dès l'instant que les vues secrètes du congrès d'Anvers seraient réalisées. La Prusse de son côté aurait senti l'inconvenance de verser le sang de ses peuples dans la vue de faire la conquête des places de Flandre pour les Autrichiens, ou de les aider à reprendre l'Alsace et la Lorraine : si l'appât de Thorn et de Dantzig avait pu l'y décider, la possession de ces places une fois assurée, elle se serait rapprochée du

système politique auquel elle était redevable de sa prospérité. Quant au cabinet de Vienne, on ne conçoit pas trop sous quel rapport il se croyait en droit d'exiger des indemnités ou des garanties; voulait-il punir la France de lui avoir été attachée depuis 1756 et d'avoir négligé ses plus chers intérêts en combattant pour sa cause jusqu'à la paix d'Hubertsbourg; ou bien lui imputait-il à crime d'avoir pris l'initiative dans une guerre qui, s'il faut en croire les déclarations mêmes des Souverains, était préparée par le ministère autrichien. Nous ne trancherons pas dans des questions si délicates, mais notre impartialité nous force à dire que les deux partis avaient des torts, et que stipuler des indemnités ou des garanties dans ces conjonctures, c'était augmenter les griefs de la France, et donner à la guerre un caractère tout opposé à celui dont on affectait de la parer.

On est moins embarrassé de répondre pour l'Angleterre, car si elle n'avait pas de droit d'exiger des garanties, il était du moins de son intérêt de les demander.

Nouveau manifeste de Cobourg.

L'absence du généralissime des coalisés ne fut pas longue; avant son retour au quartier-général, il avait eu soin d'expédier des ordres pour rassembler l'armée à Quiévrain, et il publia le 9 un nouveau manifeste bien différent du premier, et qui redoubla les soupçons conçus sur les tran-

sactions du congrès d'Anvers, en retractant avec une affectation du moins imprudente la promesse de s'abstenir de toute conquête sur le territoire français. Cependant le prince de Cobourg persuadé qu'il ne saurait remplir la tâche qui lui était assignée avec les 120 mille combattans, dont il disposait entre la Moselle et la mer, sollicita de l'Empereur un renfort de 30 mille hommes.

Le mois d'avril se passa du côté des Alliés à attendre l'arrivée des contingens anglais et hollandais qui entrèrent en ligne du 23 au 25. Le cabinet de Vienne se contenta d'abord d'envoyer quelques bataillons, et ce ne fut qu'à la fin de la campagne qu'il y porta des renforts plus considérables. Mais il prit en échange toutes les mesures administratives qui pouvaient consolider son empire en Belgique : l'archiduc Charles en fut nommé gouverneur général; et ce prince justement estimé, fit à Bruxelles une entrée triomphale, qui ne le cédait en rien à l'accueil fait aux républicains au mois de novembre précédent. Les Etats auxquels l'Empereur rendit tous leurs droits acquirent ainsi plus d'influence et de liberté par suite de la retraite de Dumouriez, qu'ils n'en avaient obtenu de leur révolte de 1789.

Mesures défensives des Français.

Tandis que les Alliés s'endorment sur quelques trophées gagnés sans peine, le peuple français se réveille, avec fracas, de la léthargie causée

par la trop facile victoire de Jemmapes. C'est dans les grands périls que se montrent les hommes énergiques. La France ne formait qu'une vaste assemblée, et le propre des réunions populaires est d'exciter tous les esprits à l'exaltation. Les Jacobins, les Girondins, les Républicains purs, tout se rallie à la Convention à la vue des dangers de la patrie. Dès-lors on se sentit entraîné par une pente irrésistible aux mesures extraordinaires et violentes; car la marche lente du conseil exécutif ne favorisait pas assez l'élan national au gré des chefs de la montagne. Nous consacrons au reste le chapitre XIX à retracer les événemens que cette disposition des choses amena dans l'intérieur, et il convient de revenir aux armées.

On avait plus d'une fois éprouvé les avantages d'avoir près d'elles, des commissaires qui, fidèles aux intérêts de la Convention, stimulaient les généraux, faisaient connaître le véritable état des affaires, et imprimaient aux mesures administratives et militaires, un grand degré de force, quoique leurs missions passagères n'eussent embrassé jusques-là qu'un objet local et temporaire. La défection de Dumouriez prouva les services que ces commissaires seraient à même de rendre, si on étendait leurs pouvoirs, et qu'on mît du discernement dans leurs choix. Tous les intérêts des meneurs de la république se réunirent pour décider une mesure qui revêtit d'une autorité

presque sans bornes leurs plus chauds partisans, et la France fut peut-être redevable de son salut à la nécessité d'assurer celui des factions.

Aussitôt qu'on eut appris la nouvelle que Dumouriez voulait marcher sur Paris, l'on ordonna la formation d'un camp de 40 mille hommes, et des commissaires furent spécialement chargés de l'exécution de cette mesure, d'autres avaient eu la mission d'activer dans les départemens la levée de 300 mille hommes, décrétée le 24 février.

Enfin, le 30 avril, la Convention détermina l'organisation, les pouvoirs, et la répartition de 60 représentans aux armées. Celle du Nord devait en avoir 12; les uns se chargeaient de l'exécution des travaux de défense, et de l'approvisionnement des places de guerre; les autres s'occupaient de l'armement et de l'équipement des levées, et de la surveillance des opérations militaires (1). Aucun miracle ne paraissait impossible à ces proconsuls, disposant au nom du peuple français, des bras, du sang, et de la fortune de 4 à 5 millions d'hommes. Ils deviennent avant peu les arbitres du sort des généraux : ce sont eux qui les envoient à l'échafaud, ou les font monter sur un char de triomphe; et sans avoir à rendre

---

(1) Voyez pièces justificatives, n° 7.

compte de leur conduite, si ce n'est à la Convention, ils remplacent un général malheureux par un officier tiré la veille des derniers rangs de l'armée. Jamais dictateur à Rome, n'exerça un empire plus absolu. Cette mesure capable à elle seule d'imprimer à la nation un mouvement inoui, jointe à la nomination d'hommes, tels que Carnot ou Dubois-Crancé, explique aisément ce qui ne parut en 1793 qu'un songe merveilleux.

Bientôt à la voix de ces mandataires, qui distribuent les éloges et les lauriers, les soldats, les généraux, reprennent quelque confiance; placés entre deux dangers, ils se décident pour le plus honorable.

Le comité déploie en même temps la plus redoutable énergie. Les généraux Harville et Bouchet sont arrêtés à Maubeuge pour n'avoir pas tenu à Namur: Stengel et Lanoue sont traduits au tribunal révolutionnaire pour se justifier de la déroute d'Aix-la-Chapelle; Miaczinsky décapité pour avoir servi les projets de Dumouriez. On se crut un instant revenu aux temps les plus fabuleux de l'antiquité. Les levées prennent une plus grande activité, mais les besoins sont si énormes pour faire face de toutes parts, et la loi du 24 février rencontre tant de difficultés dans son exécution, que les armées n'en ressentent pas d'abord les effets.

Cependant la plupart des corps sur lesquels on avait conçu de vives inquiétudes étaient rentrés sur différens points des frontières. Le général O'Moran réunit 12 mille hommes de l'expédition de Hollande au camp de Cassel. Lamarlière parvint à rassembler une pareille division à Lille. Dampierre avait pris le commandement du corps de bataille, et l'avait retiré sous Bouchain, afin d'avoir le temps de le réorganiser avant de le ramener en face de l'ennemi. L'armée se rallie.

Les Alliés, loin de l'inquiéter, rassemblaient peu à peu l'armée qui devait faire tomber Valenciennes, sans songer à écraser ces divisions éparses; ce qui dans l'espèce de guerre qu'on faisait alors eût pourtant offert plus d'avantage et moins de difficultés.

Le général français mit ce temps à profit pour combiner ses mesures de défense, ranimer le moral de ses troupes, et attirer à lui tous les renforts possibles, après avoir néanmoins jeté les garnisons nécessaires dans les places de première ligne. Dans peu il eut 24 mille hommes sous Bouchain, et fut à même d'être soutenu par le général Lamarche qui vint avec 8 mille hommes de l'armée des Ardennes occuper la forêt de Mormal et couvrir le Quesnoy et Avesnes. Lamarlière qui à part la garnison de Lille tenait une forte division au camp de la Madelaine, formait sa gauche.

Les députés envoyés par la Convention avec de pleins pouvoirs, contribuèrent puissamment au succès de ces diverses mesures. L'armée un peu remise fut ramenée le 15 avril de Bouchain au camp de Famars sous Valenciennes, et cette démonstration offensive faite à propos, releva la confiance des troupes et de la nation. Il en était temps, car le prince de Cobourg s'était avancé le 13 avril sur Onnaing, le général Otto avec l'avant-garde venait de s'emparer de Curgies, Saultain et Saint-Sauve : Clairfayt relevé à Tournay par les Prussiens, se rapprochant de St.-Amand, occupa Raisme et Vicogne; le prince de Wurtemberg bloquait Condé, et le général Latour avec une forte division campait à Bavai et Bettignies, en face de Maubeuge.

Des escarmouches insignifiantes eurent lieu sur plusieurs points jusqu'au commencement de mai. Ce ne fut qu'à cette époque que les généraux des deux partis songèrent à former quelques entreprises. Le colonel Mack fit adopter au prince de Cobourg un plan général d'opérations dont voici les bases principales :

« A la fin de mai, l'armée active devant comp-
» ter 90 mille combattans (non compris les 30
» mille du prince de Hohenlohe dans le Luxem-
» bourg), et ces forces paraissant insuffisantes
» pour entreprendre et couvrir le siége d'une
» place aussi importante que Lille, garder les

» communications de l'armée avec Liége, et masquer en même temps Maubeuge et Valenciennes, on débuterait par assiéger cette dernière place. Comme 36 mille hommes devaient suffire pour couvrir la West-Flandre et observer en même temps Lille et Maubeuge, il en resterait 54 mille pour forcer le camp de Famars, et assiéger Valenciennes, nombre qu'on jugeait suffisant.

» Lorsqu'on aurait réduit cette place et celle de Condé, on se proposait de laisser environ 30 mille hommes devant Lille, et d'en porter 60 mille à Dunkerque pour enlever le camp retranché, réduire cette ville et attaquer ensuite Lille avec plus de sécurité. »

Conceptions bizarres que l'on serait plus tenté d'attribuer à un lord de l'amirauté qu'au général chargé, avant tout, de veiller au salut de l'armée impériale.

Au lieu de se donner tant de peine pour méditer des opérations contraires à ses intérêts, le général autrichien eût bien mieux fait de calculer que le passage du Rhin par le roi de Prusse, et ses succès sur la Nahe, rendaient la présence de 30 mille hommes inutiles à Namur et à Trèves où ils n'avaient personne devant eux; et il aurait dû, dès les premiers jours d'avril, en appeler 20 mille vers Maubeuge, laissant au reste le soin de couvrir Luxembourg. Alors l'armée

principale renforcée par Latour, et par Knobelsdorf, eût pris position au camp de Famars, avant que les Français songeassent à y revenir.

Observer Lille, couvrir Tournay, garder la West-Flandre, c'était s'occuper d'accessoires d'autant plus inutiles que des corps considérables de hollandais, anglais et hanovriens, s'avançaient sur cette direction; nous avons déjà dit comment Dampierre sut profiter d'un temps si précieux pour remonter le moral ébranlé de ses troupes, et les reporter en avant.

Sur ces entrefaites, un second convoi anglais débarqua à Ostende pour renforcer le duc d'Yorck qui vint, le 23 avril, relever les Prussiens à Tournay; il fut joint le 30 par une division hanovrienne; et les Alliés au lieu de profiter de ces renforts pour opérer vigoureusement, éparpillés sur une ligne très-étendue, souffrirent patiemment qu'on les y insultât tous les jours.

Les Français veulent reprendre l'offensive pour dégager Condé.

Le gouvernement français redoutant les fâcheuses impressions de la défaite de Dumouriez et de sa fuite, sentit la nécessité de rétablir un peu l'honneur de ses armes et la confiance des troupes qui en est la compagne. Convaincu que si l'audace ne supplée pas toujours à l'habileté, elle est nécessaire quand il importe d'en imposer à l'ennemi; il pressait Dampierre de débloquer Condé, et les commissaires de la Convention ne lui laissaient aucun relâche. Ce général observa

d'abord que ce n'était pas le moyen de remplir son but que d'assaillir 45 mille hommes avec 30 mille soldats découragés. Cependant, soit qu'il eût changé d'avis dans les conseils tenus à Valenciennes, soit qu'il crût devoir opiner dans le sens du gouvernement, il y représenta la nécessité d'attaquer. Une pareille tentative ne laissait pas en effet d'offrir quelque espoir de succès; quoique la supériorité du nombre fût du côté des Alliés, ils étaient assez dispersés pour qu'en portant avec habileté et vigueur la masse des troupes françaises sur le point faible de la ligne ennemie, on pût s'en promettre un heureux résultat : à la vérité, il existait alors peu de militaires en France qui crussent possible de battre 80 mille hommes avec 30 mille, comme Frédéric avait osé le tenter à Leuthen.

Après quelques débats inutiles à rappeler, une attaque générale fut fixée pour le 1er mai.

A cette époque, les armées étaient dans les positions suivantes :

1° Le corps hollandais, aux ordres du prince d'Orange, gardait l'espace entre la mer du Nord, la Lys; le gros vers Menin;

2° Le duc d'Yorck se trouvait à Tournay et Maulde;

3° Les Prussiens occupaient Saint-Amand, Lescelle et Maulde;

4° Le corps de Clairfayt campait à leur gau-

che, entre Vicogne et l'Escaut vers Eschaupont;

5° Le gros de l'armée impériale avait son avant-garde aux ordres du général Benjowsky, entre Onnaing et Saint-Sauve. La première ligne du corps de bataille aux ordres du général Ferrari se trouvait établie entre Onnaing et Rombues; la seconde ligne, aux ordres du général Colloredo, campait à 500 toises plus loin vers Quarouble; (Pl. IX.)

6° Le général Otto couvrait le centre par un cordon de troupes légères, à Saint-Sauve, Estreux et Curgies;

7° Le prince de Wurtemberg bloquait Condé;

8° Latour observait Maubeuge à Bettignies;

9° Le prince de Reuss tenait Bavay;

10° On a déjà indiqué les positions des trois corps du prince de Hohenlohe depuis Namur jusqu'à Trèves.

La position des Français dans les camps de Lille, Valenciennes et Maubeuge, quoique défensive, facilitait, par la disposition des places sur la frontière, les moyens de combiner plusieurs beaux mouvemens stratégiques. Réunissant les corps des ailes sur le centre, et laissant Maubeuge et Lille à la garde de petites garnisons, on aurait pu tomber avec 50 mille hommes sur le point dégarni qu'on eût choisi, et le succès de cette opération était d'autant plus sûr que les Alliés avaient la manie des cordons. Loin de là,

cependant, on chercha à les imiter, et l'on eut lieu de s'en repentir.

D'après le plan arrêté, les Français durent attaquer l'armée impériale sur toute la ligne. Le 1er mai au matin, la garnison du Quesnoy dirigea 2 mille hommes sur Jalain. Le général Lamarche avec la principale colonne de droite, formée d'une division de l'armée des Ardennes, se porta sur Curgies et Saultain. Le général Dampierre forma deux colonnes qui allèrent courir, l'une aux ordres de Rozière sur Saint-Sauve et Onnaing par la rive droite de l'Escaut, l'autre aux ordres de Kilmaine sur les bois de Vicogne, Raisme et Saint-Amand. Il fut enjoint aux postes intermédiaires d'Hasnon et d'Orchies de faire des démonstrations, en même temps que le général Lamarlière s'avancerait de Lille sur Saint-Amand et Maulde pour contenir cette partie de l'armée ennemie. Ces dispositions tout-à-fait incohérentes, eurent le résultat qu'elles méritaient. Il eût été tout autre si l'on avait rassemblé les trois quarts de l'armée pour faire effort contre un seul corps des Alliés, qui, morcelés sur les deux rives de l'Escaut, semblaient inviter à cette manœuvre si naturelle.

Journée du 1er mai.

Les avant-postes du général Otto furent d'abord reployés par les colonnes ennemies. Cependant le général Ferrari s'étant avancé contre le général Rozière avec la première ligne de l'armée impériale, l'empêcha de faire un pas de plus. Au

même instant, le comte de Colloredo qui se déployait à sa gauche avec la seconde ligne pour étendre le front jusqu'à Sebours, apercevant le mouvement de Lamarche, s'avança sur-le-champ contre lui. Les Français ne s'attendaient pas à cette apparition, ils débouchaient des villages de Saultain et Curgies, et commençaient à se former : à l'aspect des nombreux escadrons autrichiens, ils y rentrèrent en désordre, et se retirèrent jusque sur les hauteurs de Presseau. Colloredo les y suivit, les força à repasser la Ronelle, et à regagner leur camp.

Le général Ferrari, réuni à l'avant-garde du général Benjoswky, et encouragé par le succès de la gauche vers Curgies, ramena sans grand effort les républicains dans la place de Valenciennes.

L'attaque du général Kilmaine sur la rive gauche de l'Escaut n'eut pas un meilleur sort : elle parvint d'abord à forcer les premiers postes de Clairfayt à Vicogne et Raisme; ce général étant arrivé à leur soutien, et les Prussiens ayant même porté des renforts à Vicogne, le général français fut obligé de revenir dans sa position d'Anzin.

Enfin Lamarlière parti de Lille et de Douay avec environ 13 mille hommes d'infanterie et 400 chevaux sur plusieurs colonnes, se borna à inquiéter Saint-Amand, et à tirailler avec les troupes prussiennes du camp de Maulde qui ne

renfermait pas 4 mille combattans; il prit au pied de la lettre l'instruction qui lui prescrivait de simples démonstrations, et perdit l'occasion d'anéantir cette division compromise. Il est vrai que pour justifier la mollesse de son attaque, il assura n'avoir ni cavalerie ni pièces de 12, comme s'il n'était pas possible d'enlever certaines positions sans troupes à cheval et sans batterie de gros calibre.

On voit que l'éloignement et le défaut de liaison entre ces attaques, furent les principales causes qui les firent échouer. Il aurait fallu exécuter deux petites démonstrations, et jeter le gros des forces de Lamarlière et de Dampierre avec celles de Kilmaine sur le corps de Clairfayt, afin de percer le centre morcelé de l'ennemi : à la vérité le terrain boisé était ici plus favorable à la défensive que celui de la droite de l'Escaut; toutefois l'avantage de faire participer la division de Lille à l'attaque, étant une ample compensation de cet inconvénient, aurait dû décider pour ce point. Dans tous les cas, il est bien avéré qu'en portant un effort concentré sur l'une ou l'autre rive, on eût obtenu un succès plus certain, qu'en guerroyant par postes depuis le Quesnoy jusqu'à Orchies.

Nouvelle tentative du 8 mai.

Le prix qu'on attachait au salut de Condé, les ordres réitérés et pressans du gouvernement, mirent Dampierre dans l'obligation de former

bientôt un nouveau projet. Instruit cependant que les ennemis s'étaient renforcés et retranchés, il opposa toute sa logique aux instances des commissaires de la Convention, et eut désiré attendre les secours promis avant de rien donner au hasard. Contraint d'obéir, il se décida à diriger, le 8 mai, ses principales forces sur Clairfayt, que Kilmaine secondé par une division tirée de Famars, attaquerait sur deux colonnes. Le général en chef, convaincu que Lamarlière avait été trop isolé dans la première journée, lui avait assigné cette fois une part plus active aux opérations. Cette division forma cependant encore trois attaques; la gauche aux ordres du général Chaumont sur Rumegies; le centre, sous Lamarlière lui-même, devait marcher sur Saint-Amand; la droite conduite par le général Desponches, avait ordre de prendre Vicogne, et de se lier à la gauche du général Hédouville qui se disposait à attaquer Raismes (1). Les autres démonstrations parties de Maubeuge et du Quesnoy, différaient peu de la première tentative, et furent également repoussées.

Ce plan, quoique sage, avait encore le défaut d'employer un peu trop de forces aux accessoires; il eût réussi néanmoins huit jours

(1) Quelques relations disent que ce fut le général Tourville, et non Hédouville.

plutôt, mais il échoua, parce que les Alliés ayant fait un mouvement général vers la gauche, se trouvaient beaucoup mieux en mesure de se défendre, et que leurs positions se trouvaient retranchées ou couvertes de nombreux abattis: les Anglais s'étaient effectivement avancés de Tournay à Maulde; les Prussiens auparavant divisés s'étaient réunis à Vicogne et Saint-Amand, où ils furent même soutenus dans l'action par 3 bataillons de gardes anglaises que le général Lacke amena de Maulde; Clairfayt s'était aussi plus concentré vers Raismes.

Les détachemens partis de Maubeuge furent repoussés avec perte à Bettignies et à Bavay; la garnison du Quesnoy ne fut pas plus heureuse que dans la première tentative sur Jalain: deux autres colonnes assez considérables furent repoussées à Grand-Wargnies et Presseau.

Les 2 premières colonnes de Lamarlière s'avancèrent sans obstacle dans la direction de Rumegies et Saint-Amand, où elles ne trouvèrent que des détachemens. Les efforts du général Desponches pour se lier à la division de Valenciennes furent au contraire infructueux; en vain le général Lamarlière le fit soutenir par 7 bataillons, au moyen desquels il allait s'établir à Vicogne; l'arrivée des gardes anglaises fit changer la face des affaires, et mit les Prussiens en état de conserver leur position.

Le général en chef attachant à cette jonction tout le prix qu'elle méritait, envoie de son côté plusieurs bataillons pour la favoriser; ils obtiennent d'abord quelques succès; bientôt ils sont sur le point de se loger dans Raismes, quand les Autrichiens débouchant de ce village les repoussent avec perte : les Français renforcés retournent à la charge; le général Hédouville la seconde de son côté en marchant derechef sur Raismes; ils parviennent à s'emparer d'une partie du village, mais Clairfayt et Wenckeim, concentrés dans la position principale couverte de deux redoutes, leur opposent une résistance héroïque, et les empêchent de faire un pas de plus.

Dampierre persuadé que le succès de la journée dépendait de l'enlèvement de ce poste, se met enfin à la tête de 8 bataillons, pour emporter la redoute; déjà ils ont franchi quelques abattis, lorsque le général en chef a la cuisse emportée par un boulet : cet événement malheureux refroidit leur ardeur, rompt l'ensemble et l'impulsion de leur mouvement, et bientôt ils sont forcés à rétrograder.

Lamarche chargé alors par intérim du commandement de l'armée, jugeant inutile de prolonger des efforts qui ne menaient à rien, ordonna la retraite. Dans le moment où elle s'effectuait, 3 bataillons de volontaires engagés dans le village de Raismes, commençaient à se dé-

bander; et l'on cite comme un exemple remarquable du pouvoir de la discipline sur ces jeunes soldats, la promptitude avec laquelle ils se rallièrent au premier commandement du général Ihler qui les conduisait.

Les arrière-gardes restèrent à la lisière du bois de Vicogne où elles se couvrirent d'abattis; Clairfayt les fit attaquer le 9 mai sur 3 colonnes, et les en chassa. Le général Lamarlière, de son côté, s'était rendu à sa droite pour combiner une nouvelle attaque sur Vicogne, lorsqu'il reçut la nouvelle de ce qui se passait à l'armée, et l'ordre de se replier sur Lille.

Ces revers décidèrent les républicains à se tenir sur la défensive, en se bornant à protéger Valenciennes, et à secourir Condé, dès qu'ils en verraient l'occasion. Ils firent couvrir d'abattis et de retranchemens les avenues de la forêt de Mormale; dix mille paysans furent requis pour ces travaux qu'on ne leur donna pas le temps d'achever.

Les Français se décident à rester sur la défensive.

Ces mesures secondaires étaient sans doute très-opportunes, mais le gouvernement aussi peu versé dans l'art de la guerre que les généraux, n'imaginait que des manœuvres plus propres à hâter la ruine de l'armée qu'à la mettre en état de ressaisir l'ascendant de la victoire. En effet, il résolut de faire opérer sur les ailes, ou plutôt d'y essayer de minces diversions: on se flatta d'arrêter l'ennemi en portant le général Stetten-

hofen de Dunkerque sur Furnes, pour menacer Ostende, pendant que le général Kilmaine chargé de rassembler sous Givet les troupes éparses dans les Ardennes et au camp de Sedan, s'avancerait avec 10 mille hommes contre Namur, dispositions au-dessous de toute critique, et que la chute du camp de Famars rendit bientôt illusoires.

Les Alliés renforcés attaquent le camp de Famars.

D'un autre côté, le prince de Cobourg, pour exécuter son plan de campagne, résolut de diriger tous ses moyens de siége contre Valenciennes; il y trouvait effectivement plusieurs avantages, car Condé ayant été investi inopinément, et renfermant peu de vivres, on pouvait dans le même intervalle le réduire par un blocus, et la possession d'une place intacte était d'un grand prix pour servir de dépôt aux Alliés dans leurs opérations ultérieures.

Avant de songer à un siége en règle, il fallait néanmoins déloger l'armée française de la position de Famars, et la contraindre d'abandonner la place à son sort; on n'attendait pour cela que l'arrivée de 12 mille Hanovriens. Ces troupes étant enfin entrées en ligne, l'attaque fut fixée au 23 mai.

Le gros de l'armée opéra contre le camp de Famars. Cette position est située assez avantageusement sur les hauteurs entre ce village et Valenciennes, la droite appuyait à l'Escaillon,

le front couvert par la Ronelle et par des retranchemens; cependant comme elle avait l'Escaut à dos, elle offrait de grands inconvéniens. Des corps détachés étaient retranchés à Anzin et sur les flancs.

Le colonel Milius, à l'extrême droite, dût se porter sur Armentières, pour inquiéter Lille.

Le prince d'Orange fut chargé d'attaquer vers Orchies et Mouchin, à 10 lieues de l'armée, des postes français qu'il était peu important de déloger. Le corps prussien du général Knobelsdorf, fort de 12 bataillons et 12 escadrons, dut faire sur Hasnon une tentative aussi inutile que la précédente; tandis que Clairfayt, avec une division autrichienne, se porterait en intermédiaire sur Aubri et Anzin. (*Voyez planche IX.*)

Enfin le prince de Cobourg et le duc d'Yorck eurent la tâche d'enlever le camp de Famars par deux grandes attaques, secondées par de petites colonnes de démonstration. La première à gauche de 16 bataillons et 28 escadrons, subdivisés en 8 colonnes, aux ordres du duc d'Yorck, fut destinée à passer la Ronelle à Artre et Maresche, sur autant de points que le terrain le comporterait, et à marcher sur la droite du camp de Famars. La seconde attaque à droite de 12 bataillons et 13 escadrons, subdivisés en 4 colonnes, aux ordres du général Ferrari, devait rejeter les corps français retranchés en-deçà de la Ronelle,

et passer ensuite cette rivière à Aulnoît, pour assaillir la gauche du camp.

Le corps d'observation de droite, de 6 bataillons et 6 escadrons, formant à lui seul 5 colonnes, pour masquer Valenciennes, était commandé par le général Colloredo. Celui de gauche aux ordres du général Otto, n'avait pour objet que de masquer le Quesnoy, et de chasser l'ennemi de Villerspel. Enfin les corps de Werneck à Bavay et de Latour devant Maubeuge, restèrent également à observer des garnisons ennemies qui ne songeaient pas à bouger, et s'étendirent dans cette vue jusqu'à Charleroy.

Il suffit de jeter un coup-d'œil sur la carte, pour juger combien ces dispositions étaient fautives (1). Le prince de Cobourg, qui disposait alors de 45 mille Autrichiens et de 40 mille Alliés, et n'avait pas devant lui 50 mille républicains disséminés et découragés, ne sut tirer aucun parti de ses avantages. Près de 32 mille combattans furent employés à des accessoires, tels que fausses attaques, démonstrations et observations; et l'on se présenta avec une partie de l'armée devant le front du camp, où l'on ne sut pas même l'engager. Au lieu de guerroyer à Orchies, à Hasnon, et sur la direction de Maubeuge, où l'on devait laisser les Français dans la plus parfaite tranquillité, il eût fallu rassem-

---

(1) Pl. IX et X, ou la carte de Ferrari.

bler vivement le corps du prince d'Orange, et les Prussiens vers Saint-Amand, pour marcher par Raismes et Aubry sur Herin, conjointement avec Clairfayt, tandis que tout le reste de l'armée se fût dirigé par Artre sur Famars. On objectera peut-être que c'eût été attaquer les deux extrémités de la ligne en même temps : cela est vrai pour le corps de Famars, mais non pour la ligne générale qui s'étendait jusqu'à Lille par petits détachemens; d'ailleurs on eût formé ainsi deux grandes attaques concentriques, exécutées en même temps, et dont chacune était de même force que l'armée ennemie; leur action aurait eu plus d'ensemble et de vigueur que celle des 6 grandes divisions que l'on employa à courir sur des directions parallèles et assez éloignées les unes des autres.

Le 23, à deux heures du matin, tout se mit en mouvement, conformément à la disposition, qui, d'ailleurs ne fût point exécutée; sort ordinaire de ces pièces scientifiques où l'on prétend tout prévoir, et dont la moindre difficulté renverse l'échafaudage; on parvint néanmoins à la faveur de l'obscurité et du brouillard, devant les positions des Français sans être découvert, ce qui aurait dû rendre le succès infaillible.

Le général Otto chargé d'une simple attaque secondaire, enleva trois redoutes près de Villerspel, et eut l'engagement le plus sérieux.

L'armée principale ne fut pas si entreprenante, Ferrari fit attaquer les redoutes avancées d'Aunoit, au-delà de la Ronelle; l'artillerie française, alors la force et l'honneur de l'armée, en imposa tellement aux Alliés, que l'attaque dégénéra en vive canonnade. Voyant cependant qu'un échange de boulets n'enlèverait pas la position, le général Ferrari fit avancer les généraux Abercrombie et Walmoden avec 7 bataillons : quelques escadrons français les ayant chargés avec audace se trouvèrent eux-mêmes assaillis subitement, et ramenés par les gardes à cheval de l'électeur; la redoute d'Aunoit fut ensuite enlevée, et la canonnade recommença jusqu'à la nuit; cependant quelques bataillons autrichiens et les gardes anglaises avaient franchi la Ronelle à Maresche, et il eût été bien facile d'en profiter pour opérer un mouvement décisif; la fatigue des troupes, et une légère blessure reçue par le chef d'état-major Mack, amortirent, dit-on, l'ardeur des Alliés: l'armée campa entre Saultain et Maresche, la gauche seule vers Artre. Le général Lamarche eut ainsi le loisir de rassembler un conseil de guerre qui décida la retraite, et sa petite armée après avoir jeté un renfort dans Valenciennes, évacua les camps d'Anzin et de Famars sans perte, durant la nuit du 23 au 24 : elle se replia dans le meilleur ordre sur Bouchain où elle prit la position du camp de César.

Clairfayt, de son côté, ayant attaqué les républicains à Aubry, y éprouva la plus vive résistance, et ne les y força qu'avec une perte sensible; il ne put rien entreprendre contre la position principale d'Anzin, où Kilmaine se maintint.

Le général Knobelsdorf délogea avant le jour les avant-postes français des abattis sur les deux rives de la Scarpe; mais il tâtonna devant l'abbaye de Hasnon, qu'il voulut envelopper de loin par 2 colonnes; la brigade Collaud retranchée dans ce poste, favorisée d'ailleurs par les fossés et par les difficultés du terrain, repoussa ses tentatives qui, à la vérité, ne furent pas bien sérieuses. Collaud presque entouré et sommé de se rendre, conserva son poste toute la journée, et ne l'évacua qu'à la nuit; les Prussiens ne s'en approchèrent le 24 au matin, qu'à pas de loup; mais quelle fut leur surprise de ne pas y trouver même une vedette!

Le prince d'Orange parti de Marquain ne rencontra que les avant-postes de la brigade Ransonnet qu'il replia aisément; les Français à son approche évacuèrent Orchies, et se rapprochèrent de Bouchain. Le prince Frédéric, son frère, laissé à Menin pour observer Lille ne fut pas si heureux; il avait aventuré 2 bataillons à Turcoing et à Roncq; le général Lamarlière informé de cette circonstance, fit enlever le premier; l'autre aurait éprouvé le même sort, si une ré-

serve ne fût venue le soutenir et protéger sa rentrée à Menin, où le prince Frédéric eut peine à réunir ses détachemens ainsi compromis.

Latour et Werneck avec les divisions campées à Bavay et Bettignies, balayèrent les bois d'Anfroipret, et inquiétèrent Maubeuge.

Investissement de Valenciennes

A la suite de cette affaire, dans laquelle on voit que le prince de Cobourg ne sut point profiter de sa supériorité, les Alliés complétèrent l'investissement de Valenciennes, en prenant les positions suivantes : le corps de bataille fort de 30 mille hommes, forma l'armée d'observation, et campa près de Herin, faisant face à Bouchain et à Douay; le général Latour avec 12 bataillons divisés en trois brigades, à Vilerspel, Houdin et Bettignies; le prince de Wurtemberg bloquant Condé avec 11 bataillons, 12 escadrons. L'armée de siége forte également de 30 mille hommes, était divisée en trois corps :

1° Celui du général Ferrari, composé de 13 bataillons et 12 escadrons autrichiens, campait dans le vallon d'Etreux ;

2° Les Anglais entre Aunoit et Saultain ;

3° Quatorze bataillons, 15 escadrons hanovriens à Famars.

Le quartier-général du duc d'Yorck qui commandait le corps de siége, était à Etreux; celui du général Ferrari qui commandait les travaux, était à Onain. On plaça suivant le terrain de nom-

breux postes de cavalerie et d'infanterie, depuis l'embouchure de l'Escaut jusqu'au vallon du Quesnoy, et de là à Bavay. Les Prussiens revinrent à Orchies, et le détachement du prince d'Orange retourna à Tournay, où les échecs de son frère semblaient réclamer sa présence.

Les Alliés négligent l'instant propice pour l'invasion.

Après la prise du camp de Famars, trois partis s'offraient aux Alliés : le premier de poursuivre vivement et sans relâche l'armée française, en la forçant à se jeter dans les places. Le second était de laisser à Solesme un corps de 25 mille hommes d'infanterie et 5 mille chevaux qui eût observé en même temps les cinq ou six places voisines, tandis que 70 mille hommes formant le reste de l'armée, réunis à 20 mille du corps de Luxembourg, se fussent dirigés par Guise vers Paris, pour décider la Convention à l'abandonner, et à lui céder le foyer de ses intrigues, en même temps que le centre de ses moyens.

Le troisième consistait à faire méthodiquement le siége de Valenciennes, en se contentant de tenir l'armée française dans l'éloignement.

Une invasion avec des moyens insuffisans et sans le concours de toutes les forces agissant sur le Rhin, eût été une entreprise scabreuse. Bien que les désordres du 31 mai, et la consternation qui suivit la fuite de Dumouriez, l'eussent puissamment secondée, on peut croire aussi que l'énergie de la Convention et de tous les

hommes intéressés à empêcher la contre-révolution, y eût apporté de grands obstacles. Une telle entreprise n'était guère exécutable avant la prise de Mayence, à moins que l'on n'eût 50 mille hommes pour en faire le siége, autant pour le couvrir, pareil nombre pour observer les places de Flandre, et le double pour marcher directement sur Paris. Les Alliés avaient certainement les forces suffisantes pour l'exécuter, mais elles se trouvaient maladroitement réparties jusques vers le Frickthal.

Dans la situation actuelle des affaires, le premier parti paraissait donc le plus conforme aux règles de la prudence et de l'art militaire, d'autant mieux qu'il n'excluait point le système d'invasion, dès qu'un succès important en eût facilité l'exécution. Les Alliés préférèrent le troisième, qui plus méthodique, mais aussi moins hardi, ne leur promettait que de minces résultats, et laissait aux Français le temps de renforcer leurs armées, et de pourvoir à tous leurs moyens de défense.

Mack avait quitté son emploi, moins sans doute à cause de sa blessure que des tracasseries auxquelles il était exposé : l'état-major perdit en lui un instrument précieux par ses connaissances, mais l'armée n'eut pas à regretter un homme capable de diriger ses opérations. On le remplaça par le prince de Hohenlohe, ce qui fut

pour sa gloire une circonstance heureuse, car la comparaison n'était pas en faveur du dernier.

Custine est chargé du commandement au Nord.

Dans ces entrefaites, le conseil exécutif ne voyant à l'armée du Nord aucun général qui pût remplacer Dampierre, avait jeté les yeux sur Custine comme le seul capable de rétablir les affaires; c'est ainsi que les gouvernemens imbus de préjugés, se trompent en confiant leurs armées dans des circonstances difficiles, à ceux que leur grade a placé les premiers sur la ligne, et qui n'ont souvent que la routine de la guerre, sans aucuns principes. Custine était arrivé à Cambray à la fin de mai; son premier soin fut d'assurer la défense de la forêt de Mormale, en prescrivant à Kilmaine de s'avancer avec le corps des Ardennes à Pont-sur-Sambre, et de faire observer Bavay et Wargnies par différens détachemens, afin de se lier par Villereaux avec le Quesnoy.

Siége de Valenciennes.

Les Alliés de leur côté disposaient tout pour l'attaque la plus vive contre Valenciennes; un équipage de 180 bouches à feu de gros calibre était parti de Vienne dès les premiers jours de mars, sous la conduite des généraux d'artillerie Kollowrath et Unterberger. Les Provinces-Unies accordèrent en outre sur la demande des généraux autrichiens 107 bouches à feu; les mortiers au nombre de 93 se trouvaient approvisionnés à 600 coups, et les canons à mille.

30 mai. Le 30 mai, la place fut reconnue; les officiers trouvèrent d'abord plus d'avantages à former les attaques sur la citadelle, parce que le front présentait moins de développement et d'ouvrages; mais ils changèrent d'opinion sur l'avis que ses fossés se remplissaient d'eau à volonté par le moyen des écluses; que tout son glacis et ses ouvrages étaient en fort bon état, et contre-minés d'après le nouveau système; l'attaque fut résolue du côté opposé, et dut embrasser depuis le faubourg de Marly jusqu'à la porte de Mons, et le bastion de la Poterne, quoiqu'elle présentât sur ce point une infinité d'ouvrages extérieurs.

Les premiers jours furent employés à déterminer et préparer la construction des batteries. Le général Unterberger proposa de battre les ouvrages pendant le jour, et de bombarder la ville de nuit, par tous les mortiers, et 12 pièces à boulets rouges: ce qui fut adopté, dans l'espoir de fatiguer plus vîte les habitans, qu'on savait être sans casemates, et la garnison qu'on mettrait sans cesse sur pied par des alarmes nocturnes.

Mais tandis que l'ennemi faisait des préparatifs si menaçans, le général Ferrand, aidé des deux commissaires de la Convention, prenait, en homme ferme et prévoyant, toutes les mesures capables de prolonger sa défense; les habitans

de Valenciennes organisés en gardes nationales rendirent de grands services, et particulièrement les compagnies de canonniers.

Dans la nuit du 13 au 14 juin, on ouvrit la première parallèle à 280 toises de la demi-lune, et à 200 toises de la flèche qui se trouve en avant du petit ouvrage à cornes.

Le 14 juin la place fut sommée, et le général Ferrand répondit avec dignité. Le feu commença aussitôt du côté d'Anzin, et causa plusieurs incendies dans la ville ; la garnison dirigea sur ce point un feu si vif, qu'elle éteignit bientôt celui des assiégeans.

Le 15 juin, la première parallèle étant assez avancée, on y construisit 15 batteries.

Le 18 tout étant prêt, le feu commença avec vivacité, tant contre les remparts que sur la ville, où le bombardement causa de violens incendies; la place riposta et même avec avantage sur quelques points.

La seconde parallèle, commencée le 19, fut entièrement armée le 25 ; le feu de son canon bien dirigé pendant quatre jours, causa de grands ravages au bastion de la Poterne, à la courtine de la porte de Mons, au grand ouvrage à cornes, et au bastion des Capucins.

Le 27 juin, dès le point du jour, toutes les batteries des deux parallèles firent un feu violent; cette scène présentait le spectacle le plus

terrible. La place répondit peu, mais à midi les assiégés parurent subitement sur différens points avec plusieurs batteries mobiles du calibre de 12. Elles causèrent de grandes pertes en plongeant les tranchées; et les assiégeans ne purent les contre-battre qu'avec des mortiers.

Le général Ferrand et les braves appelés à le seconder redoublaient de zèle à mesure que le danger augmentait. Le bombardement fit des ravages inouis : les habitans de cette cité manufacturière et florissante, rivalisèrent d'abord avec ceux de Lille, en dévouement et en résignation; mais à la longue la disette bien plus cruelle, et les ravages bien plus prolongés que dans cette dernière ville, finirent par les ébranler comme on l'avait prévu.

Le 28, les assiégeans avancèrent par la sape volante à la troisième parallèle qui fut armée le

Juillet. 7 juillet. On commença alors le travail souterrain pour établir les galeries et faire sauter les mines des assiégés.

Le 12, la garnison de Condé, réduite par la famine, demanda à capituler, et fut forcée de se rendre prisonnière.

Le 17 juillet, le corps hessois arrivé à l'armée alliée, se plaça vers Curgies, observant le Quesnoy.

Le 25, le feu de tranchée fut vif et meurtrier; on fit les préparatifs pour l'explosion des mines

et pour l'assaut du chemin couvert. Cette attaque devait se faire sur 3 colonnes; la 1re composée d'Anglais, était dirigée à gauche de l'angle saillant de l'ouvrage à cornes; la 2e dirigée à droite de cet angle, était formée de troupes allemandes aux ordres du comte d'Erbach; la 3e colonne composée de Hongrois et de Walaques, aux ordres du général Wenkheim, marcha contre le petit ouvrage à cornes et la flèche qui le couvre; toutes trois avaient quelques officiers du génie, et les travailleurs nécessaires; elles devaient être secondées par un feu général des batteries.

Vers les neuf heures du soir, le premier globe de compression sauta avec un grand fracas, à l'angle saillant du chemin couvert, à droite du grand ouvrage à cornes; et peu après, le troisième fit son explosion devant l'angle du ravelin. Par le plus grand bonheur, l'une et l'autre eurent lieu dans l'instant même où les Français allaient faire jouer leurs mines, et détruire tous les ouvrages des assaillans.

Aussitôt, la 1re et la 2e colonnes coururent à l'assaut, en jetant de grands cris, et arrivèrent aux palissades du chemin couvert en même temps. Ces palissades furent aisément franchies, parce que les troupes s'en étaient retirées dès la première explosion; mais il s'engagea alors un combat très-vif dans le chemin couvert, dont les as-

siégeans s'emparèrent; ils poursuivirent même la garnison dans l'ouvrage à cornes, la demi-lune et la contre-garde qui se trouvait en arrière, où ils enclouèrent toutes les pièces.

La 3e colonne arriva, après plusieurs détours, à droite de la flèche du petit ouvrage à cornes. Dès que les Français l'aperçurent, ils dirigèrent sur elle un feu très-vif du chemin couvert, et firent jouer une mine sur le glacis. Cette explosion n'ayant produit aucun effet, les Hongrois et Walaques se jetèrent dans le chemin couvert, les sapeurs coupèrent les fraises de la flèche, qui fut emportée, ainsi que les défenses extérieures et le petit ouvrage à cornes; la garnison fut poursuivie très-vivement jusques dans le grand fossé devant la courtine de la porte de Mons. Pendant l'attaque de ces 3 colonnes, le général Kray avait enlevé les redoutes de Saint-Roch et Noirmouton, d'où il se retira après en avoir encloué les pièces, parce qu'il était trop exposé au feu de la place, et que son but n'était que de contenir la garnison de ce côté.

Reddition de la place.

Le 26 juillet, le duc d'Yorck somma de nouveau la place : le général Ferrand, entraîné par quelques désordres qui se manifestèrent dans la garnison et parmi les habitans, fut obligé de

28 juillet.

capituler le 28. La garnison forte d'environ 7 mille hommes, obtint les honneurs de la guerre, déposa les armes, et fut libre de rentrer en

France, sous promesse de ne plus servir contre les Alliés. Ainsi après une résistance honorable et bien dirigée, les défenseurs de Valenciennes eurent encore la gloire de conserver à la république une troupe précieuse, qui rendit de grands services contre l'ennemi intérieur; elle fut dirigée en partie sur la Vendée et en partie sur Toulon, où l'on crut pouvoir l'employer à soumettre une ville rebelle, sans porter atteinte à la capitulation.

Telles furent les principales opérations de ce siége, dans lequel l'artillerie française surpassa pour ainsi dire son ancienne réputation, et où l'on déploya de part et d'autre la plus grande vigueur.

La place battue par plus de 200 pièces, souffrit considérablement; on lui jeta 84 mille boulets, 20 mille obus et 48 mille bombes.

Le général Ferrand, pour prix de sa belle défense, fut arrêté et mis en jugement; et sans l'intervention d'un commissaire de la Convention qui lui rendit justice, il eût payé de sa vie, le tort d'avoir augmenté un instant les inquiétudes des Jacobins.

Opérations des armées pendant le siége.

Pendant ce siége, les armées des deux partis n'entreprirent rien de marquant; toute l'occupation des généraux alliés consista à échanger une correspondance lourde et minutieuse, dans le seul but de diriger des patrouilles, ou de placer des postes. Les pièces transmises à ce sujet par le comte de Dohna, et qu'il a présentées comme des merveilles, sont un monument de la

petitesse des combinaisons de cette période. On se mettait à la torture pour garder tous les chemins depuis Nieuport jusqu'à Luxembourg; et deux mois entiers se passèrent en escarmouches insignifiantes; à l'exception néanmoins du combat de Werwick, où le prince Louis de
11 juin. Waldeck fut tué. Les censeurs sévères qui reprochèrent au prince Eugène la faute d'avoir fait un grand détachement à Denain, lorsqu'il assiégeait Landrecies en 1712, ne s'imaginaient pas que 80 ans après, on regardât comme une merveille de défendre chaque pouce de terrain depuis les côtes jusqu'à la Chiers, en même temps qu'on assiégeait Valenciennes; ils n'eussent pas été moins étonnés qu'on prétendît surpasser par de telles manœuvres les plus brillantes actions de guerre transmises par l'histoire.

Les Français profitèrent du temps qu'on voulut bien leur donner, pour effectuer de nouvelles levées, et firent bientôt repentir les Alliés de leur système de cordon, de leur lenteur et des demi-mesures qu'ils prenaient depuis deux ans.

Custine en arrivant au camp de César avait trouvé son armée dans un grand délabrement; une division partie pour la Vendée à la fin de juin fut encore remplacée par de jeunes soldats. L'infanterie surtout était démoralisée, et l'aspect seul des brillans escadrons ennemis, suffisait pour l'ébranler. Il tremblait, mandait-il au général Kilmaine « en songeant à ce qui pourrait arriver,

» s'il marchait sur les traces de ses devanciers, » et ne commençait pas par rétablir la confiance » et la discipline parmi les troupes. »

Des renforts arrivant de tous les points, quoiqu'en petit nombre, contrebalancèrent les pertes que des maladies, la désertion, les combats et la garnison de Valenciennes avaient occasionnées; l'armée comptait encore 40 mille hommes, indépendamment des divisions de Lille, de Cassel, et du corps des Ardennes que le général Kilmaine organisait. A la vérité, les troupes provenant du contingent décrété le 24 février, se trouvaient à peine habillées, et tout ce qu'on pouvait faire de mieux était de profiter du répit que la résistance de Valenciennes procurerait, pour les former aux premiers principes de la marche et des feux. On avait espéré de plus puissans secours, mais les retards de la levée, le grand nombre de garnisons que la frontière dégarnie réclamait, les renforts envoyés dans la Vendée, les forces plus considérables qu'on dut employer pour courir au secours de Mayence; furent autant de causes qui s'opposèrent à l'accroissement de l'armée du Nord.

Custine condamné à mort.

Le comité de salut public, impatient de voir sauver Condé et Valenciennes, donnait toutefois, sans écouter aucune considération, des ordres impératifs d'attaque. Excité sans doute par l'exemple que les Vendéens venaient d'offrir

récemment, il prétendait triompher des plus belles troupes de l'Europe avec des masses désordonnées; et attachant le salut de la république à celui des deux boulevards menacés, il voulait les sauver à tout prix.

Custine, au lieu de répondre à cette impatience, crut devoir faire de son camp, une place d'exercice, plutôt que de conduire à la boucherie des hommes mal armés, et sans la moindre idée de leurs devoirs. Le comité préludait déjà aux actes sanglans de tyrannie qui signalèrent bientôt son règne; il voulait l'obéissance la plus aveugle, et le général qui eût osé s'y soustraire un moment, ne se fût pas même disculpé de ce crime par la victoire la plus éclatante. Custine mandé à Paris par suite de la reddition de Condé, ne
23 juillet. tarda pas à être arrêté, sur la dénonciation des Jacobins : la chute de Valenciennes arrivant quelques jours après, bien qu'elle n'inculpât que le gouvernement qui enlevait le général à son armée, parut aux yeux du tribunal révolutionnaire une charge de plus contre l'accusé.

La circonspection qui lui devint si fatale fut loin de l'être pour la France. Il avait, en perdant une place, conservé le noyau d'une armée qu'un revers prématuré eût immanquablement détruite, et qui, renforcée bientôt des levées générales, sauva d'abord Dunkerque et Maubeuge, puis porta dans l'année suivante les enseignes répu-

blicaines jusqu'aux confins de la Westphalie. L'erreur involontaire de Custine eût tout au plus encouru la disgrace d'un gouvernement despotique; il fut juridiquement assassiné par un tribunal de sang, qui ajouta ce crime à ceux dont il s'était déjà rendu coupable. Peu de mois après, Beauharnais subit le même sort pour avoir laissé tomber Mayence (1) : Brunet porta la peine d'une déroute à l'armée du Var, et de la perte de Toulon. Toutefois l'injuste supplice de ces trois généraux fut encore utile à la patrie : leur condamnation jeta l'épouvante dans les premiers rangs de l'armée, et plaça les généraux dans la nécessité de vaincre. L'énergie qu'il imprima aux opérations fut sans doute fatale à bien des braves, mais elle finit par renvoyer la terreur dans les camps ennemis, et par ramener la confiance sous les drapeaux français.

---

(1) Beauharnais ne fut condamné qu'en juillet 1794, sous le prétexte de la conspiration des prisons; mais il fut destitué et arrêté pour n'avoir pas sauvé Mayence.

CHAPITRE XVI.

Opérations des armées du Rhin et de la Moselle. — Le Roi de Prusse passe ce fleuve et investit Mayence.—Combats sur la Nahe et à Oberflersheim. — Retraite de Custine derrière la Lauter. — Siége de Mayence. — Combats des armées d'observation. — Capitulation de la place au moment où Beauharnais marche à son secours.

Dispositions et chances des deux partis.

Le plan général des Alliés, la part que chacun d'eux devait prendre au siége de Mayence, et les mesures arrêtées entre la maison d'Autriche et les princes de l'Empire, pour enlever ce boulevard de l'Allemagne aux républicains, ont été indiqués au chapitre XIII.

Indépendamment des contingens de Saxe, de Hesse, de Bavière et d'Autriche, la Prusse devait, comme nous l'avons dit, porter son armée à 56 mille hommes; mais le cabinet de Berlin, plus jaloux d'intervenir dans le partage de la Pologne, que de contribuer à faire rendre à l'Empire une place qu'on pouvait bien reconquérir sans lui, portait le général Mœllendorff avec une armée sur Posen et Thorn, et se contenta de réparer les pertes faites en Champagne, en dirigeant des dépôts de la Silésie et de la Westphalie, les détachemens et les remontes nécessaires pour re-

compléter les cadres ; dès le mois de janvier, la brigade des gardes et 6 bataillons de ligne rejoignirent l'armée. Les Saxons arrivèrent à la fin de mars.

Si, au total des troupes destinées à agir sur le Bas-Rhin, suivant les stipulations de Francfort, on ajoute l'armée de Condé et les renforts que le cabinet de Vienne envoya plus tard au général Wurmser, on trouvera que la France devait bientôt avoir 100 mille hommes à combattre sur cette ligne, non compris les 20 mille Autrichiens postés entre la Meuse et Trèves. Ceux-ci se trouvant en mesure de seconder les opérations sur le Rhin, comme dans les Pays-Bas, pouvaient à eux seuls tenir en échec l'armée de la Moselle. Bien qu'à l'ouverture de la campagne, tous ces moyens ne fussent pas encore sous la main du duc de Brunswick, l'armée impériale comptant 15 mille hommes, celle des Prussiens et de leurs alliés 55 mille, et le corps de Condé 5 à 6 mille ; ce n'est pas exagérer de dire qu'il avait près de 80 mille hommes à l'ouverture de la campagne, avant même l'arrivée des contingens Bavaro-Palatins et de plusieurs autres, qui entrèrent en ligne vers le milieu du mois de mai.

A ces forces Custine opposait environ 45 mille hommes ; l'armée de la Moselle en comptait 25 mille. Outre cela, les garnisons du Haut-Rhin s'élevaient à plus de 38 mille combattans, dont

20 mille eussent été facilement disponibles si l'on eût transporté le théâtre des opérations sur la rive droite du Rhin. Par suite d'un système aussi dangereux qu'incompréhensible, le commandement supérieur ne fut point donné à ce général. Les garnisons, comme en pleine paix, ne pouvaient bouger sans ordre du ministre ; et l'armée de la Moselle, que Beurnonville venait de quitter pour prendre le porte-feuille de la guerre, obéissait au général Ligneville. Il était donc aisé de prévoir l'issue des premiers événemens sur cette ligne, où il ne régnait aucun ensemble.

Custine vient à Paris.

La campagne précédente s'était terminée autour de Mayence par l'affaire de Hocheim et l'arrivée des représentans Merlin, Rewbell et Hausmann ; à peine ces commissaires de la Convention furent-ils installés au quartier-général, qu'ils s'emparèrent de tous les pouvoirs. Custine, fatigué de leurs prétentions et désirant se soustraire à leur gênante tutelle, prétexta d'abord le besoin de visiter les places fortes d'Alsace ; puis sollicita et obtint du conseil exécutif, la permission de se rendre à Paris dans les premiers jours de mars, pour présenter son plan de campagne.

On propose d'évacuer Mayence.

Les ministres, inquiets des préparatifs considérables dont l'Allemagne retentissait, incapables d'ailleurs d'apprécier tous les avantages

militaires de Mayence; hésitèrent s'ils n'ordonneraient pas son évacuation pour se borner à la défense du territoire français ; oubliant ainsi que la possession de cette forteresse garantissait les provinces voisines de toute invasion, au moins pour trois ou quatre mois. La crainte de sacrifier une garnison nombreuse et de perdre le train de grosse artillerie que Custine avait tiré de Strasbourg et de Landau pour armer cette place, motivait ce projet ; mais heureusement l'impossibilité de transporter, au moment du dégel, des machines de guerre si lourdes, le fit abandonner. Le général en chef, auquel on reprocha sans raison d'avoir épuisé les arsenaux français, eut du moins l'honneur de s'opposer à l'abandon prématuré de ce boulevard, et de songer aux moyens de le défendre ; mais ce fut là tout ce que son plan de campagne eut de raisonnable : le reste, fondé sur des hypothèses gratuites, n'était qu'un rêve d'entreprises incohérentes. Convaincu qu'il obtiendrait le titre de libérateur de l'Allemagne, en répandant les proclamations des deux professeurs qui lui servaient de conseils et de secrétaires, il prétendit aller à Ratisbonne aussi facilement que Dumouriez comptait arriver à Amsterdam; sans que l'insuffisance de ses moyens d'exécution, la masse des forces qu'il rencontrerait au-delà du Rhin, l'attachement des Allemands à leurs Souverains, lui fissent apercevoir

la folie d'une invasion tentée dans le seul but de propager les idées de liberté et d'égalité chez des peuples satisfaits de la forme de leur gouvernement.

Manœuvres les plus convenables aux Français.

En émettant cette opinion, nous ne prétendons point qu'il eût été impossible au ministère français de tenter quelque opération offensive au-delà du Rhin; mais les conditions nécessaires pour en assurer la réussite étaient de se débarrasser de tout soin du côté du Bas-Rhin, en jetant Clairfayt derrière ce fleuve, ou du moins de concentrer sous Mayence, avant le désastre d'Aix-la-Chapelle, les nombreux moyens épars depuis Besançon jusqu'aux portes de Sarre-Louis. L'art de la guerre consiste principalement à mettre de son côté les avantages de l'initiative; celui qui le premier parvient à rassembler ses masses sur un point donné, se procure des avantages inouis, en accablant des divisions isolées de l'armée ennemie. Jamais la vérité de cette maxime ne fut plus victorieusement démontrée que dans cette occasion : si l'on avait abandonné la garde des places de la Moselle aux garnisons qui s'y trouvaient, et joint les 25 mille hommes de cette armée à 10 mille autres tirés de la Haute-Alsace; Custine, laissant 15 mille hommes à Bingen et à Mayence, eût été à même de déboucher de Cassel avec 70 mille, de battre les Prussiens, et de les

poursuivre, selon l'occurrence, sur la Lahn ou dans la vallée du Mein. On ne sait trop quelle tournure les affaires eussent prise à la suite d'une semblable manœuvre : la neutralité de l'Electeur-Palatin, peut-être celle de tout l'Empire, eût été le premier fruit d'une victoire décisive ; et l'ennemi se fût trouvé pour toute la campagne hors d'état d'assiéger Mayence. Ces avantages, au surplus, ne pouvaient être que le résultat d'une opération stratégique habilement conçue et vivement exécutée. Mais il y a loin d'une telle opération, à la course que Custine se proposait avec sa faible armée.

Rien n'imposait, au gouvernement français, l'obligation de laisser 40 mille hommes dans les places et 30 mille devant le prince de Hohenlohe-Kirchberg ; car ce dernier, avec 20 mille Autrichiens dispersés en cordon et sans équipage de siége, n'aurait pas été prendre Metz et Thionville, munis de tout ce qu'il fallait pour une longue résistance. Je dis plus : après la bataille de Nerwinden, cette concentration des masses, eût puissamment contribué à dégager l'armée pressée en Flandre; mais, pour atteindre ce but, il fallait être en mesure dès le commencement de mars, et agir avec vigueur.

Ils se disséminent et se laissent jeter sur la défensive.

Le conseil exécutif et le général Custine ayant également méconnu ces vérités, les Français restèrent disséminés en postes défensifs, depuis

Bâle jusqu'à Thionville : les Alliés se rassemblèrent avant eux, prirent l'initiative, et employant ainsi beaucoup plus de forces au point principal, eurent l'avantage dès leurs débuts.

Custine retourna donc à son armée sans autre plan que celui de chercher à couvrir la ligne du Rhin, et l'on ne peut se dissimuler que sa position ne fût critique, dès l'instant où il adoptait la défensive : les relations avec les princes allemands s'embrouillant tous les jours davantage, il était à craindre que les Impériaux ne s'emparassent de Manheim, et forçant le passage sur ce point, ne coupassent l'armée française de ses frontières. Une forte division laissée vers Spire, et un camp sur les bords de la Queich, n'étaient que des palliatifs dangereux, puisqu'ils affaiblissaient l'armée sans parer à ce danger : on avait en outre conservé une division devant Cassel, pour couvrir les travaux importans qui devaient compléter le système de défense de cette tête de pont. Le reste de l'armée du Rhin, cantonné entre ce fleuve et la Nahe, ne montait pas à plus de 25 mille hommes; exemple frappant des embarras où se jette un général, lorsqu'il prétend tout garder, et attendre les coups de l'ennemi sur le front de sa ligne de défense.

L'armée de la Moselle après la désastreuse expédition de Trèves, était rentrée sur le territoire français, et cantonnait aux environs de Sarre-

Louis. Le général Landremont fit prendre le 8 février, possession de Deux-Ponts d'où le duc décampa avec toute sa cour. Cette invasion, blâmable en ce qu'elle frappait un prince estimable et ami de la France, fut inspirée par l'esprit de vertige qui dictait toutes les mesures du gouvernement, car s'il faisait tant que de respecter la neutralité de l'Electeur-Palatin, pourquoi ne pas avoir les mêmes égards pour les états de ce prince, placés sur la ligne des opérations de l'armée, lorsque d'ailleurs tant d'autres communications restaient ouvertes avec Mayence?

Les Prussiens prennent l'initiative.

Le roi de Prusse attendait pour ouvrir la campagne l'arrivée du parc de siége et des renforts destinés à compléter ses troupes; mais les succès du prince de Cobourg en Belgique, stimulant son ardeur, il résolut de passer le Rhin, et de rejeter Custine en Alsace, afin d'investir cette place sans perte de temps.

En conséquence, le lieutenant-général Schœnfeld fut désigné pour rester devant Cassel avec son corps, renforcé du contingent saxon, et de 3 mille Hessois; le reste de l'armée devait passer le Rhin à Bacharach, chasser Custine jusqu'à Landau, se réunir avec le comte de Wurmser, former une armée d'observation derrière la Queich, et renvoyer alors un corps de blocus devant Mayence, sous les ordres de Kalkreuth. En attendant, ce général était allé prendre, au

milieu de mars, à Trèves, une division de 7 à 8 mille Autrichiens, que le prince de Hohenlohe devait détacher à l'armée du Roi, d'après le plan de campagne rapporté au chapitre XIV.

La situation des affaires en Allemagne exigeait que les cabinets de Vienne et de Berlin obtinssent le plus tôt possible l'accession de l'Electeur-Palatin, ou du moins l'occupation de Manheim. Si ce prince s'y fût refusé on eût été alors autorisé de s'en saisir, sous le prétexte du salut de l'Empire, car la situation de cette place offrait de grands avantages stratégiques. Quoi qu'il en soit, il était présumable que le roi de Prusse, renforcé de tous les Autrichiens disponibles et du cordon du Haut-Rhin, passerait le fleuve de préférence sur ce point; attendu que la proximité des Français à Spire ne présentait pas un obstacle réel à la marche ultérieure des masses alliées. Custine prévenu sur la route de Kaiserslautern par 60 mille hommes, menacé sur celle de la Sarre par le corps de Luxembourg, se fût trouvé dans une situation des plus difficiles.

Ils projettent de passer le Rhin à Bacharach.

La position du prince de Hohenlohe-Kirchberg à Trèves, la facilité de faire remonter le fleuve aux bateaux, et de jeter un pont sur le Bas-Rhin vers Bacharach ou Rhinfels, sans avoir à lutter avec l'ennemi, parurent sans doute des avantages équivalens à ceux qu'on eût obtenus en passant à Manheim; le point le plus commode

fut donc préféré à celui qui promettait les trophées les plus glorieux; résolution qu'il serait injuste de considérer comme une faute.

Au moment où les représentans-commissaires envoyaient à Paris une députation de quelques bourgeois de Mayence, solliciter l'honneur d'agréger leur ville à la république, le roi de Prusse exécutait son passage à Bacharach. (*Voyez planche* 4.)

La chaîne de montagnes boisées du Sonenwald séparait ce bourg des positions occupées par l'armée de Custine : cette chaîne qui se rattache à celle du Hohenwald forme, conjointement avec cette dernière, les bassins de la Sarre et de la Nahe, puis s'incline vers la Moselle et le Rhin, après avoir dessiné le massif du Hundsruck. Elle était, comme on l'a dit, au chapitre VIII, d'un accès difficile; ce pays qui a été percé de nos jours d'une superbe chaussée et de plusieurs communications départementales, n'avait alors qu'un chemin détestable de Taxweiler à Heimbach, et la route de Stromberg à Simern, qui se bifourchait à Reinbellen sur Bacharach. Ce dernier passage est situé au revers septentrional de cette chaîne boisée. Il n'y avait sur ce point qu'un bac peu fréquenté à cause de la difficulté des avenues.

Le roi de Prusse se fit précéder sur la rive gauche du Rhin par un corps volant chargé d'at-

tirer l'attention des Français : le colonel Zekuly fut jeté avec 1,200 hommes vers Rhinfels pour s'avancer sur la Nahe, et le général Romberg marcha avec quelques bataillons de Coblentz à Mitters, pour le soutenir au besoin. Le moyen de détourner l'attention de l'ennemi, en se portant par la route même que l'armée devait suivre, était tout-à-fait neuf; on aurait pu se dispenser de pareilles précautions, puisque les Français n'avaient pas même un poste en face de Bacharach, et que l'équipée de Zekuly faillit les y attirer.

Mars.

Positions des Français.

Custine attendait paisiblement à Mayence l'issue des événemens; Neuwinger tenait Bingen, et Houchard Kreutznach. Le reste de l'armée cantonnait entre cette dernière ville, Worms, et Mayence : un corps détaché observait Spire : enfin la division Destournel placée à Saint-Wendel, liait l'armée de la Moselle à celle du Rhin.

Houchard repousse Zekuly.

Zekuly arrivant vers Stromberg y donna sur les avant-gardes de Houchard, qui furent repliées; ce général, croyant avoir affaire à toute l'armée, se retira d'abord sur la Nahe, puis un peu confus, se reporta en avant le 17 mars, et repoussa le détachement compromis de Zekuly, au-delà de Stromberg : s'il l'eût rejeté jusqu'à Bacharach, il est probable que le projet de passage eût avorté; mais le général républicain trop circonspect, et satisfait d'avoir réinstallé son

17 mars.

avant-garde dans sa position, souffrit que mille Prussiens restassent campés impunément en sa présence.

Pendant que ceci se passait, Custine informé de l'approche de l'ennemi, et croyant sans doute que ce mouvement était plus sérieux, partit de Mayence avec quelques renforts, et invita le général Ligneville à l'appuyer vers Birkenfeld ou Lautereck : celui-ci n'en fit rien; persuadé comme beaucoup d'autres que dans une défensive bien entendue, chaque vallée doit être couverte, il crut la France perdue s'il abandonnait le bassin de la Brems, ou quelques lieues du cours de la Moselle, et se contenta de porter le général Destournel, là où il aurait dû se diriger avec toute l'armée. Custine attaque Zekuly Revers à Stromberg.

Cependant Custine attaqua le 20 l'imprudent Zekuly, qui s'était avisé de rentrer la veille à Stromberg. Plus de 8 mille hommes s'avancèrent pour cette opération, et tandis qu'une partie chassait la troupe du partisan ennemi jusqu'à Sallershüte, l'autre escaladait deux châteaux ruinés, situés sur le flanc escarpé de la montagne, des deux côtés de la ville; le Goldberg fut ainsi emporté, après une résistance des plus honorables. Zekuly se retira alors en désordre, sans être poursuivi, ce qu'on ne saurait expliquer, vu la grande disproportion numérique. 20 mars.

Loin de jeter ce faible parti au-delà du fleuve,

de prendre avec la moitié de ses forces la position des hauteurs escarpées et boisées du Sonenwald, et de garder le débouché principal de Stromberg et du Goldbach, Custine glorieux de ce mince succès, fit revenir ses troupes dans la position de Kronenberg et du Wolfsberg, près de Kreutznach; la division de Neuwinger s'établit en avant de Bingen à Weiler, Waldalgisheim et Winzenheim, le Stromberg ne fut pas même gardé, on n'y laissa que des éclaireurs.

Le Roi accélère son passage.

La nouvelle de la victoire de Nerwinden et l'avis de la retraite de Zekuly, décidèrent Frédéric-Guillaume à presser le passage projeté. Après avoir laissé au général Schœnfeld 15 bataillons et 14 escadrons prussiens, hessois ou saxons, destinés à l'investissement sur la rive droite; il se mit en marche avec le reste de son armée, pré-
25 mars
cédé de l'avant-garde aux ordres du prince de Hohenlohe. La brigade des gardes seule, resta vers Wisbaden, pour servir de réserve commune aux deux corps d'armée. Un pont de bateaux ayant été jeté, le prince de Hohenlohe-Ingelfingen renforcé d'une brigade hessoise, passa le Rhin le 25 mars; il fut joint par les détachemens de Romberg et de Zekuly, s'établit aux environs de Simern, fit réoccuper le Stromberg le même jour, et poussa ses postes jusqu'à Roth; l'armée le suivit en deuxième ligne.

La journée du 26 se passa en reconnaissances:

si les Prussiens eussent marché droit sur la Nahe, Custine percé dans son centre, morcelé, avec des forces inférieures de plus de moitié, eût été perdu sans ressources; ses adversaires se contentèrent d'examiner sa position.

Le lendemain, le corps de Hohenlohe se rassembla sur les hauteurs de Taxweiler pour attaquer Neuwinger à Waldalgesheim; les chemins de la forêt étaient affreux, il eut la plus grande peine à déboucher contre le flanc droit des Français, tandis qu'en arrivant sur leur gauche, il eût évité un engagement dangereux, et coupé leurs communications. Cependant le prince ayant attaqué au moment où le prince de Wurtemberg et Zekuly se portaient contre Waldalgesheim, ils culbutèrent de concert les républicains; Neuwinger fut blessé et pris en faisant tous ses efforts pour rallier ses troupes et couvrir la retraite. Les Alliés firent 300 prisonniers.

Combats vers Bingen. 27 et 28 mars

L'armée prussienne suivit le corps de Hohenlohe, et campa à Schrippenhausen, Stromberg et Schoneberg.

Le 28 avant le jour une canonnade assez vive s'engagea vers Bingen, que l'arrière-garde française évacua avec précipitation pour se retirer sur Mayence.

Custine aussi fortement menacé sur la Nahe, craignit d'autant plus d'être tourné par sa gauche que le corps de Kalkreuth, arrivant de Trè-

Custine se retire à Alzey, puis sur la Pfrim.

ves, se dirigeait déjà sur Baumholder et Lautereck; il résolut donc de concentrer ses forces à Alzey, et fit presser l'évacuation de la grosse artillerie et des troupes inutiles à Mayence; mais à l'approche de toutes les forces du Roi, et dans la crainte de voir déboucher Wurmser par Manheim, il ne crut pas prudent d'attendre un engagement inégal, et se replia de nouveau sur la Pfrim, le 30.

Le Roi s'avance sur la Selz, et coupe la route de Mayence.

30 mars.

Les Prussiens passèrent la Nahe à sa poursuite le 29 : leur corps de bataille s'avança sur la Selz; le prince de Hohenlohe partit le lendemain d'Alzey, et renforcé de 1,200 hussards, joignit à Alsheim la route directe de Mayence à Worms. Il donna ici sur quelques bataillons qui se retiraient, fit enlever le village, et devancer l'ennemi par la cavalerie aux ordres des princes Louis de Prusse et de Wurtemberg : les républicains attaqués à Ginsheim, et prévenus par le bois de Mattenheim, se sauvèrent à la débandade, avec perte d'un millier d'hommes et de leurs 4 pièces.

Le général Schaal est forcé d'y rentrer.

Sur ces entrefaites, les généraux Schaal et Le Blond venant de Mayen ce avec 5 à 6 mille hommes, et un parc d'artillerie considérable, s'étaient avancés à Guntersblum : trouvant le chemin barré, ils voulurent se faire jour, et manœuvrèrent par leur droite à l'effet de tourner le détachement qui s'opposait à leur passage : le

bruit du canon attira bientôt quelques bataillons prussiens; alors les Français assaillis à l'entrée de la nuit, embarrassés de leur nombreux train, et ne pouvant apprécier les forces de l'ennemi, jugèrent prudent de regagner Mayence, où ils augmentèrent d'un côté le nombre des bouches inutiles, et de l'autre celui des moyens de défense de la garnison.

Le corps de Hohenlohe se conduisit dans ces diverses rencontres avec l'activité et l'audace, que l'offensive assure ordinairement; les Français, au contraire, ne montrèrent qu'embarras et irrésolution, suite inévitable des échecs quand rien n'est prévu : ils abandonnèrent des magasins nombreux à Bingen, Creuznach et Worms.

Custine arrête le duc de Brunswick à Oberflersheim. 30 mars.

Pendant que ceci se passait sur la route du Rhin, Custine dirigea son corps de bataille à Pfedersheim, et l'arrière-garde restait à Oberflersheim : les généraux Zekuly et Eben avec leurs troupes légères vinrent la harceler; mais la trouvant bien postée, et protégée d'une nombreuse artillerie, ils furent repoussés. Le duc de Brunswick arrivé sur les lieux, attira à lui encore 10 escadrons, et la reconnut. Espérant pouvoir l'entamer avec les 4 mille chevaux qu'il avait sous la main, il fit attaquer le village de Guntersheim par 2 bataillons, tandis que ses nombreux escadrons manœuvraient à droite et à gauche; Custine surpris, fit meilleure contenance

qu'on ne l'eût espéré. Après avoir d'abord refusé croyance aux rapports de Houchard, qui le prévenaient de l'approche de l'ennemi, il sentit la nécessité d'aller à son soutien, et se dirigea avec quelques renforts sur le plateau qui servait de théâtre au combat; il arrivait à l'instant où une colonne prussienne débouchant sur la droite, menaçait le flanc de l'arrière-garde; une batterie légère placée à propos, sema la mitraille dans les rangs de l'ennemi, qui ne soutint pas le choc, et se retira; dès-lors la retraite fut continuée avec mesure, et sans que le duc de Brunswick songeât à l'inquiéter.

Après ce combat, le Roi voulant investir Mayence, divisa son armée comme il suit :

Le corps de Hohenlohe depuis Alzey jusqu'à Turkheim, Frankenthal et Grunstadt	16 bat.	38 esc.
La 1re ligne de l'armée aux environs de Odernheim, Dalgesheim.	18	15
La 2e ligne au blocus de Mayence.	12	12
Les gardes en réserve à Ingelheim.	4	3
Sur la rive gauche du Rhin.	50 bat.	68 esc.
Le général Schonfeld devant Cassel, y compris les Hessois et Saxons.	15	14
Le comte Kalkreuth arrive sur la Nahe avec une division autrichienne de.	7,000 hom.	

Wurmser passe le Rhin

Le général Wurmser instruit que les Français avaient évacué Spire, après en avoir brûlé les

magasins, se hâta de rassembler quelques grands bateaux, et passa le Rhin à Ketsch, avec son corps qui, déduction faite du cordon dans le Brisgau, ne comptait alors que 8 mille Autrichiens et Hessois : il occupa sur-le-champ Germersheim. L'armée de Condé prenant la même direction vint le joindre quelques jours après. à Ketsch près Spire.

Le roi de Prusse, sentant l'importance de réunir le corps du prince de Hohenlohe avec l'armée du général Wurmser, et de mettre l'armée d'observation en état de lutter avec Custine, qui, replié sous Landau, et réuni aux forces disponibles en Alsace, offrait alors plus de 35 mille combattans, détacha 6 bataillons et 15 escadrons du corps de siége, pour la porter à cet effectif.

Les Français expièrent, par cette retraite précipitée, la faute qu'ils avaient commise de diviser le commandement : si l'armée de la Moselle se fût trouvée alors aux ordres de Custine, la conduite de ce général, dans toute la période que nous venons de parcourir, eût été inexcusable. Mais trop de circonstances avaient concouru à amener ces fâcheux résultats, pour qu'il n'en rejetât pas la faute sur ses collègues; car l'inaction de l'armée de la Moselle prêtait beaucoup à la critique. Funestes résultats de cette retraite des Français Faute qui la causa.

Une querelle s'était déjà engagée entre lui et Ligneville, à la première incursion de Zekuly. Tourmenté d'inquiétudes, Ligneville n'osait faire

aucun des mouvemens qu'on lui proposait, et en référait au ministre Beurnonville qui, loin d'improuver ces vaines terreurs, manifestait lui-même les craintes les plus vives, et se persuadait que tout serait perdu, si on laissait une trouée à l'ennemi, en employant l'armée de la Moselle à des opérations offensives.

Destournel, auquel Custine assigna la position de Hochspeyer, pour couvrir le débouché de Kayserslautern, et le revers occidental des Vosges, ne l'occupa point, et retourna par sa gauche à l'armée dont il faisait partie. Pour surcroît de malheur, le ministre de la guerre donna, dit-on, le 26 mars, l'ordre de ce mouvement intempestif. Dans cette perplexité, Custine tomba de l'excès de la confiance dans celui de l'abattement; hier, il voulait courir en Allemagne, sans rencontrer d'obstacles; aujourd'hui, il voyait les masses ennemies sortir armées du sein de la terre. A en croire ses rapports, il n'avait pas moins de 104 mille Allemands sur les bras; tandis qu'attaqué à Bingen par 16 mille hommes, et à Oberflœrsheim par 8 mille, il n'en avait pas à cette époque plus de 30 mille en face.

Ces revers jettent la consternation à Paris.

La nouvelle de ses revers arriva à Paris au moment où la fuite de Dumouriez semait déjà l'épouvante dans cette capitale : on peut juger de l'effet qu'elle y produisit. Malgré les assertions du député Hausmann qui venait de quitter l'armée,

la Convention s'exagéra le danger; la dépêche de Custine du 31 mars, par laquelle il rendait compte du combat de l'arrière-garde à Oberflœrsheim, imputait toute la faute à l'armée de la Moselle; Ligneville fut destitué, et le commandement donné provisoirement à d'Aboville, en attendant Houchard.

Custine tombe dans le découragement.

Cependant le général de l'armée du Rhin avait entièrement perdu la tête; ne se jugeant plus en sûreté sous Landau, il s'était retiré derrière la Lauter, et parlait même de quitter ces lignes, pour se réfugier sous le canon de Strasbourg. Terreur d'autant plus extraordinaire, qu'il n'était poursuivi que par le prince de Hohenlohe, et que ses partisans ne le lui avaient pas laissé ignorer.

L'armée de la Moselle est mise à ses ordres.

Le gouvernement convaincu trop tard du tort qu'il avait eu de séparer les armées, se hâta de le réparer en plaçant le général d'Aboville sous les ordres de Custine; et cet événement, joint à la fermeté des administrations civiles de Weissembourg, releva enfin le courage de ce général pusillanime.

Il n'en sait pas profiter.

Toutefois, il ne sut tirer aucun parti du changement notable qui venait de s'opérer dans la situation relative des deux partis; les renforts qui le rejoignirent à son retour en Alsace, avaient porté son armée à 36 mille hommes, celle de la Moselle n'en comptait pas moins de 27 mille.

Le seul moyen de réparer les revers qu'on venait d'essuyer était de rassembler sur-le-champ les deux armées, car ce n'est pas seulement l'unité des commandemens, mais bien la concentration des masses, qui assure la victoire. Cette jonction une fois opérée, il convenait alors de tomber vigoureusement avec 60 mille hommes sur Wurmser et Hohenlohe qui, dans le principe, n'avaient pas plus de 30 mille combattans; puis de se jeter ensuite sur le roi de Prusse lui-même, qui sans doute après la défaite de l'armée d'observation, n'eût pas osé s'engager avec les troupes victorieuses, ayant à dos une place comme Mayence, occupée par un corps assez considérable pour tenir la campagne.

Rien ne s'opposait à un tel mouvement. Le corps autrichien du Luxembourg affaibli par les détachemens de Beaulieu sur la Meuse, et de Kalkreuth sur Mayence, n'était plus qu'un épouvantail incapable d'en imposer à l'armée de la Moselle. Custine d'ailleurs n'ignorait pas que pour bloquer et assiéger Mayence, qui avait 22 mille hommes de garnison, il en fallait bien 50 mille autour de la place, et que l'ennemi n'aurait jamais autant de forces à lui opposer, dès qu'il aurait opéré la concentration qui devait le sauver: il n'en fit rien; et de toutes les fautes commises par les Français dans cette campagne, aucune ne fut plus digne de blâme que celle-là.

La supériorité des Alliés en cavalerie, pouvait à la vérité causer quelque mal à l'infanterie, dans les vastes plaines du Palatinat; nous ne trouvons pas néanmoins ce motif suffisant pour autoriser son inaction : une armée maîtresse de Mayence, et de toutes les places d'Alsace, et supérieure en nombre aux Alliés, ne devait pas hésiter à prendre l'offensive, crainte de s'exposer en plaine aux charges de quelques escadrons; d'ailleurs en agissant au pied des Vosges, on s'en fût aisément mis à couvert.

Exemple du mauvais emploi des masses.

Les opérations des deux partis offrent un exemple remarquable de l'influence qu'un emploi fautif des masses, exerce sur les événemens de la guerre. Les Français, ayant 100 mille hommes répartis sur la Moselle et le Rhin, et une place comme Mayence devant leur front, décampèrent jusqu'à Lauterbourg, parce que 6 bataillons du général Neuwinger essuyèrent un petit échec devant Bingen, et que le général en chef n'eut sous la main aucun moyen de le réparer. Quarante mille Prussiens semèrent ainsi l'épouvante jusqu'aux portes de Strasbourg, parce qu'ils se présentèrent sur l'extrémité de la ligne ennemie. Bientôt renforcés, mais obligés de former le siége de Mayence, les Alliés s'étendent pour le couvrir par brigades isolées, depuis le revers des Vosges jusqu'à Lauterbourg; et les républicains ayant 70 mille hommes entre Besançon et Sarre-Louis,

non compris les garnisons, n'imaginent pas même de rassembler des forces suffisantes pour accabler les postes morcelés de Wurmser et de Hohenlohe, qui insultent à leur faiblesse dans des combats journaliers, et désolent une partie du territoire français. Mais il est temps de laisser à nos lecteurs le soin de développer ces réflexions, revenons aux événemens.

Positions arrêtées par Custine.

Custine loin de profiter des avantages actuels de sa position, et d'agir dans les principes, étendit ses forces parallélement à l'ennemi. Le général Ferrière avec une division de 10 mille hommes, forma la droite entre Lauterbourg et le moulin de Bienwald; Houchard avec le centre, fort de 16 mille, campait à Weissembourg et à Roth, son avant-garde de 5 mille hommes et de 1,500 chevaux prit poste à Frekenfeld; le général Falck couvrait les gorges des Vosges avec une brigade seulement. Le général d'Aboville eut ordre de rapprocher l'armée de la Moselle, en l'établissant à Deux-Ponts, Hombourg, Hornbach, Bitche et Forbach.

Ses courses dans le Porentruy.

Custine passa tout le mois d'avril à inspecter sa ligne dans le Porentruy, où il n'y avait ni ennemi à craindre ni opération à diriger. Après avoir employé trois semaines à ces parades, il sollicita sa retraite, qu'on eût peut-être bien fait de lui accorder; malheureusement on le crut capable de réparer les désastres de Dumou-

riez; et le gouvernement jeta les yeux sur lui pour sauver la frontière de Flandre, où l'on manquait de tout, quand il ne savait pas employer les moyens considérables qu'il avait sous la main pour sauver Mayence.

Cependant le roi de Prusse profita de l'inaction de son adversaire pour accélérer les préparatifs du siége, que l'éloignement de ses ressources rendait très-difficiles. Rien ne paraissait plus simple que d'y employer le superbe équipage des Autrichiens venant de Vienne; mais par une bizarrerie digne de remarque, on aima mieux faire parcourir 120 lieues de plus à cet immense attirail pour aller assiéger Valenciennes; tandis que les Hollandais plus à portée de cette place par la Meuse, durent fournir la majeure partie de l'équipage destiné à réduire Mayence. La politique seule explique ce mystère: le cabinet de Vienne ne pouvant conquérir une place de l'Empire, désirait s'approprier Valenciennes pour couvrir ses provinces belgiques. Le retard qui en résulta faillit devenir funeste, comme nous le verrons dans la suite, et il ajouta beaucoup aux obstacles que le roi de Prusse devait rencontrer dans sa grande entreprise. Préparatifs pour le siége

Mayence quoique moins formidable alors que dans les campagnes suivantes, avait été mis dans un état de défense respectable par l'activité et les soins des généraux Doyré et Meunier, officiers

distingués du génie. Le dernier surtout, membre de l'académie, connu par les superbes travaux du port de Cherbourg, réunissait aux connaissances les plus élevées, une énergie peu commune, et le courage d'un héros.

Courte description de Mayence.

Cette place, dont la planche 13 donne une légère idée, est située dans une contrée à la fois, riche et riante; son enceinte a la figure d'un demi-cercle, dont le Rhin forme le diamètre, elle est négligée du côté du fleuve, parce qu'il n'est pas probable qu'on l'attaque par des débarquemens. Ce front riverain se composait principalement d'une muraille en briques, flanquée de tours bastionnées: pour le mettre à l'abri et conserver en même temps un débouché offensif sur la rive droite du fleuve, les Français avaient fortifié Cassel et l'île du vieux Mein, où se trouvait l'ouvrage à cornes de Mars, et quelques ouvrages avancés jusqu'à la pointe de Kostheim. Ils avaient également élevé des retranchemens à la pointe du Mein dans l'île de Mars et à celle de Bley; le temps et les défauts de moyens ne permirent pas de relever le fort Gustave, construit par les Suédois à l'embouchure du Mein; ce qui à la vérité eût fort étendu la défense de la place, mais aurait en revanche gêné l'ennemi dans ses cheminemens contre Cassel d'un côté, ou contre le fort Charles de l'autre: on fit d'autant plus d'efforts pour assurer la défense des îles de Saint-

Pierre (Petersau) et d'Ingelheim, d'où les assiégeans auraient pris à revers les défenses de Cassel, battu le grand pont de communication ainsi que les écluses de Zahlbach, enfin détruit les moulins amarrés sur le fleuve, les seuls qui existassent pour le service de la garnison et des habitans.

La place sur la rive gauche consistait en 14 bastions; le premier front au nord s'étend sur le bas-fond de Gartenfeld, et se compose de 5 bastions avec des lunettes et contre-gardes, de larges fossés plein d'eau, et un retranchement extérieur également entouré d'un fossé; quoiqu'il soit moins fortifié, et que les bastions n'en soient point revêtus, les approches en seraient difficiles, car il faudrait cheminer dans un terrain très-bas, dominé sur la droite et battu en flanc par le Haupstein et les îles de St.-Pierre, pour arriver en dernier résultat aux inondations du ruisseau de Zahlbach. Le second front, à l'ouest, depuis la porte de Munster jusqu'à celle de Gau, se compose de 4 bastions, revêtus en maçonnerie; les fossés ici sont secs, parce que le terrain s'élève sensiblement; le bastion d'Alexandre est le plus élevé de toute la place, il domine les environs. Le troisième front, au sud, depuis la porte de Gau au Rhin, se compose d'une citadelle et de 5 bastions; savoir : 3 à l'est de la citadelle, et 2 à l'ouest.

A 150 toises de cette première enceinte, on

en trouve une seconde devant les 2e et 3e fronts; elle compte 3 mille pas de développement, et comprend six ouvrages de différentes grandeurs; le Hauptstein situé sur la croupe du Hardenberg, et qui domine tous les environs; le fort Joseph placé sur le Linsenberg; la double tenaille; les quatre forts, Philippe, Elisabeth, Italien (Welsche) et Charles; celui-ci et le Hauptstein appuyant les extrémités saillantes de la ligne sont des ouvrages considérables, surtout le dernier qui, capable de contenir 1,100 hommes, peut être livré à lui-même, et possède une communication souterraine avec la porte de Munster. Les autres forts, comme celui-ci, étaient casematés et contre-minés.

La force de la garnison, augmentée comme on le sait par la rentrée de la brigade Schaal, décida les Français à tenir au-dehors les villages de Weissenau et de Zalbach, pour la défense desquels ils s'empressèrent d'élever quelques retranchemens, afin de gêner autant que possible l'ouverture et l'approche des parallèles.

On voit par cette description, toute incomplète qu'elle soit, que le siége d'une telle place n'était pas chose facile; car l'attaque était restreinte à deux points, dont l'un sujet aux inondations, était en outre flanqué de deux côtés, et l'autre n'est praticable que sur la partie du front, où il y a double enceinte; de sorte qu'après un siége

long et meurtrier, on pouvait tout au plus espérer d'enlever la première enceinte, pour procéder ensuite, avec de nouveaux efforts, à l'attaque du corps de place.

Mesures de défense.

Le Journal des Siéges publié par le dépôt du génie, affirme que l'armement était incomplet, attendu qu'il eût fallu 300 pièces sur les remparts, et qu'il n'y en avait que 200. Nous serions d'autant plus embarrassés de prononcer sur la validité de cette assertion, que le même Journal assure que les Français avaient trouvé à leur entrée dans la place 550 pièces, tant en bronze qu'en fer, et que, d'un autre côté, Custine fut accusé d'y avoir accumulé toute la grosse artillerie de Strasbourg et de Landau. Il est certain que les Prussiens y reprirent 317 pièces, dont 119 hors de service, et dans ce total, il y en avait environ 100 françaises. Nous n'examinerons pas si cet arsenal fut gaspillé ou si l'on en fit un inventaire exagéré; il importe seulement de savoir que le tiers de l'armement nécessaire manquait sur les remparts.

En échange, la garnison laissait peu à désirer; animée de la plus vive ardeur, électrisée par des chefs tels que Meunier, Dubayet et Kleber, elle était capable de tout. Si quelques-uns de ses bataillons n'avaient pas eu le temps de saisir les détails de l'ordonnance, ils en savaient assez pour combattre; et les officiers suppléaient par le zèle, à l'expérience qui leur manquait pour

l'espèce de service auquel ils allaient être appelés.

Les représentans du peuple Merlin et Reubell s'étant renfermés dans la place, continuèrent à y exercer les pouvoirs civils, militaires et politiques les plus étendus. Un conseil de guerre qu'ils présidaient, et composé de tous les chefs de corps, décidait des principales mesures de défense. Doyré les dirigea sur la rive gauche, Meunier sur la rive droite, Aubert-Dubayet commanda les troupes.

Si l'artillerie de rempart n'était pas suffisante, on n'était pas beaucoup mieux pourvu de poudre, car il n'en existait que 900 milliers.

Les grains ne manquaient pas, mais il était à craindre qu'on ne pût les convertir en farines si l'ennemi, par des brûlots ou d'autres moyens incendiaires, venait à détruire les seuls moulins établis sur le fleuve. Les 3 mille chevaux qui se trouvaient renfermés dans la place, avaient du fourrage pour deux mois, et afin d'en diminuer la consommation, on fit tuer et saler tous les bestiaux destinés à l'approvisionnement : les caisses étant vides, on autorisa l'ordonnateur à des emprunts, et même à faire frapper une monnaie de convention qui eut cours forcé pendant le siége. Rien en un mot de ce qui pouvait prolonger la défense ne fut négligé.

Grande sortie sur Biberich. 11 avril.

Les Français informés que le corps du général Schœnfeld, d'environ 10 mille hommes, tenait une position trop étendue, résolurent d'en pro-

fiter pour surprendre les Hessois; quelques rapports assurent qu'ils voulurent seulement faire un grand fourrage avant l'entier investissement; d'autres ont cru, au contraire, qu'ils avaient en vue d'enlever une grande partie de l'artillerie de siége et des munitions qui venaient d'arriver à Flersheim et à Russelsheim. Cette entreprise n'eût tendu à rien moins qu'à enlever aux Prussiens tous les moyens de former un siége; mais la direction des forces principales sur Biberich n'annonce guères que ce fût réellement le projet des assiégés.

Les Français sortirent donc de Cassel le 10 à minuit, au nombre de 14 mille combattans, sur 3 colonnes. La 1re, forte de 4 mille hommes, commandée par le général Meunier, marcha sur Hocheim, et forma une fausse attaque contre l'aile gauche des ennemis, afin d'empêcher tous les secours de se porter à l'aile droite, et d'agir ensuite sur Wickert d'après les circonstances. Cette colonne chassa d'abord le détachement prussien de Kostheim, et s'empara de tout le bétail qui se trouvait dans ce village; elle fut néanmoins si chaudement accueillie par les batteries de Hocheim, qu'elle se vit contrainte à se retirer.

Les 2 autres colonnes marchèrent jusqu'au-delà de la redoute de Mosbach; celle de droite, aux ordres du général Schaal, ayant à son avant-garde les chasseurs de Paris, suivait la chaussée

de Wisbaden; celle de gauche conduite par Dubayet, prit la route de Biberich; son avant-garde formée par le 36e régiment, délogea le poste prussien du moulin de l'Electeur, et s'avança ensuite tranquillement sous la protection des batteries de Petersau; le 1er régiment de grenadiers soutenu à droite par quelques bataillons, remontait la Salzbach, et se portait sur Mosbach. Le reste de la colonne filait un peu plus en arrière, pour gagner Erbenheim, lorsqu'un coup de feu tiré à l'improviste, tua un homme dans les rangs, et occasionna un désordre général: on n'a jamais pu découvrir d'où le coup était venu; mais les résultats d'un tel incident sont toujours dangereux dans les attaques de nuit: une fusillade très-vive partit de toute la colonne, et lui blessa beaucoup de monde; les efforts du général Dubayet et du colonel Kleber ne purent ramener l'ordre, et l'on fut forcé à la retraite.

Pendant que ceci se passait, le colonel Schaal avait gravi les hauteurs, et détaché 4 bataillons pour tourner la redoute, n° 3, que sa faible garnison ne put défendre (1). Le jour commençait à poindre, les Hessois jugeant les intentions des

(1) On peut consulter pour les opérations de siége la pl. XIII; quoiqu'elle soit particulièrement destinée à l'affaire des lignes de Mayence en 1795, on trouve les détails du terrain nécessaires à l'intelligence de tous les événemens de ce siége.

Français, firent marcher 2 bataillons des gardes sur la redoute, qu'ils reprirent après deux attaques long-temps balancées. Les Français ayant manqué leur but à la gauche, commencèrent leur retraite à la faveur d'une démonstration sur la droite, et Kleber protégea le mouvement rétrograde avec les troupes formées dans la plaine. Ainsi se termina cette entreprise sur une extrémité isolée de la ligne ennemie, le succès en eût été brillant, si la discipline et l'instruction des troupes françaises avaient répondu à la justesse du coup-d'œil des chefs.

Le 14 avril, le corps de Kalkreuth destiné à former l'investissement sur la rive gauche, s'établit provisoirement autour de la place. A l'ouverture de la tranchée, il occupait les positions suivantes : la droite, composée de 11 bataillons et 10 escadrons autrichiens, s'étendait sur les hauteurs depuis le Rhin jusqu'en avant de Wintersheim ; 12 bataillons et 17 escadrons prussiens formant le centre campaient près de Marienborn ; les gardes couvraient en troisième ligne le quartier-général établi dans ce village ; la gauche, forte de 10 bataillons, campait sur une seule ligne entre Dreis et le Rhin. Le contingent de Darmstadt garda Monbach.

Le corps du général Schœnfeld, fort de 19 bataillons et 17 escadrons, conserva ses positions devant Cassel. Outre cela, la brigade Ruchel,

de 5 bataillons, fut jetée dans l'île du Mein, pour garder Gustavebourg.

Ainsi la totalité des forces employées au blocus s'élevait à 57 bataillons et 40 escadrons.

Le Roi avait placé d'abord son quartier-général à Guntersblum et Bodenheim ; mais il vint camper sur la hauteur de Marienborn, lorsque tout fut disposé pour le siége.

Ces différentes positions furent couvertes de retranchemens; celles du côté de Cassel, placées sur la côte de Hocheim d'un accès difficile, rendaient le succès d'une sortie fort incertain. On croit qu'en faisant retirer les bestiaux et les vivres des villages, les troupes d'investissement n'eussent pas été obligées de s'étendre sur toute la circonférence, et qu'il eût mieux valu rassembler trois divisions de 10 mille hommes chaque, à Hocheim, Hechtsheim et Bretzenheim ; ce qui eût suffi pour contenir les sorties, et eût bien mieux rempli ce but qu'un immense cordon.

Le poste de Weissenau, inquiétant le flanc droit des assiégeans, la division autrichienne eut ordre de l'emporter le 16 avril. Le village fut incendié ; mais les Français se maintinrent dans la partie basse, et se retranchèrent dans le cimetière, qu'on canonna vivement plusieurs jours de suite sans succès. La garnison fit de fréquentes sorties, qui donnèrent lieu à des

engagemens forts vifs, presque toujours terminés à son avantage ; elle travaillait sans relâche à retrancher de bons postes extérieurs pour empêcher les approches, et les assiégeans s'occupaient uniquement à mettre leurs lignes à l'abri de surprises.

Le 26, un officier dépêché par Custine se présenta accompagné d'un parlementaire prussien ; il apportait des dépêches du général en chef qui, craignant de ne pouvoir rien faire en faveur de la place, et se rappelant que l'intention du gouvernement avait été de l'abandonner, engageait la garnison à l'évacuer, en obtenant toutefois libre sortie pour elle et le matériel. Les généraux Doyré, Meunier et Aubert-Dubayet, plus capables de juger l'importance de la place que les ministres et Custine lui-même, eurent assez d'ascendant sur le conseil de guerre convoqué à ce sujet, pour faire rejeter à l'unanimité cette proposition déplacée.

La réponse donnée au parlementaire prouvant à Frédéric-Guillaume qu'il avait affaire à gens de cœur, il ne lui resta d'autre parti que de procéder à l'ouverture de la tranchée. Mais rien n'avait été préparé à temps pour cette entreprise; il fallut attendre le retour de la belle saison. Le Roi, ne pouvant espérer que de faibles secours des Etats germaniques, et n'ayant, à l'exception de Wesel, aucun arsenal sur ce théâtre

d'opération, négocia avec les Etats-Généraux pour en obtenir l'artillerie et les munitions nécessaires, dont les places du Brabant étaient pourvues, et dont le transport pouvait aisément se faire en remontant le Rhin. Les bons Hollandais, victimes d'un faux système, prodiguèrent ainsi leurs ressources pour la réduction de Valenciennes et de Mayence, dont la conquête n'était d'aucun intérêt pour eux.

En attendant l'arrivée de ces immenses convois, le Roi se rendit, le 3 mai, sur la rive droite, et fit attaquer le village de Kostheim; l'affaire fut vive, et le bataillon de grenadiers, qui en fut chargé, repoussé avec perte de 100 hommes. L'importance de ce poste étant démontrée tous les jours davantage, le Roi ordonna à 3 bataillons de grenadiers de renouveler l'attaque le 8 mai; il les fit soutenir par une réserve de 2 bataillons et 3 escadrons, par le feu de 25 pièces des batteries de Hocheim et de Gustavebourg, enfin par une fausse attaque dirigée en même temps du côté de Biberich. Le poste fut d'abord emporté ; mais les assaillans, arrêtés par les retranchemens qui se trouvaient en arrière, se virent obligés de l'évacuer, après avoir eu 11 officiers et 230 soldats hors de combat.

Les affaires restèrent long-temps dans le même état ; les deux partis étaient continuellement sur le qui-vive. La plus grande partie de la gar-

nison de Mayence campait au dehors, principalement entre les forts extérieurs et la citadelle; l'armée d'investissement perfectionnait ses lignes, et les étendait du côté de Zahlbach.

Le 21 mai, les Français débarquèrent au nombre de mille dans les îles de la pointe du Mein; leur attaque réussit d'abord, comme la plupart des entreprises de cette espèce; cependant, à l'arrivée des renforts, ils furent forcés de se retirer. Le 25 mai, la garnison fit du côté de Monbach, une tentative qui eut le même résultat. Les excursions lointaines n'avaient procuré jusqu'à ce jour aucun avantage considérable; elles ne pouvaient même en obtenir, car d'ordinaire ces opérations ne réussissent que lorsqu'elles sont imprévues; dès que l'ennemi a le temps de réunir ses forces, alors la sortie a tout à craindre pour elle-même.

Les généraux français résolurent néanmoins de tenter une sortie générale dans la nuit du 30 mai, et dirigèrent 6 mille hommes sur le quartier-général de Marienborn, où se trouvait aussi le prince Louis de Prusse. Un incident singulier pensa faire, dit-on, réussir cette expédition; les grand'gardes prussiennes avaient eu, dans la même nuit, l'ordre de laisser passer quelques centaines de paysans, réunis pour moissonner entre les deux armées; l'obscurité étant très-grande, on prit l'avant-garde des Français

pour cette troupe de paysans, et on la laissa passer (1). Les compagnies de siége, soutenues par deux bataillons de Saintonge et de Beauvoisis, emportèrent vivement les premiers retranchemens; mais les coups de fusils ayant bientôt mis la ligne sous les armes, ces troupes eurent de la peine à se retirer, et n'y parvinrent pas sans perte.

Dès-lors la garnison renonça aux grandes sorties; le lendemain l'ennemi fit feu de toutes ses batteries contre la place, où plusieurs incendies se manifestèrent. Le général Meunier attaqua, le même jour, l'île de Bley, avec un succès balancé: en traversant le Mein pour revenir à Cassel, ce vaillant officier eut le genou fracassé d'un biscayen, et mourut peu après. Par un sentiment qui honore sa mémoire autant que le roi de Prusse, il y eut une trève de quelques heures pendant qu'on lui rendait les derniers devoirs; les assiégeans se portèrent sur les lignes, et répondirent par une salve générale aux honneurs que lui rendaient les républicains. On voit que jusque-là tout s'était borné à une guerre de postes extérieurs : avant d'indiquer les principales actions du siége, il n'est pas hors de propos de reporter un instant nos regards sur ce qui se passait dans l'armée de Custine.

---

(1) Ce fait est consigné dans les relations allemandes.

Opérations à l'armée d'observation.

Nous avons laissé ce général derrière la Lauter, la droite à Lauterbourg, la gauche sous Falk à Fischbach, dans les Vosges; l'armée de la Moselle, aux ordres de Houchard, avait une division de 14 mille hommes sous Pully à Hornbach, et à-peu-près autant derrière la Blies et la Sarre.

Le duc de Brunswick était venu prendre le commandement des Alliés; son quartier-général se trouvait à Edickofen. Le corps de Hohenlohe de 14 bataillons et 28 escadrons, campait entre Kaiserslautern, Landsthul et Deux-Ponts, se liant par la vallée d'Anweiler avec le centre fort de 15 bataillons et 30 escadrons, dispersés entre Neustadt et Landau. La brigade de Hotze de l'armée de Wurmser occupait le plateau et le taillis entre Herxheim et Bellheim; celle de Vioménil tenait l'espace entre Rilsheim et le Rhin; le reste des corps de Wurmser et de Condé formait seconde ligne, ou cantonnait sur les deux rives de la Queich; le quartier-général était à Spire. Un champ de bataille choisi près d'Edickofen, et garni à l'avance de batteries, fut désigné comme lieu de rassemblement pour les Prussiens.

Disséminés ainsi sur une ligne immense et par divisions de 7 à 8 bataillons, les Alliés coupés dans leur centre par les Vosges et la place de Landau, pouvaient être facilement accablés sur un point, et forcés à une retraite périlleuse. Le duc avait

eu d'abord l'intention de prendre une position d'observation plus rapprochée du corps de siége, la droite au Mont-Tonnerre, la gauche au Rhin; ce qui, en cas de bataille, eût permis de se faire renforcer de ce corps pour fixer la victoire; et en prenant la précaution de jeter plusieurs ponts vers Ingelheim et Laubenheim, on eût levé le blocus sans danger : mais l'ardeur de Wurmser, qui croyait pouvoir délivrer son ancienne patrie du joug de la Convention, força les Prussiens à s'avancer jusqu'à Landau.

Custine projette une attaque sur la gauche des Autrichiens; il est mis en déroute.

Custine appelé au commandement de l'armée du Nord, crut devoir laisser à ses anciens camarades des souvenirs glorieux, et mettre sa responsabilité à couvert par un simulacre d'attaque en faveur de la garnison de Mayence : toutefois son projet ne fut point de délivrer la place; il combina seulement l'enlèvement du corps isolé vers Rheinzabern et Rilsheim; coup de main qui n'eût pas été sans importance, vu la situation relative des partis, mais dont le but signale l'esprit de son auteur.

17 mai.

Le 17 mai, deux divisions de l'armée des Vosges parties des camps de Neukirch ou de Hornbach, se présentèrent vers Alstadt à gauche de Hombourg, et se mirent en bataille sur les plateaux environnans, satisfaites de parader ainsi devant 5 à 6 mille hommes que le prince de Hohenlohe rassembla en toute hâte sur le Carlsberg.

Ce prince jugea prudent de se concentrer, le 18, sur Landstuhl, sans que Houchard songeât à occuper la position avantageuse que son adversaire venait de quitter, ni qu'il y eût un coup de canon tiré.

Custine, avec une division du camp de Geisberg et l'avant-garde aux ordres de Landremont, devait s'avancer sur la grande route de Landau vers Impflingen, pour attaquer les Autrichiens par Ottersheim, tandis que le général Ferrière parti de Lauterbourg avec 6 à 7 mille hommes devait les aborder de front sur Rilsheim. Deux brigades restèrent en réserve sur les hauteurs de Minfeld et de Barbelroth, à trois lieues du point d'attaque, et distantes entre elles de deux lieues. Enfin le général Chambarlhac reçut l'ordre de faire passer le Rhin à 15 cents hommes vers Fort-Louis : conceptions également bizarres qu'il nous suffit d'indiquer pour en faire juger le ridicule.

Un semblable projet ne pouvait avoir que de minces résultats. Il eût été bien plus convenable que le général Houchard, franchissant les gorges d'Anweiller, arrivât avec 25 mille hommes sur le flanc du duc de Brunswick, tandis que Ferrière, Custine, et Landremont, eussent débouché sur Landau avec 30 mille combattans, pour écraser le centre ennemi. L'armée de la Moselle ne fit au contraire que se montrer; Ferrière, contenu

dans les bois, se vit hors d'état de déboucher, comme on s'en était flatté; et Custine, arrivant avec la tête de colonne de ses 10 mille hommes devant Hotze, fut repoussé.

L'historien militaire le plus exercé, aurait peine à rendre un compte exact de cette affaire. Custine prétend avoir assailli Ottersheim sans succès, parce que Ferrière n'attaqua point Rilsheim; les relations allemandes affirment au contraire que ce dernier point fut le seul attaqué un peu vivement par la route de Rheinzabern. On est fondé à croire que l'avant-garde de Custine, aux ordres de Landremont, donna dans le taillis entre Herxheim et Rilsheim sur la brigade de Hotze, avant de pouvoir être suffisamment soutenue : de sorte que les Autrichiens, appuyés par une partie de l'armée de Condé, culbutèrent cette tête de colonne sur le corps de bataille en marche, tandis que Vioménil repoussait vers Herdt et Rilsheim les avant-gardes de Ferrière.

L'échauffourée fut du reste complète; à l'aspect des escadrons ennemis, l'alarme se répandit dans la colonne de Custine, et chacun prit au galop la route de Weissembourg. Cependant quelques bataillons se formèrent sur les hauteurs d'Erxheim, à la voix du général d'Hilliers, et arrêtèrent ainsi la poursuite, qui n'était pas d'ailleurs fort sérieuse. Custine, inquiet de ne pas voir dé-

boucher le général Ferrière, et se figurant déjà l'ennemi aux portes de Weissembourg, détacha sa seconde ligne pour soutenir la brigade Hatry, formant la réserve à Barbelroth, et qui, couverte par Landau, se trouvait à deux lieues au moins de tout ennemi ; il fit ensuite rentrer derrière les lignes de Weissembourg son infanterie harassée par une longue marche de nuit ; la cavalerie protégea la retraite.

Ferrière après avoir tiraillé avec deux ou trois bataillons, en fit autant sur Jokrim. La garnison de Landau, sortie vers Nussdorff, se hâta d'autant plus de rentrer, qu'elle aurait eu affaire à tout le corps du duc de Brunswick, et ne devait tenter qu'une démonstration. Quant au singulier passage que le général Chambarlhac avait eu l'ordre d'exécuter à Fort-Louis, il se réduisit à la mort de quelques pontonniers sacrifiés en pure perte; si les Autrichiens avaient laissé achever la majeure partie du pont, ils en eussent aisément détruit ou pris tout l'équipage.

Ainsi cette expédition n'eut d'autres résultats que la perte de 3 ou 4 cents hommes, et l'abandon de deux grosses pièces. Custine, après ce triste exploit, partit pour Cambray; et l'armée du Rhin resta sous le commandement provisoire du général Beauharnais.

Wurmser, trop heureux d'en être quitte à si

bon compte, jugea prudent toutefois de ne pas s'exposer à une récidive, et se hâta de replier ses troupes derrière la Queich, comme il en avait déjà reçu l'ordre du roi de Prusse, à l'instant même où l'ennemi le prévenait.

Cette affaire fut d'autant plus honteuse, que Custine n'avait eu à combattre que 7 à 8 mille hommes; mais il faut avouer que si ses dispositions ne furent pas exemptes de blâme, son corps de bataille ne parut sur le terrain que pour prendre la fuite. En réfléchissant aux motifs qui occasionnèrent cette échauffourée, l'observateur se demandera naturellement d'où vient qu'une armée où le point d'honneur règne jusque dans les derniers rangs, illustrée par mille exploits, voie les terreurs paniques se répéter si fréquemment? La vivacité d'imagination, la légèreté du caractère national, en seraient-elles donc l'unique cause? Ou bien n'est-il pas plus juste de la rechercher dans le défaut d'unité de système parmi les chefs? A la vérité un colonel ne peut arrêter seul une déroute; mais il peut la prévenir par des précautions, raisonner ses officiers et ses soldats, leur apprendre qu'en cherchant à se sauver, ils s'éparpillent, se font sabrer ou prendre; et que, s'ils échappent à la mort, ils sont forcés de soutenir le lendemain un combat beaucoup plus désavantageux, pour réparer les torts de la veille,

comme cela arrive presque toujours (1). Dumouriez a dit avec sagacité, que les Français étaient capables de braver tous les obstacles, et qu'en les grossissant même on ne faisait qu'exciter leur courage ; mais qu'il ne fallait jamais leur en faire un mystère, ni leur présenter une expédition comme trop facile, parce que le dégoût et le désordre s'emparaient d'eux au moindre incident. J'ai eu mille occasions de m'assurer de ces vérités ; car Dumouriez avait en cela mieux jugé les Français que Napoléon et plusieurs de ses maréchaux, qui s'indignaient de l'idée de ménager une retraite par des dispositions préalables. Rien ne serait si aisé que de familiariser les troupes avec de telles opérations ; il

---

(1) Nous ne pouvons résister au désir de citer ici une anecdote qui offre un exemple frappant de cette vérité. A la défense de Gênes en 1800, la 97e demi-brigade marchant en colonne pour occuper un point de l'Apennin, et prête d'arriver au sommet, voit un détachement de 40 hussards autrichiens qui grimpait la pente opposée ; le terrain empêchant de juger la force de l'ennemi, sa présence inattendue sème l'alarme; la demi-brigade s'enfuit malgré son brave chef, et court sans s'arrêter jusqu'à Savone. Massena arrivé par hasard sur les lieux avec son escorte, chasse aisément l'ennemi. Indigné de la conduite de cette demi-brigade, il ordonna qu'elle fut amalgamée, et que son drapeau fut couvert d'un crêpe. Le corps d'officiers demanda le lendemain, au général en chef, la grace de faire encore une fois l'avant-garde dans l'occasion la plus périlleuse, ce qui lui fut accordé ; harangués par leurs chefs, les soldats de la 97e se couvrirent de gloire peu de jours après, et obtinrent, au prix de leur sang, la révocation de l'arrêt prononcé contre eux.

suffirait d'ajouter à l'ordonnance ou règlement de campagne, dont on ne saurait trop recommander l'étude, une instruction sur les avantages que le soldat retire en conservant, dans les retraites, son aplomb, son sang-froid et son rang. L'union est le gage de la force; et, pour en imposer à l'ennemi, il suffit de lui montrer de l'ensemble et du calme. Puisqu'un régiment qui se débande court à une perte ou à une honte certaine, pourquoi ne pas habituer le soldat à des précautions journalières de retraite, dès-lors qu'il faut s'attendre un jour ou l'autre à en effectuer une? En voyant prescrire ces mesures, même dans le succès, il se persuadera qu'une marche rétrograde ne signifie rien pour des troupes solides, et qu'elles peuvent battre l'ennemi dans quelque direction que ce soit.

L'armée russe est un modèle à citer pour ces sortes d'opérations, dont l'état-major connaît parfaitement la théorie, et que les troupes exécutent avec une confiance sans bornes : le mot de retraite n'en sonne pas plus favorablement pour cela aux oreilles des militaires de cette nation; et ils ne s'y déterminent qu'avec l'espoir de prendre bientôt leur revanche.

On nous pardonnera cette digression accidentelle et en quelque sorte étrangère à l'histoire; mais, comme elle expliquera beaucoup d'événemens semblables à celui que nous venons de

rapporter, nous ne l'avons pas cru inutile. Revenons à ce qui se passait à Mayence.

Enfin, après deux mois de délais qui eurent une grande influence sur la suite des opérations, l'ouverture de la première parallèle fut décidée pour le milieu de juin. Le colonel de Lahr fut chargé par le Roi de diriger le siége, à l'aide d'un conseil composé en partie d'émigrés.

Projet pour l'attaque régulière de Mayence.

Si les détails de ces opérations particulières de l'arme du génie sont étrangers au cadre que nous nous sommes tracé, nous ferons sans doute plaisir à nos lecteurs de consacrer deux ou trois pages à l'indication des travaux, car leur simple nomenclature donnera une idée des difficultés de l'entreprise.

Les opinions furent très-divisées sur les points les plus favorables aux attaques. Un officier prussien proposa :

1° D'ouvrir la tranchée devant la partie nord de Cassel, en battant le lit du fleuve, s'emparant des îles de Pétersau et d'Ingelheim, et détruisant le grand pont de bateaux et les moulins de la garnison ;

2° De tenter l'assaut de Cassel, aussitôt que les ponts seraient rompus, attendu que cette tête de pont ne pouvant plus être soutenue, et n'étant pas achevée, succomberait probablement ;

3° Cassel pris, il voulait battre à revers le bastion Raymond, ruiner les écluses de la Zahlbach,

et faire cheminer en même temps une attaque réglée par le Gartenfeld contre le Haupstein.

Ce projet aurait eu l'avantage d'utiliser le corps du général Schoenfeld laissé sur la rive droite, et de placer les approches hors de portée d'une armée de secours. D'ailleurs les approvisionnemens étant rassemblés à Russelsheim, se seraient trouvés plus près, et les travaux auraient commencé quelques jours plutôt; de sorte qu'à la fin de juin Cassel eût été probablement réduit, et le siége en pleine activité au Gartenfeld.

Le général Querlonde et les émigrés, modifiant une partie de ce projet, étaient d'avis de diriger, de prime abord, l'attaque par la rive gauche entre le Haupstein et le Rhin, parce qu'il n'y a sur ce front qu'un simple corps de place mal revêtu, tandis que les autres sont hérissés d'ouvrages extérieurs; mais il présentait néanmoins plusieurs difficultés: 1° Le feu de 6 batteries placées aux angles saillans du retranchement extérieur; 2° les parallèles avancées auraient eu à redouter, sur leur flanc gauche, le feu des îles de Pétersau, et sur leur flanc droit, celui des ouvrages saillans au centre de la place; 3° les fossés se trouvaient très-profonds et remplis d'eau; 4° le terrain était pierreux et difficile pour les travaux, qui en outre eussent été exposés aux débordemens du Rhin et aux inondations de la Zahlbach. Quoique les partisans de cette attaque

proposassent de la faire cheminer de concert avec celle sur l'île de Saint-Pierre, les difficultés qu'elle présentait déterminèrent les ingénieurs prussiens à diriger l'attaque par la droite, entre Weissenau et Zahlbach.

Dans la nuit du 16, les dispositions furent prises pour ouvrir la parallèle à 8 cents pas de la seconde enceinte; mais le désordre qui s'introduisit dans les travailleurs, même parmi quelques bataillons inexpérimentés, ayant été porté au comble par une sortie, l'entreprise échoua au centre. La droite, également battue en flanc par le feu du poste de Weissenau, fut contrainte de se retirer plus en arrière jusqu'à ce qu'on en pût déloger l'ennemi. Cette circonstance décida le colonel de Lahr à faire ouvrir le 18 une nouvelle tranchée à 15 cents pas de la place : une attaque si éloignée fut vivement censurée par les officiers, qui avaient conseillé de la diriger sur le front du Gartenfeld; on imagina, pour se mettre à l'abri de leurs sarcasmes, de donner à cette tranchée le nom d'arrière-parallèle. Quoique dans aucun siége il ne s'ouvrît de première parallèle plus véritable que celle-ci, nous lui conserverons sa dénomination, pour nous conformer aux relations de ce siége publiées par les assaillans. Cette arrière-parallèle fut ouverte par 5600 travailleurs, protégés par 14 bataillons; sa droite appuyait à deux redoutes déjà établies devant la

position des Autrichiens, entre Laubenheim et Weissenau ; la gauche courait dans la direction de Bretzenheim, ce qui présentait un développement de 9400 pas. Une flotille de 16 chaloupes canonnières hollandaises portant 22 pièces de 16 ou de 24, vint jeter l'ancre entre Ellfeld et Wallauf, pour contribuer à l'attaque des îles de Pétersau et d'Ingelheim.

Le 19 juin, les batteries commencèrent à jeter des bombes et des obus ; la nuit fut employée à perfectionner l'arrière-parallèle, où l'on construisit 6 batteries. Les assiégeans attaquèrent en outre la flèche de la Chartreuse près de Weissenau et celle de Zahlbach ; la garnison qui depuis long-temps défendait avec courage le premier de ces postes, l'abandonna presque sans résistance. L'entreprise sur Zahlbach n'eut pas le même succès ; le bataillon qui en était chargé s'égara, un seul détachement de 50 hommes arriva par la droite jusqu'au fort Saint-Philippe, mais il fut bientôt forcé de mettre bas les armes ; le reste du bataillon voyant que le guide s'était trompé, se retira heureusement. La garnison crut que les Prussiens voulaient en venir à l'escalade des forts extérieurs, et redoubla de surveillance.

On employa jusqu'au 22 à perfectionner les travaux. Dans la nuit, on poussa en avant deux longs boyaux à 8 cents pas l'un de l'autre, et dont les extrémités furent arrondies en crochets. Le

lendemain l'on construisit une batterie de 5 pièces de 12 dans chaque crochet des boyaux ; la garde des tranchées, qui avait été jusqu'alors de 12 bataillons et 400 chevaux, fut renforcée de nuit par un piquet.

Dans la nuit du 24 au 25 juin, on établit à 8 cents pas des palissades la véritable parallèle, avec deux communications. Les Français sortirent de Weissenau sur les crochets de communication, et y enclouèrent une batterie. Le lendemain on perfectionna la parallèle, et on y construisit 4 batteries de mortiers ; la garnison fit sur le crochet de communication, une sortie qui fut repoussée.

Le 28 juin avant le jour, les Autrichiens attaquèrent la redoute et le village de Weissenau ; l'un et l'autre furent emportés, et immédiatement après les ouvriers commencèrent l'extrême droite de la première parallèle.

Le 1er juillet, l'artillerie commença la construction de 15 batteries, dont l'achèvement fut retardé par la grande quantité d'eau qui tomba. Cependant le feu redoubla dans toutes les batteries achevées ; on chercha sur-tout à éteindre celui des forts Saint-Charles et Elisabeth.

Dans la nuit du 5 au 6, on attaqua la redoute de Zahlbach, avec 4 bataillons et 400 ouvriers ; les Français en furent délogés, et on rasa les épaulemens qui avaient été construits à droite et 5 juillet.

à gauche; mais les assiégés y rentrèrent au point du jour. Pendant ce temps on prolongea la gauche de la parallèle, qui fut couverte par un crochet.

6, 7 juillet. A l'entrée de la nuit suivante, le général Kleist attaqua de nouveau avec 3 bataillons, la redoute de Zahlbach, qui fut emportée et démolie. Cette opération permit alors d'ouvrir la gauche de la seconde parallèle, et d'assurer cette position par un crochet et une redoute.

Dans la nuit du 7 au 8 juillet, la batterie, n° 16, fut achevée et armée. La garnison fit un feu très-vif contre la gauche des 1re et 2e parallèles.

L'artillerie construisit dans la nuit suivante deux grandes batteries, la première de 10 pièces, et la seconde de 14.

On pratiqua une communication pour lier la gauche des deux parallèles, et on prolongea le crochet de la redoute à la première.

8 juillet. Dans la nuit du 11 au 12 juillet, on déboucha enfin à la sape volante sur trois points en zigzag pour ouvrir la seconde parallèle qui devait être établie à 400 pas de la première. On eut soin le lendemain d'étendre cette parallèle sur les ailes, afin de conserver l'action des batteries du centre; on poussa du côté du fort Saint-Charles jusqu'aux ruines de la Chartreuse.

La garnison avait établi une flèche en avant du fort Italien (Welschen), et quelques retranchemens devant le fort de Charles. Ces ouvrages

gênant les travaux, on les fit emporter par les Autrichiens et les Bavarois; cependant les Français occupèrent de nouveau la flèche au point du jour, et sortirent avec impétuosité sur les flancs de la parallèle.

Après avoir construit la batterie, n° 19, dans la nuit suivante, on fit attaquer le 14, la flèche du fort Italien, par un détachement qui fut repoussé avec perte. 14 juillet.

Dans ces entrefaites, quelques travaux s'élèvent heureusement sur la rive droite du Rhin, le général Ruchel construit plusieurs batteries dans les îles du Meyn, et une forte batterie de mortiers est également tracée du côté de Hocheim.

Le 16, le laboratoire des artificiers de la garnison sauta, et causa l'incendie d'un magasin à fourrages. Cet événement, joint à la destruction de quelques moulins, et à la grande disette de viande qui régnait depuis le mois de mai, mit la garnison dans une pénurie qu'augmenta encore le défaut de médicamens dans les hôpitaux.

L'importance de la flèche du fort Italien se faisant sentir chaque jour davantage, on résolut de faire un effort décisif, dans la nuit du 16 au 17. Le prince Louis de Prusse dirigea l'attaque avec 3 bataillons, suivis de 300 travailleurs, et de 2 autres bataillons comme réserve. 16 juillet.

Après une action assez vive, la flèche fut emportée et rasée, ainsi qu'une partie de sa com-

munication : le prince Louis fut assez grièvement blessé dans cette occasion, où il déploya une valeur vraiment chevaleresque.

Dans la nuit du 18 au 19, l'artillerie acheva les deux batteries, et en commença deux autres qui furent achevées le lendemain.

Ainsi 20 batteries armées de 207 bouches à feu avaient déjà été construites sur la rive gauche; une partie des pièces de celles de l'avant-parallèle fut transportée à la première, 8 nouvelles batteries s'élevaient, tant pour battre en brèche que pour démonter. La ville était accablée de tous les projectiles qu'on pouvait y lancer, mais la force de la place et la vigueur de la garnison n'en étaient que peu altérées, il y avait encore loin de l'ouverture de la troisième parallèle qui allait commencer (1) jusqu'à la chute de l'enceinte extérieure, plus loin encore à la descente du fossé de la citadelle et au logement sur un de ses bastions; mais des causes étrangères à l'art décidèrent du sort de la place.

Motifs qui

En effet, le conseil de défense considérant

(1) Le Journal du Siége attribué au général Grawert, dit que la troisième parallèle devait s'ouvrir au moment où la place capitula; tandis que le plan porte cette parallèle comme établie et armée des batteries nos 17 à 26, le graveur qui n'était pas de l'avis du colonel de Lahr, aura sans doute compté l'arrière parallèle pour la première, et l'on aurait été sur le point d'en ouvrir une quatrième.

que la viande manquait absolument, que la garnison avait mangé ses chevaux, que les moulins étaient détruits, et le grain bientôt consommé (1); enfin qu'en poussant les choses à l'excès, les 18 mille hommes qui restaient seraient forcés de mettre bas les armes, tandis qu'il était possible de conserver à la patrie ce précieux noyau d'armée; considérant enfin que la défense d'une place étrangère ne méritait pas le sacrifice de tant de braves, se décida à capituler moyennant la libre sortie. On va voir d'après ce qui se passait dans la vallée du Rhin, que cette résolution fut prématurée, et qu'une garnison doit rarement désespérer de sa délivrance: deux ou trois jours plus tard, Mayence eût été sauvé, et on avait du pain encore pour huit jours; aussi le roi de Prusse ne mit pas de grands obstacles à la négociation, et après quelques pourparlers la convention d'évacuation fut arrêtée le 22 juillet.

déterminent les Français à rendre la place.

Il en était temps, car le gouvernement français portant tous les renforts disponibles à l'armée du Rhin, dont Beauharnais avait pris le commandement à la fin de mai, annonçait assez le prix qu'il attachait à la conservation de cet important boulevard, et pressait les généraux de voler à son secours.

Tentatives tardives de Beauharnais pour la secourir.

(1) Les Prussiens trouvèrent 1,000 wispels de grain et 120 de farine seulement. (Le wispel est environ 13 hectolitres.)

Dès les premiers jours de juin, 60 mille hommes répartis dans les vallées du Rhin et de la Haute-Lauter, et 30 mille autres rassemblés sur la Sarre aux ordres de Houchard, n'attendaient qu'un signal pour accabler de concert l'armée d'observation, et faire lever le siége. Ce signal ne se donnait pas; et peut-être est-il juste d'en imputer le retard aux fréquentes mutations de chefs : Beauharnais nommé ministre de la guerre le 13 juin, et remplacé par Houchard, n'accepta pas; il fallut un nouveau décret du 22 pour lui rendre le commandement. C'était à qui se déchargerait de la responsabilité des opérations, que les rapports avec les représentans rendaient fort pénible; et que l'inexpérience et la démoralisation des troupes rendaient même fort dangereuse : ainsi le temps précieux se passait à exercer des recrues.

Combat d'Arlon. 7 juin.

L'armée de la Moselle commença, il est vrai, à se mouvoir; mais loin de se serrer par sa droite pour tomber avec toutes ses forces sur Kaiserslautern ou Pirmasens, et se lier avec l'armée du Rhin, Houchard s'étendit par la gauche vers Arlon pour seconder l'armée des Ardennes dans l'exécution d'un misérable accessoire, dont l'unique but était de chasser le général Schrœder d'un poste insignifiant.

Nous épargnerons à nos lecteurs les détails de ce combat. Le général Delaage ayant réuni 10

mille hommes, attaqua le 7 juin la division Schrœder du corps autrichien qui couvrait Luxembourg, la repoussa du poste avantageux d'Arlon, et revint ensuite au camp de Forbach.

Premiers mouvemens de l'armée du Rhin.

Les 15 premiers jours de juillet se passèrent en préparatifs minutieux, en échange de lettres entre les généraux, et en mouvemens tout aussi insignifians que celui de Delaage. L'armée partie le 3 des lignes de Wissembourg pour se rapprocher de Landau, s'avança avec une circonspection excessive, d'abord à Minfeld où elle resta 15 jours, puis derrière la Queich où elle campa le 18. Ennuyé par les représentans, plein de méfiance dans ses nouvelles levées, le général en chef semblait craindre une défaite, et cherchait à différer autant que possible le dénouement de la catastrophe. 3 juillet.

Embarras des Alliés.

Nous avons indiqué plus haut, la position précaire où se trouvait l'armée d'observation: Wurmser tenait sa gauche dans les bois de Germersheim, son centre vers Zeiskam et Bornheim; sa droite aux ordres de Hotze et de Mezaros sous Landau, où elle se liait à la division prussienne de Thadden, qui gardait le versant des montagnes avec une réserve à Edickofen; une seconde division prussienne occupait Kaiserslautern; enfin le corps du prince de Hohenlohe, retranché à Ramstein dans une forte position, avait détaché Zekuly sur le Carlsberg près de Hombourg, et

Schladen à Landstuhl; d'autres détachemens couvraient Tripstadt contre le camp de Pirmasens, ou servaient de communication avec les Autrichiens préposés à la garde du pays de Trèves et de Luxembourg. Cette chaîne de postes qui réduisait le gros du corps à rien, et n'était propre qu'à servir d'avertissement, n'eût jamais été capable de s'opposer à une armée de secours.

Un coup-d'œil sur la carte fera voir à nos lecteurs, que la ligne des Vosges entre Landau et Mayence, est coupée par deux routes transversales conduisant du Rhin à la Sarre; la principale qui mène par les gorges de Turkeim à Kaiserslautern n'est pas mauvaise, et la seconde, qui conduit de Cussel et Lautereck à Alsenz, est détestable; entre ces deux routes on rencontre de petits chemins qui vont d'Otterberg sur Winweiler et Kircheimpoland, ou par Alsenborn sur Grunstadt (1).

Il s'agissait moins d'arriver dans les plaines de Mayence par tous ces chemins à la fois, que de réussir, sur l'un ou sur l'autre, à serrer le corps de siége de manière à l'inquiéter sérieusement.

Wurmser basé sur Manheim et Spire, n'osait quitter la vallée du Rhin pour secourir Hohenlohe compromis jusqu'à Hombourg; celui-ci tremblait à son tour de découvrir les gorges, de

(1) La belle chaussée de Mayence à Kaiserslautern n'existait pas alors.

peur qu'on ne tombât sur le Roi ou sur les Autrichiens. Les Français ne risquaient donc rien en réunissant la majeure partie de leurs forces pour écraser l'un de ces corps isolés.

Le parti maître des gorges de Turkheim, l'étant aussi de la grande communication de cette extrémité de la chaîne, pouvait porter avec vivacité ses efforts sur l'un des versans, et tomber alternativement sur la Glan ou sur la Queich. Bien que par la tâche imposée à une armée d'observation, et par la nature des localités, les Alliés fussent destinés à rester immobiles; il leur importait néanmoins que les Français ne missent pas cet avantage de leur côté. En effet tant que les républicains n'étaient pas en possession de ce passage, leurs deux armées restaient isolées, et pour les faire agir sur un même point on eût été forcé d'opérer sur un grand cercle, dont les Alliés tenaient la corde. Maîtres de Neustadt ou de Kaiserslautern, les républicains au contraire eussent isolé Wurmser sur le Rhin, et Hohenlohe sur Lautreck, aucun concert n'aurait pu avoir lieu entre eux, à moins d'exécuter une retraite concentrique sur la Pfrim, qui les eût mis dans une situation cruelle, et eût décidé la levée du siége.

Le duc de Brunswick était bien pénétré de ces vérités, car placé à Edickofen et Kaiserslautern avec une réserve centrale, il espérait tirer

tout le parti possible de sa situation embarrassante. Trop faible pour prendre l'offensive, forcé d'attendre sur une ligne disséminée ce que l'ennemi jugerait bon de tenter contre lui, ce prince éprouvait tous les embarras qui résultent d'une entreprise, quand les moyens d'exécution sont hors de proportion avec les objets qu'ils doivent embrasser. Il n'avait en effet que le choix entre trois mauvais partis : 1° rester où il se trouvait, et se résigner à son sort; 2° se rapprocher du Roi au risque de tout perdre, mais avec la chance d'en tirer quelques renforts pour livrer une bataille décisive vers Alzey ou Gollheim; 3° attirer une partie des troupes du siége jusque sur la Lauter, et repousser Beauharnais sur Wissembourg. Le dernier de ces partis exposait les travaux du siége sans promettre un succès assez marqué pour se débarrasser long-temps de l'ennemi, auquel Landau ou les lignes de Wissembourg offraient un asile assuré : le second dépendait entièrement de Wurmser qui était bien plus disposé à marcher à Strasbourg qu'à se replier sur Manheim : le premier semblait donc le plus prudent, et ce fut aussi celui auquel le duc s'arrêta. Mais pour suivre l'ordre des événemens, il est nécessaire de revenir un instant aux mesures que prenaient les généraux français pour assaillir ses positions.

Dispositions des généraux français.

D'après le plan convenu entre eux, les divisions de l'armée de la Moselle devaient s'avancer de

Forbach par Bliescastel sur la Glan et Cussel; on se proposait de les couvrir contre le corps autrichien qui gardait le pays de Trèves, en faisant marcher une colonne sur Tholey : le général Pully avec le corps des Vosges eut ordre de se porter de Hornbach sur Landsthul, pendant que les flanqueurs fouilleraient les gorges par Leimen, et se lieraient avec ceux du général Arlande, dirigé sur Anweiler: enfin l'armée de Beauharnais, divisée en 3 colonnes, devait opérer au versant oriental des Vosges, et dans la vallée du Rhin.

Les généraux français, instruits que l'ennemi avait retranché sa gauche entre Belheim et Germersheim, s'en alarmèrent, bien que cette circonstance fût loin de leur être nuisible. Ils n'eurent pas assez de coup-d'œil pour mépriser ce point qui ne les empêchait pas de déboucher en forces par Landau, ou à droite de cette place sur Bornheim, afin d'écraser la division prussienne et celle de Mezaros : ils renforcèrent au contraire le général Ferrière de 2 brigades, et dirigèrent cette aile droite de front sur les retranchemens de l'ennemi. La tâche imposée au centre consistait à s'avancer sur Bornheim et Nussdorff; l'avant-garde de Landremont et l'aile gauche, reçurent l'instruction de se porter sur Burweiler, en même temps qu'un corps de flanqueurs cherchait à se lier par la vallée d'Anwei-

ler avec ceux de l'armée de la Moselle. Enfin la division de Strasbourg eut l'ordre d'effectuer un passage à Kehl, d'en rétablir même le pont, tandis que celle du Haut-Rhin franchirait le fleuve à Huningue, et chercherait à détruire les magasins établis à Rheinfels, et à jeter la terreur dans la forêt Noire. Nous ne hasarderons aucun commentaire sur ces deux derniers points du projet; nos lecteurs sauront les apprécier à leur juste valeur, et décideront peut-être par quels moyens une colonne, dirigée sur les villes forestières, aurait pu coopérer au déblocus de Mayence. Ainsi 80 mille hommes, qu'il suffisait de rassembler en deux ou trois marches concentriques, pour accabler tout ce qui se serait trouvé devant eux et refouler les Alliés aux portes de la place assiégée, couraient pour la sauver sur un front de 70 lieues.

Plan qu'ils auraient dû adopter.

Deux combinaisons bien différentes de celles-ci, mais aussi simples que sûres, se présentaient naturellement aux généraux français. La première consistait comme nous l'avons dit, à déboucher avec 40 mille hommes de Landau; la seconde, au contraire, à rassembler la moitié de l'armée du Rhin défensivement sous le canon de cette place, et à renforcer de 30 mille hommes le général Houchard, pour qu'il débouchât sur Kaiserslautern ou Alzey avec 60 mille combattans. Si Wurmser avait eu la fantaisie de s'avancer

dans cet intervalle en Alsace avec ses 25 mille Autrichiens ou émigrés, il ne pouvait rien arriver de plus heureux aux républicains, car il était de leur intérêt de le laisser courir jusqu'à Strasbourg: Mayence se trouvant débloqué, et Landau couvert par 30 mille hommes postés dans les Vosges, on peut juger quel eût été le sort de ce général.

La marche parallèle, morcelée, et lente, des deux armées républicaines, contre un ennemi inférieur de moitié, semble d'autant plus incompréhensiblé, qu'étant depuis deux mois en présence, on devait connaître l'emplacement de chacun de ses postes, et que le but important de l'expédition dépendait entièrement de la célérité.

Les mouvemens préparatoires de l'armée de la Moselle avaient commencé dès le 16 juillet, une de ses divisions vint camper à Neukirch.

Le 18, l'avant-garde du corps des Vosges déboucha de Deux-Ponts sur Auerbach, d'où elle fut repoussée par Zekuly.

Attaque générale du 19 juillet.

La journée du 19 fut réservée à un mouvement plus général, Houchard s'avança sur Waldmor, le corps des Vosges sur Muhlbach, sa droite quittant Pirmasens se porta au versant des Vosges vers Clausen.

L'armée du Rhin avait établi son corps de bataille entre Landau et Arzheim, la brigade Arlande s'avança sur Anweiler et Albertsweiler; le

général Landremont, avec l'avant-garde, soutenue de l'aile gauche, déboucha sur Franckweiler, et chassa le général Hotze vers Burweiler, où il se maintint à l'aide de renforts. Ferrière avec l'aile droite s'était porté sur Bellheim et Germersheim. Deux brigades le secondant à gauche, prirent la direction de Zeiskam; l'armée de Condé qui en fut d'abord délogée, parvint à s'y rétablir. On combattit ainsi sur une ligne de 30 lieues sans aucun résultat marquant.

Mesures défensives des Prussiens.

Le duc de Brunswick inquiété par les premiers mouvemens de Houchard sur la Blies, ou par un autre motif inconnu, s'était rendu le 19 au matin de Kaiserslautern à Ramstein : craignant pour le corps de Hohenlohe, il lui ordonna de se replier sur la Lauter, en même temps qu'il renforcerait son détachement à Lautereck, et conserverait une avant-garde à Ramstein; le 20, il renforça de son côté les postes de Tripstadt et de Leimen. Ces mesures eussent été de mauvais palliatifs, si les Français avaient fait un effort général sur ce point important; mais ils ne surent pas profiter de leurs avantages. Houchard continua à la vérité son mouvement par Kibelberg sur la Glan, et n'ayant point d'ennemis devant lui, rien ne devait l'arrêter : le corps des Vosges au contraire, insuffisant et tout disséminé, ne put rien contre les Prussiens; il fut contenu vers Hermersberg et Clausen; sa brigade de droite échoua même le 21 dans l'at-

taque du poste de Leimen, où le colonel Sanitz lui opposa une résistance héroïque.

Dans cet intervalle, l'armée du Rhin n'avait pas bougé depuis le 19: la perte de ces deux jours mit le comble aux reproches qu'on était en droit de lui adresser, et devint décisive : nous ignorons ce qui put la motiver, car toutes les mesures devaient être prises avant de s'ébranler de Minfeld. Enfin, le 22 juillet, à l'instant même où le commandant de Mayence signait sa capitulation, l'armée se mit de nouveau en mouvement : la gauche fut encore renforcée, mesure sage qui eût assuré des succès ultérieurs, et qu'on aurait pu rendre plus complète en portant moins de forces entre Landau et Germersheim.

Combat de Burweiler et de Weyer. 22 juillet.

Cette aile gauche, précédée de l'avant-garde, et secondée par la brigade des gorges, s'avança sur Burweiler et la chapelle de Weyer; une division du centre s'avança sur Nusdorf et Walsheim. La garnison de Landau, renforcée d'une brigade, se porta sur Bornheim pour contenir les Autrichiens dans la plaine. Cette attaque devint d'autant plus facile que les premiers mouvemens de l'armée de la Moselle avaient attiré le duc de Brunswick d'Edickofen sur Kaiserslautern, et que la division Thadden restait seule au versant oriental des Vosges, exposée à tous les efforts des républicains.

La gauche et l'avant-garde de ces derniers

combattirent avec succès à la chapelle de Sainte-Anne et Weyer ; les Prussiens furent repliés jusque sur Neustadt, mais les Français s'en laissèrent imposer par les mouvemens de deux régimens autrichiens sur leur flanc droit, et ne poussèrent pas leurs avantages.

La colonne sortie de Landau et conduite par Laubadère, combattit avec des chances balancées à Damheim, et la droite ne put rien faire vers Zeiskam, Bellheim et Germersheim. A des têtes de colonnes engagées partiellement et mollement, l'ennemi opposait ici des troupes bien placées, des batteries mieux disposées, et plusieurs redoutes préparées de longue main sur les seules avenues d'un pays de chicane. Les républicains ne firent ainsi que des progrès assez insignifians et malheureusement tardifs, puisque le même jour Mayence succombait.

La prise de Mayence tire les Alliés d'embarras.

Cette circonstance vint tirer le duc de Brunswick de l'embarras où il se trouvait à Kaiserslautern ; pressé sur sa droite par Houchard, qui gagnait la Glan ; menacé sur son unique communication par Neustadt : il allait marcher à Lautereck ou Alsenborn, lorsque la trop heureuse nouvelle, mettant un terme à sa perplexité, le sauva d'une défaite probable.

Retraite des Français.

L'armée française stationnant encore jusqu'au 25 dans ses mêmes positions, y acquit la certitude de ce fâcheux événement ; les troupes qu'un

premier succès avait animées du plus grand enthousiasme, tombèrent à cette nouvelle dans le découragement et un mécontentement qu'elles ne déguisaient point.

Le conseil de guerre convoqué pour résoudre ce qu'il convenait de faire, jugea dans sa sagesse qu'il serait dangereux de passer outre. Les règles de la stratégie étaient alors si fort méconnues, qu'on motiva cette résolution sur ce que la droite n'ayant pas occupé Germersheim le long du Rhin, il fallait rester à sa hauteur. Dans le fait, une marche ultérieure devenait sans but par la prise de la place qu'on voulait sauver, et dangereuse par la réunion possible de l'armée de siége avec celle d'observation : la raison seule qu'on allégua est blâmable, par l'ignorance des combinaisons de la guerre qu'elle décèle.

Au reste, l'armée ne demeura pas long-temps dans cette position passagère. Wurmser imaginant que le corps principal des Français, engagé dans les montagnes au-delà de Landau, pourrait être coupé s'il le prévenait par Insheim; combina dans ce but un effort contre leur droite le long du Rhin. Douze mille hommes aux ordres de Kospoth et de Condé chassèrent, le 27, le général Ferrière de Rilsheim et de Bellheim jusque sur Jokrim, et se rabattirent ensuite vers Insheim, tandis que Mézaros menaçait le centre par Offenbach.

Ce mouvement téméraire jusqu'à la démence réussit, parce que le général français manqua de tête. Au lieu de jeter sa principale masse par Landau sur Mézaros, de se rallier ensuite à Ferrière pour tomber avec 40 mille hommes sur Condé et Kospoth, et les culbuter sur le Rhin, il ne songea qu'à regagner les lignes de la Lauter. On accuse Ferrière de s'être retiré à Jokrim avec trop de précipitation et de trouble, sans même avertir à temps son général en chef. Celui-ci, déconcerté à son tour, ne crut pas pouvoir faire mieux que de suivre l'exemple de son lieutenant, et tout prit à la hâte le chemin de Wissembourg et de Lauterbourg. La colonne de Condé inquiéta par Insheim la marche du corps de bataille, qui s'acheva néanmoins sans événement funeste.

Résultats de la capitulation.

La garnison de Mayence sortit, le 25, avec armes et bagages; elle rentra en France forte de 16 à 18 mille hommes, qui, ayant promis de ne pas servir d'un an contre les coalisés, n'en devinrent pas moins utiles à la république; ils furent dirigés sur la Vendée, où les progrès toujours croissans de la guerre civile rendaient leur présence des plus urgentes, et où nous allons voir qu'ils soutinrent leur réputation.

La nouvelle de la prise de Mayence et l'espèce de déroute qui avait ramené l'armée dans les lignes de Wissembourg, déconcertèrent un peu le

gouvernement provisoire et le comité de salut public. Précédé par la révolte de Lyon et les sanglans revers de Saumur, suivi de près par la prise de Valenciennes, cet événement présageait effectivement les résultats les plus sinistres.

La brave garnison fut accusée d'avoir trop hâté l'évacuation, et Beauharnais d'avoir marché trop tard et trop lentement à son secours; et ces deux reproches n'étaient pas sans fondement. Tous les chefs qui avaient si vaillamment concouru à la défense de Mayence, mis en arrestation et menacés de la vengeance nationale, trouvèrent dans Merlin et Rewbel, d'heureux et puissans défenseurs : la relation de leurs exploits, les motifs qui avaient déterminé la capitulation, trouvèrent grace devant les implacables chefs de la Montagne; Kleber, Dubayet, Doyré furent conservés à la patrie, et réservés à de nouveaux succès. Beauharnais paya de sa tête une marche timorée, qui devint par le fait une faute déplorable. Doué d'un grand courage et des qualités les plus estimables, ce général n'eut pas le temps de prouver qu'il possédait aussi celles qui sont indispensables au commandement d'une armée; le comité, trompé dans son attente, se vengea sur lui, de crainte qu'on ne lui reprochât son choix.

L'armée de la Moselle n'avait pas agi avec

beaucoup plus de vigueur. La nouvelle de la prise de Mayence et de la retraite de Beauharnais la fit bientôt rentrer dans les positions de Hornbach et de Sarrebruck, où nous la retrouverons incessamment exposée à de plus rudes assauts.

CHAPITRE XVII.

État et chances des deux partis sur la frontière des Alpes. — Combats de Moulinet, Sospello et Rauss. — Biron, général en chef, passe à la Vendée. — Brunet lui succède; ses malheureuses tentatives sur le camp de Lauthion et de Millefourches. — L'apparition des escadres anglaise et espagnole dans les eaux de Gênes jette l'armée d'Italie dans un grand embarras; la révolte de Marseille et de Toulon y met le comble. — L'armée des Alpes que les neiges séparaient encore de l'ennemi, est forcée de marcher en grande partie contre Lyon.

Description des Alpes.

Le théâtre de la guerre dans les Alpes est si différent de tous les autres, qu'il est impossible de saisir les combinaisons des opérations militaires, sans bien se pénétrer de tous les obstacles qu'elles présentent; nous avons esquissé au chapitre IX quelques parties de cette chaîne relativement à l'invasion de la Savoie; il s'agit maintenant d'en faire autant pour le vaste bassin de la Haute-Italie.

Le Piémont est entouré de trois côtés par les

plus hautes montagnes de l'Europe, qui le séparent de la Suisse et de la France. A l'aspect de ces immenses masses granitaires, dont les cimes égarées dans les nues sont couvertes de neiges éternelles, et les flancs sillonnés de précipices horribles ou d'amas de glaces effrayans, le voyageur s'arrête étonné : le plus hardi ose à peine concevoir que les hommes franchissent, avec de grandes armées, des barrières que la nature semble avoir créées pour imposer des bornes à leur cupidité et à leur ambition.

La carte générale de cette chaîne que nous avons fait dresser pour l'intelligence des opérations, en donnera une idée assez juste pour nous dispenser d'une description détaillée. Elle comprend en effet toute l'étendue depuis le golfe de Gênes jusqu'à Vienne en Autriche, et le contour formé par les Alpes carniques jusqu'aux confins de la Croatie turque (1).

---

(1) Si cette carte en quatre feuilles n'est pas terminée à temps pour paraître avec cet ouvrage, nos lecteurs n'ont qu'à y suppléer par celle du général Bacler d'Albe, qui, projetée sur des dimensions plus vastes, ne laisse rien à désirer, et a fait époque dans la sience topographique. Celle de Bourcet plus détaillée encore ne présente malheureusement qu'une faible portion de ce théâtre : on peut y suppléer par Borgogno, qui a donné le bassin du Piémont. Au reste on nous promet une carte de ce pays intéressant, qui sera un chef-d'œuvre de topographie, tant par la perfection du dessin que par la manière dont il sera rendu, si la suite répond à la feuille que nous avons sous les yeux.

Le centre de cette immense ligne, formé des Alpes helvétiques et rhétiennes, en est la partie la plus élevée ; il fut parcouru dans les guerres de la seconde coalition, et sa description trouvera là sa place naturelle. Mais dans la première guerre, le théâtre fut restreint à l'intervalle, entre la Suisse et la Méditerranée.

En partant donc du Saint-Gothard, point culminant et le plus élevé, sinon des cimes, du moins des plateaux d'où surgissent les eaux et partent les grandes vallées ; nous glisserons légèrement jusqu'au point où s'arrêtait la neutralité.

De ces énormes amas de rochers d'Oberalp, du Furca, de Crispalt, et du Gothard, jaillissent les sources du Rhin, du Rhône, de l'Adda, du Tessin et de la Reuss.

La chaîne connue sous le nom de grandes Alpes, se bifourche aux sources du Rhône, et cette circonstance est probablement l'origine du nom donné à la montagne dans les flancs de laquelle ce fleuve puise ses eaux. La branche septentrionale forme les Alpes helvétiennes, et sépare le canton de Berne du Valais; là on voit la Jungfrau, le Schreckhorn, le Wetterhorn, le Finsterhahorn, les Eigger, la Gemmi, le Grimsel, et tous ces pics ou dômes gigantesques, dont la hauteur est de 14 à 15 mille pieds au-dessus du niveau de la mer, et de 10 à 12 mille pieds au-dessus des vallées voisines.

La branche méridionale ou les Alpes Pennines sépare le Valais du Piémont ; non moins élevée que la précédente, elle est formée du Simplon des monts Rosa, Cervin, Velan, Grand-Saint-Bernard et Mont-Blanc (1). Malgré l'immense élévation de ses cimes, elle ne fournit les sources qu'à l'Arve, à la Dorea Baltea et autres cours d'eaux moins importans.

Jusqu'au Mont-Blanc la neutralité du Valais couvrait la ligne, qui ne partait à proprement parler que du Petit-Saint-Bernard. D'ici la chaîne commence à devenir moins élevée, et prend le nom d'Alpes Cotiennes ; ses hauteurs les plus remarquables sont aux Mont-Cenis, Viso et Iseran, qui n'ont pas plus de 10 mille pieds au-dessus de la mer : elle court jusqu'à la Méditerranée dans l'espace de 70 lieues. A peu de distance du golfe de Gênes, près du col de Tende, elle s'embranche avec la chaîne bien moins élevée de l'Apennin qui dessine la presqu'île italienne jusqu'au fond de la Calabre, et s'éloignant ou s'approchant tour-à-tour de l'Adriatique ou de la

(1) Cette dénomination d'Alpes Pennines adoptée dans les meilleures cartes modernes, me paraît impropre par sa ressemblance avec celle d'Apennins. Les dénominations qui peuvent donner lieu à de telles méprises devraient être abandonnées, quelqu'anciennes qu'elles soient, car on peut aussi bien changer les noms de montagnes que ceux des provinces.

Méditerranée, projette les belles vallées du Pô et de l'Arno, comme celles plus arides du Tibre, de la Nera, du Volturne, et tant d'autres qu'il serait inutile de citer.

Nous ne fatiguerons pas le lecteur de ces descriptions scientifiques qui, en mettant les objets hors de la portée d'une intelligence commune, n'ont que le mérite de les embrouiller. Il nous serait peut-être facile, en considérant les choses d'un peu haut, de présenter ces chaînes de l'Apennin et des Alpes, comme les grandes projections des bassins du Pô, du Rhône, du Rhin, du Danube et de l'Inn, et de nous perdre ensuite dans des considérations géologiques étrangères à l'histoire militaire. Nous devons supposer qu'à l'aide des cartes indiquées chacun saisira la configuration générale de ce vaste théâtre, et nous borner à la simple énumération des obstacles sans nombre qu'il présente à la marche des armées.

Le théâtre de la guerre se divise en 4 sections.

Nous partagerons la partie de la ligne que nous avons à décrire en quatre divisions; la première se composera des Alpes maritimes, qui forment l'extrême droite; commençant avec la grande chaîne au golfe de Gênes vers San-Remo; elle se dirige d'abord au nord jusqu'au mont Tanarda et aux cols Ardente et de Tende; ici elle se jette à l'ouest et court à-peu-près parallèlement aux

côtes de la Méditerranée, à une distance qui varie depuis 10 jusqu'à 20 lieues. Ce versant méridional sur la mer lui a fait donner le nom d'Alpes maritimes, c'est à proprement dire le comté de Nice.

Aux sources de la Tinea et du Var près du col de l'Argentière, la chaîne contourne assez brusquement, et suit la direction du sud au nord avec plus ou moins de sinuosités jusqu'au Petit-Saint-Bernard. La deuxième division commençant à l'Argentière aux sources de la Stura, s'étendra jusqu'à la vallée de Lucerne, aux premières ramifications du mont Genèvre, vers le col d'Abries et le fort Mirabouc : elle se composera des masses du Viso et des quatre contreforts qui encaissent les vallées de Stura, de Maira, de Wraita et de Lucerne, sa gauche ira aboutir au mont Genèvre.

La troisième section commençant à la tête du val de Prageles et de Perosa, se composera du grand bassin de la Doire ou vallée de Suze formé par la chaîne circulaire du mont Genèvre, du Tréan et du Mont-Cenis; puis elle courra en ligne droite jusqu'au grand Iseran, nœud principal auquel se rattachent les vallées importantes de la Doire ou d'Aoste, de l'Isère, de la Maurienne et de la Tarentaise, de la petite Stura et de l'Orca.

La quatrième comprendra le bassin de la Dorea Baltea, c'est-à-dire la vallée d'Aoste avec le contrefort de Soana : elle ira du mont Iseran au Petit-Saint-Bernard, où elle se rattache au Mont-Blanc et à la ligne neutre de l'Helvétie.

Chacune de ces grandes divisions est coupée d'une foule de contreforts sillonnés par des cours d'eaux secondaires, dont la plupart courent comme des rayons de la circonférence au centre; présentant ainsi des obstacles majeurs aux communications transversales, et rendant tous les mouvemens parallèles à la chaîne des Alpes très-dangereux, lorsqu'on aurait affaire à un ennemi supérieur, et habile à se saisir des débouchés.

La première division de cette ligne générale, était le théâtre destiné aux opérations de l'armée dite d'Italie. On se rappellera qu'elle appuyait par Col-Ardente à la vallée d'Oneille, partie neutre du territoire de Gênes. Description de la 1re section.

La grande communication de tout le Midi de la France avec l'Italie se faisait par la route de Nice à Tende sur Coni et Turin; on a déjà indiqué les défenses que la ligne de Saorgio assurait à cette grande communication. Nous aurons occasion de revenir sur les détails de cette position, et des camps de Lauthion ou de Millefourches qui en faisaient partie.

De ce point jusqu'à l'Argentière court une longue suite de cimes rocailleuses presque

partout couvertes de neiges perpétuelles. Les communications n'y sont praticables que pour les muletiers, même dans la bonne saison. La première conduit par les cols de Finestre et de Frememorte sur Vaudier et le vallon du Gesso; la seconde par le col de Cerise sur les bains de Vaudier.

Deux chemins partent d'Isola et vont à Vinadio et aux bains de ce nom, par les cols de la Lunga et de Sainte-Anne, celui-ci est le moins mauvais. Trois autres sentiers partant de Saint-Etienne mènent l'un par le col Valonet, derrière les fameux retranchemens des barricades sur Pont-Bernard, l'autre par le col de Ferro, et le troisième par celui de la Mule à l'Argentière.

Enfin à l'extrême gauche de cette première division se trouve le chemin le plus praticable, celui de l'Argentière, qui vient de la vallée de Barcelonnette dans celle de Coni, et qui se trouve en face du camp de Tournoux : il est bon même pour l'artillerie de bataille.

Tous ces passages aboutissent à la vallée de la Stura, dont le centre est défendu par la place de Demont, et le débouché fermé par la forteresse de Coni.

2e. section. Dans la deuxième division qu'on peut considérer comme la droite de l'armée des Alpes, on trouve d'abord en venant de la vallée de Barcelonnette et du camp de Tournoux les cols Por-

tiola et Maurin menant à la Wraita, et celui de Lantaret au bassin de la Maira. Plus haut venant du val de Queyras et de la Guille on arrive au passage essentiel d'Agnello, pratiqué sur le flanc méridional du Viso, et menant à Château-Dauphin dans la vallée de la Wraita, c'est le meilleur de tout ce front, si l'on n'y comprend pas l'Argentière. Ceux qui partent du même bassin de la Guille, pour déboucher au nord du Viso dans celui du Pô, et par le col de Dabries à Mirabouc, sont, comme tous ceux qu'on vient d'indiquer, des plus difficiles.

Le petit fort de Château-Dauphin qui commande le bassin de la Wraita, et celui de Mirabouc qui domine les sommités de la vallée de Lucerne et de Félice, sont au reste les seuls obstacles que l'art ait élevés sur cette ligne centrale: les vallées de la Mayra et du Pô n'offrent aucune défense, et la difficulté des lieux est le seul empêchement qu'une armée puisse éprouver dans sa marche par Saluces sur Turin. A la vérité on laisserait sur ses flancs Coni, Pignerol et la Brunette de Suze; mais si elles étaient livrées à de faibles garnisons, cela pourrait se faire sans danger (1), et si l'armée sarde était blottie sous une

(1) Nous rappelons encore à nos lecteurs que les choses ont bien changé de face, que la plupart des forts sont rasés, et que des belles routes se sont ouvertes par le Simplon, le Mont-Cenis et par Gênes; nous devons parler de l'état des choses en 1793.

de ces places, on marcherait à elle pour l'y attaquer.

3ᵉ section. La troisième division de cette frontière est la mieux partagée sous le rapport des communications : partant de Briançon on en a deux par le mont Genèvre, l'une par le col de Servières pour retomber sur Sézanne, ou pour aller par Sestrières à Fenestrelle, l'autre va directement par Sézanne, la vallée d'Houlx et le grand bassin de la Doire à Suze; cette dernière est bonne, mais elle offre un défilé affreux dès qu'on est arrivé au pied du mont Genèvre; à peine le chemin trouve-t-il place entre les rochers et la Doire, et il faudrait être maître des hauteurs avant de s'y engager. La contrée de Servières est plus ouverte, on peut d'ici retourner dans le val d'Houlx, ou suivre celui de Saint-Martin de Prageles. Suze est le point d'embranchement de tous les aboutissans du vallon de la Doire. Ici vient aussi se rendre le chemin du Mont-Cenis qui descend de Savoie par Lanslebourg et la Novalese. On sait qu'aujourd'hui une route superbe a été tracée sur cette communication directe de Paris à Turin par Lyon. A l'époque de 1793, la route quoique la plus importante de toute cette ligne centrale était si difficile qu'aucune voiture n'y passait sans être démontée, et qu'on n'y pouvait conduire que du canon de petit calibre.

Entre ces deux routes se trouve le sentier diffi-

cile venant de Maurienne par la vallée de Bardonache : mais entre le Mont-Cenis et le grand Iseran les sentiers qui descendent de la vallée de l'Arc ou de Maurienne à celle de la Chiara et de la petite Stura, méritent à peine d'être cités, et cette contrée sauvage n'a guère été visitée jusqu'ici que par les naturels du pays.

La masse culminante qui forme la tête des vallées de Queyras, de la Doire, du Chisson et de Perosa, part du col d'Abries pour se rattacher à l'arête du mont Genèvre, et s'enfourche vers la source de la Doire; un de ses chaînons court sur la rive droite de cette rivière qu'il sépare du Chisson et de la vallée de Prageles; c'est au versant de ce contrefort sur Exiles qu'étaient pratiqués les fameux retranchemens de l'Assiete, qui dominaient également sur ces deux vallées. Exiles et la Brunette couvrent en outre les avenues de celle de Suze, comme Fenestrelle garde celle de Prageles, au débouché de laquelle se trouve encore la place de Pignerol. Cependant la Brunette offre plus de difficultés en venant du Mont-Cenis, qu'en débouchant de la Haute-Doire par le val d'Houlx, la route ne passant pas même sous son canon.

Le contrefort du mont Iseran qui prend le nom de Soana est un des plus remarquables par son étendue et sa masse. A ce point commence la quatrième division; elle est formée des crêtes 4e section.

circulaires qui tracent le contour de la vallée d'Aoste ou le bassin de la Dorea Baltea, si célèbre depuis la campagne de Marengo, puis ferment la ligne en se rattachant au Mont-Blanc. Cette division, la moins importante par ses abords difficiles, n'offre que de mauvais chemins; le plus praticable est au centre par le Petit-Saint-Bernard sur la Tuile; les autres à gauche par le lac Combal, et à droite par le col du Mont sur le val Grisanche : un quatrième conduit par les sources de l'Isère à la grande Croix du mont Iseran dans les deux vallées de Réme et de Savéra. Tous aboutissent vers Aoste où descend également celui du Grand-Saint-Bernard qui fut suivi par l'armée de réserve en 1800, mais qui dans ces premières campagnes se trouvait compris dans la neutralité. Au-delà d'Aoste, la vallée se trouve rétrécie par le rapprochement des deux contreforts du Soana et du Champorcier avec celui du mont Neri; ce dernier vient aboutir jusqu'à la rive gauche de la Dorea, et c'est à son versant qu'est construit le fort de Bard qui domine et ferme la vallée; plus loin et avant son débouché dans la plaine de Piémont, la place d'Yvrée en couvre l'issue.

Difficultés des vivres.

Les combinaisons multipliées que présente ce théâtre de la guerre, nous entraîneraient dans des dissertations étrangères à notre but, et que l'on trouve dans les excellens Mémoires du ma-

réchal de Berwick, ou dans ceux de Bourcet : mais nous ne pouvons nous empêcher de signaler du moins la difficulté des convois de munitions et de vivres, dans un pays que les muletiers seuls fréquentent ; dont les habitans, réduits pour toute nourriture à quelques bestiaux et des chataignes, n'offrent ainsi que de chétives ressources pour l'entretien d'une armée, et sont bien loin de la prospérité des peuplades industrieuses qui abondent dans les grandes vallées de la Suisse.

Les Piémontais voisins de nombreuses places et des rives fertiles du Pô, peuvent former à Coni, Pignerol, Saluces, Suze, Yvrée, Aoste des magasins suffisans, et plus à portée que ceux des Français qui n'ont entre Nice et Briançon aucun poste tenable.

Ces obstacles à l'entretien d'un gros corps de troupes dans ces contrées, s'accroissent par les difficultés indescriptibles des transports, attendu qu'on ne peut les exécuter que par des brigades de mulets, dont la charge est fort restreinte en comparaison des besoins. Aussi des masses rassemblées pourraient-elles à peine s'approvisionner pour le temps nécessaire à franchir la chaîne et à pénétrer dans la plaine. Il ne faudrait guère moins de 5 mille mulets pour faire le service régulier d'une armée de 50 mille hommes à plusieurs marches de ses dépôts, et il serait impos-

sible d'en conserver un nombre pareil bien long-temps sur la même ligne faute de fourrages.

Obstacles pour l'offensive.

Aux embarras pour les vivres et les munitions, se réunissent les obstacles du terrain pour les marches, et les difficultés plus grandes à vaincre dans les combats. L'arrivée d'une colonne dans des chemins où l'on ne passe que deux à deux, où l'on se voit en outre arrêté à chaque pas, est une combinaison sur laquelle aucun général ne peut compter.

Difficultés pour couvrir toute la chaîne.

Si la nature du pays procure d'immenses avantages à la défense locale d'un point donné, si elle offre des obstacles au développement de grands mouvemens stratégiques offensifs; il faut avouer cependant que sous ce dernier rapport la défense en est encore plus difficile que l'attaque. Quel moyen prendre en effet pour surveiller ces 50 vallées aboutissant perpendiculairement à la chaîne, ou pour garder et défendre tous ces cols? Comment se maintenir par exemple au Petit-Saint-Bernard, si les passages du Combal et de Grisanche sont forcés; ou à l'Argentière, si l'ennemi arrive par le col de Cerise à Vinadio? S'imposera-t-on l'obligation de garder tous ces points? alors 50 bataillons seraient éparpillés en toile d'araignée, et il en faudrait encore autant, répartis en trois réserves sous Coni, Suze et Aoste. Dans chaque vallée prise séparément, le

même embarras se présente pour la défense sous le rapport stratégique; car n'ayant qu'un seul et mauvais chemin pour unique retraite, dès que l'ennemi parvient à s'en saisir tout est perdu, et il ne reste de ressource qu'à mettre bas les armes ou à se battre en désespérés afin de forcer le passage.

Un grand état tel que la France peut placer des postes dans les montagnes, et avoir une forte masse aux débouchés dans la vallée centrale, mais le Piémont n'a pas le même avantage, il ne peut évacuer sans coup férir la moitié de ses provinces, car cette masse ne pourrait être placée que sous Turin, et le premier coup étant ainsi porté sous les murs de la capitale serait probablement le dernier.

On peut sans doute suppléer en partie aux forces nécessaires pour la garde des passages, par la construction de bons retranchemens qui en ferment les issues; mais ces ouvrages ne se défendent pas seuls, et les troupes quoique mieux abritées n'en seraient pas moins disséminées sur toute la ligne. D'ailleurs ces retranchemens ne sont pas toujours inaccessibles malgré les difficultés inouies qu'ils présentent; témoins les forts de Scharnitz et de Leutasch tournés et enlevés par le maréchal Ney en 1805, ceux de Col-Ardente et de Saorgio, enlevés par Masséna en 1794, et tant d'autres que nous pourrions encore

citer. En effet les flancs rocailleux des montagnes, inaccessibles à une marche régulière d'armée, sont souvent praticables à une brigade d'infanterie munie de crampons; et il n'en faudrait quelquefois pas davantage pour faire tomber toute la défense de la ligne des Alpes, en facilitant la chute d'un point principal. Si les retranchemens sont fermés, et ne sont que des petits forts; il y a presque toujours moyen de les éviter, soit en prenant un détour, soit en employant les mêmes expédiens dont Napoléon fit usage au fort de Bard après son passage du Saint-Bernard. La défensive du côté de la France est plus difficile sous le rapport purement stratégique ou militaire, puisque du point central de Turin l'ennemi menace en même temps toute la ligne de frontières, depuis le haut Isère jusqu'au Var, et qu'il peut en trois ou quatre marches déboucher par le Mont-Cenis, par l'Argentière ou par le col de Tende; la France n'a que l'avantage d'une énorme supériorité de puissance qui mettrait à même de remédier à l'invasion momentanée d'une de ses provinces, et d'en faire repentir l'ennemi, par le moyen que nous venons d'indiquer.

Nous croyons en avoir assez dit pour fixer l'attention de nos lecteurs sur ces différentes combinaisons; ils ne doivent pas oublier que ce n'est ni un plan d'opérations, ni un mémoire descriptif que nous leur présentons.

Les généraux qui veulent faire avec distinction la guerre des montagnes, doivent méditer les Mémoires de Berwick, de Bourcet, de Belle-Isle; les campagnes du duc de Rohan en Valteline, celles de Catinat et du duc de Savoie en Piémont; les expéditions de Dessoles et de Lecourbe en 1799; les campagnes des armées françaises de 1792 à 1796 : enfin la courte expédition du maréchal Suwarof en Suisse à la fin de 1799.

Les généraux alliés étaient assez embarrassés en 1793 sur le système qu'ils adopteraient. Ils ne paraissent pas s'être formé une idée bien nette de la position de leurs adversaires, ni des manœuvres qu'il convenait de leur opposer. Plan des Alliés.

La cour de Turin, outre les dangers de l'invasion, redoutait ceux de la propagande; elle avait employé tout l'hiver à compléter ses corps, à former ses milices, à négocier la levée de deux ou trois nouveaux régimens suisses. Ses forces ne montaient pas à moins de 40 mille hommes, et les Autrichiens lui avaient fourni 8 mille auxiliaires, sous le général Devins.

Trois partis s'offraient au choix du cabinet sarde :

1° De garder la défensive absolue en jetant seulement une dixaine de bataillons aux passages du Saint-Bernard, du Mont-Cenis et du mont Genèvre, puis en rassemblant 20 mille hommes sous

Suze, et autant aux Alpes maritimes avec quelques milices dans les places et forts;

2° Prendre une ligne défensive tout le long de la frontière avec des corps de 10 mille hommes, disposés par égales portions sur chacune des divisions de la chaîne que nous avons décrite, et sans avoir de masse nulle part;

3° Prendre au contraire l'offensive, déboucher au printemps avec 25 mille Sardes et 8 mille Autrichiens sur Nice, en chasser les Français; tandis que le reste eût observé la ligne défensive sur la partie septentrionale des frontières, qu'on n'eût pas attaqué dans la saison des neiges. On pouvait revenir ensuite au mois de juin avec la réserve, de Coni par le Mont-Cenis sur la Maurienne, et profiter de l'été pour chasser les Français de la Savoie.

Il n'y a pas de résolution à la guerre qui n'offre ses inconvéniens; mais il est probable que le troisième parti était, de tous ceux qu'on pouvait adopter, celui qui en offrait le moins. L'armée française avait passé l'hiver dans la Savoie et le comté de Nice, en proie à plus d'un besoin : les revers essuyés en Belgique dès les premiers jours de mars, firent diriger sur le Nord toute l'attention et les moyens du gouvernement : l'expédition de Sardaigne et la nécessité d'envoyer des troupes aux Pyrénées, avaient absorbé les res-

sources des départemens du Midi. Les services étaient dans un grand délabrement, et tout porte à croire que les deux expéditions eussent également réussi.

Les conseils de la cour de Turin en jugèrent autrement; la répartition des forces fut d'abord arrêtée comme il suit :

Le général Saint-André avec environ 10 à 12 mille hommes, et 2 à 3 mille barbets, resta chargé de défendre la ligne de Saorgio, et de menacer Nice. Il avait pour position principale son camp de Millefourches et de Rauss, ses avant-gardes tenaient toujours Sospello, Moulinet, Luceram, Lantosca, Hutel; et l'armée française se trouvait resserrée à Braous, l'Escarene, Levenzo, et Nice. Positions des Alliés.

Le général Strasoldo couvrit la vallée de la Stura en campant sous Demont, avec 12 bataillons; ce placement seul prouve tout l'inconvénient du système, car cette force imposante n'avait pas d'ennemis devant elle, et son éloignement de Sospello ne pouvait pas la faire considérer comme une réserve de la gauche. Le général Provera gardait les versans du Mont-Viso et le col de l'Agnelle par une division campée à Castelponte devant Château-Dauphin: des postes de 2 bataillons gardaient chacune des vallées du Pô, de la Maira, etc. Le général Gordon chargé de défendre la vallée de Suze avec 14 bataillons pié-

montais avait la gauche de ses postes au mont Genèvre, le centre au Mont-Cenis sur lequel on avait hissé 16 canons, la réserve et le quartier-général à Suze.

Enfin on avait confié au duc de Montferrat le soin de faire face à l'ennemi qui tenterait de descendre par la vallée d'Aoste, et on lui avait assigné à cet effet 14 bataillons, répartis en trois camps, à Col-di-Monte ou Grisanche, au plateau du Petit-Saint-Bernard, et au lac Combal qui fermait l'extrême droite de cet immense cordon.

La cavalerie sarde forte de 3,500 chevaux, inutile dans les montagnes, tenait les plaines de Saluces et de Pignerol.

Positions des Français.

Kellermann commandait toujours l'armée des Alpes, qu'on estimait à 30 mille hommes, en y comprenant les détachemens laissés à la garde du camp de Tournoux et de Briançon, pour servir de réserve commune aux deux armées. Une division détachée pour les Pyrénées fut remplacée par de nouvelles levées.

Après le départ d'Anselme, le général Brunet chargé du commandement provisoire de l'armée du Var, y rétablit l'ordre et la discipline; le service s'y faisait mieux, les habitans de Nice espérant obtenir un soulagement à leurs maux, votèrent leur réunion à la France, et la Convention la prononça dès le 5 février. Vers la même époque, le général Biron arriva avec un renfort de 5

mille hommes, ce qui porta l'armée à 20 mille combattans; comme elle se mit la première en campagne, nous allons suivre d'abord ses opérations (1).

Opérations dans le comté de Nice.

Un nouveau général en chef aime toujours à signaler son arrivée par quelque entreprise; Biron informé des chicanes journalières des barbets qui, forts de la connaissance des moindres passages, et excités par l'appât du butin, avaient sans cesse inquiété les communications de l'armée, résolut de les attaquer dans leur repaire de Moulinet; le premier détachement envoyé à cet effet fut repoussé. Le général Brunet chargé de réparer cet échec ne réussit pas mieux. Il détacha l'adjudant général Micas avec quelques compagnies pour s'emparer de la Madona, tandis que lui-même se porterait par la forêt de Mélisse. Dans ces contrées âpres et sauvages, tout devient obstacle, et l'entreprise la mieux conçue échoue souvent par des circonstances impossibles à prévoir. A peine les Français sont-ils engagés dans cette forêt qu'un brouillard épais s'élève; la colonne erre jusqu'à quatre heures du soir au milieu d'immenses amas de neige; la saison ordinairement froide était encore très-douce, et les neiges ne s'en trouvaient que plus dangereuses;

Combat de Moulinet.

(1) Voyez Bourcet et Borgonio.

les soldats éparpillés gravissant de tous côtés, arrivent à cinq heures sur les rochers à la tête de la vallée de Bevera, et très-près des plateaux de Lauthion où campait la droite de Saint-André; Micas s'était également rejeté trop à gauche.

Les Piémontais élevés au-dessus du brouillard, connaissant mieux le pays et instruits par les barbets des mouvemens des Français, manœuvraient avec plus d'assurance : ceux-ci ayant dépassé Moulinet, et trompés par les échos sur la direction du feu, se crurent coupés : le premier découragement fait place au désespoir; les chasseurs corses se jettent en furieux sur les Piémontais, et enlèvent le plateau, où la colonne bivouaque sur la neige, sans vivres, sans feu, exténuée de besoins et de fatigue.

Les Piémontais passèrent la nuit à faire des mouvemens dans la vallée à la lueur des branches de pin gras allumées, et ce spectacle, nouveau pour les troupes françaises, ne leur fut pas inutile dans la suite.

Au point du jour le combat recommence, Brunet fait attaquer le Moulinet, force le pont de la Bevera, et s'empare du village; mais assailli par les barbets et les Piémontais, séparé de Micas par des précipices et des montagnes, il se décide enfin à la retraite.

Micas de son côté en fit autant, il tint au plateau pour donner le temps aux petites pièces de

montagne de remonter la côte de Melisse, les deux colonnes revinrent ensuite sur Luceram.

Combat de Sospello.

Enhardi par ce succès, Saint-André fit occuper Sospello par un corps de 1,200 Autrichiens. Le général français voulant assurer la position de sa droite, ne pouvait les laisser tranquilles possesseurs de ce poste, et le fit attaquer le 13 février par Brunet et Dagobert, tandis qu'une 3e colonne tournait par Turbia et Castiglione. Pour défendre ce poste d'un accès difficile, les Autrichiens placèrent la moitié de leurs forces au Pigeonnier, dans les maisons du bourg et au couvent; un détachement garda le pont, et le surplus établi en réserve à gauche du village, tenait la tête de la route avec 3 pièces de montagne. Brunet voulut en vain forcer par son centre le passage du village et du pont; sa gauche plus heureuse débusqua les Piémontais de la hauteur, descendit sur le Pigeonnier, à l'instant où la droite venait de Castiglione et de vieux Sospello; alors 2 à 300 Autrichiens qui tinrent trop long-temps dans le bourg furent pris. Le comte de Saint-André ne fit pas le moindre mouvement pour secourir ses alliés, et cette négligence mit quelque froideur entre eux. A la suite de ce combat ils se contentèrent de garder le col de Perrus pour couvrir Breglio, continuant d'occuper leurs anciens camps des Fourches, de Rauss, et Pietra-Cava, où ils se liaient par Saint-Arnoud

avec les postes de la Vesubia. Plusieurs escarmouches eurent lieu sur cette ligne; le camp de Braous fut enlevé par les Français le 19 février.

Biron résolut une attaque plus sérieuse pour le 28; sa droite devait se rabattre sur Luceram pour agir de concert avec Dumerbion qui partirait de Levens sur Hutel. Ce mouvement, moins excentrique que tous les précédens, aurait eu plus de succès sans les difficultés locales. Dagobert avec la 1re colonne s'avança sur Pietra-Cava d'où il chassa l'ennemi; Brunet avec le reste de la brigade se porta sur Saint-Arnoud, et après avoir forcé le passage à Figaretto, se dirigea le 19 au matin sur Lantosca. Dagobert s'étant égaré dans la forêt de Melisse, fut assailli dans la soirée du 28, par les milices, qui lui firent des prisonniers : sans nouvelle des autres colonnes, sa situation était des plus critiques, heureusement que le bruit de la fusillade qui se fit entendre le lendemain vers Lantosca, le tira de cette cruelle incertitude; malgré l'excessive fatigue des troupes, il s'y dirigea sur-le-champ; mais se trouvant arrêté par des rochers à pics, il marcha sur Bolena où il établit enfin sa communication avec Brunet.

Les troupes du général Dumerbion de leur côté traversèrent le 28 la Vesubia, en face de Levenz, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture; elles attaquèrent sur 3 colonnes Hutel et la Chapelle

des Miracles. Ce poste perché sur une crête rocailleuse au versant des montagnes inaccessibles du Breg, offre un passage horrible, et il suffit de jeter un coup-d'œil sur la carte de Borgonio pour s'en faire une idée : tous ces obstacles furent surmontés avec audace, et les postes enlevés avec une valeur digne d'éloges.

Les Piémontais d'abord ralliés, vis-à-vis Saint-Arnoud, aux détachemens que Brunet poussait devant lui, défendirent le passage sur ce point, mais ils se replièrent ensuite de concert sur Belveder.

Brunet résolut de les déloger de cette dernière position, espérant les rejeter au-delà des Alpes : après avoir donné quelques heures de repos à ses troupes, il les remet en marche, une colonne tourne par Saint-Martin sur Rocabiglière, et Dagobert se portant de Bolena sur la direction du col de Rauss menace de les couper : les Piémontais ne l'attendirent pas, et marchèrent au-devant de Brunet; le choc fut vif, mais court : les Sardes abordés la baïonnette croisée, sans tirer un coup de fusil, furent bientôt culbutés, avec perte de leurs 2 pièces de montagne et 2 à 300 prisonniers; on les suivit jusqu'au col de Fenestre d'un côté, et de Rauss de l'autre.

Ce combat coûta 800 hommes aux deux partis. Les Français prétendirent que s'ils avaient mieux connu le pays et eussent été moins fatigués, ils

auraient peut-être pu s'emparer dans cette occasion du camp de Rauss, devant lequel ils restèrent ensuite si long-temps, et dont la prise eût entraîné celle de la ligne de Saorgio.

Pendant que son lieutenant obtenait ces succès, le général Biron s'était tenu tranquille du côté de Sospello pour en imposer au comte Saint-André, et l'empêcher de rien entreprendre sur Nice : quelque plausible que fut son motif, il semble que son poste était aux attaques principales, où sa présence eût imprimé plus d'ensemble aux opérations de Dumerbion et de Brunet.

D'un autre côté, Masséna parti de Gillette avec son bataillon, avait balayé la droite du Var, et chassé les milices ennemies de Revest, Toudon, et montagnes de Vaudemas, entre l'Esteron et le Var. Le général Rossy, de l'armée des Alpes, nettoya avec la garnison d'Entrevaux, le vallon de la Rondoule et de Puget.

Après cette affaire, Serrurier promu au grade de général occupa Belveder et Saint-Martin de Lantosca; Dumerbion vint commander la droite à Sospello et Luceram, un camp fut placé à Bolena, un autre à Belveder, l'extrême gauche à Madona-di-Fenestre.

De cette époque data une nouvelle ère de privations et de misère pour l'armée d'Italie.

L'hiver avait été doux; les froids vifs commencèrent à se faire sentir au mois de mars; les

troupes payées jusques-là en argent, le furent en assignats, dont les habitans, malgré le vote de réunion, ne se souciaient guère. Cependant on observait une discipline plus sévère, et l'amour de la patrie enflammant le soldat, était un mobile non moins puissant que la sévérité des généraux, pour supporter avec résignation les fatigues, les travaux, et le dénuement le plus absolu.

Dans le courant de mai, Biron fut appelé au commandement de la Vendée, et Dagobert aux Pyrénées-Orientales; Brunet reprit celui de l'armée d'Italie, qui, renforcée par les premières levées du décret du 28 février, compta près de 30 mille hommes sous les drapeaux. Cependant soit que le comité de salut public ou le conseil exécutif fussent mal disposés en faveur de Brunet, soit qu'on crût donner plus d'ensemble aux opérations, on confia le commandement supérieur des deux armées à Kellermann, qui resta de sa personne à celle des Alpes.

Brunet trop sage pour ne pas profiter de sa supériorité, fit reconnaître le 1er juin les camps de Rauss et de Millefourches, par Serrurier et Micas, dans l'intention de les attaquer.

Sur ces entrefaites, les Alliés instruits peut-être des renforts que les Français portaient vers le comté, y avaient dirigé plusieurs régimens, et le duc de Chablais était venu prendre le commandement supérieur du corps de Saint-André

qui formait la gauche, et de celui de Colli qui gardait à la droite les camps de Lauthion; il paraît même que le corps de Strasoldo lui fut subordonné (1): ce dernier s'était porté de Demont à Vinadio, occupant l'Argentière et la vallée d'Isola.

Brunet n'en persista pas moins à mettre son projet à exécution, et pour en faciliter l'intelligence, nous remettrons sous les yeux de nos lecteurs un aperçu des positions qui en furent le théâtre.

La gauche du comte de Saint-André occupait la vallée de la Roya; il gardait les cols de Brouis et de Lignères pour couvrir la grande route de Tende; mais la véritable position de défense des Sardes était, comme nous l'avons dit, la ligne de Saorgio. Près de ce petit fort, la Roya court dans une gorge profondément encaissée; à la rive gauche est situé Saorgio sur une hauteur élevée, et derrière elle se trouve un plateau propre à asseoir un camp inabordable. Sur la droite de la Roya et à partir de la Chiandolla s'élèvent les crêtes rocailleuses de Sainte-Martha (indiquées sur les cartes de Bourcet, sous le nom de Malmont, de Goune, et de Hauta), et qui s'é-

---

(1) On a lieu de croire que le comte Saint-André resta chargé du commandement effectif dans le comté de Nice, et que le duc de Chablais lui fut plutôt adjoint par politique, afin de faciliter les rapports avec les corps autrichiens.

tendent jusqu'à Lauthion et Lorthigera; d'ici une position formidable continue en ligne assez directe jusqu'aux sources de la Biogne, et aux aspérités inaccessibles du val d'Inferno. L'espace dit de Hauta ou de Marthe, formant la gauche, n'est presque pas abordable : l'intervalle depuis Lauthion à Rauss et au Capelet, quoiqu'il le soit un peu plus, n'en est pas moins redoutable, car il forme en effet comme le centre dominant sur un demi-cercle d'une grande étendue : les ramifications qui en composent autant de rayons divergens sont, à droite, les vallons de la Vesubia, de Gordolasco, de Tuesch ou de Geissard, qui aboutissent à Belvedere et à Bolene; au centre le plateau d'Argenta et de Fougasse, prolongé par les cimes de Pietra-Cava qui encaissent le vallon de la Bevera ou de Moulinet. Au point culminant de Lauthion et Lortighera se rattache le contrefort de Ventabria, qui s'étend jusques sur Sospello, encaissant d'un côté la Bevera et de l'autre la Roya, et sur les flancs duquel on rencontre les cols de Repasset, Lignère, Brouis et Perrus.

Cette position centrale paraissait d'autant plus formidable que c'était un terrain classique, reconnu depuis long-temps par l'état-major piémontais, signalé dans les anciennes guerres de 1745, et couvert dès cette époque de retranchemens qui venaient d'être relevés et augmentés. A ces avantages inappréciables il faut ajouter, qu'il

n'y avait moyen de l'attaquer que par des têtes de colonnes arrivant en rayons divergens, et hors d'état de combiner aucun effort, faute de communications entr'elles. Ainsi des troupes fraîches reposées et bien réunies pouvant aisément se mouvoir en tout sens, avaient une grande supériorité sur les assaillans. Indépendamment de cela les Sardes possédaient la faculté de faire arriver de l'artillerie par la grande route jusqu'à Tende ou Fontan, et de pratiquer de là un chemin au moins pour des pièces de bataille; les Français au contraire ne pouvaient traîner que de mauvaise artillerie de montagne hissée sur des mulets, et qui au moment de l'attaque devenait plus embarrassante qu'utile.

Le général Colli défendait ce nouveau Gibraltar avec sa brigade et celle du général Dellera. Une grande redoute armée de 8 pièces couvrait Lauthion; d'autres ouvrages pratiqués à droite au col de Rauss, et à gauche à celui de Marthe, également armés de plusieurs pièces, rendaient l'abord presqu'impossible: entre ces deux derniers se trouvait un bois de châtaigniers couvert d'abattis, et coupé d'escarpemens roides et rocailleux.

Nous ne sommes point à même d'affirmer que le général français fût exactement instruit de cet état de choses; les rapports des déserteurs sont toujours peu fidèles, et ceux des espions in-

complets : la reconnaissance de Serrurier ne put donner que de faibles renseignemens, puisqu'il voyait du bas en haut et ne pouvait juger les objets de si loin. Les Alliés, au contraire, jugeaient des moindres mouvemens des républicains, ils découvraient au loin leurs colonnes, et avaient le temps de tout préparer pour les bien recevoir; les rapports de Colli sur ces affaires ne laissent aucun doute à ce sujet.

Attaque des Français sur Lauthion.

Quoi qu'il en soit, Brunet confiant en sa supériorité numérique, inquiété par l'apparition de l'escadre espagnole dans les eaux de Nice, informé par les bruits circulant dans le pays que les troupes de débarquement qu'elle avait à bord étaient destinées à opérer de concert avec l'armée austro-sarde, crut devoir prendre l'initiative, et chasser l'ennemi au-delà des Alpes pour assurer sa position. Il prescrivit à cet effet les dispositions suivantes pour le 8 juin :

8 juin.

Dumerbion à la droite dut inquiéter le comte Saint-André à Lignère, Perrus et Brouis. Le général Brunet se réserva d'attaquer au centre le camp des Fourches, et Serrurier partant de Belveder eut ordre de s'établir au col de Rauss, afin de menacer la retraite du centre et de la gauche des austro-sardes qui eussent été prévenus à Fontan.

Ces dispositions qui semblaient indiquer une habile manœuvre par la direction donnée à Ser-

rurier, péchaient toutefois par la distribution des forces : ce général qui avait la tâche la plus épineuse n'était point suffisamment renforcé; d'ailleurs on en devia dans l'exécution, puisque Dumerbion chargé d'inquiéter seulement l'ennemi, eut l'engagement le plus sérieux avec lui.

Le 8 juin au matin, les troupes se mirent en devoir d'exécuter le plan arrêté; Miackousky avec une brigade de l'aile droite s'avança sur Lignères, et enleva le camp retranché sur cette montagne : Dumerbion crut devoir profiter de l'ardeur de ses troupes; une colonne fut dirigée pour attaquer les retranchemens du col de Perrus. Favorisés par une ruse qui attira l'ennemi hors de sa position, les Français attaquèrent les austro-sardes à l'improviste, et s'emparèrent de leurs ouvrages : l'instant était favorable pour s'emparer de Brouis, et on le fit avec le même succès. Les hauteurs qui forment la vallée de la Roya, longeant et dominant la grande route, le comte Saint-André, pour ne pas être prévenu à Saorgio, dut faire sa retraite avec la plus grande précipitation, abandonnant une partie de son matériel et de ses effets de campement.

Dans ces entrefaites, Brunet avait fait aborder avec succès le camp de Fougasse ou du Donjon par la brigade Ortomann, et le Moulinet par celle de Gardanne. Ces premiers postes forcés, on attaqua le camp des Fourches; une colonne con-

duite par Brunet marcha à une redoute armée de 8 petites pièces, située sur la crète; une seconde se dirigea sur le bois qui séparait le camp de Marthe de celui des Fourches, enfin Ortomann dut se porter contre la Chapelle qui communiquait de ce point à Rauss. Déjà quelques détachemens de la colonne de Brunet avaient pénétré dans le camp, lorsqu'attaqués par la réserve ennemie, et n'étant pas soutenus, ils furent culbutés et abîmés; la petite colonne heurtant de front la redoute, fut saisie d'une terreur subite, et se rejeta dans le plus grand désordre sur la vallée de Bevera. Ortomann arrêté de son côté par les troupes qui défendaient la Chapelle, se retira avec moins de confusion, bien qu'il fut obligé de longer sous le feu de l'artillerie ennemie.

Serrurier n'avait pas été plus heureux au col de Rauss; partant de son camp sur la montagne de Tuesch, il se divisa en 3 colonnes; sa droite qui devait tourner le retranchement gardé par le régiment suisse de Christen, choisit le point le plus inaccessible, par maladresse ou par un excès de bravoure déplacé; assaillie ici par quelques bataillons piémontais, elle était sur le point de succomber, lorsque Serrurier courut à son secours, et Micas avec sa colonne de gauche, quoique plus heureux, dut rester témoin de la retraite des deux autres colonnes sans que ses efforts pussent rien opérer en leur faveur; ces troupes

de l'aile gauche reprirent leur position de Tuersch, comme celles du centre étaient rentrées au camp de Donjon ou d'Argenta.

Cette affaire, où les pertes et les succès furent balancés, coûta 12 à 1,500 hommes aux deux partis.

Nouveau projet d'attaque. 12 juin.

Cependant les commissaires de la Convention étaient aussi redoutables à l'armée d'Italie qu'à celle du Nord; il fallait reconquérir leur confiance par un succès. Les menaces toujours croissantes des escadres espagnoles, donnaient des inquiétudes sur Nice; il devenait plus urgent que jamais de déloger les Sardes de Rauss pour les rejeter définitivement au-delà des Alpes. Brunet, déjà accusé par ses ennemis, n'ayant peut-être que ce moyen de sauver sa tête, résolut donc une nouvelle attaque pour le 12 juin; et les représentans, au nombre desquels figurait Barras, l'approuvèrent.

Il n'y avait que deux partis à prendre après le mauvais succès des manœuvres du 7; ou porter l'effort au centre, en y attirant Serrurier; ou le diriger sur l'extrême gauche, en renforçant ce général, afin d'enlever par tous les moyens possibles le passage de Rauss. Quelques militaires hardis ont même cru, qu'à raison de sa supériorité numérique, Brunet aurait dû tenter de descendre par le col de Fenestre, pour éviter les obstacles trop évidens d'une attaque de vive force sur

Lauthion. Cette dernière manœuvre, bonne si l'ennemi n'avait pas eu des troupes dans la vallée de la Stura, eût exposé à trop de dangers pour être conseillée : elle n'eût été proposable qu'avec 30 mille vieux soldats.

Réduit à choisir entre les deux autres alternatives, il semble que Brunet aurait dû donner la préférence à la seconde, et porter Serrurier avec 8 à 10 mille hommes sur Rauss. Il crut plus convenable de choisir la première.

Serrurier dut se rapprocher du centre, et venir prendre position au camp du Donjon, pour attaquer la grande redoute pendant qu'Ortomann enleverait la Chapelle : le général Miakousky, détaché avec les grenadiers réunis de la droite, devait concourir à l'effort du centre, en se portant par Mangebo sur Lauthion, où le colonel Lecointre se porterait également par le ravin de Moulinet ; quelques troupes restées au camp de Tuesch devaient inquiéter Rauss. Dispositions des Français.

Le temps était affreux. Brunet, malade, voulait remettre l'attaque ; un conseil de guerre en ordonna autrement. 12 juin.

A sept heures l'engagement fut général ; Miakousky, retardé dans sa marche, permit aux troupes de Lauthion de prendre part à la défense de Rauss ou des Fourches ; les retranchemens des Sardes étaient perfectionnés et mieux armés ; les troupes harassées et rebutées par le mauvais

temps ne purent pas même aborder l'ennemi; bientôt la scène du 8 juin se renouvela, et les colonnes revinrent en désordre : quelques petites pièces de montagne, heureusement placées au camp du Donjon, en imposèrent aux Piémontais, qui ne les suivirent pas. On se ralliait cependant à quelques portées des retranchemens, et les grenadiers de Miakousky, attaquant alors l'ennemi par le bois, sans l'ordre de leur chef, pouvaient encore faire prendre une meilleure tournure aux affaires.

Belle défense de Colli.

Le général Colli, profitant de sa position concentrée, fit secourir à propos par plusieurs bataillons ceux qui avaient contenu les premiers efforts; les grenadiers de Dichat et les régimens de Sardaigne, de Caretto, de Cazal, vinrent appuyer celui de Belgioso. L'approche de ces renforts et le feu bien dirigé de l'artillerie, achevèrent de semer l'effroi parmi les républicains, dont partie fuit jusqu'à l'Escarena. On a affirmé que les troupes de nouvelles levées, ayant fait feu sur la tête des colonnes parvenues au pied des retranchemens, devinrent la cause principale de cette terreur : le fait peut être vrai, mais on emploie si souvent de pareils subterfuges pour colorer une défaite, que nous ne le répétons qu'avec une certaine défiance.

Retraite des républicains

Brunet avec ses débris reprit cependant son camp du Donjon. Le général Serrurier, non moins mal-

traité, revint au même camp: les grenadiers de Miakouski furent en partie victimes de leur ardeur; ceux qui étaient parvenus jusque dans les positions ennemies disparurent. Ortomann combattait encore lorsqu'un aide-de-camp lui apporta l'ordre de se replier; ce qu'il fit avec beaucoup plus de succès qu'on n'aurait dû l'espérer. L'ennemi, au grand étonnement de tous, ne fit pas sortir un peloton pour inquiéter les Français; tandis que, si quelques bataillons fussent descendus à la poursuite de Brunet, on ne saurait calculer ce qui en fût résulté; l'armée eût essuyé des pertes immenses, et n'aurait trouvé de refuge que sous le canon de Nice. L'infériorité des Piémontais fut la cause de leur circonspection; mais elle n'est pas une excuse sans réplique, car dans un pays où l'ennemi ne peut pas aisément revenir sur ses pas quand il est une fois en désordre, les poursuivans n'ont jamais affaire qu'avec les pelotons de la queue. Ici toutes les proportions numériques deviennent inutiles: c'est la disposition morale qui fait tout. Au surplus, on ne saurait se dispenser de donner des éloges au général Colli pour la défense vigoureuse et bien calculée qu'il opposa à cette entreprise. Il mit en action 10 à 12 bataillons contre des têtes de colonnes arrêtées par des obstacles, et se présentant incertaines; à moins qu'une terreur panique ne

se saisît de ses troupes, la victoire lui appartenait de droit.

Les Français revenus de cette échauffourée, dans laquelle ils perdirent au moins 2 mille hommes, gardèrent leurs positions pendant le mois de juin et partie de juillet, sans qu'il se passât aucun événement digne d'être rapporté.

Plan défensif qu'ils adoptent.

Au premier bruit de ces échecs essuyés par l'armée d'Italie, le général Kellermann y accourt et assemble un conseil de guerre. La position respective des deux partis y est discutée avec méthode; on décide que l'armée française peut conserver la sienne, lors même que l'ennemi enhardi par ses succès, attirerait quelques renforts de l'intérieur du Piémont, et agirait offensivement. On fixe ensuite les positions de retraite, dans le cas où l'on serait forcé, ainsi que les mouvemens à exécuter par l'armée des Alpes pour dégager celle d'Italie.

Situation critique de leurs armées.

Ce plan devint bientôt inutile par les événemens de l'intérieur, rapportés au chapitre XIX. La Convention décimée par les Jacobins au 31 mai, trouva plus de défenseurs que n'en avait eu Louis. La moitié des départemens du Midi se lève contre le terrorisme qui planait sur la France. Les armées des Alpes, ainsi menacées par les ennemis du dehors et du dedans, sans espoir de secours, font une contenance

d'autant plus honorable que, dépourvues de tout, elles n'ont rien à attendre pour améliorer leur condition : livrées à la plus horrible misère, elles se dévouent à l'honneur de la France ; et c'est par ce puissant mobile seul que l'historien juste et impartial expliquera comment ces bandes nouvellement levées ne furent pas dissoutes.

A peine Kellermann fut-il en effet de retour à son quartier-général de Chambéry, qu'il y reçut l'ordre de faire marcher une forte division contre Lyon. Douze bataillons, un régiment de cavalerie et la moitié des chevaux d'artillerie partirent le 30 juin pour investir une ville qui pouvait armer 20 mille hommes, qui, située à cheval sur deux grandes rivières, exigeait une circonvallation immense, et dont chaque habitant, exaspéré, se battait pour sa cause individuelle, et paraissait résolu à s'ensevelir sous les ruines de la cité plutôt que de céder.

Toulon est livré aux Anglais.

La position embarrassante de l'armée d'Italie fut enfin portée au comble par l'apparition, dans les eaux de Toulon, d'une flotte britannique formidable : l'amiral Hood, parti de Gibraltar le 1er juillet avec 37 vaisseaux ou frégates, vint peu de jours après semer l'effroi à Gènes, à Livourne et dans les parages du golfe de Lyon, en s'emparant pour long-temps de l'empire absolu de la Méditerranée. Bientôt l'occupation de Toulon, livré aux plus cruels ennemis de la France par

une noire perfidie, semblait ne laisser aucune chance de salut pour une poignée de soldats entourés de toutes parts, abandonnés pour ainsi dire à eux-mêmes, et livrés à leur désespoir.

Paoli secoue le joug de la Convention.

En ajoutant à tous ces embarras, celui que la révolte de la Corse devait donner au comité de salut public, on jugera quel espoir il pouvait lui rester de soutenir la lutte maritime que la Convention avait si sottement provoquée.

Sans vouloir entrer dans beaucoup de détails sur cet événement, qui sort un peu de notre cadre, et ne saurait être considéré que comme une ombre au tableau dont nous avons entrepris l'esquisse; il faudra néanmoins reprendre les choses d'un peu plus haut, et dire quelques mots de l'homme qui fut le principal moteur de toute cette affaire.

Paoli, né en Corse dans une classe moyenne, s'était élevé par son génie à la première magistrature; chacun sait les succès qu'il remporta sur les Gènois, en combattant pour l'indépendance de sa patrie, et la lutte honorable qu'il soutint même contre les forces de Louis XV, à qui l'impuissant sénat ligurien avait cédé l'île. Réfugié en Angleterre à la suite de la conquête de son pays, il se décida en 1790 à repasser en France, où l'Assemblée constituante l'accueillit en martyr de la liberté, et où le Roi, cédant à l'opinion publique, lui confia le gouvernement de l'ancien

théâtre de sa gloire. Une figure noble, un caractère ferme, une grande adresse, joints à ses services passés, lui avaient depuis long-temps gagné tous les cœurs de ses concitoyens.

Le Corse né sous un climat chaud, habitant des montagnes âpres et sauvages, est frugal, agile, vif, courageux; en même temps jaloux de ses droits, turbulent et indocile. Les élémens d'anarchie qui ravageaient la France ne manquèrent pas d'étendre leur fatale influence sur un peuple doué d'un pareil caractère, et habitué depuis long-temps à vivre dans un état perpétuel d'insurrection. Les partis divisaient l'île, et les Jacobins y avaient des sectateurs.

Paoli était un homme d'état trop consommé pour confondre les mots d'indépendance et de liberté, avec la licence effrénée des démagogues. Indigné de la mort du Roi, ébranlé par la rupture avec l'Angleterre, tracassé par les commissaires de la Convention Lacombe-Saint-Michel et Salicetti, il se mit en opposition formelle contre eux et leurs mandataires. Destitué et sommé de paraître à la barre par un décret du 3 avril, et instruit par expérience du sort qui avait frappé la plupart de ceux auxquels pareil honneur était réservé, le général ne tint aucun compte de cette sommation, et les discordes civiles éclatèrent dans l'île avec plus de violence que jamais. A la vérité, Barrère fit rapporter ensuite le décret,

dans l'espoir d'apaiser le gouverneur et ses nombreux partisans : mais le mal était déjà fait. L'apparition de l'escadre de Hood dans la Méditerranée, la prise de Toulon, les anciens rapports de Paoli avec le cabinet de Londres, dont il avait été pensionné pendant vingt ans, ne laissaient aucun doute sur la détermination qu'il prendrait. Son ambition personnelle paraissait d'accord avec le rôle de protecteur de l'indépendance nationale qu'il avait rempli avec tant de gloire en 1769. Il espérait trouver à la fois son compte et celui de ses concitoyens dans le patronage de la Grande-Bretagne qu'il estima sans doute plus avantageux et moins gênant que celui de la France. Nous verrons par le récit de la campagne suivante comment il fut déçu dans ses espérances. Il nous suffit, pour celle-ci, de savoir qu'il avait arboré ouvertement l'étendard de l'opposition.

CHAPITRE XVIII.

Début des opérations sur la frontière des Pyrénées-Orientales. — Combat de Mas-d'Eu. — Prise du fort des Bains et de Bellegarde. — Affaire de Niel. — L'armée des Pyrénées-Occidentales battue à Sure, Andaye et Château-Pignon.

Le froid mépris avec lequel la Convention passa à l'ordre du jour sur les représentations du roi d'Espagne, en faveur de Louis XVI, indiquait assez qu'elle n'appréciait point tous les inconvéniens de grossir la coalition, en forçant ce Souverain à y entrer pour ainsi dire malgré lui. Il eût fallu en effet que Charles IV fit preuve d'une politique bien profonde ou d'une grande abnégation de ressentiment personnel, pour ne pas prendre une attitude hostile, à la suite de l'insulte que lui fit Danton dans la séance du 17 janvier. Après avoir témoigné son indignation contre ce qu'il nommait l'audace du gouvernement espagnol, cet ardent révolutionnaire s'écria : « Les vainqueurs de Jemmapes retrouveront, » *pour exterminer tous les rois de l'Europe*, les » forces qui les ont déjà fait vaincre : si l'on sui- Préparatifs.

» vait mon avis, on déclarerait la guerre à l'Es-
» pagne sur-le-champ, ne fût-ce que pour la
» punir de cette démarche. »

Son voeu ne tarda pas à s'accomplir; cette déclaration eut lieu le 7 mars, et fut accompagnée d'un manifeste aussi dénué de griefs, que rempli d'expressions outrageantes pour le cabinet de Madrid. Charles IV fut donc obligé de relever le gant, et de se mettre en état de défense.

Cette guerre à laquelle le ministère n'était que faiblement préparé, commençait sous de mauvais auspices. Avec les revenus du Pérou, le trésor était vide; les armées de terre et de mer, réduites au-dessous de l'état de paix, manquaient de bien des choses nécessaires pour entrer en campagne. Afin de faire face aux dépenses d'armement, il fallut recourir à un emprunt et à un appel au patriotisme des trois ordres de l'Etat. La guerre n'aurait point eu l'assentiment national, sans les excès de la révolution, et surtout sans les atteintes qu'elle porta au clergé. Plus puissant que le trône et la noblesse, possédant bonne partie des richesses existantes en Espagne, cet ordre y a toujours dicté des lois à l'aide de la multitude; il exerce sur elle une influence absolue, autant par fanatisme que par la force des habitudes, ou même quelquefois à force d'argent.

Excités par les rapports des émigrés qu'ils regardaient comme autant de victimes de leur atta-

chement au Roi et à la religion, les Espagnols de toutes les classes donnèrent bien quelques marques de générosité et de dévouement: mais dans une lutte contre une nation de 30 millions d'hommes qui venait de renverser le trône, et sappait ouvertement les autels; ce n'étaient pas les dons partiels d'un clergé avare, ni les efforts de l'archevêque de Saragosse pour métamorphoser quelques centaines de mendians en soldats, ni ceux de trois à quatre grandes familles pour lever une poignée de volontaires, qui pouvaient assurer la victoire à l'Espagne. Une force de 80 à 100 mille hommes, habilement dirigée, eût été nécessaire pour prendre l'offensive, et remplir le but qu'on espérait atteindre par la guerre, en franchissant dès le mois d'avril les Pyrénées, et poussant jusqu'à la Loire. L'armée espagnole bien loin de présenter un état semblable, et ne comptant pas plus de 40 mille hommes disséminés sur ses frontières, semblait à peine suffisante pour les couvrir.

Mais si le ministère castillan annonçait, par l'insuffisance de ses préparatifs, qu'il n'avait jamais eu le projet d'une injuste agression, le gouvernement qui lui avait indiscrètement déclaré la guerre, ne prenait pas de meilleures mesures pour se ménager des succès. Le décret du mois d'octobre 1792 portant formation d'une armée destinée à surveiller les Pyrénées et les côtes,

depuis le lac de l'Abeille jusqu'à Aigues-Mortes, et depuis la pointe de Cabestan jusqu'à l'embouchure de la Gironde, ne fut qu'une précaution illusoire par le délabrement des places frontières, par l'épuisement et l'éloignement du petit nombre de régimens de ligne désignés pour la composer.

Dubois-Crancé dans son discours du 24 janvier, dont nous avons donné le résumé au chapitre XIII, avait bien proposé d'affecter 40 mille combattans à la défense de cette frontière; mais indépendamment que ce nombre était insuffisant, il fallait attendre les effets de la levée à peine décrétée, car il n'existait pas 25 mille hommes d'anciennes troupes dans tout le Midi.

L'ex-ministre Servan commandait ce noyau d'armée : on s'était promis beaucoup du zèle et de l'activité de ce général; cependant à moins de miracles, il paraissait impossible qu'il obtînt la supériorité sur ses adversaires; la cavalerie, l'artillerie et les charrois manquaient également de chevaux; les troupes de chaussure, de capotes et d'effet de campement; les magasins et les ambulances étaient dépourvus des denrées et des effets les plus indispensables. Tout était à former; et le général qui avait déjà perdu la confiance de la faction dominante, contrarié dans toutes ses opérations par des agens sans pouvoirs pour le bien, ignorans ou mal intentionnés, s'aperçut que la place qu'il avait choisie pour être à l'abri des

vexations des démagogues, entraînait avec elle une responsabilité effrayante.

Malgré les dégoûts dont il était abreuvé chaque jour, il parvint à réunir vers la fin d'avril, environ 8 mille hommes entre la Nive et la Nivelle, et autant devant Perpignan; c'était avec ces faibles corps que le conseil exécutif le pressait d'ouvrir la campagne. Il faut convenir toutefois que la facilité de lever des gardes nationales, et les contingens des 300 mille hommes, allaient bientôt tripler ces moyens, et on s'en promettait d'autant plus de succès que les bataillons de l'Arriège, des Hautes et Basses-Pyrénées, comptaient parmi les meilleurs soldats de la république. Les départemens de la Gironde, la Dordogne, l'Hérault, l'Aude organisaient à l'envi plusieurs corps, et la France n'eût pas tardé à être sans inquiétude sur cette ligne, si les événemens de l'intérieur n'avaient contraint à changer la destination d'une partie de ces forces.

Avant de rapporter les entreprises formées de part et d'autre, il convient de jeter un coup-d'œil sur cette frontière qui devint pendant trois ans le théâtre de combats si sanglans (1). Description des Pyrénées.

(1) Il n'existe malheureusement aucune bonne carte de la Péninsule ; celle des Pyrénées par Roussel est la moins mauvaise.

Les militaires doivent faire des vœux pour voir bientôt paraître celle du colonel Bory de Saint-Vincent, qui bien qu'elle soit sur une forte petite échelle, est parfaitement figurée.

La chaîne des Pyrénées, depuis la Méditerranée jusqu'à l'Océan, est sur une ligne de plus de 100 lieues, généralement d'un tiers plus basse que celle des Alpes; le centre en est naturellement la partie la plus élevée, puisque là, remontent les têtes des grandes vallées de la Garonne, de l'Arriège, de l'Adour, de la Segre, de la Noguera.

Elévation. Depuis Montlouis jusqu'aux sources du Gave d'Oléron, la hauteur varie de 7 jusqu'à 10 mille pieds au-dessus du niveau de la mer. Des deux côtés elle tombe en pente successive vers l'Océan et la Méditerranée; sa coupe verticale figurerait en profil une espèce d'amphithéâtre, dont les différens échelons auraient depuis 8 mille pieds jusqu'à 2 mille, hauteur moyenne des contreforts parallèles au golfe de Fontarabie. Vers la montagne de Haussa, à la tête de la vallée de Bastan, la chaîne contourne le cours de la Bidassoa, jusqu'aux cols de Zubietta et de Haya, où elle touche le plus près au golfe de Biscaye : elle se rejette de là vers le sud pour courir par Montdragon et Reynosa, jusqu'à la hauteur de Lugo, en Galice; laissant entre ses sommets et l'Océan, un versant qui forme les provinces de Biscaye et des Asturies. A partir de Montdragon son élévation s'accroît de nouveau depuis 3 mille pieds jusqu'à 7 et 9 mille, hauteur approximative des neiges qui couronnent les montagnes de Léon.

Ce grand corps de la chaîne principale est aride, rocailleux, abrupte, couvert de loin en loin de glaciers; mais les contreforts qui longent les différens cours d'eaux qui en découlent, étant beaucoup moins élevés, sont couverts d'une riche végétation, et forment des vallées riantes, et pittoresques, dont la population est généralement belle, agile et vigoureuse, principalement du côté de la France.

Passages et Cols.

Mais si les cimes de la chaîne Ibérique sont un peu moins élevées que celles des Alpes, les cols sont généralement plus difficiles.

La profondeur de la première qui s'étend jusqu'au milieu du Languedoc d'un côté et au centre de l'Aragon et de la Navarre de l'autre, en augmente d'ailleurs les difficultés, et rend les communications transversales impossibles.

Les pendans des Pyrénées du côté de la France s'adoucissant aux deux extrémités, vers Perpignan et Bayonne, ouvrent ainsi des débouchés naturels en Espagne.

Les Pyrénées Orientales sont percées par cinq communications principales :

1° Celle de Collioure par le col de Baniols à Pélérada ou Roses;

2° Celle de Bellegarde au col de Pertus et Figuères, qui est la meilleure;

3° De Praz de Mollo, Villefranche et Montlouis à Camprédon;

4° De Montlouis et de Villefranche à Ripoll;

5° Enfin, la route de la Sègre de Montlouis sur Urgel, Pons ou Solsona; cette dernière, coupée d'éternels défilés, n'est bonne que pour l'artillerie de montagne.

La route transversale qui longe la Tet, se rend de Puycerda par Montlouis et Villefranche à Perpignan; celle du Tech va de Campredon par Pratz de Mollo et le fort des Bains à Elne.

A partir de Montlouis et de la vallée de la Sègre que nous comprenons encore dans la droite, le centre de la chaîne ne contient jusqu'à Oléron que des sentiers impraticables aux armées, et traversant à chaque pas les cols qui coupent ses diverses inflexions; l'un conduit de la vallée d'Aran à celle de la Noguera vers l'Est, un autre part de la vallée d'Aure à celle de la Bielsa. Les cols qui conduisent à Barrège ou Tramesaigne ainsi que ceux qui vont de Pau à Jacca, par le val d'Osseau et le port d'Ançon, enfin ceux qui, d'Oléron vont par la vallée d'Aspe et de Caufranc sur celle du Gallego et Jacca, ne sont également bons que pour de l'infanterie; le dernier est le moins mauvais.

La ligne des Pyrénées Occidentales offre quatre débouchés. De Navareins on monte vers Otchagavie et Lecumbery, pour descendre ensuite par les vallées de Salazar ou de Roncevaux sur Sangueza: ces routes ne sont frayables que jus-

qu'à une certaine distance des montagnes où elles ne deviennent bonnes que pour les muletiers.

De Saint-Jean-Pied-de-Port, une route passable conduit par Orisson, Château-Pignon et Roncevaux à Pampelune; une autre mène dans la vallée de Bastan par celle de Baygorry et des Aldudes.

Enfin de Bayonne partent deux routes de communication dans la vallée de Bastan, et la superbe chaussée de France à Madrid. La grande chaîne s'éloignant de la mer vers le mont Haussa, comme on l'a déjà remarqué, tombe par contreforts jusqu'au golfe de Fontarabie; et les eaux de la rivière d'Orio, courant parallèlement à la route de Bayonne à Vittoria, dessinent des pentes douces, qui élèvent ce chemin insensiblement jusques vers Villafranca; mais ici la route grimpe sur les sommités principales par Bergara et Montdragon pour redescendre ensuite dans les plaines de Vittoria; cette chaussée est une des plus belles de l'Europe, ce qui n'est pas étonnant, car le royaume n'en ayant que quatre, on a pu réunir d'assez grands moyens pour les rendre parfaites.

La partie orientale de la chaîne a pour barrière du côté de la France, Collioure, Port-Vendre et le fort Saint-Elme, qui ne forment qu'un même système; Bellegarde, le fort des Bains, Pratz de Mollo, et Montlouis, en première ligne: Perpignan, le fort de Salces, et Villefranche en se-

conde. L'emplacement de Montlouis est remarquable, il se trouve au point culminant où se rattachent les vallées de la Sègre, du Ter, du Tech et de la Tet qui se versent à la Méditerranée, de l'Aude qui court en remontant au nord-est, de l'Arriège qui va par la Garonne à l'Océan.

L'Espagne de ce côté est bien mieux partagée en défenses de l'art; on y trouve la Seu d'Urgel, les forts de Campredon et de Castel-Follit, comme postes avancés; les forteresses de Figuères et de Roses en première ligne; Gironne et Ostalrich en seconde; Barcelonne, place maritime et grand dépôt en troisième. Au débouché de la vallée de la Sègre on rencontre encore Balaguer, Lérida et Mesquinenza; la dernière de ces places est peu de chose; la seconde sans être fortifiée bien régulièrement, devient par son site et les difficultés locales, un poste avantageux; pénétrant plus avant, on rencontre enfin Taragone et Tortose qui présentent une quatrième ligne.

Les débouchés occidentaux étaient fermés vers la France par Bayonne, qui avait comme vedette, sur la Bidassoa, la redoute d'Andaye et le fort de Socoa; les mauvaises places de St.-Jean-Pied-de-Port et de Navareins, situées plus à gauche, couvraient les vallées de l'Adour et de la Nive. L'Espagne présentait en première ligne les places de Fontarabie, St.-Sébastien, Jacca et Pampelune.

C'est une question discutée depuis long-temps,

et non encore résolue, de savoir quelle est la ligne d'opérations la plus favorable pour pénétrer de France en Espagne. Sans avoir fait une reconnaissance particulière de chacune d'elles, nous n'hésitons pas, après la lecture des Mémoires rédigés par les militaires les plus distingués des deux nations, à donner la préférence à celle de l'Ouest. Toutes les deux, à quelques avantages, réunissent de graves inconvéniens; celle de l'Ouest semble meilleure, en ce que Pampelune, Fontarabie et St.-Sébastien une fois forcés, on peut déboucher en toute sûreté sur les plaines de Vittoria et la vallée de l'Ebre. Il ne faut pas se dissimuler toutefois, que le golfe de Biscaye resserrant la route près du débouché d'Irun, il y aurait du danger à courir en Castille, en laissant sur son flanc droit l'ennemi maître de la Biscaye, des Asturies et de la Galice; car il se verrait en position de venir fermer ce cul-de-sac, à moins qu'un corps considérable et proportionné au danger ne s'établît à Bilbao et Valmaseda, pour couvrir les communications de l'armée.

Aux Pyrénées Orientales, il faut s'attendre à franchir une triple ligne de places, et à combattre une population belliqueuse, brave et opiniâtre. Si on était entièrement maître de la mer, une invasion par le Lampourdan sur Roses, Palamos et Barcelonne offrirait peut-être quelques chances; cependant il est incontestable qu'une opé-

ration par la Cerdagne et la vallée de la Sègre sur Pons et Cardonna, ou par Campredon et Ripoll sur celle du Ter, serait beaucoup plus dans les principes de la stratégie, surtout dans le cas où l'on se trouverait en mesure de prendre une offensive soutenue. L'embarras des vivres est l'obstacle le plus terrible à cette guerre, parce qu'en vexant les habitans du pays pour s'en procurer on les soulève nécessairement. Un service régulier de magasins, ne pouvant se faire qu'à dos de mulet, deviendrait très-incertain, et presque impossible à la distance de plusieurs marches des dépôts : il ne suffirait pas même pour donner le temps de franchir les défilés avec une armée un peu considérable, dans l'espérance de s'alimenter ensuite par le pays dès qu'on déboucherait en plaine. Si cela put se faire au Saint-Bernard, en 1800, il faut se rappeler que la chaîne des Alpes est bien moins profonde, et que les magasins portés par le lac de Genève jusqu'aux confins du Valais, ne laissaient à franchir que l'espace entre Martigny et Aoste. Les Anglais n'ont eu tant de facilités dans les dernières campagnes de la Péninsule, que parce qu'ils se basaient sur la mer; qu'étant auxiliaires des autorités du pays, ils en obtenaient tous les secours, et que leur armée peu nombreuse, plus facile à approvisionner, payait encore régulièrement les fournitures qui lui étaient faites.

Enfin nous pensons que dans une guerre ordinaire de cabinet à cabinet, et avec des armées de 50 à 60 mille hommes, un général habile parviendrait à vaincre les obstacles qu'offrent les deux lignes ; que le parti maître de la mer aurait des avantages à ne pas trop éloigner ses opérations des côtes, et que l'adversaire au contraire doit baser de préférence toutes les siennes sur l'extrémité opposée : et si l'on objecte que les Français ne sauraient préférer les mauvaises routes de Sanguessa et de Pampelune, à la magnifique chaussée de Tolosa, malgré la situation plus stratégique des premières; il est du moins incontestable qu'ils doivent s'en assurer comme d'une ressource de retraite, si la grande communication venait à être perdue par un revers inattendu. Avec les forces nécessaires pour établir le corps d'observation mentionné, nous ne balancerions donc pas à donner la préférence à cette ligne d'opérations.

Les Espagnols voulant pénétrer en France, trouvent au contraire dans la ligne de l'Est, le même avantage que leurs adversaires auraient rencontré du côté opposé. Les armées castillanes auraient, à la vérité, le même inconvénient en débouchant du défilé d'Irun ou de Perpignan; c'est-à-dire de se voir contraintes à diviser leurs forces pour faire face à Pau et à Bordeaux d'un côté, à Perpignan, Narbonne, et Toulouse de l'autre. Sur un théâtre de guerre pareil, une armée qui

s'éloignerait beaucoup de la seule gorge par où elle communique avec ses provinces, s'exposerait en cas d'échec à de sanglans désastres : la marche de Wellington en 1814 en eût fourni la preuve, si l'esprit national des Français eût été alors ce qu'il fut en 1793.

Du côté du Roussillon le pays est meilleur qu'à l'ouest, puisqu'en débouchant de Bayonne on se traîne ici pendant 60 lieues dans des landes incultes, où une armée stationnaire éprouverait de grands obstacles; les bouches de la Gironde et de la Dordogne offrent également, à la marche victorieuse d'une armée, des difficultés majeures qu'elle ne rencontrerait point dans le Bas-Languedoc ou le Roussillon. D'ailleurs l'Espagne avait quelques prétentions à faire renaître sur cette dernière province, et une acquisition de territoire, même contre les intérêts les plus évidens, fait toujours plaisir à de médiocres conseillers tels que le duc d'Alcudia.

Guidé sans doute par ces différentes considérations, comptant sur l'état de dénuement de cette frontière, et peut-être même sur les partisans dont les émigrés le flattaient de grossir ses rangs, le cabinet d'Aranjuez résolut de pénétrer en France par Perpignan, et de se tenir sur la défensive en Navarre et dans la province de Guipuscoa. Le général Câro avec 8 mille hommes de troupes réglées, et 9 à 10 mille de milices,

fut chargé de couvrir la ligne de Pampelune à Saint-Sébastien, 4 à 5 mille furent mis sous les ordres du prince de Castel-Franco pour garder l'Aragon, et servir de réserve; 20 à 25 mille sous le lieutenant-général Ricardos, formèrent ce qu'on nomma l'armée de Roussillon.

Tout en pressant le général Servan de prendre l'initiative de l'attaque, le conseil exécutif n'avait arrêté aucun projet de campagne : ainsi des deux côtés on se faisait plus de menaces que de mal; c'était un échange d'injures qui témoignait assez l'impuissance des deux partis, et dont les résultats commerciaux et maritimes étaient toutefois plus à craindre que ceux de la guerre dans les montagnes.

Servan crut sans doute devoir suppléer à l'insouciance du ministère ou des meneurs de la Convention. Indépendamment du projet rédigé par ce général en 1792, pour pénétrer en Espagne sur tout le front de la chaîne, en partant à la fois de Perpignan, de la vallée d'Aran, de St.-Jean-Pied-de-Port et de Bayonne, Grimoard lui suppose le même dessein, lorsqu'il fut question d'entrer en campagne au mois de mars 1793. Il avait établi en effet son quartier-général à Toulouse et porté la brigade Sahuguet à la tête de la vallée de Vielle, d'où elle expulsa l'ennemi le 31 mars.

On observera que dans les circonstances un tel projet était aussi impraticable que peu conforme aux principes de l'art.

S'engager avec une petite armée au sein d'une nation guerrière, à travers des chemins accessibles pour les seuls muletiers, et sans artillerie, semble une incursion voisine de la folie. A la vérité le passage du Saint-Bernard par l'armée de réserve nous a accoutumés aux miracles, et autorisés à croire à la possibilité de ces entreprises. Toutefois les circonstances n'étaient pas les mêmes; la chaîne italique est moins profonde; les magasins transportés par eau jusqu'au pied des monts, permettaient d'ailleurs de compter sur l'approvisionnement des troupes jusque dans la plaine du Piémont; on avait en Italie plus de partisans que d'ennemis; et aucun corps organisé ne se trouvait en position de menacer la retraite; tandis qu'arrivé sur le Pô, Napoléon coupait entièrement celle de Mélas. Mais pénétrer en Aragon ayant derrière soi 40 lieues de défilés horribles; laissant sur son flanc gauche les nombreuses places de Catalogne soutenues d'une population belliqueuse; et sur sa droite la Navarre occupée par un corps considérable; c'eût été une entreprise d'autant plus hasardée, que Servan n'était pas un Bonaparte, que l'Espagne n'est pas une puissance à mettre en parallèle avec la Lombardie; enfin que les Catalans et les Aragonais pensaient bien différemment que les Italiens.

En vain dira-t-on que pour faciliter le passage de l'artillerie et des convois, il fallait imiter

l'exemple d'Annibal frayant à ses éléphans un passage dans les Alpes à mesure qu'il avancait; nous ne croyons pas que les travaux des Carthaginois eussent convenu aux soldats de 1793, et c'eût été se donner un embarras fort inutile, tandis qu'on avait les belles routes de Perpignan, de Pampelune et de Tolosa. Pour preuve de ces vérités, on remarquera que jamais dans les dernières guerres d'Espagne, Napoléon ne songea à porter des corps de troupes considérables sur cette ligne du centre; et s'il en avait conçu l'idée, ce n'eût été qu'après la soumission de la majeure partie de la Catalogne et de l'Aragon, lorsqu'il ne s'agissait plus d'une manœuvre en face de l'ennemi, mais d'une simple marche dans l'intérieur de la ligne, exécutable sans matériel. Quittons au surplus ces digressions secondaires, et revenons aux opérations des armées.

Les Espagnols prennent l'offensive.

Informé que le noyau de l'armée française se trouvait dispersé dans les vallées, et qu'aucune des places fortes du Tech n'était suffisamment approvisionnée, Ricardos croyant le moment propice de mettre à exécution le plan de sa Cour, résolut de faire une trouée entre Bellegarde et le fort des Bains, de couper tous les détachemens épars sur la frontière, et de marcher derrière les places sur Perpignan. Le 15 avril, après avoir masqué Bellegarde et confié la garde du col de Baniols et des débouchés de la Cerdagne à des mi-

lices catalanes, il dirigea le maréchal-de-camp Escoffet de Massanet sur Saint-Laurent de Cerda, dont il chassa le 17 un bataillon de volontaires du Gers à l'aide des habitans.

Cette petite colonne renforcée par quelques troupes aux ordres du major-général La Union, s'empara le lendemain d'Arles, que le détachement repoussé de Saint-Laurent et quelques habitans firent mine de défendre.

A la nouvelle de l'apparition de l'ennemi, le vieux général Lahoulière qui commandait à Perpignan, ordonna au général Willot de se porter au-devant de lui avec 500 hommes de troupes de ligne et mille volontaires (1). La rencontre des deux partis eut lieu le 20 avril entre la ville de Ceret et le Tech. Les Espagnols acculèrent au pont les volontaires peu aguerris et mal commandés, leur enlevèrent 4 pièces de canon, et n'en auraient pas laissé échapper un seul, si le colonel Sauret, avec un bataillon de Champagne, ne leur en eût imposé par sa bonne contenance.

Cet échec porta l'alarme et le trouble dans Perpignan; rien n'y était encore préparé pour la défense. Les délégués de la Convention qui venaient d'y arriver, la déclarèrent en état de

(1) Il y eut probablement deux Willot, car au combat du 23 avril, livré en avant de Bayonne, on trouve un chef du 5[e] bataillon léger du même nom, qui fut élevé ensuite au grade de général, et arrêté au mois de septembre à l'armée des Pyrénées Occidentales.

siége, et mirent en activité les travaux qui auraient dû l'être depuis six mois. Willot auquel les volontaires attribuèrent leur défaite, fut emprisonné, et l'on fit un appel à tous les départemens du Midi pour accourir à la défense de la frontière menacée. Si Ricardos, mieux informé de l'état des choses, se fût présenté avec 10 mille hommes devant Perpignan, il est probable que ce boulevard lui eût ouvert ses portes; heureusement il n'avait encore pu réunir que la moitié de ses forces, par les entraves que rencontraient toutes les dispositions d'un gouvernement sans fermeté : privé d'ailleurs de son artillerie qui n'avait pu suivre la marche dans les Pyrénées, il crut prudent de se frayer avant tout une communication avec sa base, en perçant à travers le col de Porteil un chemin praticable pour le canon jusqu'à la route de Figuères. Les mauvais temps le surprirent bientôt dans cette occupation et lui enlevèrent le fruit de ses succès.

Les Français forment deux armées

Cependant le comité de salut public, instruit par ses commissaires, que l'Espagne, malgré sa faiblesse, menaçait d'envahir les départemens du Midi, jugea nécessaire de créer deux armées dans les Pyrénées, et renonça, on ne sait trop pourquoi, à les laisser sous le commandement d'un même chef. Chacune d'elles eut un état-major particulier; Servan, quoique dénigré par la faction jacobine conserva le commandement de

l'armée des Pyrénées Occidentales, et le général Flers revenu de l'expédition de Hollande, après avoir échappé à la proscription prononcée contre tous les officiers de l'état-major de Dumouriez, prit le commandement aux Pyrénées Orientales.

Le premier soin du nouveau général en chef fut de couvrir Perpignan avec la poignée de troupes qu'il avait sous la main. Un corps d'élite de 5 bataillons et 400 chevaux fut établi sous le général Dagobert à deux lieues de la place, dans la presqu'île du Rat, la droite appuyée à la métairie de Mas-d'Eu, la gauche à des ravins profonds; de gros détachemens placés à Thuir et à Elne, assuraient la communication de Perpignan avec Villefranche et Collioure; 8 bataillons de volontaires achevèrent leur organisation dans des cantonnemens sur la rive gauche de la Gly. Cette position, bien qu'elle barrât le chemin aux Espagnols, semblait hasardée.

Celle des Pyrénées Orientales est battue à Mas-d'Eu.

Ricardos informé en effet qu'elle n'était que faiblement gardée, ayant reçu au milieu de mai des renforts qui portaient son armée à 18 mille combattans, résolut d'en chasser les républicains. Après avoir laissé 4 à 5 mille hommes en observation devant Bellegarde et le fort des Bains,
19 mai. il se porta avec 12 mille dans la nuit du 18 au 19 mai de Ceret au Boulou, d'où il se proposait de se diriger sur Thuir à l'extrême droite: l'appari-

tion de ses colonnes ayant donné l'éveil au camp, et cette attaque ne pouvant s'effectuer que par une marche de flanc dangereuse, il se détermina à diriger ses efforts contre la position de la manière suivante :

Le duc d'Ossuna avec 4 bataillons de gardes espagnoles, la brigade de carabiniers royaux, le régiment de l'infante et 6 pièces, tournant le village de Mas-del-Conte, fut chargé d'assaillir celui de Mas-d'Eu en flanc; le maréchal-de-camp Villalba d'attaquer le centre avec 4 bataillons et 6 bouches à feu; le lieutenant-général Courten d'aborder la droite avec 3 bataillons de gardes walonnes, 14 escadrons et 6 pièces de campagne. Le général Dagobert voyant que l'effort de l'ennemi menaçait sa droite, la renforça et se tint prêt à le recevoir sur tous les points. La canonnade s'engagea à cinq heures du matin, et se soutint jusqu'à huit. Ricardos voulant y mettre un terme prit la gauche de sa cavalerie, et manœuvra pour tourner les batteries de la droite; mais obligé de défiler dans un ravin plongé par elles, leur feu jeta du désordre dans ses escadrons. Trop pressé de les poursuivre, Dagobert dégarnit sa gauche et la laissa exposée aux coups du duc d'Ossuna, qui pénétra dans le camp par Mas-d'Eu ; tandis que la droite, écrasée à son tour par 14 bouches à feu qui protégeaient le déboucher de la cavalerie, n'avait que le temps

de se former en carrés pour en repousser les charges.

En vain Dagobert voulut empêcher sa formation en ordonnant à 300 gendarmes de la charger, ils lâchèrent pied sans avoir croisé le fer, entraînant une partie de l'infanterie dans leur déroute. Le général en chef accouru de Perpignan avec un renfort de 1,200 fantassins ne les rallia pas sans peine sur la hauteur de Terrat de Vaqui; sa présence ranima le combat sans en tourner les chances: les Espagnols étant déjà maîtres du camp, on se battit jusqu'à la nuit. Alors seulement épuisés de leurs longs efforts, sourds à la voix de leurs chefs, les Français se débandèrent et s'enfuirent à Perpignan, abandonnant à l'ennemi leur artillerie et tous les effets de campement: heureusement que le terrain et l'obscurité lui cachèrent le désordre qui régnait dans la place, car cette nuit même il y serait entré. La garnison frappée d'une terreur panique, ferma non-seulement les portes aux fuyards, elle les mitrailla encore long-temps, les prenant pour Espagnols.

Après une victoire si complète, tout conviait Ricardos à tenter un coup de main sur Perpignan qui était loin de se trouver en état de défense; il se retira au contraire au Boulou dans l'intention d'y attendre la réduction de Bellegarde et des autres places du Tech. Flers rallia les débris de son petit corps, et après l'avoir renforcé de

quelques nouveaux bataillons de volontaires, vint prendre position sur le revers de la colline de Mas-del-Conte où il se retrancha.

Le siége du fort des Bains n'était pas une entreprise majeure. Le peu de capacité de ce fort ne le rendait pas susceptible d'une longue défense : une canonnade de quelques heures le fit tomber. Sa garnison forte de 350 hommes fut prisonnière : la reddition de ce poste entraîna celle de Pratz de Molo qui se rendit sur simple sommation. La conquête de Bellegarde était plus difficile, et demandait un siége en règle. Cette place bloquée depuis les premiers jours de mai renfermait 1,200 hommes commandés par le colonel Boisbrulé qui paraissait disposé à faire son devoir. Ricardos n'employa pas moins de 12 mille hommes pour la réduire, et confia la conduite des travaux à un officier français sous l'inspection du général d'artillerie Cagigal. Le siége fut poussé avec vigueur, et Boisbrulé ne se démentit pas; après avoir soutenu vingt jours de tranchée ouverte, et vu démonter 42 bouches à feu sur 50 qui étaient en batterie, bien qu'il n'y eût pas encore brêche au corps de place, il capitula le 25 juin, de l'avis de ses compagnons d'armes : la garnison réduite à 900 hommes obtint les honneurs de la guerre, et fut conduite en Espagne.

Prise du fort des Bains et de Bellegarde.

25 juin.

La perte de cette place en faveur de laquelle

Flers campé

à Maz de Roz ne fait rien pour s'y opposer.

Flers ne fit qu'une tentative infructueuse, plongea la ville de Perpignan dans le plus grand découragement. On y disait que l'armée française était hors d'état d'arrêter un jour la marche de l'ennemi, et ce bruit, propagé par la malveillance, excitait la défiance des délégués de la Convention contre le général en chef, qu'ils accusaient tour-à-tour de pusillanimité, de trahison. Celui-ci poussé à bout, n'osant attaquer le corps campé à Boulou, avec des troupes neuves et si difficiles à conduire, se disposait à marcher par Thuir sur les derrières de son adversaire, pour intercepter ses convois, lorsque le comte de La Union s'empara d'Argelès, à la suite d'un léger combat, et le contraignit à rester dans son camp, de peur d'être lui-même coupé de Perpignan.

Au moment où La Union prenait poste à Argelès, Ricardos voulant resserrer Saint-Elme, Port-Vendre et Collioure, détacha le maréchal-de-camp Oquendo vers le Puigoriol, l'une des Albères qui domine ces trois places; cette tentative échoua par la valeur et l'intelligence d'un officier de Médoc qui s'y défendit avec 2 compagnies de volontaires et 2 pièces. Cet échec peu important en lui-même eut cependant un résultat fâcheux pour les Espagnols, puisqu'il empêcha le débarquement des vivres et des munitions qu'une escadre mouillée dans les eaux de Collioure, devait effectuer le lendemain.

A ce petit échec près, tout avait réussi aux Espagnols au-delà de leurs espérances; cependant ces avantages ne rendirent pas leur général plus entreprenant. Voyant que Flers s'obstinait à garder le camp de Maz de Roz, il n'osa l'attaquer de vive force, et essaya de l'en déloger en saignant et détournant les ruisseaux qui l'abreuvaient. Ces pitoyables moyens n'amenant aucun résultat, Ricardos fit pendant quinze jours une guerre d'avant-postes très-vive qui ne servit qu'à aguerrir les volontaires français.

Cette espèce de stagnation si favorable à leur instruction ne l'était pas de même au général en chef. Les représentans du peuple Fabre et Gaston argumentaient vivement sur les précautions prises et à prendre pour mettre le département des Pyrénées-Orientales à l'abri d'invasion; sommé par eux de déclarer s'il comptait arrêter l'ennemi dans sa position, s'il avait couvert la route de Perpignan à Narbonne, enfin s'il avait prévu tous les accidens qu'entraînent une retraite précipitée, Flers leur répondit dans un accès d'humeur et d'ennui que sa position étant bonne, il attendait avec sécurité l'ennemi, mais qu'il ne pouvait prévoir les événemens; que si chacun était déterminé comme lui à combattre jusqu'à l'extrémité, il avait tout le temps de songer à la retraite.

Cette réponse ne calmant pas les commissai-

res craintifs et tracassiers, ils convoquèrent un conseil de guerre dans lequel la question de livrer Perpignan à ses propres forces, et de prendre position sur les hauteurs de Salces fut agitée. Tous les généraux tremblans devant les représentans opinèrent pour abandonner le camp de Mas de Roz; Flers seul s'opposa à cette mesure pusillanime, dont le résultat eût livré Perpignan sous peu de jours aux Espagnols: les commissaires forcés de se rendre à l'évidence de ses raisons, retirèrent leur proposition, honteux que celui qu'ils accusaient de faiblesse, montrât, dans cette occasion, plus de fermeté qu'eux.

Sur ces entrefaites, l'armée ayant reçu 7 bataillons de renfort, Flers se disposa à célébrer l'anniversaire du 14 juillet par une attaque sur toute la ligne; mais dans le même moment Ricardos, convaincu de l'impossibilité de le déloger de vive force de sa position, méditait de l'en chasser par des manœuvres.

Les Espagnols attaquent Flers et sont repoussés à Niel.

13 juillet.

Effectivement, le 13 juillet, l'armée espagnole après avoir laissé un corps d'observation devant les places de Collioure et Port-Vendre, qu'une escadre de 14 voiles bloquait par mer depuis plusieurs jours, s'était ébranlée sur 3 colonnes. L'aile droite aux ordres du lieutenant-général Cagigal dans la direction de Niel, le centre conduit par le marquis de las Amarillas, et l'aile gauche commandée par le prince de Montforte

sur les deux extrémités du village de Canhoës. Ces 3 colonnes s'élevaient à plus de 15 mille combattans; elles traînaient avec elles un train d'artillerie considérable.

Au premier avis de leur approche, les généraux Dagobert et Barbantane, rangèrent leur petite armée en bataille, derrière ses retranchemens, et jetèrent en avant quelques centaines de tirailleurs, pour harceler la marche de l'ennemi. Ricardos qui s'était peut-être flatté de la surprendre, se couvrit de terre pendant que ses éclaireurs échangeaient des coups de fusils. Les trois journées suivantes se passèrent en escarmouches, et c'est ce qu'on a de la peine à concevoir. Puisqu'on s'était ébranlé dans l'intention de manœuvrer, il fallait masquer le camp des républicains par une division, derrière laquelle les deux autres eussent filé en toute sécurité, pour passer la Tet à Millas, et se rabattre brusquement sur le Vernet ou Rivesalte. S'amuser à une petite guerre et se retrancher, c'était prévenir Flers qu'il allait être incessamment attaqué, et l'engager à renforcer son camp de toutes les troupes disponibles aux environs de Perpignan. On a prétendu qu'on ne pouvait se dispenser de reconnaître la position; mais tous les militaires conviendront qu'il ne faut pas trois jours pour reconnaître 12 mille hommes.

Quand le général espagnol eut bien examiné

le terrain et l'emplacement de l'armée française, il forma son plan d'attaque. Une étude aussi approfondie que celle qu'il venait de faire de l'un et de l'autre, autorisait à penser qu'il en aurait saisi parfaitement toutes les dispositions; mais il n'en fut rien : Ricardos voulant trop s'étendre pour envelopper le petit corps français, essuya le revers le plus honteux.

L'attaque eut lieu le 17 juillet sur cinq colonnes; celle de droite, forte de 2 bataillons de gardes espagnoles, reçut l'ordre de se porter par Poullestre sur Cabestani derrière la gauche du camp; le marquis de las Amarillas avec 4 bataillons fut chargé de l'attaque d'Orles où il devait se rendre par Niel et Canhoës; la 3e colonne formée de 2 bataillons de gardes wallonnes, et conduite par le lieutenant-général Courten, devait se porter par Truillas et Thuir contre Pezillas. Toutes les troupes légères de l'armée, infanterie et cavalerie, soutenues de 2 escadrons de carabiniers royaux, composèrent la 4e colonne, que le maréchal-de-camp Hernosa eut ordre de diriger de Hilles le long de la Tet jusqu'à Millas où elle devait passer cette rivière, pour de là s'avancer sur Cornilla et Saint-Estève. Enfin les compagnies d'élite des régimens de dragons et de grosse cavalerie furent réunies sous les ordres du major-général La Union, pour se porter, aussitôt que les républicains seraient ébranlés, par

Millas sur Rivesalte, afin de s'emparer du pont de la Gly, et de leur couper la retraite sur Salces. Une batterie de 21 pièces de gros calibre, et 1,500 travailleurs suivaient la 3e colonne qui devait faire effort contre la droite du camp, soutenue au besoin par celle de Hernosa. Le général espagnol s'imaginait n'avoir rien oublié de ce qui pouvait lui assurer le succès de son opération. Ses ordres semblaient parfaits; l'infanterie devait marcher aux retranchemens l'arme au bras, en colonne par divisions à distance de peloton; il n'était permis qu'aux troupes légères de tirailler; chacune des colonnes avait un point de ralliement en cas de succès comme en cas d'échec.

D'abord l'attaque réussit; les avant-postes français furent repliés des hauteurs du Mas de Serres, où le lieutenant-général Cagigal établit aussitôt la grande batterie; mais tel fut l'effet de l'isolement des colonnes qu'aucune ne put soutenir à temps la 3e, et diviser l'attention des républicains qui, calmes et attentifs derrière leurs retranchemens, ne firent aucun faux mouvement et se prêtèrent un mutuel appui. Les tirailleurs wallons commençant à se répandre sur les hauteurs opposées au Mas des Jésuites, un demi bataillon de la légion des Pyrénées leur tint tête jusqu'à ce que l'adjudant-général Poinsot arrivât à son secours avec un bataillon et 2 pièces de 4; ces hauteurs dégagées, on découvrit toutes les

colonnes ennemies, et l'artillerie de la légion sema alors la mort et le ravage dans celles qui défilaient à sa portée.

Cependant le chef de brigade Lamartillière ayant mis en action la grosse artillerie du camp, foudroya en peu d'heures la grande batterie du Mas de Serres. Cagigal ayant eu plus de moitié de ses pièces démontées, jugea prudent de retirer les autres, et n'en vint à bout qu'à force de bras. Dès que ce point important fut évacué, les Français y amenèrent 4 pièces qui firent un feu très-vif contre les colonnes ébranlées. Cette canonnade augmentant de moment en moment son intensité, Ricardos ne voulut point hasarder l'assaut, et donna l'ordre de la retraite : à peine fut-elle prononcée que Dagobert s'élance hors du camp à la poursuite, avec l'infanterie qui se trouve sous sa main : son adversaire pour l'arrêter prescrit à La Union de la couvrir avec sa cavalerie. Dagobert dirige aussitôt contre elle ses pièces de bataillon, mais leur effet ne répondant pas à son ardeur, il ordonne à une brigade d'infanterie de charger ces escadrons à la baïonnette. Ses ordres furent mal exécutés : le premier échelon lâcha pied et entraîna dans sa fuite ceux qui devaient le soutenir. Le comte de La Union saisit l'à-propos et fondit sur la brigade ébranlée, la mit en déroute et s'empara pour un moment de son artillerie. En vain Dagobert tente de la ral-

lier sous la protection de la gendarmerie : celle-ci abordée à son tour ne peut soutenir le choc des Espagnols qui la ramènent sur les hauteurs de Mas de Serres, où elle se rallie à gauche de la 1re brigade de la division Barbantanne. Cet incident ne changea pas néanmoins les chances du combat. Le général en chef et Barbantanne, après avoir harangué cette troupe, se mirent à sa tête et fournirent une charge si furieuse, que l'ennemi en fut culbuté et laissa 100 cavaliers sur place. Alors le canon de la réserve et le feu des grenadiers précipita sa retraite dans le camp de Niel.

Telle fut la célèbre journée du 17 juillet, dans laquelle l'armée espagnole, bien supérieure à l'armée française, après avoir rompu le centre de celle-ci, fut battue pour avoir maladroitement divisé ses forces. Ce serait une grande erreur de juger son importance par les trophées recueillis sur le champ de bataille; elle produisit, à l'égard des Espagnols, l'effet que dans la campagne précédente Valmy avait opéré sur les Prussiens, et Jemmapes sur les Autrichiens; elle rabattit leur orgueil et leur inspira plus de circonspection, en même temps qu'elle accrut la confiance et l'ardeur belliqueuse des jeunes volontaires des départemens voisins.

Le lendemain de cette affaire les Espagnols renonçant à l'offensive, rentrèrent dans le camp de Mas-d'Eu, où nous allons les laisser pour rendre

compte des opérations qui eurent lieu vers les Pyrénées Occidentales.

Opérations aux Pyrénées Occidentales.

Un simple coup-d'œil sur la carte fait voir que les cinq débouchés de France en Espagne à l'Ouest, dont nous avons parlé plus haut, sont renfermés dans un espace de 12 lieues: pour les masquer avec 15 mille hommes, Caro sentait l'urgence de raccourcir sa ligne et d'en appuyer la gauche à la mer sur les hauteurs d'Urugne, la droite à Château-Pignon, en avant de la montagne d'Atabiscar à droite du val Carlos; mais attendu que pour prendre cette ligne, il eût été nécessaire de déloger préalablement les Français de ce poste et des hauteurs qui dominent Saint-Jean-de-Luz, le ministère fidèle jusqu'au scrupule au plan qu'il avait adopté, prescrivit à son général de garder la ligne de la Bidassoa, de peur qu'il ne fût entraîné dans des affaires désavantageuses. Les Espagnols formèrent donc vers la mi-avril un camp de 6 mille hommes à St.-Martial, et un autre de 4 mille hommes à Bera; le général Horcasitas garda le col de Maya et la vallée de Bastan, et la droite campa vers Burguette à la tête du val de Roncevaux.

L'armée française forte de 8 à 9 mille hommes au plus, formait alors une simple division de 15 bataillons et de 18 compagnies franches, commandée par le général Duverger : 9 bataillons

campaient en trois petits détachemens à Andaye, Jolimont et Sarre. Lagenetière en commandait 6 autres cantonnés à la gauche dans la vallée de Saint-Jean-Pied-de-Port.

Quoique disséminés comme les républicains, les Espagnols avaient cependant l'avantage sur ceux-ci, parce qu'ils se trouvaient alors plus en forces et possédaient toutes les sommités des hauteurs. Caro s'en prévalut pour former le projet assez habilement conçu de couper la ligne au point décisif de Sarre. Le 23 avril, pendant qu'une nuée de bombes pleuvait sur le camp d'Andaye et y portait le désordre, les Espagnols franchirent la Bidassoa, s'emparèrent de la montagne de Louis XIV, et eurent le temps de détruire les batteries avant d'être forcés à repasser la rivière, ce qui contraignit les Français à aller s'établir le lendemain à la Croix des Bouquets, un quart de lieue plus en arrière, pour être à l'abri d'un feu qu'ils ne pouvaient plus maîtriser. A quelques jours de là, le 30 avril, 2 colonnes parties de Bera et de Lesaca surprirent le camp de Sarre qui était isolé, en refoulèrent les troupes sur Ustaritz, et eussent fait un grand nombre de prisonniers sans la fermeté du capitaine Latour-d'Auvergne et du chef de brigade Lachapelette qui les arrêtèrent à la hauteur de Sainte-Barbe avec 200 hommes du 80e régiment.

Combats de Sarre et Andaye.

23 avril.

La facilité avec laquelle ce coup de main s'exé-

cuta, dénotait assez qu'il était possible de tenter des entreprises plus sérieuses sur les camps de Jolimont, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Jean-Pied-de-Port ou Navarreins : mais soit qu'il craignît d'outre-passer ses instructions, ou qu'il ignorât l'état de dénuement de ces places, Caro ne s'écarta point du rôle qui lui avait été tracé, et se borna à entretenir une guerre d'avant-postes sur les bords de la Nivelle.

Cependant la nouvelle de la défaite de Sarre remplit le pays de consternation et d'épouvante. Bayonne n'était pas plus en état de défense que Perpignan, et se croyait à la veille d'être investi. Le général Servan fut appelé de Toulouse par les clameurs des clubs, qui lui reprochaient avec fondement de rester au centre où il ne pouvait rien faire, tandis que l'ennemi écrasait ses deux ailes. Il parvint cependant à dissiper les craintes par de promptes dispositions ; la redoute d'Andaye fut évacuée ainsi que le camp de Jolimont : toutes les troupes se concentrèrent à Bidard, en
8 mai. avant de Bayonne. Il ne resta à St.-Jean-de-Luz qu'une avant-garde de 2 bataillons et 100 chevaux, et à Saint-Pée un corps de grenadiers sous Latour-d'Auvergne.

Cette concentration dont on fit un crime au général, parce que l'évacuation fut tumultueuse, et coûta quelques pièces de canon, eut le double avantage de couvrir Bayonne, et de faciliter

l'organisation de l'armée. Le général Dubouquet, auquel Servan confia le camp de Bidard, acheva l'instruction des bataillons de volontaires, et les façonna au joug de la discipline; et l'aplomb que les troupes acquirent dédommagèrent bien de la perte d'un poste insignifiant.

Attaques sur Château-Pignon.

Jusque-là les hostilités n'avaient eu lieu que sur la communication de Bayonne à Madrid. Dans les premiers jours de mai, elles s'étendirent vers la gauche en avant de Saint-Jean-Pied-de-Port, où le général Lagenetière commandait, outre les forces indiquées plus haut, 11 compagnies franches de chasseurs basques. Cette jeunesse brillante, distinguée par sa taille, son agilité et son infatigable courage, s'était rangée avec enthousiasme sous les drapeaux, autant par humeur belliqueuse que par une haine pour les Espagnols que des discussions journalières d'intérêt avait nourrie parmi eux. Imposans par la fierté de leur démarche, redoutables par l'impétuosité de leur attaque, vigoureux, infatigables, d'autant plus dangereux qu'ils connaissaient les moindres sinuosités et passages ; ces braves montagnards avaient pénétré l'ennemi de respect et de terreur.

Lagenetière ayant fait quelques courses dans le val Carlos et le val Roncevaux, donna de vives inquiétudes à Caro sur les fonderies d'Espeguy et d'Orbaicet, et l'attira à la tête du val de Ronce-

vaux, où il assit un camp d'environ 5 mille hommes en avant d'Altobiscar, dans la position qu'il s'était proposé d'occuper à l'ouverture de la campagne. Le général républicain avait ses forces dispersées : 3 bataillons campaient derrière Château-Pignon, 2 bataillons tenaient la montagne des Aldudes, 12 compagnies de chasseurs occupaient Lizerateca, le reste gardait des postes sur les derrières et dans la gorge d'Arneguy. Caro ayant placé les siens sur la montagne d'Ourisca qui domine les Aldudes, cette position devint pendant plusieurs jours le théâtre de sanglans combats, et fut enfin cédée aux Espagnols le 27 mai.

Maître de ce point important, Caro conçut le dessein d'expulser les Français de tous les cols circonvoisins, et fut admirablement secondé dans l'exécution de ce projet, par les habitans des vallées espagnoles; ceux-ci non contens de guider ses colonnes, pratiquèrent à l'artillerie un chemin qui lui donna accès dans la vallée de Mendibelza et au col de Bentarten, débouchant tous deux sur Château-Pignon. Pour assurer son entreprise, il fit inquiéter les républicains à Lussaïde, et à la belle fonderie de Baygori, que les Espagnols détruisirent par représailles de l'incendie du premier de ces bourgs. On se faisait la guerre avec un acharnement aussi impolitique que sous le Régent et Philippe V; quand de malheureux soldats français, la torche à la main et guidés par

3 juin.

des Anglais, saccageaient les établissemens maritimes de l'Espagne sur les côtes de Biscaye. On se vantait en 1793, à la tribune, d'exploits non moins funestes; la gazette de Madrid applaudissait de même aux triomphes des siens, et l'Angleterre souriait de la peine que les deux partis prenaient de s'entre-détruire.

La position de Château-Pignon, accessible seulement par un sentier, consiste en trois pics qui se flanquent; le château bâti du temps des Romains est élevé sur l'un d'eux, et augmente encore sa force naturelle. Un vieux redan couvrait le camp, et le liait au petit fort. L'avant-garde espagnole, conduite par le major-général Escalante, s'avança sans être aperçue le 6 juin, à la faveur d'un épais brouillard, jusqu'aux avant- 6 juin.
postes : le capitaine Moncey ayant rassemblé ses chasseurs à la hâte, marche à sa rencontre, et le culbute sur le corps de bataille, auquel il prend 6 pièces de canon. Caro qu'une attaque de goutte avait jusqu'alors tenu cloué sur un brancard, frémissant de ce que la victoire lui échappe, se fait hisser à cheval, anime au milieu du feu ses soldats du geste et de la voix, et les décide à gravir les flancs escarpés du pic de gauche. Les 600 chasseurs républicains abandonnés à eux-mêmes, ne peuvent repousser ce nouveau choc; ils perdent l'artillerie qu'ils venaient d'enlever, et se replient sur le deuxième pic du centre, où les grena-

diers du 8e bataillon de la Gironde ont peine à retarder de quelques minutes la marche de l'ennemi.

Cependant il restait encore le pic du château à enlever, et ce n'était pas le moins difficile; mais encouragés par leurs succès et l'exemple du marquis de la Romana, les Espagnols parviennent à l'escalader et à mettre en fuite la garnison du château. Les troupes du camp ne firent pas leur devoir : ébranlées par quelques obus; peu confiantes en leur chef, ardent révolutionnaire, qui avait propagé l'indiscipline parmi ses soldats; elles prirent la fuite dans le plus grand désordre. En vain le général Lagenetière, accouru de Saint-Jean-Pied-de-Port avec un bataillon de réserve, veut rallier les fuyards à Orisson; son cheval est tué dans la mêlée, et sa voix méconnue; désolé, éperdu, il se jette au milieu des chasseurs que le capitaine Moncey avait jusqu'alors tenu réunis; au même instant 2 escadrons du régiment de la Reine ayant enfoncé cette poignée de braves, Lagenetière blessé, et qui ne voulait pas survivre à sa défaite, tomba aux mains des Espagnols.

Pendant que Caro obtenait cet avantage, le chef de brigade Desolimes faisait une incursion dans la vallée de Bastan; lorsqu'il apprit à Erraza l'échec de Château-Pignon, il regagna au plus vîte Saint-Jean-Pied-de-Port par la vallée d'Ossez.

Les Français se retirent à Saint-Jean-

Les troupes y refluèrent de tous côtés dans le plus affreux désordre; Servan détacha Dubou-

quet pour les rallier et rétablir le calme. Personne n'était plus capable que lui de remplir cette mission. En peu de jours il parvint à leur rendre de la confiance, en les assujettissant à l'instruction et à la discipline. Sous son œil vigilant, Saint-Jean-Pied-de-Port s'accrut de tous les ouvrages qui font encore aujourd'hui sa principale force : un système de défense tracé par l'ingénieur Lafitte, et assez bien lié, en fit un excellent refuge, en même temps qu'un dépôt assuré contre toutes les tentatives de l'ennemi. Pied-de-Port

Servan tranquille sur sa gauche et renforcé de plusieurs bataillons, porta les troupes du camp de Bidard en avant de Socoa, et entreprit de nettoyer la rive droite de la Bidassoa où les Espagnols avaient laissé beaucoup de postes ; informé néanmoins que son adversaire se portait en forces de Château-Pignon sur Beru et Irun, il prescrivit au général Dubouquet de lui donner de la jalousie sur le camp d'Ispéguy. Cette ruse réussit, Caro retenu dans ses positions n'arriva sur les bords de la Bidassoa qu'après l'opération de Servan, et trouva cette rivière si bien gardée qu'il n'osa plus la franchir. Le moment paraissait arrivé où les Français allaient changer de rôle ; les contingens de la levée de 300 mille hommes rejoignaient en foule. Servan avait l'intention de placer sa droite au camp de la Croix des Bouquets, de forcer le camp de Zugarramundi pour

s'ouvrir la route de Saint-Estevan par la vallée de Bastan, et il pressait l'instruction des bataillons récemment organisés, lorsqu'il fut destitué et conduit à Paris dans les premiers jours de juillet.

Le général d'Elbecq qui le remplaça était maladif, incapable de soutenir le poids dont on l'avait chargé; il ne fit aucun changement notable aux dispositions de son prédécesseur, mais ne poursuivit pas l'exécution de ses projets. Le mois de juillet se passa en affaires de postes, précurseurs de coups plus décisifs. Déjà les nouvelles levées ayant porté l'armée des Pyrénées-Occidentales à 35 bataillons, 1,500 canonniers et 700 chevaux, lui permettaient de prendre une attitude menaçante : les moyens de transports, le matériel s'y formaient dans une proportion convenable. Le besoin de renforts à la Vendée y fit bien détacher 3 à 4 mille hommes; cependant les commissaires de la Convention ne perdirent pas une minute pour les faire remplacer. A la vérité on perdait des bataillons aguerris pour en recevoir d'inexpérimentés; mais les maux de la patrie froissant tous les cœurs, cette jeunesse des villes ramassée à la hâte, suppléa, par un dévouement sans bornes et une résignation admirable, à ce qui lui manquait de forces physiques pour soutenir les privations et les fatigues de la guerre, qu'elle méprisa bientôt autant que le danger.

CHAPITRE XIX.

Affaires de l'intérieur depuis le mois de février. — Journées du 31 mai, 1er et 2 juin. — Origine de la Vendée et du fédéralisme.

AVANT de passer à la seconde période des opérations de cette campagne, nous avons à rendre compte de l'état de l'intérieur depuis la mort du Roi.

Les Jacobins veulent s'emparer de l'autorité.

La situation de la France devenait de jour en jour plus critique : le nouveau sénat n'apprenait de toutes parts que désastres et défections qui semaient la défiance dans tous les cœurs. La république ne formait qu'une espèce de gouvernement provisoire, car le projet de constitution présenté au mois de février par Condorcet, n'ayant point été sanctionné, la pierre fondamentale de la nouvelle charte restait encore à placer. L'idée d'une réaction royale agitait tous les esprits, et les Jacobins ne voyant plus de sûreté que dans l'usurpation du pouvoir, tournèrent dès ce moment leurs efforts vers ce but. Les plus sincères, entraînés par des maximes républicaines, et se forgeant de belles utopies, croyaient les réaliser en dirigeant les affaires à leur gré : les

plus astucieux mesurant l'étendue du péril, jugèrent que le seul moyen de sauver leur parti était de se saisir de la toute-puissance; et en associant la multitude à leurs intérêts, ils ne songèrent qu'à la placer dans l'obligation de se dévouer à une défense commune.

Ils attaquent les Girondins.

Les Girondins visant à l'aristocratie des talens et de l'éducation, étaient trop fiers de leur prépondérance, pour ne pas heurter les ombrageux sectateurs du nivellement; et ceux-ci leur portaient une envie qu'on ne prenait plus la peine de dissimuler dans les clubs. « A quoi bon, di» sait-on, détruire l'aristocratie des nobles et » des Bourbons, pour supporter celle de ces » faux républicains, qui n'ont pas, comme les » premiers, des droits consacrés par l'habitude. »

Robespierre et Danton ne pouvaient plus reculer, il fallait qu'ils courbassent leur front audacieux devant leurs adversaires, et restassent des chefs de faction obscurs, ou qu'ils se missent franchement à la tête de la populace pour les accabler. Leur parti fut bientôt pris; entourés de la faveur du bas peuple, ils ne comptaient triompher que par lui, et pour démuseler entièrement le tigre, il fallait le débarrasser des derniers obstacles que les républicains les plus influens et les plus estimés, eussent pu lui opposer. Forts de l'appui de la commune, ils se promettaient la victoire; mais afin d'y marcher plus sûrement,

ils sentirent l'urgence de s'associer un instant avec ceux des Jacobins qui partageaient avec eux les suffrages de la multitude.

La voix terrible de Danton s'est déjà fait entendre pour dépopulariser les Girondins en les accusant. Marat ne se fait aucun scrupule de les vouer, dans de sales écrits, aux poignards des amis de la liberté.

Mesures qui peuvent assurer le triomphe de la Montagne.

La Convention flottant incertaine entre les deux factions, et ayant repoussé toutes les attaques dirigées contre ses membres; il importe de recourir à des moyens plus puissans que de vagues et inutiles dénonciations. Trois mesures sont indispensables pour assurer la réussite du complot des montagnards : la première est de faire éloigner les corps de volontaires appelés des départemens pour la sûreté de la capitale, et qui, sous le ministère de Beurnonville, ne serviraient point de gardes prétoriennes aux anarchistes : la seconde est de faire dénoncer leurs adversaires par le peuple, comme des ambitieux, ennemis de la liberté publique : la troisième est de se débarrasser de l'entrave que l'inviolabilité des députés apportait à leurs desseins, et d'obtenir qu'ils fussent justiciables du tribunal révolutionnaire, dont l'établissement vient d'être décrété. (13 mars.)

Formation d'un comité insurrecteur

Le comité insurrecteur établi dès long-temps aux Jacobins et aux Cordeliers, agissant de con-

cert avec la commune, exerçait sur les sections une influence redoutable, qu'il étend même aux départemens les plus éloignés. Pache qui avait échangé le portefeuille de la guerre contre la place de maire de Paris, lui était dévoué : il disposait, par la persuasion ou par la terreur, de la population entière de la capitale. Robespierre et Danton étaient les instigateurs de ce terrible conciliabule; Tallien, Chaumette, Hebert, figuraient après eux au second rang; Henriot, Gusman, Desfieux, Lazouski, Rosni, Momoro, Hassenfratz, Frey, Pereyra et quelques autres intrigans de la même espèce en étaient les agens principaux. La Gironde ne peut méconnaître ces complots, Lanjuinais a osé signaler l'existence des conciliabules où ils se trament.

Effets produits par les revers des armées.

La nouvelle des échecs essuyés à Aix-la-Chapelle fournit à Danton l'occasion d'une philippique, dont le style plus sage et non moins vigoureux que beaucoup de ses discours, ne contribua pas peu à relever les courages(1). Cependant elle

---

« (1) La France, dit-il, a plus d'une fois acquis l'expérience » qu'il lui faut des dangers pour déployer son énergie; eh bien! » le moment est arrivé où il fautdire à la nation entière, que si elle » ne vole pas au secours de la Belgique, si Dumouriez se laisse en- » velopper dans la Hollande, nous perdons la fortune publique et » peut-être 600 mille Français.... Il n'y a pas de momens à perdre; » il faut que Paris, cette cité déjà si célèbre dans les fastes de la » révolution, cette citée tant calomniée, donne encore au reste de

fournit aussi aux Jacobins l'occasion de demander le départ des volontaires. Le parti dont ils sont la sauve-garde s'y oppose; mais, quel argument opposer au besoin de soldats qu'éprouve la patrie? Lanjuinais, Buzot, Isnard, combattent le projet, et le dernier déchire le voile en demandant si la Convention n'est qu'une machine à décrets entre les mains d'un parti, et si la commune de Paris doit dominer la France. Fonfrède transige en faisant décréter le renvoi des volontaires venus des départemens maritimes.

De malheureuses nouvelles arrivées de Liége, et le retour de Lacroix et Danton envoyés en qualité de commissaires à l'armée de Dumouriez, fournirent un prétexte aux conspirateurs pour agiter la capitale, et remettre en jeu la bande de Chaumette et les orateurs des sections. D'un autre côté on excite le peuple à voler en Belgique, espérant par là trouver l'occasion de nouvelles scènes pareilles à celles du 2 septembre.

» la France l'impulsion à laquelle nous avons déja dû tant de succès.
» La guerre ne doit être faite que par enthousiasme. Tous les Fran-
» çais ont juré de défendre la liberté; ils se sont constitués en gar-
» des nationales; eh bien! qu'ils remplissent leurs sermens....
» Toutes nos espérances sont loin d'être déçues. Si nous avons
» perdu Aix-la-Chapelle, Breda est encore en notre possession.
» Dumouriez, je lui rends cette justice, a l'art d'échauffer les sol-
» dats; l'histoire jugera ses talens, ses passions, ses vices; mais ils
» sont nécessaires au salut de la république.»

Confondant dans un même soin le salut de la patrie et l'intérêt des factieux, Danton demande que les Parisiens courent aux armes, et Barrère veut étendre cette mesure à toute la France.

Au milieu de tant de passions, Carnot propose l'envoi de députés dans les départemens pour y exciter les citoyens à la défense desfrontières; et affectant un grand calme dans le danger, il fait décréter la réunion de Tournay, Ostende et Namur à la république, à l'imitation du sénat romain, disposant des champs sur lesquels Annibal était campé.

Des troubles furent excités dans Paris : dès le 10 mars des sectionnaires séditieux demandèrent en même temps du pain, et menacèrent, de la vengeance du peuple, les membres qui avaient voté en faveur de Louis. On dit que désespérant de triompher de leurs ennemis par la Convention, où la Gironde conservait la majorité, et dont Condorcet venait d'occuper le fauteuil, et n'ayant pu réussir à se faire confier les emplois du conseil exécutif, les meneurs des Cordeliers et des Jacobins résolurent d'insurger le peuple. Il fallait, disaient-ils, qu'il se fît justice lui-même, en égorgeant une centaine de députés et les ministres qui s'opposaient au bonheur public.

Les désastres de Liége loin de ralentir l'explosion ne firent que l'accélérer, en redoublant les craintes d'une faction qui désormais doit rester

maîtresse du timon de l'Etat, ou redouter les plus cruels traitemens.

Déjà les nombreux fils de la plus noire trame sont mis en jeu; les sections Poisonnière et de Bonconseil prennent l'initiative, et demandent l'expulsion de 22 députés qui ont voté pour Louis XVI, et sont les ennemis de la république.

Attaques formelles des deux factions.

Vergniaud qu'un silence de plusieurs jours semblait avoir arraché au poste difficile qui lui était réservé, rassemble ses moyens dans la journée du 13 mars. Il attaque avec toute l'impétuosité et l'énergie qui lui sont familières, le monstre anarchique menaçant à la fois la patrie et les Girondins.

« Je m'étais condamné, dit-il, à un long si-
» lence; mais aujourd'hui que je vois la patrie
» placée sur le bord de l'abîme, dans lequel la
» plus légère impulsion peut la précipiter avec
» la liberté; aujourd'hui que Catilina ne se con-
» tente pas de se présenter aux portes de Rome,
» qu'il a l'audace de pénétrer jusqu'au sein de la
» Convention, je vais parler. »

L'orateur donne ensuite divers détails sur la trame ourdie par le comité d'insurrection, et il continue son discours par ce trait qui réunit de fortes vérités aux doctrines les plus subtiles.

« Peuple Français, c'est ainsi qu'on te trompe;
» on te présente l'égalité sous l'emblême de deux
» tigres qui se déchirent, tandis qu'on devrait

» te la présenter sous celui de deux frères qui » s'embrassent. On te présente la liberté armée » de torches et de poignards : celle qu'on devrait » te donner, fille de la nature, ne devrait offrir » que le tableau d'une réunion patriarchale, et » c'est ainsi qu'elle ferait le bonheur du monde. » On te parle de concorde, et c'est la haine que » l'on t'inspire, et cette haine a ses prêtres, » comme les faux dieux de l'antiquité avaient » leurs druides. Eh bien! que ces prêtres dispa- » raissent comme les druides, et que la pierre » de l'infâmie couvre à jamais leur cendre. »

Après cet exorde, le moderne Cicéron énumérant les projets subversifs de tout ordre et de toute liberté, sortis de l'antre des Cordeliers, signale l'arrêté qu'ils viennent de prendre pour inviter Paris à se saisir de la souveraineté, et pour donner, au département de la Seine, le droit exclusif de remplacer les députés des autres départemens que la montagne marquerait de sa réprobation.

L'Assemblée émue de tous les sentimens qu'un pareil choc d'intérêts devait produire, se prononce encore une fois pour le parti de la raison, elle ordonne l'arrestation de Desfieux et de Lazousky, désignés par l'orateur comme membres du comité insurrectionnel, et somme le ministre Garat de rechercher judiciairement les traces de ce complot.

Barrère même, que nous verrons tour-à-tour homme d'état énergique et magistrat timide, orateur rampant et déclamateur fougueux, seconda puissamment ces premiers efforts de la Gironde, et porta un œil scrutateur sur les causes et les remèdes du mal qui menaçait la république.

La nouvelle de la défaite de Neerwinden, et de la retraite de Dumouriez, arriva à l'instant même où les troubles éclataient dans la Vendée, et où plusieurs députés étaient menacés à Montargis et Orléans. Lyon s'agitait contre le despotisme des clubs, qui s'apesantissait sur cette malheureuse cité, autant que sur celle de Paris. Des dangers si multipliés augmentèrent la peur d'une réaction. La fureur des révolutionnaires s'en accrut, et tout se dispose pour une nouvelle catastrophe.

Ce fut dans la séance du 21 mars que la Convention eut la première communication de ces revers. Déjà en recevant la lettre fulminante que Dumouriez lui adressa le 12 mars, elle avait renvoyé Danton et Lacroix à l'armée, afin d'en obtenir une rétractation. Il serait difficile néanmoins de peindre l'agitation que sa défaite produisit sur tous les esprits. A la même tribune où Carnot proposait naguère la réunion de Namur et d'Ostende, Marat vient proclamer que la France n'a ni armées ni généraux capables de livrer bataille.

Quelques-uns de ses collègues l'accusent d'être vendu à l'Etranger; d'autres veulent que l'Assemblée le déclare fou.

Une adresse de la société populaire de Marseille menaçant du glaive du peuple les membres qui n'ont pas voté la mort de Louis, et prononçant l'annulation de leurs pouvoirs, achève de porter le trouble dans la Convention. Babey infère de là que de nouvelles élections doivent avoir lieu, et qu'on ne peut sauver la France qu'en convoquant les assemblées primaires.

Barrère, qu'une transaction avec la montagne n'avait point encore égaré, se précipite à la tribune; il attaque à la fois les deux propositions, s'élève avec véhémence contre les signataires de l'adresse qui sèment les divisions. « Je vous » somme, s'écrie-t-il de vous réunir pour vous » sauver vous-mêmes en sauvant la patrie. »

L'orateur considère ensuite les dangers de la convocation des assemblés primaires, au moment où l'ennemi attaque les frontières, et où les royalistes de l'intérieur sont aux portes de Saumur; l'Assemblée sur sa proposition casse les arrêtés du département des Bouches-du-Rhône, et improuve les adresses des sociétés de Marseille.

Guadet, l'appuyant avec plus de chaleur encore, déclare que c'en est fait de la liberté et de la république, si la Convention reste faible, en présence des hommes qui veulent la dissoudre, et

si elle n'anéantit pas une bonne fois ces pervers qui, semblables aux insectes après l'orage, se ramassent autour des révolutions pour les faire tourner à leur profit.

Lasource dont la mémoire fidèle n'a pas oublié les leçons de l'histoire, mais dont le génie n'a pas su en profiter, retrace en peu de mots la situation de la république par analogie avec celle de Cromwell (1). Ces brillantes hyperboles ne font que suspendre l'éclat de la foudre; les factieux ont la force de l'initiative; ils attaquent, pressent et déconcertent leurs ennemis, qui délibèrent quand il faudrait agir. Réunis en clubs, secondés par la turbulence des sociétés populaires, les Jacobins frappent à coup sûr, et leurs adversaires, réduits pour toutes armes aux succès qu'ils obtiennent à la tribune, sont bientôt terrassés.

« (1) Lorsque le peuple Anglais s'insurgea pour recouvrer sa li-
» berté, il s'éleva d'abord un parti dans la noblesse, qui voulut
» abaisser la couronne sans la détruire; voilà l'Assemblée consti-
» tuante. Vinrent ensuite les presbytériens qui voulurent détruire
» la couronne et la noblesse; voilà l'Assemblée législative. Jusques-
» là les choses semblaient en bon état; mais on vit naître bientôt
» les indépendans, qui voulurent un nivellement politique. Je ne
» leur cherche point ici de comparaison. Enfin parurent les illu-
» minés, qui mirent la Grande-Bretagne dans l'anarchie, et furent
» obligés d'appeler des montagnes de l'Ecosse le général Monck,
» pour rétablir l'ordre anéanti; et bientôt il arriva qu'à la honte de
» la nation anglaise le désordre même amena un Roi.... Citoyens,
» prenez garde d'arriver jusques-là. »

Elles feignent de se réunir pour le salut public.

Cependant les deux partis si acharnés à se détruire avaient un intérêt commun, celui de résister à l'ennemi du dehors, et de soumettre les révoltés au dedans. Ils se réunirent effectivement dans les derniers jour de mars, pour nommer un comité de 26 membres, qui serait chargé de surveiller le conseil exécutif, et de pourvoir à la défense de l'Etat. Cette amalgame bizarre des antagonistes les plus déclarés, ne devait produire qu'une scission plus éclatante : Robespierre y figurait à côté de Vergniaud et de Condorcet; Danton à côté d'Isnard; Dubois-Crancé à côté de Barbaroux.

Les circonstances étaient trop impérieuses pour que l'avocat d'Arras ne sentît pas la nécessité de soutenir sa popularité par une sortie virulente contre ceux auxquels il attribuait les dangers de la chose publique; après avoir étalé les lieux communs de sa rhétorique, Robespierre demanda la mise en jugement de Marie-Antoinette, du duc d'Orléans et de tous les généraux suspects, au nombre desquels il plaçait Dumouriez. Le peu de succès de cette démarche ne l'empêcha pas d'atteindre le but qu'il s'était proposé. Danton paraissant à son tour dans l'arène, et sortant de ce qu'il appelait sa léthargie, compare une nation en révolution au métal dans la fournaise ardente, et qui consumera tout si on ne sait le diriger. Il invite la Convention à ne pas

rester immobile au milieu des dangers de toutes espèces, et fait décréter à l'unanimité : 1° que chaque citoyen serait armé au moins d'une pique ; 2° que le tribunal révolutionnaire serait mis de suite en activité ; 3° que l'Assemblée nationale déclarait aux Français qu'aussi terrible que le peuple, elle anéantirait indistinctement tous ses ennemis.

Le lendemain 28 mars, Pache au nom des 48 sections de Paris, vient se plaindre du conseil exécutif, et demander fièrement si la Convention croit pouvoir sauver la patrie.

Effet produit par la défection de Dumouriez.

Enfin le 1er avril, un premier rapport des commissaires du conseil exécutif envoyés pour surveiller Dumouriez, déchira le voile sur les projets de ce général (1). Les Jacobins s'élèvent contre le perfide qui trame leur perte ; il veut un Roi, c'est d'Orléans qu'il demande, les Girondins sont accusés de protéger Philippe : les soupçons de la montagne vont atteindre jusqu'à Danton envoyé à Bruxelles pour démasquer le général, et qui n'avait fait aucun rapport. Il se disculpa de ce reproche en affirmant qu'il avait prévenu le conseil qu'on ne devait pas compter sur Dumouriez, mais que son armée lui étant attachée, il serait difficile de l'arrêter ; puis rejetant la ter-

(1) Ces commissaires étaient Dubuisson, Proly et Pereyra ; chose bien extraordinaire, ces deux derniers étaient étrangers.

reur sur ses adversaires, il détaille ses services au 10 août, et passant de la défense à l'attaque, il s'écrie : « Plus de trève entre les députés de la » montagne et les lâches qui ont voulu sauver le » tyran, je demande que la commission créée à » l'occasion de la conspiration de Dumouriez, » soit aussi chargée de poursuivre ceux qui ont » tramé pour sauver le Roi et ruiner la liberté. » Je me suis retranché dans la citadelle de la » raison, j'en sortirai avec le canon de la vérité, » et je pulvériserai les scélérats qui ont osé m'ac- » cuser. »

Chaque sectaire renchérit sur ces sorties, on fait assaut de violence, et tandis que la tribune offre le scandale de ces débats personnels, les conspirateurs marchent à pas de géant vers leur but. Se croyant assez forts pour jeter le masque, ils osèrent créer un comité central de salut public, formé à Paris des commissaires des sections, et destiné à correspondre avec les départemens pour imprimer une marche uniforme aux mouvemens révolutionnaires. Chaumette avait pris l'initiative de cette institution sans l'agrément des législateurs, et déjà l'assemblée était convoquée à l'Evêché. Une pareille mesure était trop évidemment dangereuse, pour que tous ceux qui n'étaient pas du complot des anarchistes, n'y aperçussent pas le projet d'opprimer la Convention : mais telle était la terreur que la Commune

inspirait, qu'il fallut que Barrère s'y opposât avec force, pour que cette étrange autorité ne fût pas publiquement installée; les sycophantes en furent quittes pour une rétractation.

L'agitation augmente à mesure que le danger se développe. La défaite de Custine sur la Nahe, les succès des Vendéens à Cholet et Saumur, et les troubles de la Corse viennent achever le tableau; chacun se présente avec des projets de décrets, tendans en apparence à sauver la patrie, mais bien plus, à la désorganiser. Robespierre déclare le 3 avril qu'il ne se considère plus comme membre d'un comité de défense où siégent les ennemis de la république. Garnier dit qu'il n'a vu que des ministres traîtres (1). L'Assemblée met à prix la tête du général réfractaire, et tous les partis cherchent par des propositions énergiques à prouver leur attachement à la révolution.

Le département de Paris vient demander que tous les citoyens jusqu'à 50 ans soient tenus de voler aux frontières à l'exemple du peuple romain. Santerre affirme que 40 mille Parisiens et 1,200 canons sont prêts à marcher. D'Orléans proteste que si son fils est complice de Dumouriez,

(1) Les mutations étaient si fréquentes dans le ministère qu'on ne saurait les indiquer. Lebrun était aux affaires étrangères, Beurnonville à la guerre, Clavières aux finances, Monge avait cédé la marine à d'Albarade, Roland avait donné sa démission après la mort du Roi, Garat le remplaça à l'intérieur, et Gohier à la justice.

et veut un Roi, il a devant les yeux la statue de Brutus : exemple déplorable du vertige dont les têtes se trouvaient frappées!

L'occasion du complot de Dumouriez était trop belle pour que Robespierre n'en profitât pas, à l'effet d'accabler ses ennemis en les accusant de connivence; déjà il avait attribué à Brissot une grande part à ses plans liberticides, et les liaisons intimes qui l'unissaient au général, donnaient du poids à ces inculpations. La défense modérée et ferme de Brissot repoussa cette première tentative, qui parut n'être qu'une reconnaissance pour sonder le terrain. Les Girondins ne pouvant se méprendre sur le but de cette attaque inopinée, s'en vengèrent en faisant revivre contre les Jacobins la vieille imputation d'Orléanisme qui servait aux factions comme une arme à deux tranchans; cette accusation fut appuyée de l'espèce de protection que Robespierre avait accordée autrefois au chef de ce parti : et l'avocat d'Arras pour parer le coup, provoqua lui-même l'exil de ce prince, qu'on relégua d'abord à Marseille, d'où il fut tiré plus tard pour être envoyé à l'échafaud.

Formation d'un nouveau comité de salut public.

Heureusement pour la France que les factions malgré leur animosité, avaient le même intérêt à électriser la nation pour repousser les Coalisés; et de cet accord monstrueux, mais nécessaire, résulta le triomphe de la république. Con-

vaincues qu'une lutte où la nation avait à combattre presque tous les Souverains de l'Europe, exigeait des mesures extraordinaires; et que le comité de défense et de salut public institué le 26 mars, ne serait qu'un surveillant incommode et sans nerf; elles consentirent à faire l'abandon de l'autorité, dont elles avaient la même soif, entre les mains de neuf députés qui, sous le nom de comité de salut public, auraient tous les attributs du pouvoir exécutif, et qui tinrent en effet le timon de l'Etat, puisque le conseil des ministres leur fut subordonné. On verra, par la composition de ce nouveau comité, que la Gironde ne sut y placer aucun de ses partisans, ou qu'elle avait perdu la majorité (1), dès-lors sa perte fut inévitable.

Immédiatement après l'installation de ce nouveau pouvoir, la question de lever la nation en masse, fut agitée; mais l'esprit public ne paraissant pas encore disposé à cette mesure, la motion fut écartée. Nous avons déjà rapporté au chapitre XV les dispositions prises à l'effet d'activer la levée des 300 mille hommes, d'envoyer

---

(1) Les premiers membres furent Barrère, Delmas, Bréard, Cambon, Danton, Guiton-Morveau, Lacroix, Robert-Lindet et Treilhard : on est d'autant plus étonné de n'y découvrir aucun membre de la Gironde que dans la 1re élection des vingt-six membres, ils s'y trouvaient en majorité.

des commissaires aux armées, et d'en rassembler une nouvelle de 40 mille hommes pour couvrir Paris : en même temps pour donner carrière à l'ambition des officiers subalternes, faciliter l'essor du génie comprimé dans les derniers rangs, et remplacer plus promptement des chefs qui par naissance ou par opposition aux anarchistes serviraient avec tiédeur, un décret statua que les états-majors de cette nouvelle armée ne seraient composés que de militaires qui auraient bien servi dans la campagne précédente. Puis comme si toutes ces dispositions ne donnaient pas une juste idée de la résistance qu'elle était déterminée à faire, la Convention déclara dans un manifeste, qu'elle s'ensevelirait plutôt sous les ruines de la capitale, que de souffrir qu'aucun cabinet s'immisçât de l'administration intérieure de la France ; elle prononça enfin la peine de mort contre quiconque proposerait de négocier avec les puissances belligérantes, avant qu'elles eussent reconnu la république.

Complots du comité insurrecteur.

Pendant la discussion de ces mesures, les Jacobins poursuivaient leur marche impétueuse : le comité insurrecteur dressait ses batteries, et mettait tout en jeu. Ici le génie des conspirations révolutionnaires se manifeste tout entier, et l'histoire remarquera comme un prodige, qu'une société nombreuse ait mis autant de profondeur, de constance et de dissimulation dans ses tra-

mes, que n'eussent pu le faire Louis XI et Tibère. En vain la Gironde effrayée tenta d'arrêter les premiers pas de ce terrible club. Marat, Danton et Robespierre déjouèrent les efforts dirigés contre lui. C'est dans l'antre où il siége que se rédigent les motions subversives de toute autorité, et que se trame le complot contre l'inviolabilité attachée jusqu'alors au titre de représentant. Plusieurs sections poussées par lui demandent que les députés suspects fussent justiciables du tribunal révolutionnaire. Le triomphe de la Montagne eût été impossible tant que cet obstacle eût subsisté, car l'influence des Girondins ne pouvait cesser qu'avec la faculté de paraître à la tribune, où, en dépit des sicaires apostés par les Jacobins, ils captivaient ordinairement les suffrages. Enfin au nom de ce peuple qui avait causé tant de fracas depuis 1789, Robespierre et Danton font demander par des sections que vingt-deux de ses représentans soient traduits au tribunal révolutionnaire; et sur la motion de Duperret, la Convention se laisse surprendre un décret qui bientôt la décimera. Les Girondins pris au piége, ou comptant sans doute faire usage de cette loi contre leurs ennemis y consentirent avec ce simple amendement, que le comité de salut public examinerait si les plaintes étaient de nature à motiver le renvoi de l'accusé, par-devant le tribunal.

Décret qui autorise la tradition des députés au tribunal révolutionnaire.

Chose étrange! le premier député à qui l'on

appliqua ce fatal décret fut Marat; il avait provoqué dans ses feuilles incendiaires l'établissement d'un dictatorat, prêché le pillage à l'occasion du tarif des denrées, et cherché à soulever le peuple contre les autorités légales : mais ce monstre n'avait rien à redouter d'un tribunal composé de juges à sa dévotion; il fut absous à l'unanimité, et reporté par la populace dans le sein de la Convention, le front chargé de couronnes civiques.

Le triomphe de cet apôtre de l'anarchie, rendit les Jacobins plus audacieux. Dès-lors il ne se passa plus de jours que plusieurs députés n'eussent à repousser les attaques des complices de Robespierre et de Danton. A l'exemple de tous les chefs populaires de l'antiquité, ils imaginèrent d'augmenter leur parti, en faisant mettre en liberté tous les détenus pour dettes; c'était grossir, par un moyen sûr, la bande déjà nombreuse de leurs satellites.

Robespierre dénonce formellement les Girondins.

Ces meneurs, après avoir ainsi élevé des soupçons tour-à-tour sur chacun des membres de la faction opposée, et surpris un décret qui la livrait à leurs coups, crurent pouvoir attaquer corps à corps Brissot, Vergniaud, Gensonné et Guadet. Robespierre monte à la tribune le 10 avril, et dénonce une prétendue conspiration ourdie dans le sein même de la Convention, et tendant, dit-il, à donner à la France, un Roi et

une constitution aristocratique. Cette tentative prématurée eut le sort de la première; l'éloquence des accusés, la défense ferme et vigoureuse de Vergniaud, en imposèrent, et la faveur populaire, dont jouissaient plusieurs de ces députés, retarda de quelques jours la chute de la Gironde.

Troubles dans le Midi.

Il était impossible que cette scission scandaleuse entre les membres les plus marquans de la représentation nationale, n'engendrât l'anarchie dans les départemens. Toutes les grandes villes prenaient parti pour la Montagne ou pour la Gironde, et quelquefois même se trouvaient divisées d'opinion et d'intérêts. Au nombre de ces dernières, Lyon tenait le premier rang. Cette ville, où les Princes français retirés à la cour de Turin, ainsi que le marquis du Saillant, avaient songé à transférer le siége du gouvernement, improuvait en secret tous les actes de férocité et d'extravagance de la Convention, et souffrit impatiemment le joug que lui imposaient une municipalité de prolétaires, et un club de factieux présidé par le savoyard Challier, enthousiaste de Marat.

Ces deux autorités usurpant tous les pouvoirs à l'instar de la commune et des Jacobins de Paris, jalouses peut-être de les surpasser en cruautés, résolurent de renouveler à Lyon, les massacres de septembre; cet horrible complot

n'échoua que par l'énergie du maire, qui sut à temps déployer la force dont la loi lui confiait l'emploi.

La Convention informée de ces levains de guerre civile, chargea, il est vrai, trois de ses membres de rétablir la paix; mais ces commissaires, fauteurs de la Montagne, irritèrent les esprits, loin de les calmer. Le sage magistrat qui avait sauvé Lyon fut destitué, ils créèrent une armée révolutionnaire et érigèrent une commission de salut public qui signala son installation en frappant une contribution de 33 millions sur les riches négocians. Ces vexations ayant été vainement dénoncées à la Convention, dix mille citoyens se rassemblèrent le 15 avril aux Augustins, et demandèrent aux représentans-commissaires l'autorisation de procéder à l'examen de la conduite de la municipalité : le refus de ceux-ci devint le signal de la guerre civile.

A Marseille, à Toulon, la Montagne tenait la population sous une épouvantable tyrannie; ses plus chauds partisans avaient envahi tous les pouvoirs; mais à Bordeaux les autorités restées intactes n'envisageaient qu'avec indignation les projets et la marche des Jacobins; et une députation porta à l'Assemblée une adresse où elles exposaient avec franchise et énergie, leurs craintes et leurs vœux.

Débats sur

On reprit au sein de ces orages les débats sur

différens articles de la constitution. Le projet présenté par Condorcet ayant été rejeté comme impopulaire, Romme fut chargé d'en soumettre un autre : l'on commença par étendre les droits de l'homme trop limités, à ce qu'il parut, dans la déclaration de 1791.

la nouvelle constitution

Au milieu de ces discussions platoniques, la Convention transféra ses séances du Manége aux Tuileries : mais comme il ne suffisait pas de siéger au palais des Rois pour faire face aux besoins de l'Etat, elle prescrivit en même temps une émission de 1,200 millions d'assignats, et un emprunt d'un milliard sur les riches.

Adresses de quelques villes contre la Montagne.

Ces momens d'un perfide repos ne furent pas perdus, les deux partis s'appliquèrent à les mettre à profit; les Girondins provoquèrent des adresses à la Convention. La ville d'Amiens en avait déjà envoyé une le 28 avril pour demander la mise en jugement de Robespierre et de ses complices. Celles des autorités de Bordeaux effrayantes de vérité, et lues dans la séance du 14 mai, annoncèrent aux Jacobins qu'il était temps d'agir.

Formation d'une commission des douze.

Le club de l'Evêché conspira cette fois à visage découvert. Une des sections de Paris déchira le voile, et vint informer qu'on agitait à la commune une répétition des scènes du 10 août et du 2 septembre. La Gironde saisissant l'à-propos décréta le 18, sur la proposition de Guadet, la formation d'une commission de douze membres, chargée de veiller au maintien de la tranquillité

publique. Elle espérait donner ainsi un contre-poids à cette autorité rivale et adultérine; cependant l'effet de cette mesure ne répondit point à son attente : le rapport de ces magistrats plus péremptoire qu'énergique découvrit l'abîme sans le combler, et au lieu de terrasser des ennemis déjà assez connus, se contenta de les dénoncer.

Robespierre démasqué eut recours à sa tactique ordinaire, pour échapper à la vigilance de ces censeurs incommodes. Il dépeignit cette nouvelle magistrature à la société des Jacobins, comme attentatoire à la liberté et contre-révolutionnaire; bientôt la plupart des sections vinrent demander qu'elle fût supprimée. De son côté la commune de Paris se déclara en état d'insurrection; le comité de l'Evêché au mépris des décrets installa ses séances.

Elle fait arrêter Hébert.

A toutes ces mesures il n'y avait qu'un remède, c'était de frapper un coup d'état pour en imposer aux factieux. La commission des douze crut remplir ce but en faisant arrêter Hébert, substitut du procureur de la Commune qui, dans une feuille ordurièrement anarchique, le disputait à Marat en fait de cynisme et de cruauté. Les membres de la Commune revenus de leur surprise, ne perdirent pas un instant pour réclamer son élargissement. Des cris de résistance à la tyrannie retentissent dès le jour même dans les sections, brasiers de révolte attisés par elle; et bientôt des députations séditieuses, expriment successive-

ment à la barre, l'indignation du peuple contre l'acte arbitraire qui prive de sa liberté un magistrat patriote. Tout était en fermentation dans Paris; on eût dit que du salut d'Hébert dépendait celui de la république; les sections s'en occupaient avec plus ou moins de ferveur. Seize d'entre elles déterminent le conseil de la Commune à réclamer non-seulement sa liberté, mais encore la cassation et la mise en jugement des douze Girondins qui osent braver le peuple.

Isnard, dont l'exagération avait causé tant de mal, non moins véhément quand il s'agit du bien, préside la Convention : il croit effrayer les pétitionnaires par une de ces sorties qui lui sont familières; et leur promet *que s'ils osent porter le fer dans le sein de la Convention, la France entière tirera vengeance de cet attentat, et qu'on cherchera un jour sur les rives de la Seine si Paris avait existé.* Son ton prophétique n'effraya personne; l'adresse fut bien renvoyée, malgré l'opposition des Jacobins, à l'examen de ces mêmes députés qu'elle dénonçait; mais cet ajournement redoubla leur fureur, et tout fut mis en œuvre par eux dans la journée du 27 mai.

De son côté la commission des douze, avait prescrit l'arrivée de plusieurs détachemens de gardes nationales, et elle en était obéie, quand le ministre Garat vint déclarer que ses terreurs étaient mal fondées, et qu'il n'y avait rien à craindre pour la sûreté de la Convention : cette me-

sure si simple et si innocente qui se bornait à l'appel de 300 à 400 hommes, et ne pouvait être qu'un acte défensif, devint le signal de nouvelles provocations; elle alluma le courroux des Jacobins qui crièrent à la tyrannie et à la conspiration contre la liberté avec d'autant plus de succès que le ministre lui-même venait d'avouer que le calme le plus profond régnait, et qu'il avait recherché en vain les traces d'un complot. Après un orage de vingt heures les Girondins désertèrent leurs bancs de fatigue. Isnard fut forcé à quitter le fauteuil que Hérault de Séchelles occupa après lui, et la séance s'étant prolongée dans la nuit, une minorité audacieuse décréta l'élargissement du détenu, et la cassation de la *commission des douze*. Lanjuinais, il est vrai, fit rapporter le lendemain ce décret en ce qui concernait ce dernier point, mais Robespierre qui désirait moins le triomphe d'un de ses agens, que l'anéantissement des preuves de ses trames criminelles, précipita le mouvement insurrectionnel qui devait le débarrasser à jamais de ses antagonistes.

Journée du 31 mai.

Tout-à-coup le 31 mai, à trois heures du matin, le tocsin sonne, les Parisiens courent aux armes, et les représentans à leur poste. La joie féroce de Robespierre et de ses acolytes, contraste avec l'effroi des Girondins, et dénote aux yeux les moins exercés qu'ils sont sûrs de la victoire. En effet, tandis que les bons citoyens courent aux rendez vous de leurs bataillons, des affidés dans

plusieurs sections usant, par rétorsion de principe, du droit de résistance à la tyrannie, déclarent la ville de Paris en insurrection, et destituent la Commune, en vertu des pouvoirs illimités qu'ils disent avoir reçus du peuple. Le maire Pache complice de cette pasquinade, dépouille l'écharpe, signe de sa dignité, et consent à la reprendre de leurs mains. On adjoint quelques nouveaux membres à l'ancienne commune, qui se proclame alors *Conseil révolutionnaire investi des pouvoirs du peuple*, ce qui dans le langage des faubourgs voulait dire supérieur à toutes les autorités; elle met ensuite la force armée parisienne sous les ordres de Henriot, commandant de la section des Sans-Culottes. Avec de telles mesures, il était impossible que la victoire balançât long-temps. Il faut néanmoins en convenir, le bouleversement s'opérait avec méthode sous la direction apparente de Chaumette, et d'Hébert dont l'influence s'était encore accrue depuis sa captivité. L'émeute populaire fut réglée avec autant de calme, que s'il s'était agi d'une simple cérémonie : vers cinq heures du matin des phalanges de sicaires armés de piques, occupent la rue Saint-Honoré dans toute sa longueur : escortés par d'autres bandes, les membres de la Commune régénérée se rendent à l'Assemblée, et y demandent avec arrogance la tête des ennemis du peuple. Tous les Girondins sont

frappés de stupeur; le président et Vergniaud même transigent avec les factieux. Après un long tumulte, Barrère vient enfin lever les incertitudes, en proposant de mettre en réquisition permanente toute la force armée du département de Paris ; de supprimer le comité des douze, en laissant à celui de salut public le soin de punir les auteurs des complots : terme moyen dans lequel on espéra vainement trouver un remède contre l'insurrection. En effet les circonstances bizarres, qui firent confier le soin du salut public à neuf membres de la Convention, n'auront pas échappé à nos lecteurs : on se rappelle que Robespierre avait refusé de siéger dans le premier comité à côté des traîtres et des ennemis de la république; et qu'on avait pris prétexte de l'insuffisance de ses attributions pour le remplacer le 6 avril par un autre moins nombreux, que les Jacobins eurent soin de composer à leur gré. Ce fut une faute grave de la Gironde de ne pas y placer ses chefs; et l'établissement de la commission des douze fut loin de la réparer, car les pouvoirs de cette dernière devaient la mettre en conflit avec le comité de salut public, et jeter entièrement celui-ci, dans les intérêts de la faction ennemie. Au lieu d'établir ces deux magistratures rivales, il eût été bien plus sage de les réunir dans une seule institution, en la composant des mêmes membres auxquels on avait confié le sort de la

représentaion nationale. Cette faute parut d'autant plus extraordinaire, que le comité de salut public fut établi sur la proposition d'Isnard. Quoi qu'il en soit, la Convention adopta les conclusions de Barrère, et la suppression de l'autorité, qui faisait tout leur espoir, livra bientôt les Girondins sans défense. Cependant sur la proposition de l'un d'eux on accorda une solde de deux francs par jour à chacun des révoltés, acte de déférence qui faillit tourner contre les démagogues en désarmant leurs satellites. Ils en frémirent, et déçus dans leurs espérances criminelles, Danton et Marat ne dissimulèrent pas le soir même à la société des Jacobins, qu'ils machinaient une nouvelle émeute.

Jamais faction ne déploya plus d'opiniâtreté, plus de haine, plus d'acharnement que celle de la Montagne, dans les quarante-huit heures qui s'écoulèrent jusqu'au dénouement de la catastrophe. On dit que plusieurs Girondins, effrayés des suites de la scission qui séparait à jamais les membres de la Convention, et prévoyant qu'elle menait Robespierre au trône, offrirent à Danton de l'investir de la dictature, mais qu'il la refusa par cela même qu'elle lui était proposée par une faction qu'il abhorrait.

Le commandant de la garde parisienne, Henriot, vint bientôt se mettre aux ordres de la Commune. Le comité insurrecteur de l'Evêché

qui, d'abord s'était tenu dans les ténèbres, assuré désormais de l'impunité, siégea avec impudence, en face de la Convention. Là, onze individus s'arrogeant les droits contestés à la commission des douze, lancent des mandats d'arrêt contre les ministres, exigent de nouveaux sermens des fonctionnaires publics, et règlent les attaques confiées aux diverses sections. Il est à remarquer que ce comité insurrecteur, était en partie composé d'étrangers (1), d'où l'on s'est cru en droit d'inférer que les excès de la révolution, furent le résultat d'une funeste et perfide influence. Un auteur estimé ne pense pas de même, et croit qu'il eût été inutile que des cabinets se donnassent l'odieux de payer des hommes si naturellement enclins au mal, autant par leur caractère que par leur situation.

Journée du 2 juin.

La seconde révolte allait éclater, lorsque le comité de salut public, ignorant le secret des meneurs de la Montagne, intervint comme médiateur entre les deux factions, se flattant de rétablir le calme au sein de la représentation nationale. Mais soudain le tocsin sonne, la générale bat, le canon d'alarme retentit : la garde de la Convention est relevée par des sicaires vendus aux Jacobins. Cette partie de la garde nationale

(1) Marat, Pache, Pereyra, Gusman, Proly, Dubuisson, les deux frères Frey, n'étaient pas français.

qui aurait pu embrasser la défense des Girondins est adroitement détournée; on lui assigne des postes éloignés, ou bien on la paralyse par des marches et contre-marches sans fin. Les bataillons les moins suspects aux factieux ne sont encore destinés qu'à faire nombre : les têtes de colonnes sont formées des plus forcenés terroristes. Vers dix heures toutes ces masses armées se portent vers les Tuileries. Des femmes, nouvelles Euménides, parcourent les rangs et excitent dans tous les cœurs la soif du sang et du pillage. D'autres s'adressant aux gardes nationales sur lesquelles les brigands n'osaient compter, leur crient, *point de guerre civile !* et enchaînant ainsi leur courage les réduisent à n'être plus que de dociles instrumens de la révolte.

L'histoire aura peine à expliquer comment ces 30 mille hommes armés, qui n'auraient dû marcher qu'aux ordres du ministère ou du comité de salut public, furent acteurs de complots dont ils avaient horreur : la composition de ce comité où Danton figurait au premier rang, et la nomination de Henriot, éclaireront ce mystère, sur lequel les écrivains du temps ont glissé légèrement.

La Convention cernée ignorait encore de quel bouleversement cet appareil sinistre et formidable était le précurseur, lorsque le conseil du département et celui de la commune vinrent

réclamer à sa barre les députés conspirateurs.

Belle conduite de Lanjuinais.

L'imagination accablée du récit de ces odieuses trames, et dégoûtée de l'énumération de tant de crimes, se repose avec soulagement sur les traits d'héroïsme et de vertu qui honorerent quelques grandes ames dans ces jours de deuil. Le caractère déployé par Lanjuinais fut d'autant plus sublime, que toujours fidèle dès-lors au rôle honorable qu'il s'était imposé, on le vit marcher constamment dans les principes; grand et inébranlable dans l'adversité, éloquent à la tribune, législateur éclairé, magistrat intègre, il fut de tous les hommes d'état, celui qui sortit avec plus de gloire de ces malheureuses commotions.

Instruit, par des avis secrets, du complot qui le menaçait ainsi que ses collègues, il refusa de s'y soustraire par la fuite, et s'empressa de regagner le poste du péril. Témoin de l'audace des pétitionnaires, il crie à la Convention : « Etait-ce » donc en vain que nous vous annoncions les » complots d'une commune usurpatrice? Eh » bien! maintenant livrez donc à cette commune » vos collègues, votre autorité, votre honneur! » Fléchissez sous ces nouveaux tyrans, vous qui » avez refusé l'occasion de les punir; ou plutôt » imitez-nous, nous que leurs coups menacent » de plus près! attendez et bravez leurs fureurs! » vous pouvez me faire tomber sous leur cou- » teau, mais non pas à leurs pieds. »

Sondant en même temps la profondeur de l'abîme où la France va s'engloutir, il fait un tableau prophétique des malheurs qui l'accableront; il demande enfin qu'on arrête tous les membres du comité de l'Evêché, et qu'on mette hors de la loi, les factieux qui s'arrogeront désormais une autorité nouvelle et illégale.

L'énergie de ce législateur en impose à la Convention, et ranimant le peu de courage qui lui reste, elle hésite à rejeter la pétition par un ordre du jour, puis se décide à la renvoyer au comité de salut public.

A ce mot la barre et les tribunes retentissent de vociférations, qui rendent l'assemblée muette de terreur et d'indignation. Le tumulte va toujours croissant, et toute délibération semble impossible, quand Barrère parlant au nom du comité de salut public, invoque la générosité des députés dénoncés, et les invite à donner leur démission. Plusieurs se résignent à ce honteux sacrifice; d'autres en démontrent les funestes conséquences. Barbaroux s'élance à la tribune et se propose comme victime expiatoire pour assouvir la rage des assassins, mais n'abandonnera jamais son poste. Il en est arraché avec violence. Lanjuinais s'y précipite à son tour, il y est assailli d'invectives, et même frappé; mais il parvient encore à faire entendre ces paroles: « Les Anciens conduisaient leurs victimes à l'au-

» tel, la tête ornée de fleurs et de bandelettes, » et vous plus cruels vous insultez celle qui ne » fait aucun effort pour se dérober au couteau. » Cette courageuse résistance transporte de fureur la cohorte assassine qui a escorté le conseil de la Commune, elle menace d'irruption le lieu des séances. Quelques députés cherchent à s'échapper, ils sont ramenés à coups de piques sur leurs bancs et leurs cris propagent l'effroi dans l'Assemblée. Barrère propose de suspendre la séance, et de faire baisser les baïonnettes qui oppriment la représentation nationale. La Convention adoptant son avis se présente alors, précédée de ses huissiers à la grille du Carrousel. Henriot qui la tenait fermée, répondit à la sommation du président par des menaces. Après s'être promenée entre deux haies de sicaires sans pouvoir parvenir aux issues du jardin, huée par un groupe nombreux de polissons, elle rentra sur la sommation de Marat, ne pouvant plus douter qu'elle ne fût à la discrétion de cette horde qu'elle avait eu l'imprudence de solder le 31 mai.

L'arrestation des Girondins est décrétée.

De retour dans le lieu de ses séances, il fallut bien consommer le sacrifice. Sur la demande de Couthon, la Convention laissa rendre à la minorité jacobine le décret qui mettait en état d'arrestation chez eux les 25 députés dénoncés par les sections, et 10 membres du comité des douze. Soit qu'ils prévissent que cette mesure odieuse

soulèverait les départemens, et qu'ils voulussent les désarmer par l'apparence de l'équité, soit qu'ils eussent l'intention de tendre un piége à leurs collègues, Danton et Couthon, proposèrent d'envoyer des représentans de la Montagne en otages dans les départemens de ceux arrêtés; mais Robespierre et Marat combattirent avec force cette opinion, reproduite quelques jours après, par le comité de salut public, comme le seul moyen de prévenir la guerre civile. Outre qu'il leur parut inutile de livrer des otages pour des victimes vouées à l'échafaud, ils pensaient qu'il y aurait du danger à priver la Montagne de ses chefs, car ce qui serait resté de Jacobins à l'Assemblée n'aurait pas eu assez de forces pour lui dicter des lois.

Telle fut l'issue de cette mémorable journée du 2 juin, complément du 31 mai. S'il y eut de l'incertitude dans l'emploi des moyens qui devaient concourir à la réussite de cette conjuration contre la représentation nationale, c'est que la Commune et la Montagne qui en tenaient les fils avec des desseins également pernicieux, n'étaient pas tout-à-fait d'accord sur le point où elles devaient s'arrêter: la première visant à régir la république, voulait détruire d'un seul coup la Convention, qui n'était à ses yeux qu'une dangereuse rivale; l'autre n'avait en vue pour le moment que d'abattre la Gironde. Robespierre sen-

tait le besoin de conserver le simulacre d'une réprésentation nationale pour l'accomplissement de ses projets, et ne voyait aucun inconvénient de la laisser debout, sûr de la décimer plus tard à loisir.

En réfléchissant aux causes qui produisirent la chute des Girondins, on ne peut assez s'étonner que des hommes d'état aussi habiles dans l'art des révolutions, ayant le conseil exécutif à leur disposition et la majorité dans l'Assemblée. se soient laissé chasser de la sorte. Instruits par l'expérience que pour comprimer les émeutes, il faut compter sur une force respectable, et qu'on ne saurait toujours tenir sur pied des troupes prêtes à les combattre, ils devaient s'assurer des moyens pour prendre l'initiative aussitôt qu'ils seraient en mesure. Choisir un ministre de la guerre dévoué et ferme au lieu du faible Bouchotte; attribuer la nomination des chefs de la garde nationale au conseil exécutif, organiser 7 à 8 bataillons de volontaires sur lesquels on pût compter, et les munir d'une artillerie suffisante; s'assurer au même instant de la personne des triumvirs et des chefs du comité d'insurrection, et les faire juger par la Convention pour le complot avéré qu'ils venaient de tramer. Tels étaient les seuls moyens capables de sauver la Gironde et la France.

A des mesures si efficaces on substitua de vai-

nes déclamations, on fit venir de Bordeaux des adresses menaçantes qui fournissaient aux Jacobins des prétextes plausibles de résistance; enfin on chercha dans la marche régulière des lois, un refuge contre des hommes toujours prêts à les braver, et qui ne se faisaient aucun scrupule de demander, la pique à la main, les décrets qui leur étaient convenables, ou la révocation de ceux qui leur déplaisaient. En un mot, une expérience si récente aurait dû prouver à la Gironde que pour triompher, il fallait conspirer contre les conspirateurs.

Evénemens de Lyon et du fédéralisme.

Les Lyonnais arrêtent Chalier et les Jacobins de la Commune

A l'instant même où ces émeutes bouleversaient Paris, les fermens de la guerre civile se développaient avec rapidité dans Lyon, et le 26 mai la dissension éclata. Le nouveau maire dévoué aux Jacobins ayant fait arrêter des patrouilles du parti adverse, la bourgeoisie retira de prison les individus incarcérés. Ce magistrat effrayé dépêcha alors un courrier aux représentans en mission à l'armée des Alpes. Ceux-ci partirent aussitôt avec 2 bataillons pour faire rentrer les rebelles dans le devoir. A leur arrivée, la municipalité signifie l'ordre aux sections de se dissoudre, et fait arrêter plusieurs de leurs chefs. Le lendemain guerre ouverte : les sectionnaires se rassemblent en armes au nombre de 12 mille

hommes sur la place de Bellecour; ceux des habitans qui ont embrassé le parti de la Commune se rendent sur la place des Terreaux.

Cependant le représentant Gauthier, malgré l'irritation des esprits, se flatte de les apaiser, et va parlementer avec le comité sectionnaire à l'Arsenal où il est retenu comme otage. A cette nouvelle, la Commune non contente d'user de représailles envers deux commissaires du parti adverse, commence les hostilités. Les sectionnaires marchent en trois colonnes sur l'hôtel-de-ville, le combat dure plus de cinq heures avec des succès balancés, et se décide à l'avantage de la Commune pour laquelle combattent les 2 bataillons de ligne. Cependant ainsi qu'il arrive dans les émeutes populaires, les vainqueurs se livrent à des orgies qui leur deviennent funestes : d'un autre côté les sectionnaires se rallient de nuit sur la place des Carmes, et surprennent l'hôtel-de-ville où ils font prisonniers tous les membres de la Commune, ainsi que le fougueux Challier. Aussitôt le comité de l'Arsenal s'érige en municipalité provisoire, force les représentans, protecteurs de celle qui vient de succomber, à sanctionner ses opérations, et ne leur accorde qu'à ce prix la liberté de retourner à l'armée.

Fédéralisme La nouvelle de l'événement du 31 mai retentit dans toute la France comme un effroyable coup de tonnerre. Jamais alarme n'avait été mieux

fondée. Tout ce qui dans la république s'élevait par ses propriétés, son éducation ou son emploi au-dessus de la populace, n'apprit qu'avec horreur le triomphe d'une faction, qui s'honorait d'avoir pour chefs des hommes tels que Robespierre et Marat. L'attentat contre la Gironde heurtait trop les principes reçus pour ne pas exciter un soulèvement général. La mort de Louis XVI n'avait produit qu'un léger frémissement en comparaison de celui-ci, car l'opinion était si pervertie dans ces temps désastreux, que le renversement de la plus sacrée des magistratures constitutionnelles, ne semblait rien à côté de l'acte qui dépouilla les membres de la Convention, d'une prérogative dont elle tirait sa force et sa sûreté.

Wimpfen prend le parti des Girondins à Caen.

Quoique les députés frappés par le décret eussent été tous arrêtés, la plupart d'entre eux parvinrent à s'évader et à se réfugier dans les départemens voisins de la Capitale. Les plus marquans parmi ces proscrits tels que Lanjuinais, Barbaroux, Péthion, et vingt autres furent accueillis à Caen, comme des martyrs de la liberté. Le général Félix Wimpfen commandant alors cette division des côtes de Cherbourg, les reçut à bras ouverts et chercha à lever une armée pour délivrer la Convention de ses oppresseurs. Lié d'amitié avec Custine, il lui communiqua ses desseins, dans l'espérance d'en être secondé;

mais, dénoncé par lui, il sentit qu'il s'était engagé dans une affaire dont il ne sortirait pas avec honneur. En effet ses émissaires accueillis à Rennes, repoussés à Rouen, avec autant de mépris que par les Vendéens, lui prouvèrent que ses efforts pour organiser une armée, seraient infructueux. Sur ces entrefaites, trois commissaires de la Convention se présentèrent au général rebelle, lequel d'après l'exemple récent de Dumouriez, répondit à leurs menaces en les faisant arrêter.

Puisaye se réunit à lui.

Un homme qui servait la cause royale avec moins de zèle que l'Angleterre, crut devoir se rapprocher des Girondins, et leur offrir des secours qu'ils acceptèrent à défaut de plus efficaces. Le marquis de Puisaye amena au général Wimpfen à Caen un faible renfort de troupes. Un pareil rapprochement était de nature à surprendre et non pas à durer. La défiance régnait de part et d'autre. On sentait que Puisaye ne cherchait qu'à utiliser, pour le cabinet de Saint-James, les progrès de l'insurrection où il daignait se compromettre. Le noble marquis prodiguait aux républicains, les promesses et les dédains, ce qui donnait à sa protection quelque chose d'ironique et de cruel. A la tête de 2 à 3 mille hommes, entraîné par sa valeur chevaleresque, et contre l'avis du général Wimpfen, il se mit en route pour aller, disait-il, rétablir l'ordre à Paris. Il poussa jusqu'à 20 lieues de la capitale, où le bruit

de son approche produisit une vive sensation.

Il est vrai que cette marche triomphale fut de courte durée. La Convention forcée d'agir contre son futur libérateur, envoya au-devant de lui le chef de brigade Joubert avec 1,800 volontaires ou gendarmes. La rencontre eut lieu près de Vernon. A peine les insurgés eurent-ils vu briller dans la main des canonniers la mèche enflammée, qu'il lâchèrent pied, laissant à 400 brestois le soin de couvrir leur fuite. Les conventionnels dédaignèrent de les poursuivre; Puisaye et quelques-uns de ses officiers s'embarquèrent pour l'Angleterre, où ils allèrent vanter la bravoure qu'ils avaient déployée, et solliciter des pensions. Le résultat de cette étrange tentative fut de livrer les autorités de Caen aux fureurs de la Montagne. Les députés proscrits quittèrent furtivement les murs de cette ville pour se réfugier en Bretagne et dans le Midi.

Bordeaux se prépare à la résistance.

Le retour de Péthion, de Guadet et de Salles à Bordeaux, fut également le signal d'une levée de boucliers. Une commission populaire de salut public fut créée pour comprimer les anarchistes; l'on organisa une force départementale, et l'on envoya des commissaires à Lyon et à Marseille, pour concerter un plan de résistance, et jeter les bases d'une confédération. Mais toutes ces démonstrations ne furent suivies d'aucun effet: il ne se trouva dans cette ville,

d'ailleurs si féconde en orateurs, aucun homme capable de mener ce mouvement contre-révolutionnaire à son but; les esprits se calmèrent d'eux-mêmes, et bientôt après les représentans Ysabeau et Beaudot, firent rentrer les plus récalcitrans à l'obéissance, au moyen d'une armée révolutionnaire de 2 mille paysans, que le général Brune organisa à la Réole.

Les Marseillais remontent le Rhône pour propager l'insurrection.

A Marseille, l'on secoua également le joug de la Montagne. Une nouvelle autorité, sous le nom de comité central des sections, décerna des mandats d'arrêt contre les principaux Jacobins. En même temps des commissaires portèrent à Lyon, Montpellier et Toulon le plan d'un pacte d'alliance contre la Convention. La troupe de ligne en garnison à Marseille, fit cause commune avec la bourgeoisie; elle sortit de la ville avec quelques bataillons de volontaires, et alla, sous la conduite d'un certain d'Arbaud, prendre poste au Pont-Saint-Esprit, afin de faciliter la levée qui devait s'opérer dans les départemens du Gard, de l'Hérault et du Var.

Au bruit du mouvement des fédéralistes les représentans près l'armée des Alpes, détachèrent à leur rencontre le général Carteaux avec 6 bataillons et 400 chevaux. D'Arbaud n'osa disputer son poste à l'avant-garde conventionnelle, et après avoir jeté une garnison dans le château de Pont-Saint-Esprit, se replia sur Avignon, d'où

il fut bientôt chassé, et obligé de repasser la Durance avec perte. Carteaux supposant à son adversaire plus de ressources qu'il n'en avait, craignit de franchir cette rivière, et attendit des renforts sur la rive droite. Les fédéralistes ne songèrent point à tirer parti de ce délai précieux, et prirent des cantonnemens vis-à-vis les conventionnels comme s'ils n'avaient plus rien à redouter. On ne tardera pas à voir combien cette sécurité leur devint funeste.

Lyon secoue entièrement le joug de la Convention.

Cependant à Lyon la municipalité et le département récemment constitués, après l'affaire du 29 mai, allaient mander leur triomphe à la Convention, lorsque le courrier de Paris annonçant la révolution du 31, les engagea à y renoncer : il était clair que le parti vaincu à Lyon avait remporté la victoire dans la Capitale. Sur ces entrefaites parurent les députés proscrits, Chassey et Biroteau : leurs rapports confirmèrent les Lyonnais, dans la résolution de ne plus reconnaître la Convention.

A peine celle-ci eut-elle avis de leur révolte, qu'elle dépêcha le représentant Robert-Lindet pour prendre connaissance des faits, et observer la contenance des nouvelles autorités. Ce député, après une judicieuse enquête, déclara qu'il n'y avait rien à craindre pour la république si le parti qui avait triomphé le 29 mai tenait avec fermeté les rênes de l'administration, et

savait se défendre de l'influence royaliste. La Convention tranquillisée mit alors par un décret sous la sauve-garde des autorités constituées, tous les individus incarcérés à la suite de la réaction du 29 mai.

Cette modération aurait sans doute apaisé les esprits; mais les royalistes assez nombreux à Lyon s'apercevant de la possibilité d'imprimer aux troubles une direction conforme à leurs vœux, s'en rendirent maîtres, et convaincus que la coalition ne combattait que pour conquérir et démembrer la France, ils espérèrent relever le trône des Bourbons à la faveur de la guerre civile, et mirent tous leurs soins à la fomenter en se joignant aux sectionnaires. La situation actuelle de Lyon leur fournissait les moyens de diriger à leur gré l'opinion, ils représentèrent aux capitalistes et aux négocians les dangers de voir passer leur fortune aux mains de la multitude; et aux ouvriers, le danger imminent de manquer de travail par la cessation absolue de tout commerce. Des intérêts si directs étaient de nature à subjuguer les uns et les autres. Tout s'arma avec des vues différentes, et l'on pourrait même dire contraires, pour résister à la Convention. Après s'être ainsi assurés des esprits de la multitude, les royalistes n'eurent pas de peine à faire choisir Precy, un des leurs, pour commander la force armée, et à former de 6 mille

ouvriers sans travail, un corps soldé propre à opposer aux premiers coups de l'armée républicaine. Enfin pour mieux s'assurer de la population, et ne lui laisser aucun moyen de retour, Challier fut condamné à mort et exécuté. Ainsi Lyon qui avait d'abord résisté aux sollicitations de Bordeaux et de Marseille, cédant à sa malheureuse destinée, se vit entraînée à la rébellion par un parti qu'elle abhorrait peut-être autant que les montagnards mêmes.

Telles furent dans les principales villes de la France, les premiers mouvemens du fédéralisme provoqués par la dissidence des membres de la Convention, et accélérés par la catastrophe du 2 juin. On voit que la nation divisée pour le choix de ses tyrans, ne songeait à rien moins qu'à élever sur le trône le fils de l'infortuné Louis XVI. Mais si tant de circonstances désastreuses avaient déjà desséché dans le cœur de la plupart des Français, l'amour qu'ils portaient naguère au sang des Bourbons, il devint à la même époque le prétexte du soulèvement d'une contrée qui ne tarda pas à être abreuvée du sang des royalistes et des républicains. On sent déjà que je veux parler de la Vendée.

Insurrection de la Vendée.

Ce pays d'environ 40 lieues en tous sens, Description

du théâtre de la guerre. borné au Nord par la Loire, au Midi par la Sèvre niortaise, à l'Est par la route de Saumur à Niort, à l'Ouest par l'Océan, comprenait une partie des départemens de la Loire-Inférieure, de Maine-et-Loire, des Deux-Sèvres et de la Vendée. Il différait, autant par son aspect physique que par les mœurs et les usages de ses habitans, des autres provinces de France. Découvert et rempli de marais vers la côte, montueux, fourré et coupé en s'avançant à l'Est, on y trouvait peu de chemins praticables à l'artillerie, et seulement deux chaussées difficiles : l'une qui conduit de Nantes aux Sables; l'autre qui traverse le pays diagonalement de Nantes à Niort. Du reste peu de villes, beaucoup de bourgs et une infinité de hameaux, de métairies, de gentilhommières, jetées çà et là dans les gorges et les petites vallées, d'où jaillissent les petits affluens de la Loire, de la Sèvre nantaise, du Lay et du Thoué. Chaque propriété y est séparée par de larges fossés bordés de haies vives et d'arbres, qui en font de véritables redoutes. Cette disposition locale jointe à une foule de chemins absolument pareils, conduisant d'une métairie à l'autre, se croisant en tous sens, fait de ce pays un labyrinthe pour tout autre que ses habitans; en même temps qu'elle explique la cause des événemens dont il fut le théâtre.

La partie basse ou le marais, coupée de canaux, de digues, couverte de broussailles, n'est acces-

sible que pour l'infanterie, et encore les colonnes y voyagent-elles au milieu d'une nuée de tirailleurs qu'on aperçoit à peine, et qu'il serait difficile de joindre. Dans toute cette contrée du marais et du bocage les habitans courent d'un village à l'autre par des sentiers coupés à chaque minute par ces fossés et ces haies qu'ils franchissent à l'aide de longues perches; leur fuite y est aisée, la poursuite impossible. Le canon traîné avec difficulté, ne pouvant presque jamais sortir d'un chemin étroit où on le laissait entassé, était ordinairement abandonné au moindre pas rétrograde; de là les pertes considérables d'artillerie et de caissons que les républicains y essuyèrent si fréquemment.

La population aussi simple que robuste, sans relations avec les contrées limitrophes, adonnée à la culture, et traitée avec bienveillance par les petits seigneurs Angevins et Poitevins, qui partageaient doucement avec elle les fruits de ses labeurs, était contente de son sort. L'abolition de la noblesse, la réforme du clergé qui par toute la France furent proclamés au milieu des cris d'allégresse, les touchèrent peu, et il ne fut pas difficile aux nobles et aux prêtres de leur faire envisager ces innovations comme attentatoires à ce qu'il y avait de plus sacré, ni de fomenter dans leurs cœurs généreux et irascibles, des levains de haine contre les fauteurs du nouvel ordre de

choses. L'assassinat juridique de Louis XVI, et les persécutions dirigées peu après contre les prêtres, mirent le comble à leur mécontentement. Dès cet instant, la Vendée ne vit plus dans le reste de la France, que des régicides et des athées. Toutefois cette haine comprimée par les autorités ne s'était encore manifestée que par des insurrections partielles. Un noble breton, le comte de la Rouairie, avait conçu dès 1792 le projet de la mettre en œuvre pour le rétablissement de la royauté; mais découvert et frappé au moment de commencer son exécution, sa chute répandit l'effroi parmi les conjurés, et fit ajourner cette haute entreprise, jusqu'à ce les fils en fussent de nouveau bien liés.

Enfin la Convention elle-même donna le signal de l'insurrection, en pressant l'exécution de la loi sur le recrutement des 300 mille hommes. La discorde secoua ses brandons le 13 mars à Saint-Florent et à Challans. Dans le premier de ces bourgs, la jeunesse convoquée pour le tirage dissipa la gendarmerie, lui prit une pièce de canon et se mit sous la direction de Cathelineau, voiturier de Pin en Mange, qui échangea son fouet pour une épée dont il se servit avec autant de bravoure que de bonheur. Dans l'autre, un perruquier nommé Gaston, se mit à la tête de la jeunesse réfractaire, mais tué quelques jours après, il eut pour successeur, le lieutenant de

vaisseau Charette, le premier homme de marque qui figura dans ces rassemblemens tumultueux.

Plus de 900 communes s'étaient assemblées spontanément au son du tocsin dans toute la contrée, et au même moment se forma un troisième noyau d'insurrection, dans les environs de Chantonnay, sous les ordres du marquis de Royrand, ancien militaire.

Effrayées des symptômes de cette révolte simultanée, les autorités républicaines évacuèrent les chefs-lieux de districts, et laissèrent le champ libre aux insurgés qui demeurèrent alors maîtres du pays. Le conseil exécutif, prévenu par les commissaires de la Convention et les autorités départementales, ne crut pas néanmoins le mal assez grand pour nécessiter la formation d'une armée. Il se borna à prescrire au général Labourdonnaye qui commandait entre la Loire et la Dordogne, de rassembler un petit corps volant de 6 mille hommes à Nantes, et de faire parcourir le pays. Il n'y eut donc que de petites colonnes mobiles, dépendantes de ce noyau d'armée, ou formées des gardes nationales des villes de Nantes et d'Angers, pour s'opposer dans le principe aux progrès de l'insurrection.

Premiers succès des royalistes.

Cependant la prise de Chollet par Stofflet le 15 mars, la défaite du général Marcé à Saint-Vincent le 19, la prise de Chalonnes par Stofflet et d'Elbée le 21, les tentatives de Joly sur les

Sables d'Olonne, l'envahissement de Châtillon, de Bressuire, de Vihiers, décidèrent les commissaires à aller eux-mêmes faire un rapport de l'état des choses à la Convention.

Mesures du ministère pour les réduire.

Le conseil exécutif après s'être concerté avec le comité de défense générale, décréta la formation de trois corps d'armée, composés principalement de 34 bataillons de volontaires, 2 régimens de ligne, 2 de cavalerie, et de 24 bataillons tirés de l'armée du Rhin; il en confia le commandement au général Berruyer, mais les revers qui accablèrent l'armée du Nord empêchèrent l'exécution de cette mesure. Le général en chef arriva seul le 29 à Angers, et ne fut suivi à quelques jours de là, que par quelques détachemens de gendarmerie, et par les vainqueurs de la Bastille, troupe brave, mais indisciplinée et encline au pillage.

Fautes et défaite du général Berruyer.

C'est avec ce noyau d'armée grossi de 10 à 12 mille volontaires soldés par les départemens voisins, qu'il résolut de pénétrer au cœur de la Vendée, en partant de Challans, des Herbiers et de Vihiers, où se trouvaient les brigades Baudry, Boulard, Quetineau et Ligonnier. Le général Gauvilliers pendant cette expédition devait se porter d'Angers sur St.-Florent, et balayer la rive gauche de la Loire. Il arriva de ces attaques décousues, ce que le lecteur aura déjà prévu: d'Elbée, instruit du projet, réunit les bandes d'in-

surgés à Chollet le 9 avril, et se porta le 11 sur Chemillié, de là sur Baupréau que Bonchamp quitta pour se porter avec une partie des siens sur Tiffanges. D'Elbée au contraire voyant que Berruyer n'avançait qu'avec circonspection, et sans véritable ensemble, revint avec ceux qui s'attachèrent à sa fortune sur Chemillié où les républicains n'avaient qu'une faible garnison qu'il surprit, et de là par une marche rapide rabattit le 16 sur Coron où il défit le général Ligonnier. D'Elbée et Bonchamp réunis arrivèrent le 23 à Baupréau où le général Gauvilliers s'était rendu, lui livrèrent combat, le défirent complètement et le rejetèrent derrière la Loire.

Cependant Ligonnier, poussé par les forces de ces deux chefs réunis, appelle Quetineau à son secours. Celui-ci croit devoir prendre le chemin le plus court, lorsqu'assailli aux Aubiers par la colonne du jeune Larochejaquelin, il est battu et mis en déroute sur Thouars.

Beaudry eut beaucoup de peine à tenir à Challans contre la bande de Charette, et Boulard de son côté consuma son temps à des attaques aussi brillantes qu'infructueuses.

Telle fut l'issue du premier plan d'opérations contre les Vendéens; on imputa son mauvais succès au défaut de patriotisme du général en chef, tandis qu'il ne fallait en accuser que son manque de capacité et les manœuvres de ses adversaires.

Vers la fin du mois d'avril, avant que le gouvernement voulût croire à l'existence d'une insurrection sérieuse, la Vendée avait déjà 3 corps d'armée de 10 à 12 mille hommes chacun.

Le 1er de ces corps, dit *Armée d'Anjou*, composé des habitans des bords de la Loire, depuis Saumur jusqu'à Champtoceau, était aux ordres du marquis de Bonchamp. Le second appelé *Grande Armée*, et commandé par d'Elbée, était recruté par la population du pays entre le Thoué et le Maine jusqu'à hauteur de Montaigu; enfin le 3e formé par les habitans de la Côte, depuis Bourgneuf jusqu'aux Sables, appelé *Armée du Marais*, recevait les ordres de Charette.

Organisation des Vendéens.

S'il est vrai que de tous les genres de fanatisme, celui de la religion soit le plus propre à développer et entretenir long-temps l'héroïsme, on ne s'étonnera plus que de simples paysans aient lutté avec tant d'avantage et de constance contre des troupes mieux disciplinées; mais, indépendamment de ces causes premières, le respect et l'attachement qu'ils avaient pour leurs chefs qui n'étaient autres que leurs seigneurs, ou des hommes dignes par leur valeur de marcher de pair avec eux, contribuèrent beaucoup à rendre leurs bandes formidables. On peut encore ranger, au nombre des causes qui facilitèrent leurs progrès, la défection des deux légions étrangères envoyées contre eux, l'inexpérience des

troupes et des généraux qu'ils eurent d'abord à combattre, la mésintelligence qui régna constamment entre ces derniers ; l'influence du conseil supérieur créé aussitôt après la prise de Fontenay.

Ce conseil présidé par un prêtre imposteur se disant évêque d'Agra, et composé des individus les plus ardens ou les plus agréables à la multitude, cumula les pouvoirs civils et militaires, administratifs et judiciaires. Le premier acte émané de lui, soumit tous les habitans du pays insurgé à une sorte de conscription militaire. Un chef nommé par le peuple, dans chaque paroisse, fut chargé de la correspondance, tant avec le conseil, qu'avec le général de l'arrondissement duquel elle ressortait. Les trois armées, qui jusqu'alors n'avaient été que des rassemblemens informes de paysans, suivant à leur gré le chef dans lequel ils avaient plus de confiance, commencèrent à prendre des idées de formation et d'hiérarchie. Les communes furent classées en compagnies, les cantons en bataillons, les arrondissemens en divisions représentant des régimens : la force et la composition de ces fractions variaient d'après le nombre ou la population des villages qui en dépendaient : telle division avait 3 ou 4 mille hommes, et telle autre 15 à 1800. Tout dans cette organisation dépendit moins de

Conseil général.

la volonté des principaux officiers, que du caprice des simples insurgés, qui préférèrent se ranger sous les bannières de tel chef plutôt que de tel autre. Il n'y avait, dans chacune des trois armées, qu'un ou deux bataillons de déserteurs soldés. Ces bataillons ainsi qu'un petit régiment de cavalerie furent les seuls corps permanens; le reste se dissolvait aussitôt après l'expédition pour laquelle il s'était réuni. Cette expédition était de courte durée, et chaque soldat en quittant ses foyers, emportait avec lui les vivres présumés nécessaires.

L'armement excita la sollicitude du conseil. La plupart des Vendéens ne s'étaient présentés au combat, jusques-là, qu'avec des faulx emmanchées à l'envers, des bâtons surmontés de piques ou de faucilles; on leur procura à tous des fusils de munition. On vit s'élever à la fois, et comme par magie, des ateliers de réparations et de charronage, des moulins à poudre et des raffineries dans l'intérieur du pays. Bientôt après on y forma aussi des hôpitaux et des magasins de subsistances. Il ne manqua plus à la Vendée pour être indépendante, qu'une grande ville pour capitale, et une ou deux places fortes.

On s'occupa peu de l'instruction et de la tenue militaire; ni l'une ni l'autre ne sont essentiellement nécessaires qu'aux corps soldés et permanens : et puisque le vendéen retournait après la

victoire, cultiver le champ de son seigneur, il suffisait qu'il sût manier son fusil et tirer juste. Or, sur ce point, il ne le cédait en rien au plus habile chasseur : tireur adroit, leste, infatigable, sobre, patient, il eut sur les premières troupes républicaines qui lui furent opposées, un avantage immense dans l'attaque comme dans la défense. Tantôt réunis en plusieurs masses les royalistes se jetaient avec impétuosité et fureur sur les rangs ennemis, qu'ils culbutaient avec une audace incroyable : tantôt cédant à une résistance valeureuse, ils harcelaient leurs adversaires par un tiraillement meurtrier, se couvrant adroitement de toutes les localités capables de les protéger, et nous avons déjà dit que le pays en fourmillait. Les étrangers se sont fait une fausse idée de cette guerre quand ils ont cru que ces bandes levées en masse étaient méprisables : jamais guerre ne fut plus pénible et plus sanglante que celle de la Grande-Vendée.

Caractère des chefs. Nomination d'un généralissime.

Le conseil sentant la nécessité de mettre sous la main d'un seul chef, les trois armées dont nous avons parlé plus haut, agita aussi la question de nommer un général en chef; mais comme elle éveilla toutes les ambitions, elle fut ajournée, et les armées conservèrent leur indépendance. Ce ne fut qu'après la prise de Saumur, qu'on éleva le plébéien Cathelineau à ce grade, sur la proposition de d'Elbée. Au reste c'était

une charge sans pouvoir : chaque chef resta maître de sa division, et des conseils de guerre décidaient les principales opérations. Bonchamp y avait une influence justement méritée, car au courage héroïque de ses compagnons d'armes, il réunissait le génie d'un grand capitaine; il était âgé de 33 ans, avait servi avec distinction dans l'Inde, durant la guerre de 1783. Non moins habile sur un champ de bataille que dans le cabinet, il avait une éloquence entraînante. Ses projets seront toujours le monument le plus glorieux de l'histoire militaire de la Vendée.

D'Elbée, né en Saxe et naturalisé Français en 1757, avait servi dans la cavalerie; il était âgé de 40 ans : religieux autant qu'intrépide, il portait un sang-froid admirable dans les combats, et une fermeté stoïque dans les revers. Les suffrages n'ont pas été aussi unanimes sur son caractère et ses talens. Selon les uns (1), plus soldat que général, il n'avait aucune connaissance des hommes et des affaires, et menait ses troupes au combat sans autre disposition que l'ordre de s'aligner sur son cheval. Selon d'autres il faut le considérer comme un militaire consommé et un chef habile (2). Ses détracteurs affirment néanmoins qu'il fut assez

(1) Biographie de Michaud. — Mémoires de Larochejaquelin.

(2) Mémoires de Thurreau. — Victoires et conquêtes.

adroit pour faire donner le commandement à Cathelineau, parce qu'exerçant sur son esprit un empire absolu, il espérait être de fait le généralissime des armées royales. Après avoir ainsi détourné le coup qui eût déféré à ses rivaux le commandement suprême, il parvint plus tard à s'en faire investir lui-même, ce qui ne dénote point le défaut d'habitude dans les affaires qu'on lui a reproché. Au reste cette rivalité parmi des chefs combattant avec tant de ferveur pour la même cause, prouve que les petites passions des hommes triomphent des plus grands et des plus chers intérêts : elle eut d'ailleurs une influence marquée sur les destinées des Vendéens. Bonchamp que la clameur publique désignait ne devint pas leur chef, et en conçut, dit-on, du dépit; Talmont et d'Autichamp qui malgré leur médiocrité croyaient y avoir plus de droits encore en furent outrés; la discorde s'introduisit bientôt dans leurs conseils, et la divergence dans leurs opérations.

Les autres chefs furent moins marquans, Lescure était un vaillant et preux chevalier. Larochejaquelin actif, entreprenant et brave, bien qu'il occupât ensuite le premier rang, se distingua plutôt par des élans passagers que par un génie supérieur.

Charette, âgé de 30 ans, lieutenant de vaisseau, homme à la fois dur, fin, opiniâtre, s'est

fait remarquer plutôt comme partisan que comme général; jaloux à l'excès des autres chefs, il n'en fit point mystère dans plus d'une occasion; et son isolement devint la cause de plusieurs revers sanglans.

Stofflet ancien garde-chasse, partagea avec Cathelineau l'honneur d'être à la tête des premiers rassemblemens; actif, intrépide, doué d'un grand esprit naturel, il s'éleva malgré son ignorance au rang des meilleurs divisionnaires, et se trouva, à la mort des illustres chefs de l'armée d'Anjou, porté au commandement supérieur.

Combats de Thouars et Fontenay.

Nous avons vu que le général Quetineau après la déroute des Aubiers, s'était réfugié à Thouars, poste avantageux situé sur une éminence entourée de trois côtés par le Thoué, et fameux par la défense qu'il opposa à Duguesclin. L'armée vendéenne que la conscription établie par le conseil, venait de renforcer de 10 mille hommes sous Larochejaquelin et Lescure, s'était réunie de nouveau à Chollet le 26 avril, et avait marché sur Bressuire et Argenton. Le 5 mai, elle s'avance sur Thouars; les ponts du Thoué rompus et barricadés sont assaillis avec impétuosité par d'Elbée et Lescure; un seul gué existe, Bonchamp y passe avec sa cavalerie et se jette sur le flanc de Quetineau; soutenu successivement, il presse celui-ci avec ardeur. Après 6 heures de carnage, le pont est forcé, la ville emportée, Quetineau pris, sa

division accablée et détruite. On accusa ce général de complicité avec Dumouriez que plusieurs personnes soupçonnèrent, contre toute vraisemblance, d'avoir eu beaucoup de part à l'insurrection de l'Ouest, parce qu'il y avait commandé autrefois.

Les Vendéens ne firent pas un long séjour à Thouars : d'Elbée marchant par Loudun, tomba le 13 mai sur la Châtaigneraye que la brigade Chalbos évacua avec peine. Joint le lendemain par Lescure, il se croit en état d'enlever Fontenay; mais Chalbos prend ici sa revanche, défait les royalistes, leur prend 24 pièces de canon, et se reporte à la Châtaigneraye. Impatiens de laver cet affront, ces deux chefs vendéens rallient leur monde, et paraissent le 24 au soir à la vue de ce bourg. Chalbos se replie de nouveau sur Fontenay où il est attaqué, battu, mis en déroute le lendemain, après une action sanglante et opiniâtre.

5, 15 mai.

A cette époque le conseil des Vendéens répandit sa proclamation assez remarquable du 27 mai, qui servait en même temps de manifeste, de justification, et d'invitation à l'imiter.

Pendant cette expédition, les républicains bornés à une guerre de poste, poussaient la brigade Salomon à Thouars, et Ligonnier à Doué, d'où il envoyait ses patrouilles jusqu'à Vihiers et Chollet.

Prise de Saumur.

Cette circonstance détermina les chefs vendéens à se porter de nouveau vers la Loire. L'armée rentra donc dans ses foyers pour y prendre quelques jours de repos, et se rassembla du 5 au 6 juin dans les environs de Châtillon au nombre de 40 mille hommes, sous les ordres de Larochejaquelin, Lescure, Stofflet et Cathelineau. Là, il fut résolu de chasser les républicains de Saumur. Cette opération était facile, car il ne s'agissait que de déposter le général Ligonnier de Doué; ce qui fut exécuté fort heureusement le 7 juin. Le surlendemain la ville de Saumur fut investie, attaquée et enlevée de vive force. Les républicains y firent des pertes énormes.

9 juin.

Plan d'opérations sur Nantes.

Maîtres de ce point important, les Vendéens discutèrent alors le plan de campagne. D'Elbée loin de viser à la conquête de Nantes, aurait préféré tourner ses efforts contre Niort, afin d'étendre le foyer de l'insurrection vers la Lozère, où l'ex-constituant Charrier avait laissé nombre de partisans, et vers le Midi qui commençait à lever l'étendard de l'opposition. Mais Bonchamp ayant démontré tous les avantages résultans de la possession de Nantes, comme centre d'activité, siége du gouvernement, point de correspondance avec l'Angleterre, et Talmont et d'Autichamp s'étant rangés de son avis dans l'espoir d'organiser chacun une armée dans la Bretagne, où ils avaient conservé beaucoup de

relations, l'expédition de Nantes fut résolue, et Charrette invité d'y concourir en se portant sur Machecoul, pendant que Royrand avec une division de l'armée d'Anjou, ferait une diversion de la Roche-sur-Yon vers Luçon. Cette entreprise quoiqu'elle devînt une faute capitale en détournant l'armée royale de la direction de Paris, où elle eût pu étouffer l'anarchie dans son berceau, ne laissait pas d'être habilement conçue sous le rapport militaire. On voit en effet au premier examen de la carte, que la ligne centrale de la Loire était pour les républicains la clef de tout le théâtre de la guerre, et qu'aussi long-temps qu'ils en seraient maîtres, ils pourraient soutenir Nantes, couper la communication de la Bretagne avec la Vendée, se porter au cœur de celle-ci, et conserver à son égard une attitude menaçante et offensive. Maîtres de Nantes, assurés d'un point essentiel de débarquement et d'approvisionnement, les royalistes pouvaient s'abandonner entièrement à des entreprises le long de ce fleuve qu'ils remonteraient désormais sans crainte par Angers pour se diriger sur Paris.

Mesures du comité de salut public pour former une armée imposante.

Cependant la Convention prévenue de toutes parts des progrès de l'insurrection vendéenne, presse le comité de salut public d'envoyer des forces imposantes sur la Loire. Obligé de faire face de tous côtés, il retira vers la fin de juillet 3 mille hommes de l'armée des Pyrénées-Occi-

dentales pour les porter en Vendée, où ils se joignirent aux 12 mille hommes tirés de l'armée du Nord dans les premiers jours de juillet. Comme ces forces n'étaient pas à beaucoup près suffisantes pour étouffer le foyer de rébellion, et qu'on ne pouvait alors sans danger retirer les corps organisés qui se trouvaient sur les frontières de la Flandre et des Ardennes, le comité de salut public ordonna que six hommes par compagnie de tous les autres corps d'infanterie de la république se rendissent à Orléans, où l'on en forma 25 bataillons d'élite. Enfin, le général Santerre commandant la garde parisienne, sollicita et obtint la permission de lever dans Paris un corps de 10 mille volontaires, spécialement destiné à servir dans cette partie.

On rappela le général Biron de l'armée du Var, pour lui confier le commandement de celle-ci. C'était un choix malheureux, s'il ne cachait pas l'intention de le perdre. Biron, arrivant sur un théâtre inconnu pour lui, dans la nécessité de sévir autant que de combattre contre des gens de sa caste, fut placé entre ses devoirs et ses affections, et ne put entièrement sacrifier celles-ci aux premiers (1). Il trouva l'armée à Niort, dans

(1) L'histoire recueillera comme un exemple remarquable de la bizarrerie humaine : que Biron, descendant d'un maréchal, duc

un état de délabrement et de désorganisation effrayant. Elle comptait pourtant encore près de 40 mille hommes, mais à peine en voyait-on 15 mille en état de combattre dans les rangs. C'était un amas de fonds de dépôts, de détachemens de plus de 60 corps différens, de volontaires et de pères de famille requis dans les sept départemens voisins. Il fallut commencer par congédier la moitié de l'armée, avant de procéder à sa réorganisation.

La grande armée passe la Loire et attaque Nantes.

Tandis qu'il donnait tous ses soins à ce travail pénible et dégoûtant, la grande armée vendéenne et celle d'Anjou, passèrent la Loire au nombre de 30 mille, sous la conduite de Cathelineau, et après avoir laissé garnison dans Saumur, pris Angers, et attiré l'attention des républicains sur Tours et le Mans, marchèrent brusquement sur Nantes, par la rive droite du fleuve; en même temps que Charrette, avec les bandes poitevines s'en approchait par la rive gauche.

Le général Canclaux n'avait pour couvrir cette place importante, que 11 petits bataillons, et moins de 300 chevaux : secondé toutefois par la garde nantaise, il résolut de tenir tête à l'ennemi, et y réussit. Cathelineau entraîné par son ardeur,

---

et pair de France, commandât les armées républicaines, à l'instant même où Cathelineau simple voiturier ou marchand de laine, commandait les troupes féodales de la noblesse française.

et calculant peut-être trop sur la faiblesse de son adversaire, négligea de prendre les mesures qui lui auraient assuré le succès de son coup de main. Non content de laisser le corps de Charette se morfondre devant Pont-Rousseau, il forma, des 20 mille combattans qui lui restaient, jusqu'à sept attaques, en sorte qu'aucune ne put se maintenir dans la ville, et qu'après une journée très-meurtrière où il fut blessé à mort, son armée fut obligée de se retirer honteusement sur Saumur, protégée par une démonstration de Charette, qui ne se retira que le lendemain.

28 juin.

Biron adopte un mauvais plan, est battu et arrêté.

Cette victoire, la première des républicains, depuis l'origine de la Vendée, ne tarda pas au reste à être balancée par de nouveaux revers, qu'il faut imputer au plan d'opérations adopté par Biron. Ce général après avoir rassemblé environ 50 mille hommes, imagina de soumettre le pays en marchant en ligne vers la côte, sur 4 à 5 divisions de front, depuis la Loire jusqu'à la Sèvre niortaise. En vain son général d'avant-garde, Westermann, qui avait envisagé cette guerre sous son véritable point de vue, lui conseillait de pénétrer vivement et en masse sur une seule direction, et de tout refouler devant lui, sans s'inquiéter désormais d'être débordé. Biron se flattant peut-être de pacifier la contrée par des voies de douceur et de conciliation, ne fit aucun cas des avis que son inférieur lui donnait

d'ailleurs d'une manière trop tranchante, et il trouva le moyen de faire détruire une partie de son armée en l'engageant partiellement. Immobile à Niort avec 17 mille hommes d'élite, il en dispersa plus de 10 mille sur la droite à Airvault, Parthenay et St.-Maixent; autant pour former un cordon sur sa gauche aux Sables, Luçon et Fontenay; puis il ordonna aux divisions de Saumur et d'Angers de marcher concentriquement sur Chollet, d'où, après avoir fait leur jonction, elles se seraient portées sur Mortagne et Montaigu. De telles dispositions nonobstant un premier avantage devaient amener des revers.

Tandis que d'Elbée veille sur différens points, les chefs de la Haute-Vendée réunissent toutes leurs forces au nombre de 25 mille combattans, et se dirigent sur Martigné-Briand où le général Labarollière qui avait franchi le pont de Cé venait de s'établir. Le 15 juillet au matin, l'action s'engage, et d'abord les royalistes ont l'avantage, mais bientôt la fortune se déclare pour les républicains : Bonchamp, Larochejacquelin, Stofflet et quantité d'autres chefs vendéens sont mis hors de combat : leurs troupes plient et sont vivement poursuivies par le 9e de hussards jusqu'à Vihiers où elles prennent position.

Labarollière se hâta de donner avis de ses succès à son collègue Santerre, lequel avait débouché de Saumur sur Doué, et jaloux de prendre

part à la victoire, se porta en une marche de nuit devant Vihiers où il opéra sa jonction le 16 au matin avec la division d'Angers. Les Vendéens encore ébranlés du choc de la veille ne se croyant pas en état de recevoir la bataille, se replièrent sur Coron, poursuivis par les républicains.

Cependant les chefs blessés qui étaient retournés aux environs de Chollet pour s'y faire soigner, à la nouvelle de l'approche de Santerre, font sonner le tocsin de toutes parts : le curé de St.-Laud en fait autant, et la nombreuse population de la contrée court aux armes. Les bandes découragées qui battaient en retraite le 17 au matin sur Vézins, se rallient ; Piron qui en prend, à défaut d'autres chefs, le commandement, s'apercevant que les républicains étaient en colonne de marche sur la grande route, les aborde en flanc, tandis qu'une masse d'insurgés les attaque vivement de front : ils n'ont pas le temps de se former, et sont mis en déroute sur Vihiers. Là, le représentant Bourbotte avec 12 à 1,500 braves veut arrêter les fuyards et rétablir le combat; mais, écrasés par le nombre, ils sont bientôt dispersés : les corps des deux divisions fuient pêle-mêle, et à l'aventure, les uns vers les ponts de Cé, les autres vers Saumur; leur artillerie, leurs bagages, tout tomba au pouvoir des vainqueurs. Santerre et Bourbotte faillirent même être pris, et ne se sauvèrent que par miracle. La défaite fut

telle que des 15 mille hommes qui composaient ces deux divisions, à peine put-on en rallier le tiers à Chinon, trois jours après. Biron destitué pour cet échec, ne tarda pas, à la vérité, d'être arrêté comme coupable de trahison; mais cette mesure ne ramena point la victoire sous les drapeaux républicains. La Vendée se trouvait à la fin de juillet au plus haut degré d'ascendance, et quoiqu'alors elle n'eût emprunté aucun secours à l'étranger, elle inquiétait bien plus la Convention que les fédéralistes qui, sans point de ralliement dans l'intérieur et désunis, paraissaient ne prendre les armes que pour donner quelque lustre au triomphe de la Montagne sur la Gironde.

La répétition de ces scènes de carnage livrées sur un même point, prouve assez l'acharnement des deux partis, en même temps qu'elle caractérise la nature de cette guerre. La simple indication de ces combats aura paru trop rapide pour en faire saisir toutes les combinaisons; nous devons rappeler que ce n'est qu'une esquisse destinée à donner plus d'ensemble au tableau des grandes scènes européennes.

Il a paru d'ailleurs des histoires particulières de ces guerres civiles, qui ne laissent rien à désirer: et dans les luttes de cette nature, surtout, les particularités sont plus décisives et plus indispensables à citer, que dans les chocs réguliers

des armées permanentes. Nous ajouterons seulement que Bonchamp et d'Elbée triomphèrent à Beaupréau, à Thouars, à Saumur, par des combinaisons que les plus grands capitaines ne désavoueraient point. Les amis de la France regretteront toutefois que ces lauriers aient été flétris dans le sang de ses enfans, versé à grands flots par leurs propres mains; et il manqua à la gloire des deux partis, de remporter ces succès sur les ennemis de la patrie.

Tandis que la France frémissait au récit de pareilles victoires, la Convention avait cru faire diversion à ses fureurs en occupant le peuple par des débats relatifs à une nouvelle constitution ochlocratique.

Le soin de rédiger cette Charte démagogique avait été confié à Hérault de Séchelle, et il s'en acquitta avec la souplesse et la facilité qui lui étaient familières. Adopté par la Convention le 23 juin, ce pacte bizarre fut soumis ensuite à la sanction des assemblées primaires.

S'il faut en juger par la tournure des événemens, les meneurs de la Montagne étaient loin de vouloir le mettre en vigueur, et ces démonstrations n'eurent sans doute d'autre but que de masquer d'autant mieux leurs projets, tout en donnant aux ennemis de l'anarchie l'occasion de se signaler, et de fournir de nouveaux alimens aux listes de proscription. Prompts à tirer parti

des circonstances, les meneurs des Jacobins, surent trouver les moyens de détourner le coup dont ils étaient menacés, et résolurent d'ajourner indéfiniment la mise en activité d'un gouvernement qui, en dépit de l'influence des clubs, présenterait sans doute plus d'obstacles à leurs projets qu'une Convention déjà façonnée à leur joug (1).

Au milieu de ces débats, Charlotte Corday délivra la France du plus dégoûtant de ses oppresseurs. Marat était tombé le 13 juillet sous le poignard de cette jeune héroïne, dont le dévouement et l'admirable courage sont trop connus pour que nous entrions dans aucun détail sur cet événement. La Convention acheva de donner la mesure de sa turpitude en ordonnant que les cendres de Mirabeau fussent arrachées du Panthéon pour y être remplacées par celles de ce monstre.

Le comité de salut public venait d'être renouvelé en entier; et l'élection des nouveaux membres s'était ressentie de l'influence des vainqueurs du 31 mai. Robespierre y prit la place de Danton, et tint bientôt le premier rang à côté des St.-Just et des Collot-d'Herbois.

---

(1) Si l'on doutait de la vérité de cette assertion, il n'y a qu'à se rappeler la dénonciation portée par Robespierre contre ceux qui voulaient organiser le ministère, mesure qui, selon lui, ne mènerait qu'à dissoudre la Convention. (*Moniteur du* 21 *juin* 1794.)

Mais il convient de laisser respirer un moment nos lecteurs, et d'éloigner nos regards de ce tableau de massacres et de dissensions intestines, pour les porter sur le grand mouvement imprimé à la France au mois de septembre, et voir ensuite l'influence qu'il eut sur la marche victorieuse des armées.

PIÈCES JUSTIFICATIVES DE 1793.

N° 1.

Le Conseil exécutif provisoire de la République française, au Prince-évêque de Rome (au Pape).

Des Français libres, des enfans des arts, dont le séjour à Rome y soutient et développe des goûts et des talens dont elle s'honore, subissent par votre ordre une injuste persécution. Enlevés à leurs travaux d'une manière arbitraire, enfermés dans une prison rigoureuse, indiqués au public et traités comme des coupables, sans qu'aucun tribunal ait annoncé leur crime ; ou, plutôt, lorsqu'on ne peut leur en reprocher d'autre que d'avoir laissé connaître leur respect pour les droits de l'humanité, leur amour pour une patrie qui les reconnaît : ils sont désignés comme des victimes que doivent bientôt immoler le despotisme et la superstition réunis.

Sans doute, s'il était permis d'acheter jamais aux dépens de l'innocence le triomphe d'une bonne cause, il faudrait laisser commettre cet excès. Le règne ébranlé de l'inquisition finit, du jour même où elle ose encore exercer sa furie ; et le successeur de Saint Pierre ne sera plus un prince, le jour où il l'aura souffert. La raison a fait partout entendre sa voix puissante ; elle a ranimé

dans le cœur de l'homme opprimé la conscience de ses devoirs, avec le sentiment de sa force ; elle a brisé le sceptre de la tyrannie, le talisman de la royauté. La *liberté* est devenue le point de ralliement universel ; et les souverains, chancelans sur leurs trônes, n'ont plus qu'à la favoriser pour éviter une chute violente. Mais il ne suffit pas à la république française de prévoir le terme et l'anéantissement de la tyrannie dans l'Europe ; elle doit en arrêter l'action sur tous ceux qui lui appartiennent. Déjà son ministre des affaires étrangères a demandé l'élargissement des Français arbitrairement détenus à Rome : aujourd'hui son conseil exécutif les réclame, au nom de la justice qu'ils n'ont point offensée, au nom des arts que vous avez intérêt d'accueillir et de protéger ; au nom de la raison, qui s'indigne de cette persécution étrange ; au nom d'une nation libre, fière et généreuse, qui dédaigne les conquêtes, il est vrai ; mais qui veut faire respecter ses droits ; qui est prête à se venger de quiconque ose les méconnaître ; et qui n'a pas su les conquérir sur ses prêtres et ses rois, pour les laisser outrager par qui que ce soit sur la terre.

Pontife de l'Eglise romaine, prince encore d'un état prêt à vous échapper, vous ne pouvez plus conserver et l'état et l'église que par la profession désintéressée de ces principes évangéliques, qui respirent la plus pure démocratie, la plus tendre humanité, l'égalité la plus parfaite ; et dont les successeurs de Jésus-Christ n'avaient pu se couvrir que pour accroître une domination qui tombe aujourd'hui de vétusté. Les siècles de l'ignorance sont passés ; les hommes ne peuvent plus être soumis

que par la conviction, conduits que par la vérité, attachés que par leur propre bonheur. L'art de la politique et le secret du gouvernement sont réduits à la reconnaissance de leurs droits, et aux soins de leur en faciliter l'exercice, pour le plus grand bien de tous, avec le moins de dommage possible pour chacun.

Telles sont aujourd'hui les maximes de la république française : trop juste pour avoir rien à taire, même en diplomatie ; trop puissante pour avoir recours aux menaces, mais trop fière pour dissimuler un outrage, elle est prête à le punir, si des réclamations paisibles demeuraient sans effet.

Fait en conseil exécutif, le 23 novembre 1792.

Signé ROLLAND, CLAVIÈRE, LEBRUN, MONGE, PACHE et GARAT.

Par le conseil. *Signé* GROUVELLE, *secrétaire.*

N° 2.

Extrait des Mémoires de Dumouriez relativement à son plan sur la Hollande, et le retour de l'ordre en France.

« Le projet de Dumouriez était d'avancer avec le
» corps d'armée qu'il rassemblait sur le Moerdick, en
» masquant les places de Breda et Gertruidenberg sur
» sa droite, de Berg-op-Zoom, Steenberg, Klundert
» et Willemstadt sur sa gauche ; et de tenter le passage
» de ce bras de mer, qui est d'à-peu-près deux lieues,
» pour arriver à Dort, où une fois débarqué, il se trou-

» vait dans le cœur de la Hollande, et ne pouvait plus
» rencontrer d'obstacle, en marchant par Rotterdam,
» Deft, La Haye, Leyde et Harlem, jusqu'à Amsterdam.
» Il prenait alors à revers toutes les défenses de la Hol-
» lande, pendant que le général Miranda, avec une
» partie de la grande armée, aurait masqué et bom-
» bardé Maëstricht et Venloo; et dès qu'il aurait su le
» général Dumouriez abordé à Dort, il aurait laissé
» continuer le siége de Maëstricht par le général Va-
» lence, et aurait marché avec 5 mille hommes sur
» Nimègue, où le général Dumouriez l'aurait joint par
» Utrecht. Ce plan de campagne, exécuté avec rapi-
» dité, devait rencontrer très-peu d'obstacles, parce
» que le Stathouder n'avait ni une armée rassemblée,
» ni un plan de défense arrêté, et parce que de tous les
» projets auxquels il pouvait avoir à s'opposer, celui-ci
» était le moins présumable; car c'était, pour ainsi dire,
» faire passer une armée par le trou d'une aiguille.

» En cas de réussite, Dumouriez avait le projet, dès
» qu'il serait maître de la Hollande, de renvoyer dans
» les Pays-Bas tous les bataillons de volontaires na-
» tionaux; de s'environner de troupes de ligne, et de
» ses généraux les plus affidés; de faire donner par les
» états-généraux les ordres pour faire rendre toutes les
» places; de ne laisser faire dans le gouvernement que
» les changemens les plus indispensables; de dissoudre
» le comité révolutionnaire hollandais, à qui il an-
» nonça d'avance, qu'en cas de réussite, chacun d'eux,
» en supposant qu'il eût la confiance de ses concitoyens,
» entrerait dans les places d'administration de la pro-
» vince dont il était; de préserver la république batave

» des commissaires de la Convention et du jacobinisme;
» d'armer sur-le-champ à Rotterdam, en Zélande et
» dans le Texel une flotte, pour s'assurer des posses-
» sions de l'Inde, et en renforcer les garnisons; d'an-
» noncer aux Anglais une neutralité parfaite; de placer
» dans les pays de Zutphen et dans la Gueldre hollan-
» daise une armée d'observation de 30 mille hommes;
» de donner de l'argent et des armes pour mettre sur
» pied 30 mille hommes du pays d'Anvers, des deux
» Flandre et de la Campine, sur lesquels il pouvait
» compter; de restreindre l'armée française dans le pays
» de Liége; d'annuller dans toute la Belgique le décret
» du 15 décembre; d'offrir aux peuples de s'assembler
» comme ils voudraient à Alost, Anvers, ou Gand,
» pour se donner une forme solide de gouvernement,
» telle qu'elle leur conviendrait; alors de rassembler
» un certain nombre de bataillons belges, à 800 hom-
» mes chacun, qu'il comptait porter à 40 mille hom-
» mes, d'y joindre de la cavalerie, de proposer aux
» Impériaux une suspension d'armes. S'ils la refusaient,
» il comptait avec plus de 150 mille hommes les chas-
» ser au-delà du Rhin : s'ils l'acceptaient, il avait plus
» de temps et de moyens pour exécuter le reste de son
» projet, qui était, ou de former une république des
» dix-sept provinces, si cela convenait aux deux peu-
» ples, ou d'établir une alliance offensive et défensive
» entre les deux républiques belge et batave, si la réu-
» nion ne leur convenait pas; de former entr'elles
» deux, une armée de 80 mille hommes jusqu'à la fin
» de la guerre; de proposer à la France de s'allier avec
» elles, mais à condition qu'elle reprendrait la consti-

» tution de 1789, pour faire cesser son anarchie; et en
» cas de refus, de marcher sur Paris avec les troupes
» de ligne françaises, et 40 mille Belges et Bataves,
» pour dissoudre la Convention, et anéantir le jacobi-
» nisme. »

N° 3.

Correspondance de Dumouriez relativement aux événemens de Hollande et d'Aix-la-Chapelle.

Copie de la lettre du général Dumouriez au général Valence.

Du Moerdick, le 3 mars 1793 (2e de la République.)

Thiéry m'apporte, mon cher Valence, votre *duplicata*. Je suis bien éloigné de regarder le rêve de la Hollande comme fini, quelque déplacée que me paraisse cette expression. Les ennemis n'ont pas plus de 20 à 25 mille hommes. Ils ont surpris les cantonnemens *de votre avant-garde*, et vous pensez déjà à tout abandonner; et l'événement vous paraît confirmer la critique que vous avez toujours faite de nos cantonnemens. Si ces cantonnemens avaient été soutenus avec vigilance; si on avait fait des rassemblemens sages, comme on le devait, puisque cette avant-garde, qu'il fallait renforcer et rapprocher, était devenue une armée d'observation couvrant un siége, on n'aurait pas reçu un pareil échec.

Je vous ai mandé, ce matin, que j'attends l'issue des deux siéges, de Willemstadt et Gertruidenberg : c'est l'affaire de deux jours; et certainement je n'irai pas dé-

courager une armée victorieuse, en la quittant au milieu des succès, pour aller faire, quoi? Le siége de Maëstricht est levé; Aix-la-Chapelle est abandonné : il ne s'agit plus, pour vous et pour les autres généraux, que de bien vous entendre pour défendre la Meuse, et couvrir Liége par la position d'Herve. Le général Thowenot, qui m'a aidé à tracer tous mes mouvemens et toutes mes positions, vous suffit pour établir cette défensive, que vous pouvez facilement tenir pendant au moins *quinze jours;* et d'ici là, les affaires prendront une autre face. Si l'ennemi veut passer par Maëstricht, Miranda, placé à Tongres, peut lui tomber sur le corps, jusques sous les murs de la ville, parce que vous le joindrez, et suivrez les mouvemens de l'ennemi par échelons. Si l'ennemi vient sur Herve, vous pouvez long-temps disputer ce poste, qui est considérablement renforcé actuellement, puisque je vois, par la date de la lettre de Leveneur, qu'il s'est replié sur Henri-Chapelle : d'après quoi, je suppose que toute son artillerie est sauvée, ainsi que toute la gauche de l'avant-garde. Cet échec doit servir de leçon ; mais il serait très-fâcheux qu'il consternât les généraux de la république, au point de les rendre incapables de défendre la Meuse, contre une armée inférieure jusqu'à présent. J'espère qu'on est revenu du premier étourdissement, et que votre premier courrier m'apportera des dépêches plus tranquilles. Vous jugez que je les attends avec impatience. J'imagine que vous tirerez du corps de d'Harville tout ce que vous pourrez, ainsi que de l'intérieur. J'ai mandé à Beurnonville de vous envoyer toutes les troupes qu'il peut avoir sous sa main. Deflers

rassemble en avant d'Anvers un corps de 6 à 7 mille hommes, qui pourra être très-utile, ainsi que les 15 mille que j'ai avec moi, lorsqu'il sera nécessaire de nous joindre. Bon courage, mon cher Valence : ceci n'est qu'un échec, que vous pouvez facilement réparer, et qui peut donner de l'espérance, pour pouvoir se rassembler à propos.

Signé DUMOURIEZ.

Le général Dumouriez au général Miranda.

Moerdick, le 4 mars 1792 (2e de la République.)

Fier républicain, mon frère, mon ami, oubliez vos chagrins : faites célébrer à votre armée la prise de Gertruidenberg, qui s'est rendu aujourd'hui à quatre heures et demie du soir, par capitulation. J'espère que les armées de la Belgique vont reprendre courage, et se piquer d'une noble émulation. Gertruidenberg, couvert d'inondations presqu'inaccessibles, défendu par des forts nombreux garnis d'une artillerie redoutable, avec une garnison de Suisses, n'a tenu que trente-six heures contre l'impétuosité française, et contre le génie et les talens du général d'Arçon. Il est la clef de la Hollande, par quelque côté que je veuille l'attaquer.

Vous jugez, mon ami, que je suis plus éloigné que jamais d'abandonner un plan qui va donner du numéraire, des munitions, des subsistances et des alliés; un plan qui sauvera la Belgique, et la France par contre-coup.

Voici ce qui va arriver. Les Prussiens abandonneront les Autrichiens pour courir au secours de La Haye et d'Amsterdam, où j'arriverai avec eux. Je les combattrai à la tête de ces mêmes Hollandais, contre qui je me bats à présent. Vous, vous marcherez sur Grave, que vous prendrez : de là, vous attaquerez Nimègue; et nous nous donnerons toujours la main. Cependant le général Valence, n'ayant plus affaire qu'aux Autrichiens, auxquels il sera infiniment supérieur par les secours qui lui arriveront de partout, les contiendra, jusqu'à ce que vous reveniez les reprendre en flanc, par le pays de Clèves et de Juliers.

Les Prussiens ont deux routes, pour tâcher d'arrêter nos victoires : la première est de forcer le passage de la Meuse, par Ruremonde et Venloo, pour venir par la Campine, couper Anvers. J'y ai pourvu en faisant assembler entre Berg-op-Zoom et Breda, un corps de troupes aux ordres du général Flers, lequel, avant le 10, sera de 5 à 6 mille hommes, et sera porté à 15 ou 18, par les troupes que Beurnonville va envoyer. Si vous vous apercevez que les Prussiens prennent ce parti, vous soutiendrez Champmorin et Lamarlière, et vous disputerez le passage de la Meuse : s'ils l'ont passé avant vous, vous vous réunirez à Champmorin, Lamartinière et Flers, et vous les combattrez avec supériorité. Je doute qu'ils soient assez forts, pour prendre ce premier parti.

Le deuxième parti que peuvent prendre les Prussiens, c'est de marcher tout droit par Nimègue, pour arriver à grandes journées par Amsterdam. S'ils prennent ce parti, vous enverrez Flers pour me renforcer par le

même chemin que j'aurai pris; et vous irez, vous, assiéger Grave, et, ensuite, Nimègue.

S'ils ne prennent aucun de ces deux partis, et s'ils restent réunis à l'armée autrichienne, pour pénétrer dans la Belgique; alors, joint à Valence, vous les amuserez sur la Meuse : et, s'ils ont l'audace de la passer avant d'avoir reçu leurs renforts, vous les combattrez avec courage.

Dans tous les cas, votre position n'est pas dangereuse : *mais, comme il s'agit de rendre le courage à l'armée, et peut-être aux généraux* (vous et Thowenot exceptés), *je vous adresse un discours pour l'armée, que je vous prie de faire proclamer et imprimer.* Willemstadt se défend très-bien; mais je crois que la prise de Gertruidenberg va décourager la garnison : elle augmente, d'ailleurs, nos moyens en artillerie; car je prends dans chaque ville, de quoi prendre la ville suivante. Bon courage, mon cher Péruvien : pensez qu'il nous reste encore de plus grandes choses à faire.

Le général en chef,

Signé DUMOURIEZ.

Le général Dumouriez au général Miranda.

Moerdick, le 9 mars 1793 (2e de la République.)

Il n'y a que vous, mon digne ami, et Thowenot, qui me donniez consolation et espérance. La prise de Gertruidenberg m'a enrichi de 150 bouches à feu superbes, et de plus de 140 milliers de poudre, ainsi que d'une cinquantaine de bâtimens de transport. La retraite

de Champmorin et Lamarlière est fort heureuse ; mais il devient infiniment essentiel que vous les poussiez, l'un sur Herenthals, l'autre sur Lier : et je vous annonce que je porte sur Turnhout le colonel Westermann, avec sa légion et la 31e brigade de gendarmerie, dont je ne suis pas extrêmement content. Ce petit corps, d'environ 2,500 hommes, servira à éclairer la Campine, où il serait possible que l'ennemi voulût pénétrer, pour me prendre à dos, si nous restions aussi séparés que nous allons l'être. Je remettrai au général Marassé, en passant à Anvers, une instruction pour le général Champmorin, qui commandera le petit corps d'armée dont le corps de Westermann fera partie. Je me décide à aller vous rejoindre, car les lettres de Valence sont du plus mauvais genre, et notamment celle que je reçois aujourd'hui de lui, par votre courrier. Je serai demain matin à Anvers, demain soir à Bruxelles, et tout de suite avec vous.

Aussitôt ma lettre reçue, faites partir Champmorin pour Lier, et Lamartinière pour Herenthals. Jetez dans Diest un commandant vigoureux, avec un bataillon et 30 chevaux. Il faut fortifier ce point, ainsi que Lier.

Un motif m'engage à partir : c'est de rassurer les Belges, et de les ramener à nous par la confiance qu'ils ont en moi, et surtout en diminuant la tyrannie et les injustices qu'ils ont éprouvées jusqu'à présent. Mon parti est pris à cet égard, quelque chose qu'en puisse dire Cambon et ses satellites. J'envoie ordre au général Danghest, de se rendre de sa personne à Douay. Je punirai pareillement le général Chancel, pour avoir abandonné Huy, que je veux que l'on reprenne.

Mon passage du Moerdick est prêt à s'exécuter en mon absence, par le général Flers, et par Thowenot le cadet. Faites-vous rejoindre par l'artillerie de position. J'aurai plaisir, mon ami, à vous embrasser. Le siége de Willemstadt se continue toujours: cette place se défend bien, parce qu'elle a été mollement attaquée. Je causerai avec vous, dans deux jours : ainsi, je ne vous dis rien de plus. Mes chevaux m'arriveront dans quatre ou cinq jours, au plus tard, à Louvain. J'en emprunterai, en passant à Bruxelles. Adieu (en espagnol) mon ami.

Le général en chef,

Signé DUMOURIEZ.

P. S. Faites sur-le-champ mettre à l'ordre ma proclamation à l'armée, et faites la imprimer.

N° 4.

Lettre de Dumouriez à la Convention nationale.

Louvain, ce 12 mars 1793 (2e de la République.)

CITOYEN PRÉSIDENT,

Le salut du peuple est la loi suprême : je viens de lui sacrifier une conquête presqu'assurée, en quittant la portion victorieuse de l'armée, prête à entrer dans le cœur de la Hollande, pour venir au secours de celle qui vient d'essuyer un revers, qu'on doit à des causes physiques et morales, que je vais vous développer, avec cette franchise qui est plus nécessaire que jamais,

et qui eût toujours opéré le salut de la République, si tous les agens qui la servent, l'eussent employée dans les comptes qu'ils rendaient, et si elle eût toujours été écoutée avec plus de complaisance que la flatterie mensongère (1).

Vous savez, citoyens représentans, dans quel état de désorganisation et de souffrance les armées de la Belgique ont été mises, par un ministre et par des bureaux, qui ont conduit la France sur le penchant de sa ruine. Ce ministre et ces bureaux ont été changés; mais, bien loin de les punir, Pache, Hassenfratz sont passés à la place importante de la mairie de Paris; et dès-lors la capitale a vu se renouveler dans la rue des Lombards des scènes de sang et de carnage.

Je vous ai présenté, au mois de décembre, dans quatre mémoires, les griefs qu'il fallait redresser. Je vous ai indiqué les seuls moyens qui pouvaient faire cesser le mal, et rendre à nos armées toute leur force; ainsi qu'à la cause de la nation, toute la justice qui doit être son caractère. Ces mémoires ont été écartés; vous ne les connaissez pas : faites-vous les représenter; vous y trouverez la prédiction de tout ce qui nous arrive. Vous y trouverez aussi le remède aux autres dangers qui nous environnent, et qui menacent notre République naissante. Les armées de la Belgique, réunies dans le pays d'Aix-la-Chapelle et de Liége, y ont souffert tous les

(1) La défaite de l'armée ne doit être imputée qu'aux différentes fautes que nous avons signalées au chapitre XIV : Dumouriez s'est donné beaucoup de peine pour en chercher qui ne provinssent pas de lui.

genres de besoin, sans murmurer; mais en perdant continuellement, par les maladies, par les escarmouches contre l'ennemi, par l'abandon de quantité d'officiers et de soldats, plus de la moitié de leur force. Ce n'est que depuis l'entrée du général Beurnonville dans le ministère, qu'on commence à s'occuper de son recrutement et de ses besoins : mais il y a si peu de temps, que nous éprouvons encore tout le fléau désorganisateur, dont nous avons été les victimes. Telle était notre situation, lorsque, le 1er février, vous avez cru devoir à l'honneur de la nation, la déclaration de guerre contre l'Angleterre et la Hollande. Dès-lors, j'ai sacrifié tous mes chagrins : je n'ai plus pensé à ma démission, que vous trouverez consignée dans mes quatre mémoires. Je ne me suis occupé que des énormes dangers et du salut de ma patrie. J'ai cherché à prévenir les ennemis; et cette armée souffrante a oublié tous ses maux pour attaquer la Hollande. Pendant qu'avec de nouvelles troupes, arrivées de France, je prenais Breda, Klundert et Gertruidenberg, me préparant à pousser plus loin ces conquêtes; l'armée de la Belgique, conduite par des généraux remplis de courage et de civisme, entreprenait le bombardement de Maëstricht. Tout manquait pour cette expédition : le nouveau régime d'administration n'était pas encore établi; l'ancien était vicieux et criminel : on regorgeait de numéraire; mais les formes nouvelles qu'on avait mises à la trésorerie nationale, empêchaient qu'aucune partie du service ne reçût d'argent. Je ne puis pas encore détailler les causes de l'échec qu'ont reçu nos armées, puisque je ne fais que d'arriver. Non-seulement elles ont aban-

donné l'espoir de prendre Maëstricht; mais elles ont reculé avec confusion et avec perte. Les magasins de toute espèce qu'on commençait à ramasser, et Liége même, sont devenus la proie de l'ennemi, ainsi qu'une partie de l'artillerie de campagne et des bataillons. Cette retraite nous a attiré de nouveaux ennemis; et c'est ici que je vais développer les causes morales de nos maux.

Il a existé de tout temps dans les événemens humains, une récompense des vertus et une punition des vices. Les particuliers peuvent échapper à cette Providence, qu'on appellera comme on voudra, parce que ce sont des points imperceptibles : mais parcourez l'histoire, vous verrez que les peuples n'y échappent jamais. Tant que notre cause a été juste, nous avons vaincu! Dès que l'avarice et l'injustice ont guidé nos pas, nous nous sommes détruits nous-mêmes; et nos ennemis en profitent!

On vous flatte, on vous trompe. Je vais achever de déchirer le bandeau. On a fait éprouver aux Belges tous les genres de vexations : on a violé à leur égard les droits sacrés de la liberté : on a insulté avec imprudence leurs opinions religieuses : on a profané, par un brigandage très-peu lucratif, les instrumens de leur culte : on vous a menti sur leur caractère et sur leurs intentions. On a opéré la réunion du Hainaut à coups de sabre et à coups de fusil : celle de Bruxelles a été faite par une vingtaine d'hommes, qui ne pouvaient trouver d'existence que dans le trouble; et par quelques hommes de sang, qu'on a rassemblés pour intimider les citoyens. Parcourez l'histoire des Pays-Bas, vous trouverez que le peuple de la Belgique est bon, franc, brave et impatient du joug. Le duc d'Albe, le

plus cruel des satellites de Philippe II, en a fait périr 18 mille par la main des bourreaux. Les Belges se sont vengés par 30 ans de guerres civiles; et leur attachement à la religion de leurs pères a pu seul les faire rentrer sous le joug espagnol.

Vos finances étaient épuisées, lorsque nous sommes entrés dans la Belgique. Votre numéraire avait disparu (1), ou s'achetait au poids de l'or. Cambon, qui peut être un honnête citoyen, mais qui certainement est au-dessous de la confiance que vous lui avez donnée pour la partie financière, n'a plus vu de remède que dans la possession des richesses de cette fertile contrée. Il vous a proposé le fatal décret du 15 décembre : vous l'avez accepté unanimement; et cependant chacun de ceux d'entre vous, avec qui j'en ai parlé, m'a dit qu'il le désapprouvait, et que le décret était injuste. Un de mes quatre mémoires était dirigé contre ce décret; on ne l'a pas lu à l'Assemblée : le même Cambon a cherché à rendre mes remontrances odieuses et criminelles, en disant à la tribune : « que j'apposais *un veto* sur le dé-
» cret de l'Assemblée. » Vous avez confirmé ce décret par celui du 30 décembre; vous avez chargé vos commissaires de tenir la main à son exécution. D'après vos ordres, le pouvoir exécutif a envoyé au moins 30 commissaires. Le choix est très-mauvais; et, à l'exception de quelques gens honnêtes, qui sont peut-être regardés comme des citoyens douteux, parce qu'ils cherchent à mitiger l'odieux de leurs fonctions, la plupart sont ou des insensés ou des tyrans, ou des hommes sans ré-

(1) Il dit plus haut qu'on regorgeait de numéraire.

flexion, qu'un zèle brutal et insolent conduit toujours au-delà de leurs fonctions. Les agens de la tyrannie ont été répandus sur la surface entière de la Belgique. Les commandans militaires, par obéissance au décret, ont été obligés d'employer sur leur réquisition les forces qui leur étaient confiées : ces exacteurs ont achevé d'exaspérer l'ame des Belges. Dès-lors la terreur, et peut-être la haine, ont remplacé cette douce fraternité qui a accompagné nos premiers pas dans la Belgique. C'est au moment de nos revers, que nos agens ont déployé le plus d'injustice et de violence.

Vous avez été trompés sur la réunion à la France de plusieurs parties de la Belgique. Vous l'avez cru volontaire, parce qu'on vous a menti. Dès-lors, vous avez cru pouvoir enlever le superflu de l'argenterie des églises, pour subvenir, sans doute, aux frais de la guerre. Vous regardiez, dès-lors, les Belges comme Français : mais, quand même ils l'eussent été, il eût encore fallu attendre que l'abandon de cette argenterie eût été un sacrifice volontaire; sans quoi, l'enlever par force, devenait à leurs yeux un sacrilége. C'est ce qui vient d'arriver. Les prêtres et les moines ont profité de cet acte imprudent : ils nous ont regardés comme des brigands qui fuient; et, partout, les communautés de village s'arment contre nous. Ce n'est point ici une guerre d'aristocratie, car notre révolution favorise les habitans des campagnes; et cependant ce sont les habitans des campagnes qui s'arment contre nous, et le tocsin sonne de toutes parts. C'est pour eux une guerre sacrée : c'est pour nous une guerre criminelle. Nous sommes en ce moment environnés d'ennemis. Vous le verrez par les

rapports que j'envoie au ministre de la guerre : vous verrez en même temps les premières mesures que la nécessité m'a forcé de prendre pour sauver l'armée française, l'honneur de la nation, de la République elle-même.

Représentans de la nation, j'invoque votre probité et vos devoirs : j'invoque les principes sacrés, expliqués dans la *Déclaration des droits de l'Homme ;* et j'attends avec impatience votre décision. En ce moment, vous tenez dans vos mains le sort de l'Empire, et je suis persuadé que la vérité et la vertu conduiront vos décisions ; vous ne souffrirez pas que vos armées soient souillées par le crime, et en deviennent les victimes.

Le général en chef de l'armée du Nord,

Signé Dumouriez.

N° 5.

Mesures arrêtées par la Convention pour parer aux suites de la défection de Dumouriez, former une armée de 40 mille hommes, envoyer des députés militaires avec de pleins pouvoirs à l'armée du Nord ; enfin pour lever 30 mille cavaliers montés et équipés.

Du 4 avril 1793.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du comité de défense générale, décrète :

Art. Ier. Il sera procédé dans le jour, par appel nominal, à l'élection d'un nouveau ministre de la guerre.

II. Il y aura près les armées du Nord et des Ardennes, six commissaires pris dans le sein de la Convention nationale, qui s'occuperont d'abord d'établir les communications les plus promptes entre les diverses parties de ces armées, d'y faire publier la proclamation de la Convention nationale, et d'y maintenir les principes qui les ont toujours animés pour la défense de la République.

III. Les commissaires sont Carnot, Gasparin, Briès, Duheim, Roux-Fazillac, Duquesnoy, Dubois-Dubais et Delbret.

IV. Deux. . . . . . . se rendront à Valenciennes, d'où ils se porteront sur tous les points où ils jugeront leur présence nécessaire.

V. Trois. . . . . . . se rendront à Lille, où ils se joindront à Carnot, et où ils se transporteront partout où besoin sera. Deux d'entr'eux s'arrêteront à Douay pendant le temps nécessaire, pour y prendre les mesures qu'exige la défense de cette place.

VI. Deux autres commissaires. . . . . . . se rendront à Péronne pour y former un noyau d'armée, tant des recrues que des soldats qui se sont séparés des armées par la perfidie de Dumouriez. Le conseil exécutif provisoire enverra à cet effet à Péronne, sur-le-champ, deux commissaires de la guerre, et deux officiers de l'état-major.

VII. Les commissaires seront investis des mêmes pouvoirs que ceux qui ont été précédemment envoyés; ils sont autorisés à se diviser, délibérer et agir au nombre de deux.

. . . .

IX. Les commissaires seront également chargés de la distribution des bulletins et autres écrits et adresses dont la Convention aura décrété l'envoi aux armées : en conséquence, les bulletins seront dorénavant adressés aux armées, sous le couvert, et par l'entremise des commissaires.

Les commissaires porteront désormais le titre de représentans de la nation, députés par la Convention nationale, à. . . . . .

X. La Convention nationale approuve la nomination faite par le conseil exécutif provisoire, du général Dampierre, pour commander en chef les armées du Nord et des Ardennes.

XI. Il sera formé, sans délai, une armée de 40 mille hommes, qui sera divisée sur les points qui devront couvrir toutes les rivières navigables avec Paris.

Le comité de défense générale, réuni au comité militaire, présentera demain le mode d'exécution, et indiquera les points où seront campés les 40 mille hommes qui seront spécialement destinés à couvrir Paris.

N. B. Par un autre décret du même jour quatorze députés-commissaires pour la levée des 300 mille hommes dans le Nord et l'Est, furent chargés de se former en sept commissions de deux membre chaque, à l'effet d'armer et approvisionner toutes les places.

Ces mesures dénotent l'état dépourvu dans lequel toute la frontière se trouvait, et combien peu une marche des coalisés sur Paris eût rencontré d'obstacles dans ce moment.

Décret pour la levée de 30 mille hommes de cavalerie.

Du 16 avril.

La nécessité d'opposer une cavalerie suffisante aux nombreux escadrons des coalisés, fit juger que la levée de 300 mille hommes ne donnerait pas de suite des recrues propres à ce service, et la Convention prit le décret suivant :

ART. Ier. Il ne sera plus formé aucun nouveau corps à cheval; et ceux dont la levée a été décrétée, et qui ne seront pas au complet au 1er juin prochain, sont dès-à-présent supprimés, et seront à cette époque incorporés dans les régimens de leurs armes.

II. Il sera levé dans les départemens de la République 30 mille hommes de troupes à cheval, montés, équipés et armés : ils seront employés à compléter et augmenter la cavalerie, les dragons, les hussards, et les chasseurs à cheval.

III. Chaque département fournira son contingent en hommes, habillés et armés, et en chevaux équipés. Il prélèvera les frais de cette levée sur les impositions; et les états de dépense dûment arrêtés et vérifiés, seront reçus pour comptant au trésor national.

IV. Le ministre de la guerre fixera, de concert avec les administrations de département, le lieu du dépôt, pour y recevoir les hommes et les chevaux. Le ministre enverra dans chaque dépôt des instructeurs et d'autres agens pour inspecter les hommes, les chevaux, l'armement, l'équipement, et les recevoir.

V. Les administrations de département rendront compte au ministre de la guerre, chaque semaine, des progrès de leur levée.

VI. Les citoyens qui ont déjà servi dans les troupes à cheval, et qui voudraient rentrer au service dans cette nouvelle levée, conserveront la pension de retraite qu'ils auraient pu déjà obtenir : et le temps qu'ils serviront, sera ajouté à leurs anciens services, et sera compté, pour leur pension, comme s'il n'y avait point eu d'interruption.

VII. Tout citoyen qui se présentera monté, armé et équipé, recevra le prix de son cheval, de son équipement et de son armement, qui lui seront laissés à la fin de la guerre; et si, avant cette époque, il venait à perdre son cheval, il lui en sera fourni un autre aux frais de la République.

VIII. Le comité de la guerre présentera, sous trois jours, le tableau de la répartition à faire dans chaque département.

N° 6.

Décret sur la formation d'un comité de salut public.

Du 6 avril.

La Convention nationale décrète :

Art. Ier. Il sera nommé par appel nominal un comité de salut public, composé de neuf membres de la Convention nationale.

II. Ce comité délibèrera en secret. Il sera chargé de surveiller et d'accélérer l'action de l'administration confiée au conseil exécutif provisoire, dont il pourra même suspendre les arrêtés, lorsqu'il les croira contraires à l'intérêt national, à la charge d'en informer sans délai la Convention.

III. Il est autorisé à prendre, dans les circonstances urgentes, des mesures de défense générale extérieure et intérieure, et les arrêtés signés de la majorité de ses membres délibérans, qui ne pourront être au-dessous des deux tiers, seront exécutés sans délai par le conseil exécutif provisoire. Il ne pourra, en aucun cas, décerner des mandats d'amener ou d'arrêts, si ce n'est contre des agens d'exécution, et à la charge d'en rendre compte sans délai à la Convention.

IV. La trésorerie nationale tiendra à la disposition du comité de salut public, jusqu'à concurrence de 100 mille livres pour dépenses secrètes, qui seront délivrées par le comité, et payées sur les ordonnances, qui seront signées comme les arrêtés.

V. Il fera chaque semaine un rapport général et par écrit de ses opérations, et de la situation de la République.

VI. Il sera tenu un registre de toutes les délibérations.

VII. Ce comité n'est établi que pour un mois.

VIII. La trésorerie nationale demeurera indépendante du comité d'exécution, et soumise à la surveillance immédiate de la Convention, suivant le mode fixé par les décrets.

N° 7.

Décret concernant les commissaires de la Convention envoyés dans les départemens pour le recrutement, près les armées, sur les frontières, etc.

Du 30 avril 1793.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de salut public, sur le renvoi qui lui a été fait pour présenter la liste des représentans du peuple qui sont en mission, et dont la mission n'est pas d'une utilité indispensable, décrète :

Art. Ier. Tous les pouvoirs délégués par la Convention aux commissaires qu'elle a nommés pour se rendre dans les départemens pour le recrutement, près les armées, sur les frontières, côtes, et dans les ports, sont révoqués. Tous les députés qui sont en commission, excepté ceux ci-après nommés, reviendront de suite dans le sein de l'Assemblée.

II. Les forces de la République seront réparties en onze armées, qui seront disposées, sauf les mouvemens qui pourront avoir lieu, ainsi qu'il suit :

L'armée du Nord, sur la frontière et dans les places ou forts, depuis Dunkerque jusqu'à Maubeuge inclusivement.

L'armée des Ardennes, sur la frontière et dans les places ou forts, depuis Maubeuge inclusivement jusqu'à Longwy exclusivement.

L'armée de la Moselle, sur la frontière et dans les

places ou forts, depuis Longwy inclusivement jusqu'à Bitche exclusivement.

L'armée du Rhin, sur la frontière et dans les places ou forts, depuis Bitche inclusivement jusqu'à Porentruy exclusivement.

L'armée des Alpes, sur la frontière et dans les places ou forts, dans le département de l'Ain inclusivement jusqu'au département du Var exclusivement.

L'armée d'Italie, sur la frontière et dans les places, forts ou ports, depuis le département des Alpes maritimes inclusivement jusqu'à l'embouchure du Rhône.

L'armée des Pyrénées-Orientales, sur la frontière et dans les places, forts ou ports, depuis l'embouchure du Rhône jusqu'à la rive droite de la Garonne.

L'armée des Pyrénées-Occidentales, sur la frontière et dans les places, forts ou ports, dans toute la partie du territoire de la République, sur la rive gauche de la Garonne.

L'armée des côtes de la Rochelle, sur les côtes et dans les places, ports ou forts, depuis l'embouchure de la Gironde jusqu'à l'embouchure de la Loire.

L'armée des côtes de Brest, sur les côtes et dans les places ou forts, depuis l'embouchure de la Loire jusqu'à St.-Malo inclusivement.

L'armée des côtes de Cherbourg, sur les côtes et dans les places, forts ou ports, depuis St.-Malo inclusivement jusqu'à l'Authie.

III. Le conseil exécutif provisoire présentera, sous deux jours, la liste des officiers généraux qu'il aura choisis ou conservés pour former les états-majors généraux desdites armées.

IV. Le comité de salut public présentera incessamment le projet de loi pour la formation de deux armées de réserve de l'intérieur.

V. Il y aura douze commissaires de la Convention auprès de l'armée du Nord. Huit d'entr'eux seront toujours auprès des divisions et cantonnemens de l'armée; quatre s'occuperont des fortifications et approvisionnemens des places ou forts.

Quatre commissaires auprès de l'armée des Ardennes : deux pour les camps et cantonnemens de l'armée; deux pour les fortifications et approvisionnemens des places ou forts.

Quatre commissaires auprès de l'armée de la Moselle : dont deux pour les camps et retranchemens de l'armée; et deux pour les fortifications et approvisionnemens des places ou forts.

Dix commissaires auprès de l'armée du Rhin : dont quatre pour les camps et cantonnemens de l'armée; et six pour les fortifications et approvisionnemens des places ou forts.

Quatre commissaires auprès de l'armée des Alpes : dont deux pour les camps et cantonnemens de l'armée; et deux pour les fortifications et approvisionnemens des places ou forts.

Quatre commissaires auprès de l'armée d'Italie : dont deux pour les camps et cantonnemens de l'armée; et deux pour les fortifications et approvisionnemens des places, forts, côtes, ports et flottes.

Quatre commissaires auprès de l'armée des Pyrénées-Orientales : dont deux pour les camps et cantonnemens de l'armée; et deux pour les fortifications et approvi-

sionnemens des places, forts, côtes, ports et flottes.

Quatre commissaires auprès de l'armée des Pyrénées-Occidentales : dont deux pour les camps et cantonnemens de l'armée; et deux pour les fortifications et approvisionnemens des places, forts, côtes, ports et flottes.

Six commissaires auprès de l'armée des côtes de la Rochelle : dont quatre pour les camps et cantonnemens de l'armée; et deux pour les fortifications et approvisionnemens des places, forts, côtes, ports et flottes.

Quatre commissaires auprès de l'armée des côtes de Brest : dont deux pour les camps et cantonnemens de l'armée; et deux pour les fortifications et approvisionnemens des places, forts, côtes, ports et flottes.

Quatre commissaires auprès de l'armée des côtes de Cherbourg : dont deux pour les camps et cantonnemens de l'armée; et deux pour les fortifications et approvisionnemens des places, forts, côtes, ports et flottes.

Trois commissaires dans l'île de Corse.

VI. Les commissaires auprès de chaque armée se concerteront pour la division et l'exécution de leurs opérations.

VII. Le conseil exécutif distribuera les cadres des régimens et bataillons dans les divers corps d'armée : il prendra les mesures les plus promptes pour y faire arriver les recrues, et compléter les divers corps : il présentera, sous deux jours, son travail au comité de salut public.

VIII. Le conseil exécutif fera passer aux généraux l'état des forces qui seront mises sous leur commande-

ment; et le comité de salut public en fera passer un double aux commissaires auprès des armées.

IX. Les commissaires de la Convention auprès des armées porteront le titre de Représentans du peuple envoyés près de telle armée : ils porteront le costume décrété le 3 avril courant.

X. Les représentans du peuple envoyés près les armées, et les généraux, se concerteront pour faire nommer sur-le-champ à tous les emplois vacans, ou qui viendront à vaquer, soit par mort, démission ou destitution, en se conformant au mode d'avancement décrété : et en cas d'urgence et de manque de personnes qui aient les qualités requises par la loi, ils pourront en commettre provisoirement, et pour quinze jours seulement.

XI. Les représentans du peuple envoyés près les armées exerceront la surveillance la plus active sur les opérations des agens du conseil exécutif; de tous les fournisseurs et entrepreneurs des armées; et sur la conduite des généraux, officiers et soldats : ils pourront suspendre tous les agens civils, et en commettre provisoirement.

XII. Ils pourront aussi suspendre les agens militaires; mais ils ne pourront les remplacer que provisoirement, jusqu'après l'approbation, pour la suspension, de la Convention, ou jusqu'à ce que les personnes appelées ou élues en vertu de la loi, soient arrivées à leur poste.

XIII. Ils surveilleront l'état de dépense et d'approvisionnement de toutes les places, forts, ports, côtes, armées et flottes de leur division : ils feront dresser des

états de situation de tous les magasins de la République; et ils se feront rendre compte journellement de l'état de toutes les espèces de fournitures, armes, vivres et munitions.

XIV. Ils feront faire des revues de toutes les armées et flottes de la République : ils se feront remettre, chaque quinzaine, les états de l'effectif de chaque corps, signés des agens civils et militaires : ils prendront toutes les mesures qu'ils jugeront convenables pour accélérer l'armement, l'équipement et l'incorporation des volontaires et recrues dans les cadres existans, l'armement et l'équipement des flottes de la République : ils se concerteront pour ces opérations avec les amiraux, généraux et commandans des divisions et autres agens du conseil exécutif.

XV. *En cas d'insuffisance des forces décrétées, ils pourront requérir les gardes nationaux des départemens, qu'ils feront organiser en bataillons, d'après le mode qui sera décrété : ils pourront aussi requérir les gardes nationaux à cheval, pour compléter les cadres existans; et lorsque les cadres seront complets, ils pourront en former de nouveaux escadrons, en y employant les chevaux de luxe et des émigrés, ou ceux qu'ils pourront se procurer.*

XVI. Ils prendront toutes les mesures pour découvrir, faire arrêter les généraux, et faire arrêter, traduire au tribunal révolutionnaire, tous militaires, agens civils et autres citoyens, qui auraient aidé, favorisé ou conseillé un complot contre la liberté et la sûreté de la République; ou qui auraient machiné la désorganisation des armées et flottes, et dilapidé les fonds publics.

XVII. Ils feront distribuer aux troupes les bulletins, adresses, proclamations et instructions de la Convention, qui seront adressés aux armées par le comité de correspondance : ils employeront tous les moyens d'instruction qui sont en leur pouvoir, pour y maintenir l'esprit républicain.

XVIII. Les représentans du peuple, envoyés près les armées, sont investis de pouvoirs illimités pour l'exercice des fonctions qui leur sont déléguées : ils pourront requérir les corps administratifs, et tous les agens civils et militaires : ils pourront agir au nombre de deux, et employer tel nombre d'agens qui leur seront nécessaires : leurs arrêtés seront exécutés provisoirement.

XIX. Les dépenses extraordinaires, résultantes des opérations déléguées aux représentans du peuple envoyés près les armées, seront acquittées par les payeurs des armées, les payeurs des départemens, les receveurs de districts ou par la trésorerie nationale, sur les états ordonnancés par les commissaires-ordonnateurs, et visés par les commissaires nationaux, lesquels seront reçus comme comptant par la trésorerie nationale, et portés dans les dépenses extraordinaires de la guerre et de la marine.

XX. Les représentans du peuple envoyés près les armées rendront compte, au moins chaque semaine, de leurs opérations, à la Convention : ils seront tenus d'adresser chaque jour, au comité de salut public, le journal de leurs opérations, et de tous les états de revue et approvisionnemens qu'ils auront fait dresser : ils adresseront aussi chaque jour au comité des finances et

à la trésorerie nationale, un compte détaillé des états de dépense qu'ils auront visés.

XXI. Le comité de salut public présentera, chaque semaine, à la Convention, un rapport sommaire des opérations des divers commissaires : le comité des finances fera aussi, chaque semaine, un rapport des états de dépenses, visés par eux; ces rapports seront imprimés et distribués.

XXII. Les représentans du peuple envoyés près les armées, seront renouvelés par moitié chaque mois : ils ne pourront revenir à la Convention, qu'après une autorisation donnée par elle; si ce n'est pour des cas urgens, et en vertu d'un arrêté motivé de la Convention.

XXIII. Le comité de salut public fournira des instructions aux représentans du peuple envoyés près les armées, afin de mettre de l'uniformité dans leurs opérations.

XXIV. Les commissaires de la trésorerie nationale nommeront les payeurs et contrôleurs près les onze armées.

XXV. La Convention nationale nomme pour représentans ;

Près l'armée du Nord, les citoyens Gasparin, Duhem, Delbret, Carnot, Lesage-Senault, Courtois, Cochon, Lequinio, Salengros, Bellegarde, Duquesnoy et Cavaignac.

Près l'armée des Ardennes, les citoyens Delaporte, Hentz, Deville et Milhaud.

Près l'armée de la Moselle, les citoyens Soubrany, Maribou-Montaut, Maignet et Levasseur (de la Meurthe.)

Près l'armée du Rhin, les citoyens Reubell, Merlin

(de Thionville), Haussmann, Ruamps, Piffileger, Duroy, Louis, Laurent, Ritter et Ferry.

Près l'armée des Alpes, les citoyens Albite, Gauthier, Nioche et Dubois-Crancé.

Près l'armée d'Italie, les citoyens Barras, Beauvais (de Paris), Despinassy et Pierre Bayle.

Près l'armée des Pyrénées-Orientales, les citoyens Fabre (du département de l'Hérault), Leyris, Bonnet (du département de l'Hérault), et Projean.

Près l'armée des Pyrénées-Occidentales, les citoyens Férand, Isabeau, Garreau, et Chaudrou-Rousseau.

Près l'armée des côtes de la Rochelle, les citoyens Carra, Choudieu, Garnier (de Saintes), Goupilleau, Mazade et Treilhard.

Près l'armée des côtes de Brest, les citoyens Alquier, Merlin, Gillet et Sevestre.

Près l'armée des côtes de Cherbourg, les citoyens Prieur (de la Marne), Prieur (de la Côte-d'Or), Romme et Lecointre (de Versailles.)

Dans l'île de Corse, les citoyens Salicetti, Delcher et Lacombe-St.-Michel.

La Convention a aussi nommé le citoyen Coustard, pour commissaire dans le département de la Loire-Inférieure.

XXVI. Les représentans du peuple envoyés près les armées, qui sont nommés par le présent décret, continueront, chacun dans leur division, la surveillance du recrutement; et l'organisation, en départemens et districts, des pays nouvellement réunis à la République. Les commissaires envoyés dans le département de l'Orne continueront leurs opérations; et le conseil exécutif

nommera des commissaires, pour continuer celles qui ont été commencées par les commissaires de la Convention à Chantilly.

XXVII. Le conseil exécutif enverra le présent décret aux commissaires de la Convention actuellement en commission. Ceux qui sont nommés par le présent décret, se rendront de suite à leur nouveau poste : et ceux qui sont actuellement auprès des armées, y resteront jusqu'à ce qu'ils soient remplacés.

N° 8.

Quiévrain, le 20 mai 1793.

Disposition pour l'attaque du camp de Famars, rédigée par le général Mack.

N. B. Nous présentons cette pièce comme un document propre à signaler l'esprit minutieux qui, à cette époque, caractérisait la tactique allemande.

Toute l'armée marchera par pelotons et par la gauche, et se formera en 4 colonnes, dont 2 principales pour l'attaque et 2 plus petites pour démonstrations.

La 1re colonne à gauche.

Infanterie.		Cavalerie.	
2 bat.	Starray.	6 esc.	Esterhazy.
2	Callenberg.	6	Karaczay.
2	Hohenlohe.	2	Empereur.
2	Stuart.	6	Nassau, cuirassiers.
8	Anglo-Hanovriens.	8	Anglo-Hanovriens.

Artillerie de réserve.

8 pièces de 18, 16 de 12, 5 obusiers de 10 liv., 5 de 7 liv., 4 pièces à cheval, 8 pontons, 6 ponts de chevalets et 2 compagnies de pionniers.

Cette colonne se divisera en 7 plus petites qui se formeront en laissant entre elles une distance de 50 pas à partir de la partie gauche du village de Curgies.

1re *petite colonne à droite.*

6 esc. Esterhazy en tête, 6 esc. Karaczay, 2 Empereur.

2e *petite colonne à gauche de la première.*

2 bataillons Starray, 2 bataillons Callenberg.

3e *petite colonne.*

2 bataillons Hohenlohe, 2 bataillons Stuart.

4e *petite colonne.*

Toute la réserve d'artillerie de cette attaque.

5e *petite colonne à gauche des précédentes.*

6 escadrons Nassau, cuirassiers : les pontons et chevalets.

6e *petite colonne à gauche de la* 5e.

8 bataillons Anglo-Hanovriens.

7e *petite colonne à l'extrême gauche de la division.*

8 escadrons Anglo-Hanovriens.

La seconde attaque se composera des troupes suivantes :

Infanterie.		Cavalerie.	
3 bat.	Grenadiers.	6 esc.	Barco, hussards.
1	Jordis.		
8	Anglo-Hanovriens.	6	Anglo-Hanovriens.

Réserve d'artillerie 6 pièces de 8, 10 pièces de 12, 7 obusiers, 5 ponts de chevalets et 1 compagnie de pionniers.

Elle se rassemblera entre le village de Sautain et le second moulin à vent en avant de Curgies, à l'emplacement des vedettes de nuit; elle s'y formera en 5 colonnes de la manière suivante :

1re petite colonne à droite.

6 escadrons de Barco, hussards.

2e colonne à gauche de la précédente.

3 bataillons grenadiers et 1 Jordis.

3e colonne à gauche de la 2e.

La réserve d'artillerie et ponts.

4e colonne.

8 bataillons Anglo-Hanovriens.

5e colonne à gauche.

6 escadrons Anglo-Hanovriens.

La 1re colonne d'observation à droite pour observer Valenciennes.

Infanterie.		Cavalerie.	
1 bat.	Beaulieu.	2 esc.	Esterhazy, hussards.
1	Spleni.	4	Anglo-Hanovriens.
1	Colloredo.		
3	Anglo-Hanovriens.		

2 pièces de 12.

Cette attaque se formera en 4 colonnes entre Onnaing et Etreux.

1re { 1 bat. Beaulieu.
1 Colloredo. }

2e { 2 esc. Esterhazy hussards. }

3e { 4 esc. Anglais en avant de la redoute d'Etreux. }

4e { 1 bat. Spleni.
2 pièces de 12.
3 bat. Anglo-Hanovriens. }

Seconde colonne d'observation.

Infanterie.		Cavalerie.	
1 bat.	Teutschmeister.	2 esc.	Uhlans.
1	Archiduc Charles.	2	Barco hussards.
		6	Zeschwitz cuirassiers.

8 pièces de canon et obusiers.

Cette colonne, aux ordres du général Otto, rassemblée à la gauche du camp, suivra les ordres particuliers qui lui sont assignés dans la disposition.

La destination de la première attaque est de s'avancer sur le rideau, entre Préseau et Marêches jusques vers la Ronelle; de jeter ensuite sous la protection de son artillerie plusieurs ponts de chevalets aux environs d'Artre, et de passer cette rivière sur autant de colonnes que les circonstances le permettront, pour attaquer ensuite le camp de Famars par son flanc droit.

La destination de la seconde division est de chasser l'ennemi de ses retranchemens en-deçà de la Ronelle; ensuite, à la faveur du feu de son artillerie, de jeter des ponts à gauche d'Aulnoit, en face du camp ennemi, et de forcer le passage autant que cela pourra se faire.

La première colonne de démonstration à droite, est chargée d'observer la garnison de Valenciennes, par les deux routes qui vont à Mons et au Quesnoy, principalement la dernière, où le gros de la division se portera le plus près de la place possible, ayant soin d'entretenir par des coureurs, sa communication avec la colonne principale.

La deuxième colonne s'avance sur Villerspel, chasse l'ennemi sur le Quesnoy, couvre le flanc gauche de la première colonne principale, et concourt de tout son pouvoir à la tâche qui est imposée à cette dernière.

Aucun des ouvrages du camp ne sera gardé, à l'exception de la redoute d'Onnaing.

Pour l'artillerie.

A l'entrée de la nuit, tout le gros canon réparti dans les retranchemens en sera retiré dans le plus profond silence, conduit entre l'armée et le village de Curgies, puis distribué aux différentes attaques.

Pour les avant-postes.

Toutes les gardes et piquets resteront dans leur poste ordinaire; on aura soin seulement d'y placer les soldats les plus sûrs, pour que l'ennemi ne reçoive aucun avis des mouvemens. A l'entrée de la nuit on établira, à 150 pas, une double chaîne de védettes pour empêcher la désertion.

L'infanterie légère qui se trouve aux avant-postes sera distribuée par le général Otto aux différentes attaques, dans la proportion de leur force, excepté toutefois les Croates qui gardent St.-Sauve et qui y resteront.

Pour l'armée.

A minuit les troupes seront éveillées sans bruit; elles s'habilleront et prendront les armes devant le front de bandière; on attendra ensuite l'ordre de se mettre en mouvement, qui sera apporté par un officier d'état-major, celui-ci conduira aussi les bataillons à leurs rassemblemens respectifs. Ces mesures sont communes à l'artillerie de réserve.

Les tentes resteront dressées, mais on n'y laissera que 3 à 4 hommes malingres par chaque compagnie ou escadron. Les manteaux seront roulés en bandouillères.

Les deux escadrons de chevau-légers de Lobkovitz se porteront à minuit à la flèche devant le régiment Stuart, où ils recevront de nouveaux ordres.

Les deux escadrons de Wurtzbourg laisseront un officier et 30 hommes à Crespin ; le surplus entrera au camp pour y maintenir l'ordre.

On avancera au point du jour pour procéder à l'attaque, selon les localités et les circonstances.

En même temps le général Clairfayt attaquera de son côté le bois d'Aubry et le camp ennemi devant ce village, cherchant même à assaillir celui d'Anzin, si cela devient possible ; en cas contraire, il se bornerait à le tenir en échec, jusqu'à ce que la prise du camp de Famars et l'établissement des ponts sur l'Escaut permette de lui détacher les renforts nécessaires pour le mettre à même d'en tenter l'attaque.

Le général Clairfayt donnera à ses troupes les instructions et dispositions qu'il jugera nécessaires.

S. A. le prince d'Orange sera prié de faire une démonstration de Tournay sur Lille et Orchies, et d'emporter surtout le dernier poste.

Le général prussien de Knobelsdorf est invité d'assaillir le poste de Hasnon et de l'enlever ; le général Clairfayt lui enverra à cet effet quelques obusiers de seize.

Les généraux Latour et Werneck inquièteront de même au point du jour les ennemis qu'ils ont devant eux (sur la Haute-Sambre, vers Bavay et Maubeuge.)

La principale colonne sera conduite par S. A. R. le duc d'Yorck, ayant sous ses ordres les généraux autrichiens Lilien, Happoncourt et Schneider.

L'autre division, chargée d'attaquer Famars, sera

commandée par le lieutenant-général Ferrari, ayant sous lui les généraux Benjouky, prince d'Auersberg, et de Cobourg.

La colonne chargée d'observer Valenciennes sera dirigée par le général Colloredo, secondé par les généraux Kray et Eder.

Le général Otto conduira celle du Quesnoy.

On ne chargera point les armes sans ordres exprès. On observera de ne commencer le feu de canon et de mousqueterie, qu'à une proximité convenable pour qu'il produise son effet. La cavalerie ne doit pas s'abandonner trop tôt en pleine carrière, et les troupes destinées à soutenir une attaque ne s'avanceront point sans ordre.

MARÉCHAL, PRINCE DE COBOURG.

FIN DU TOME TROISIÈME DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE IV.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1793.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

